

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

www.stat.gouv.qc.ca

TRAVAIL ET RÉMUNÉRATION

Rémunération des salariés

État et évolution comparés

2015



Pour tout renseignement concernant l'ISQ et les données statistiques dont il dispose, s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec)
G1R 5T4
Téléphone : 418 691-2401

ou

Téléphone : 1 800 463-4090
(sans frais d'appel au Canada et aux États-Unis)

Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Ce document est disponible seulement en version électronique

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2015
ISBN 978-2-550-74452-8 (PDF)

© Gouvernement du Québec,
Institut de la statistique du Québec, 1999

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.

www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Novembre 2015

Avant-propos

L'Institut de la statistique du Québec a l'obligation légale d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés de l'administration québécoise et de celle des autres salariés québécois. Ce mandat découle de l'article 4 de sa loi constitutive.

Dans ce rapport, l'Institut présente une analyse fiable et objective des données les plus récentes. Ainsi, les employeurs, les syndicats et les autres acteurs du marché du travail de même que le public en général disposent de données pertinentes pour prendre des décisions éclairées en matière de rémunération.

Comme le prévoit l'orientation prise il y a quatre ans, un cycle est introduit dans le contenu du rapport. Cette édition-ci est de type « banque de données », c'est-à-dire qu'elle présente, en annexe, tous les résultats de la comparaison par emploi repère et pour l'ensemble des emplois, les principales données sur l'économie et le marché du travail ainsi que les résultats sur les taux d'augmentation salariale selon les conventions collectives déposées dans la base de données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. L'Institut propose également une analyse de l'évolution des écarts salariaux et de rémunération globale sur six ans (2009-2015).

De plus, une brochure qui présente une synthèse des principaux résultats accompagne le rapport (*Faits saillants*). Ce format est pratique pour les représentants

des parties à la négociation ainsi que pour les médias et le public en général.

Par ailleurs, au cours de l'année, l'Institut a continué d'exploiter les données récemment colligées par des analyses approfondies sur la rémunération selon la profession, l'évolution des taux de croissance, l'année d'ancienneté et le genre dans son bulletin *Flash-Info* et ses capsules thématiques. L'Institut tient particulièrement à souligner la diffusion de deux études, une portant sur la rémunération variable dans les entreprises privées et publiques (excluant l'administration québécoise) et une autre présentant la portée et les limites de la comparaison.

L'Institut réitère son engagement de protéger la confidentialité des renseignements recueillis et remercie toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce rapport, notamment les participants à l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*.

Le directeur général,

Stéphane Mercier

*Produire une information statistique pertinente, fiable et objective, comparable, actuelle, intelligible et accessible, c'est là l'engagement « **qualité** » de l'Institut de la statistique du Québec.*

La coordination de ce rapport a été assurée par :
Direction des statistiques du travail et de la rémunération :

Nadège Jean
Patrice Gauthier, directeur

Ont apporté leur précieuse collaboration :

Mario Beaulieu, David Chapados, Francine Ducharme, Marie-Josée Dufour, Alexandre Gaudreault, Mélanie Grenier, Julie Rabemananjara et Vladimir Racila, pour la validation et l'analyse des résultats de la comparaison.

Mario Haché et Chantal Caouette, pour les développements méthodologiques et les traitements statistiques des résultats de la comparaison.

Pascal Michel et Dominique Sam-Pan, pour les traitements informatiques.

Ann Doucet et tous les membres de l'équipe « enquêtes – rémunération », pour la collecte et la validation des données sur la rémunération globale.

France Lozeau et Josée Gaudreault, pour la mise en page et la Direction des communications pour la révision linguistique.

L'Institut remercie les maisons de prévisions et d'experts-conseils qui ont collaboré à la réalisation de ce rapport, soit la Banque Nationale, la Banque de Montréal Groupe financier, la Banque Royale du Canada, le Mouvement des caisses Desjardins du Québec, le Conference Board du Canada, Normandin Beaudry, Towers Watson, Saucier conseil et Mercer (Canada) Limitée.

Pour tout renseignement concernant le contenu de ce rapport, s'adresser à :

Direction des statistiques du travail et de la rémunération :

Institut de la statistique du Québec
1200, avenue McGill College, bureau 400
Montréal (Québec) H3B 4J8

Téléphone : 514 876-4384
Télécopieur : 514 876-1767
Site Web : www.stat.gouv.qc.ca

Signes conventionnels :

Ce rapport utilise les symboles suivants :

... N'ayant pas lieu de figurer
.. Donnée non disponible
x Donnée confidentielle
k En milliers
n Nombre

Avertissements :

En raison de l'arrondissement des données et des critères de confidentialité, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Dans tout le texte, les mots *salariés, employés, professionnels, techniciens*, etc., font indifféremment référence au masculin et au féminin

Table des matières

Principaux résultats.....	9
Introduction.....	19
La méthodologie	21
Les orientations et approches méthodologiques	22
Le traitement et l'analyse des données.....	35
Les particularités de l'administration québécoise.....	38
Les événements susceptibles d'affecter la comparaison	39
Annexes.....	45

Liste des tableaux

La méthodologie

I	Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison	22
II	Éléments et composantes de la rémunération globale	25
III	Panier d'emplois repères par catégories d'employés.....	32
IV	Population de référence pour la comparaison.....	33
V	Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise, selon les catégories d'emplois.....	34
VI	Mode de collecte de chacun des groupes de rotation	36
VII	Nombre de conventions en vigueur et nouvellement signées et de salariés couverts	44

Liste des figures

La méthodologie

1	Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon la syndicalisation et le secteur d'activité, en 2015	29
---	--	----

A Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2015

- A-1 Autres salariés québécois
- A-2 Secteur privé
- A-3 Secteur « autre public »
- A-4 Administration municipale
- A-5 Secteur « entreprises publiques »
- A-6 Secteur universitaire
- A-7 Administration fédérale
- A-8 Autres salariés québécois syndiqués
- A-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- A-10 Secteur privé syndiqué
- A-11 Secteur privé non syndiqué

B Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2015

- B-1 Autres salariés québécois
- B-2 Secteur privé
- B-3 Secteur « autre public »
- B-4 Administration municipale
- B-5 Secteur « entreprises publiques »
- B-6 Secteur universitaire
- B-7 Administration fédérale
- B-8 Autres salariés québécois syndiqués
- B-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- B-10 Secteur privé syndiqué
- B-11 Secteur privé non syndiqué

C Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2015

- C-1 Autres salariés québécois
- C-2 Secteur privé
- C-3 Secteur « autre public »
- C-4 Administration municipale
- C-5 Secteur « entreprises publiques »
- C-6 Secteur universitaire
- C-7 Administration fédérale
- C-8 Autres salariés québécois syndiqués
- C-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- C-10 Secteur privé syndiqué
- C-11 Secteur privé non syndiqué

D Distribution de l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, en 2015

- D-1 Selon le nombre d'emplois repères
- D-2 Selon le pourcentage de l'effectif

E Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur de comparaison, en 2015

- E-1 Autres salariés québécois
- E-2 Secteur privé
- E-3 Secteur « autre public »
- E-4 Administration municipale
- E-5 Secteur « entreprises publiques »
- E-6 Secteur universitaire
- E-7 Administration fédérale
- E-8 Autres salariés québécois syndiqués
- E-9 Autres salariés québécois non syndiqués
- E-10 Secteur privé syndiqué
- E-11 Secteur privé non syndiqué

F Heures hebdomadaires moyennes de travail par catégorie d'emplois, administration québécoise et secteurs de comparaison, 2015

G-1 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2015 et 2014

G-2 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2015 et 2014

G-3 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2015 et 2009

G-4 Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emploi, de 2015 et 2009

H Principaux indicateurs économiques du Québec, de 2003 à 2015

I Principaux indicateurs du marché du travail du Québec, de 2003 à 2015

J Prévisions de divers organismes pour les principaux indicateurs économiques du Québec, pour 2015 et 2016

- K** Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2015
- L** Évolution de la distribution des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2015
- M** Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2015
- N** Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2015

Principaux résultats

Le salaire et la rémunération globale

L'ensemble des autres salariés québécois

En 2015, le salaire des employés de l'administration québécoise montre un retard de 12,9 % par rapport à celui des autres salariés québécois dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 57 emplois repères sur 76, représentant 77 % de l'effectif, affichent ce statut. Toutes les catégories d'emplois, à l'exception de celle des employés de service, accusent un retard de l'administration québécoise. Les retards varient de 13,1 % chez les professionnels à 30,3 % chez les ouvriers. Pour leur part, les employés de service sont à parité dans les deux secteurs.

La rémunération globale des salariés de l'administration québécoise est en retard de 7,9 % sur celle des autres salariés québécois dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 44 des 76 emplois, regroupant 62 % de l'effectif, ainsi que dans quatre des cinq catégories d'emplois étudiées. Les employés de service, par contre, sont en avance. Dans l'ensemble des emplois repères, le retard plus faible observé sur le plan de la rémunération globale par rapport à celui noté sur le plan salarial s'explique par le nombre d'heures de présence au travail moindre dans l'administration québécoise, malgré les coûts moins élevés pour les avantages sociaux dans ce secteur. Ce constat est également observé pour les catégories des professionnels, des techniciens et des employés de bureau.

Le secteur privé

Les employés de l'administration québécoise ont un retard salarial de 10,0 % face à ceux du secteur privé dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est noté dans 44 des 73 emplois repères, regroupant 64 % de l'effectif. Quatre catégories d'emplois accusent un retard salarial de l'administration québécoise; les écarts se situent entre - 9,6 % et - 31,4 %. Quant aux employés de service, ils sont à parité dans les deux secteurs.

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise est à parité face au secteur privé en ce qui concerne la rémunération globale. Ce statut est présent dans 31 des 73 emplois, comptant 32 % de l'effectif. Les

catégories des professionnels, des techniciens et des employés de bureau présentent la parité des deux secteurs. Les employés de service de l'administration québécoise affichent une avance (11,4 %), tandis que les ouvriers accusent un retard de 27,9 %. Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans les catégories des techniciens et des employés de bureau, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan de la rémunération globale que sur le plan du salaire en raison d'heures de présence au travail moins nombreuses dans l'administration québécoise.

Le secteur « autre public »

L'administration québécoise montre un retard salarial de 19,3 % sur le secteur « autre public » dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 73 des 75 emplois repères, regroupant 98 % de l'effectif. Un retard est également noté dans toutes les catégories d'emplois; les écarts varient de - 16,9 % chez les employés de service à - 28,3 % chez les ouvriers.

La rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 26,3 % sur celle du secteur « autre public » dans l'ensemble des emplois repères. Sur 75 emplois repères, 72 présentent ce statut (98 % de l'effectif). Comme dans le cas des salaires, toutes les catégories d'emplois affichent un retard de l'administration québécoise au chapitre de la rémunération globale; les écarts varient de - 22,1 % à - 42,8 %. Dans l'ensemble des emplois repères, l'augmentation du retard de l'administration québécoise du salaire à la rémunération globale s'explique par les coûts des avantages sociaux moins élevés dans ce secteur. Dans les catégories des professionnels et des techniciens, on remarque également un nombre d'heures de présence au travail inférieur dans l'administration québécoise.

L'administration municipale

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise accuse un retard salarial de 20,4 % par rapport à l'administration municipale. Ce statut est noté dans 62 des 65 emplois repères, représentant 98 % de l'effectif. Des retards sont observés dans toutes les catégories d'emplois, les écarts variant de – 16,6 % à – 28,4 %.

Dans l'ensemble des emplois repères, la rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 39,5 % sur celle de l'administration municipale. Sur 65 emplois repères, 63 présentent ce statut (99 % de l'effectif). Comme pour les salaires, toutes les catégories d'emplois affichent un retard de l'administration québécoise au chapitre de la rémunération globale; les écarts varient de – 36,2 % à – 48,1 %. Dans l'ensemble et dans les catégories des techniciens, des employés de bureau et des ouvriers, l'augmentation du retard du salaire à la rémunération globale résulte des coûts inférieurs pour les avantages sociaux et des heures de présence au travail plus nombreuses dans l'administration québécoise.

Le secteur « entreprises publiques »

L'administration québécoise accuse un retard salarial de 18,9 % vis-à-vis du secteur « entreprises publiques » dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est constaté dans toutes les catégories d'emplois et dans 62 des 64 emplois repères, représentant 98 % de l'effectif total. Les retards vont de 15,5 % chez les professionnels à 35,2 % chez les ouvriers.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est en retard de 24,1 % sur le secteur « entreprises publiques » dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 54 des 64 emplois repères, regroupant 95 % de l'effectif, affichent ce statut. Les cinq catégories d'emplois présentent un retard de l'administration québécoise, les écarts variant de – 20,4 % à – 43,4 %. Dans l'ensemble d'emplois repères et chez les techniciens, l'augmentation du retard du salaire à la rémunération globale s'explique par les coûts moins élevés pour les avantages sociaux dans l'administration québécoise. Dans les catégories des employés de bureau, des employés de service et des ouvriers, on remarque également un nombre d'heures de présence au travail supérieur dans l'administration québécoise.

Le secteur universitaire

Le salaire de l'administration québécoise accuse un retard de 12,1 % par rapport à celui du secteur universitaire dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 52 des 61 emplois repères, regroupant 93 % de l'effectif. Toutes les catégories d'emplois montrent un retard de l'administration québécoise, avec des écarts variant de 5,5 % chez les employés de service à 17,5 % chez les employés de bureau.

La rémunération globale de l'administration québécoise est en retard de 15,1 % sur celle du secteur universitaire dans l'ensemble des emplois repères. Au total, 53 des 61 emplois repères, comptant 92 % de l'effectif, présentent ce statut. Un retard est constaté dans les cinq catégories d'emplois; les écarts varient de – 10,3 % à – 21,3 %. Dans l'ensemble des emplois repères et dans les catégories des employés de bureau et des ouvriers, l'affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise du salaire à la rémunération globale s'explique par les débours moins élevés pour les avantages sociaux et les heures de présence au travail plus nombreuses dans ce secteur.

L'administration fédérale

Dans l'ensemble des emplois repères, l'administration québécoise est en retard face à l'administration fédérale tant sur le plan salarial (– 20,1 %) que sur celui de la rémunération globale (– 21,1 %). Ce statut est observé dans chaque catégorie d'emplois et pour tous les emplois repères comparés. En ce qui concerne les salaires, les retards varient de 18,1 % chez les employés de bureau à 28,9 % chez les ouvriers. Quant à la rémunération globale, les retards se situent entre 18,6 % et 32,3 %. Dans l'ensemble des emplois repères ainsi que dans chaque catégorie, sauf celle des techniciens, l'affaiblissement de la situation de l'administration québécoise du salaire à la rémunération globale est attribuable aux coûts moins élevés pour les avantages sociaux, malgré le nombre d'heures de présence au travail moindre dans ce secteur.

Les autres salariés québécois syndiqués

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire de l'administration québécoise est en retard de 18,5 % sur celui des autres salariés québécois syndiqués. Ce statut est observé dans 68 des 75 emplois repères, représentant 88 % de l'effectif. Quatre des cinq catégories d'emplois montrent un retard salarial, variant de 16,8 % chez les professionnels à 34,8 % chez les ouvriers. Les employés de service sont à parité dans les deux secteurs.

La rémunération globale de l'administration québécoise affiche un retard de 22,4 % face à celle des autres salariés québécois syndiqués. Ce statut est observé dans 63 des 75 emplois repères, représentant 83 % de l'effectif. Quatre des cinq catégories d'emplois présentent un retard; les écarts se situent entre - 20,8 % et - 45,3 %. Les employés de service sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble d'emplois repères et dans les catégories des professionnels et des techniciens, l'accroissement du retard du salaire à la rémunération globale est attribuable aux coûts moins élevés des avantages sociaux dans l'administration québécoise, et ce, malgré les heures de présence au travail moins nombreuses dans ce secteur.

Les autres salariés québécois non syndiqués

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire de l'administration québécoise est en retard de 5,5 % sur celui des autres salariés québécois non syndiqués. Ce statut est noté dans 39 des 72 emplois repères, représentant 62 % de l'effectif. Un retard salarial est constaté dans quatre des cinq catégories d'emplois, avec des écarts allant de - 8,4 % à - 10,3 %. Pour leur part, les employés de service montrent une avance salariale de 19,8 %.

La rémunération globale des employés de l'administration québécoise est en avance de 6,3 % par rapport à celle des autres salariés québécois non syndiqués dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est présent dans 30 des 72 emplois repères, regroupant 55 % de l'effectif. Trois des cinq catégories d'emplois de l'administration québécoise sont en avance, les écarts variant de 2,8 % à 27,3 %. Pour leur part, les professionnels et les

ouvriers sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble d'emplois repères et dans les catégories des employés de bureau et des ouvriers, l'amélioration de la situation de l'administration québécoise du salaire à la rémunération globale s'explique par les heures de présence au travail moins nombreuses et les coûts d'avantages sociaux plus élevés dans ce secteur.

Le secteur privé syndiqué

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des employés de l'administration québécoise est en retard de 19,1 % sur celui des employés du secteur privé syndiqué. Ce statut est noté dans 47 des 63 emplois repères, regroupant 80 % de l'effectif. Des retards sont notés dans quatre des cinq catégories d'emplois, les écarts se situant entre - 13,9 % et - 42,2 %. Les employés de service sont à parité dans les deux secteurs.

La rémunération globale des employés de l'administration québécoise montre un retard de 18,5 % vis-à-vis de celle du secteur privé syndiqué. Ce statut est constaté dans 39 des 63 emplois repères, regroupant 62 % de l'effectif. Quatre des cinq catégories d'emplois présentent un retard, les écarts variant de - 17,9 % à - 43,2 %. Les employés de service sont à parité dans les deux secteurs. Dans l'ensemble et dans quatre catégories d'emplois repères, la situation comparative de l'administration québécoise est comparable sur le plan du salaire et sur celui de la rémunération globale.

Le secteur privé non-syndiqué

Dans l'ensemble des emplois repères, le salaire des employés de l'administration québécoise est en retard de 5,1 % sur celui des employés du secteur privé non syndiqué. Ce statut est constaté dans 37 des 72 emplois repères, comptant 61 % de l'effectif. Un retard salarial est constaté dans quatre des cinq catégories d'emplois, avec des écarts se situant entre - 7,9 % et - 9,8 %. Quant aux employés de service, ils présentent une avance salariale de 20,1 %.

Sur le plan de la rémunération globale, l'administration québécoise est en avance de 7,4 % sur le secteur privé non syndiqué dans l'ensemble des emplois repères. Ce statut est observé dans 33 des 72 emplois repères, regroupant 57 % de l'effectif. Trois des cinq catégories d'emplois affichent ce statut; les écarts varient de 4,0 % chez les employés de bureau à 27,6 % chez les employés de service. Les professionnels et les ouvriers sont à parité dans les deux secteurs.

Dans l'ensemble et dans les catégories des employés de bureau et des ouvriers, l'amélioration de la situation de l'administration québécoise du salaire à la rémunération globale s'explique par les heures de présence au travail moins nombreuses et les coûts d'avantages sociaux plus élevés dans ce secteur.

Les échelles salariales

Les maximums normaux des échelles salariales des professionnels, des techniciens et des employés de bureau de l'administration québécoise sont moins élevés que ceux de l'ensemble des autres salariés québécois. Il s'agit du même statut comparatif que celui observé sur le plan salarial dans les trois catégories d'emplois considérées. Chez les professionnels, le retard du maximum normal est moins important que celui du salaire, la position des employés de l'administration québécoise étant moins avancée dans leur échelle salariale que dans celle de l'ensemble des autres salariés québécois, alors que chez les techniciens, la situation inverse est observée.

Les maximums normaux de l'administration québécoise sont en retard vis-à-vis de ceux de tous les autres secteurs étudiés, tant chez les professionnels que chez les techniciens et les employés de bureau.

Chez les professionnels, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan du maximum normal que sur celui du salaire dans la comparaison avec huit des dix secteurs, alors que les valeurs sont similaires vis-à-vis des deux secteurs restants. La position des professionnels de l'administration québécoise est moins avancée dans leur échelle salariale que dans celle de leurs homologues de tous les secteurs comparés.

Dans la catégorie des techniciens, la situation comparative de l'administration québécoise est meilleure sur le

plan du salaire que sur celui du maximum normal par rapport à trois secteurs, tandis que dans la comparaison avec trois autres secteurs, la situation opposée est observée. Lorsque la situation est meilleure sur le plan salarial, la position des techniciens de l'administration québécoise est plus avancée dans leur échelle que dans celle de leurs homologues des secteurs comparés.

Dans la catégorie des employés de bureau, la situation de l'administration québécoise est meilleure sur le plan salarial que sur celui du maximum normal dans la comparaison avec six des dix secteurs.

Environ 62 % des professionnels, 35 % des techniciens et 43 % des employés de bureau du secteur privé rémunérés selon une échelle salariale bénéficient d'un maximum au mérite. Ces proportions atteignent respectivement 65 %, 42 % et 50 % chez les employés non syndiqués du secteur privé. Par contre, les échelles salariales de l'administration québécoise ne comportent pas de tels maximums.

Les avantages sociaux et les heures chômées payées

Les débours relatifs à l'ensemble des avantages sociaux et des heures chômées payées dans l'administration québécoise (41,9 % du salaire) sont similaires à ceux observés chez l'ensemble des autres salariés québécois (42,1 %). Les débours sont moins élevés par rapport aux employés syndiqués de ce dernier secteur et du secteur privé ainsi que vis-à-vis du regroupement « autre public » et de ses composantes (administrations municipale et fédérale au Québec, universités et « entreprises publiques »). Les coûts varient de 43,7 % à 58,8 % du salaire dans ces ventilations.

Par contre, les débours totaux sont plus élevés dans l'administration québécoise que dans le secteur privé et chez les non-syndiqués (autres salariés québécois et secteur privé); les coûts varient de 34,4 % à 37,3 % du salaire dans ces secteurs.

Lorsque seuls les avantages sociaux sont pris en compte, les débours de l'administration québécoise (25,4 %) sont moins élevés que ceux observés dans les secteurs suivants : autres salariés québécois, autres salariés québécois syndiqués, privé syndiqué, « autre public » et ses composantes. Les coûts à ce chapitre représentent de 26,4 % à 41,5 % du salaire dans ces ventilations. Cette situation s'explique par les débours inférieurs pour les régimes de retraite face à tous ces secteurs, auxquels s'ajoutent les coûts moins élevés pour les régimes d'assurance, sauf dans les secteurs universitaire et « entreprises publiques ».

Par ailleurs, les débours de l'administration québécoise au chapitre des avantages sociaux sont plus élevés que ceux du secteur privé. L'administration québécoise dépense également plus que les employeurs des autres salariés québécois non syndiqués et du secteur privé non syndiqué. La différence par rapport aux non-syndiqués s'explique surtout par les débours plus élevés pour les régimes de retraite dans l'administration québécoise.

Sur le plan des heures chômées payées, l'administration québécoise débourse 16,5 % du salaire, soit un montant supérieur à celui dépensé dans les secteurs suivants : autres salariés québécois, autres salariés québécois non syndiqués, ainsi que le secteur privé (syndiqué ou non). Par contre, il en coûte moins à ce titre dans l'administration québécoise que chez les autres salariés québécois syndiqués et dans le secteur « autre public » et ses composantes.

Les heures de travail

La semaine régulière de travail de l'administration québécoise est de près de 36 heures, soit près d'une heure et demie de moins que celle des autres salariés québécois. La semaine régulière de travail des employés de l'administration québécoise est plus courte que celle de l'ensemble des syndiqués et des non-syndiqués, des secteurs privé (tant syndiqué que non syndiqué), « autre public », administration fédérale et « entreprises publiques ». Elle est toutefois plus longue que celle de l'administration municipale et du secteur universitaire.

Les heures hebdomadaires de présence au travail s'établissent à 30 dans l'administration québécoise. Elles y

sont plus nombreuses que dans les secteurs universitaire, administration municipale et « entreprises publiques » et similaires à celles du secteur « autre public ». Les heures de présence au travail dans l'administration québécoise sont inférieures à celles de tous les autres secteurs comparés. La différence la plus marquée est observée par rapport au secteur privé non syndiqué : elle se chiffre à 3,2 heures de présence au travail de moins par semaine dans l'administration québécoise.

L'évolution de la comparaison

Entre 2014 et 2015, la situation comparative de l'administration québécoise quant au salaire, dans l'ensemble des emplois repères, est demeurée stable par rapport aux autres salariés québécois et au secteur privé. Le même constat est fait dans la comparaison avec les syndiqués et les non-syndiqués de ces deux secteurs.

La situation comparative de l'administration québécoise s'est affaiblie sur le plan salarial par rapport au secteur « autre public » et trois de ses composantes, alors qu'elle s'est améliorée vis-à-vis de l'administration fédérale.

Sur le plan de la rémunération globale, la situation comparative de l'administration québécoise entre 2014 et 2015 est demeurée stable par rapport à la plupart des secteurs. Elle s'est affaiblie face au secteur universitaire et à l'administration fédérale, alors qu'elle s'est améliorée vis-à-vis des autres salariés québécois syndiqués et des entreprises publiques.

Lorsque les années 2009 et 2015 sont considérées, la situation comparative du salaire de l'administration québécoise s'est affaiblie face à tous les secteurs. En ce qui concerne la rémunération globale, la situation comparative de l'administration québécoise s'est affaiblie par rapport aux autres salariés québécois et à sept autres secteurs, alors qu'une stabilité des écarts entre 2009 et 2015 est constatée face au secteur privé et aux salariés non syndiqués (autres salariés syndiqués et secteur privé).

L'environnement économique et le marché du travail

Faible augmentation de l'activité économique du Québec¹

L'économie québécoise a progressé de 1,4 % en 2014. Au premier semestre de 2015, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel du Québec se situe à 1,3 % par rapport à la même période de 2014. L'économie s'est accrue de 0,4 % au premier trimestre 2015, mais a diminué de 0,1 % au deuxième trimestre. Le ralentissement au deuxième trimestre découle notamment d'une diminution du solde du commerce extérieur.

La demande intérieure finale, qui comprend la dépense de consommation finale et l'investissement en capital fixe, augmente pour un troisième trimestre consécutif. La croissance de 0,3 % au deuxième trimestre 2015 est attribuable principalement à la progression de l'investissement en capital fixe des administrations publiques et à la hausse des dépenses de consommation finale des ménages.

Selon plusieurs analystes, la croissance économique du Québec devrait se situer en dessous du 2 % (1,3 % selon la moyenne des prévisions en 2015 et 1,8 % en 2016).

La demande intérieure progresse légèrement

Les dépenses de consommation finale des ménages affichent une croissance de 2,0 % en 2014, faisant suite à une hausse équivalente en 2013. Au cours du premier semestre 2015, les dépenses des ménages augmentent de 1,8 % par rapport à la même période de 2014. Au deuxième trimestre 2015, les dépenses des ménages progressent de 0,3 %, après avoir connu une hausse de 0,5 % au premier trimestre.

Les dépenses de consommation finale des administrations publiques croissent de 0,2 % au deuxième trimestre de 2015, après avoir connu une diminution de 0,4 % au trimestre précédent.

L'investissement total en capital fixe des entreprises et des administrations publiques diminue de 1,0 % au premier semestre 2015 par rapport à la même période de 2014, et ce, même s'il y a eu un regain au deuxième trimestre (+ 0,5 %). L'investissement des entreprises baisse de 2,0 %, alors que les investissements en capital fixe des administrations publiques augmentent de 2,1 % au premier semestre 2015. Hormis le troisième trimestre 2013 et le deuxième trimestre 2015, l'investissement total en capital fixe se replie depuis le troisième trimestre 2012, expliqué en grande partie par la baisse des investissements des entreprises.

Amélioration du solde du commerce extérieur

Le déficit du solde du compte extérieur s'est amélioré au cours du premier semestre 2015 par rapport à la même période 2014. Les exportations totales (notamment les exportations internationales) ont crû plus rapidement que les importations totales. Toutefois, le solde s'est détérioré au cours du deuxième trimestre 2015 en raison de la hausse du déficit du commerce international, alors que le surplus du commerce interprovincial s'améliore légèrement. C'est la croissance des importations internationales de biens qui explique l'essentiel de la détérioration du solde du commerce extérieur.

Diminution de la valeur du dollar canadien par rapport à la devise américaine

Après avoir atteint la parité avec le dollar américain en 2011 et 2012, la valeur du dollar canadien diminue depuis. Il valait 97,1 cents américains en 2013 et 90,6 cents américains en 2014. Pour les neuf premiers mois de 2015, il se fixait à 79,4 cents.

1. Les données utilisées dans ce texte correspondent à la publication de septembre 2015 des *Comptes économiques du Québec* – 2e trimestre 2015. Les données concernant la révision historique du *Système canadien des comptes macroéconomiques* publiées par Statistique Canada diffusées en novembre et décembre 2015 ne sont pas prises en compte.

Il devrait, selon plusieurs analystes, clôturer l'année aux alentours de 77 cents américains et poursuivre sa dépréciation en 2016 pour s'établir à 75,5 cents.

L'inflation, mesurée par la variation de l'indice des prix à la consommation, était de 1,4 % en 2014 au Québec. Pour les neuf premiers mois de 2015, l'inflation se situe à 1,1 % en comparaison avec la même période de 2014. Les analystes prévoient une inflation un peu plus élevée en 2016 (entre 1,5 % à 2,0 %).

Le taux des bons du Trésor à trois mois se situe à 0,53 % pour les neuf premiers mois de 2015 comparativement à 0,92 % pour l'année complète 2014. Le taux passe de 0,57 % au premier trimestre 2015 à 0,40 % au troisième. En moyenne, les analystes prévoient des taux d'intérêt un peu plus élevés en 2016.

Stabilité de l'emploi en 2014

L'emploi demeure stable au Québec en 2014. Cette stabilité fait suite aux quatre années de croissance ayant suivi la récession de 2009. En 2014, l'économie québécoise compte 4 059 700 personnes en emploi, soit 1 100 de moins qu'en 2013. Le maintien de l'emploi masque toutefois des mouvements en sens opposé : l'augmentation de l'emploi à temps partiel (+ 31 400) est contrebalancée par la baisse de celui à temps plein (– 32 500). En outre, le recul de l'emploi dans le secteur des biens (– 22 800) est presque compensé par la croissance de l'emploi dans le secteur des services (+ 21 700).

La population active est en hausse de 6 500 par rapport à 2013, et atteint un sommet de 4 400 000 personnes (série chronologique débutant en 1976).

Le taux de chômage a peu varié par rapport à 2013 (7,6 %) et s'établit à 7,7 % en 2014.

Le taux d'emploi se replie de 0,4 point et s'élève à 59,7 % en 2014. Quant au taux d'activité, il diminue de 0,3 point et se fixe à 64,7 %.

Pour les neuf premiers mois de 2015, l'emploi augmente de 40 900 (+ 1,0 %) par rapport aux neuf premiers mois de 2014, alors que le taux de chômage moyen s'établit

à 7,6 %. Pour l'ensemble de 2015, les analystes prévoient une croissance de l'emploi se fixant entre 0,8 % et 1,0 % ainsi qu'un taux de chômage qui s'établirait entre 7,6 % et 7,8 %. Pour 2016, les prévisions se situent entre 0,7 % et 0,9 % en ce qui concerne la croissance de l'emploi et entre 7,3 % et 7,6 % en ce qui a trait au taux de chômage.

Les tendances salariales

Croissance réelle positive pour les salariés syndiqués en 2015

La croissance moyenne des échelles salariales des salariés québécois syndiqués (autres que ceux de l'administration québécoise) indique un gain de pouvoir d'achat de 1,1 % pour les six premiers mois de 2015.

Une croissance réelle positive est observée dans tous les secteurs analysés. Les gains de pouvoir d'achat varient de 0,6 % dans le secteur universitaire à 2,2 % dans les entreprises publiques québécoises. La croissance de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour les six premiers mois de 2015 est de 1,1 %.

Les conventions de l'administration québécoise sont échues le 31 mars 2015. Une convention doit être en vigueur le 15 décembre de l'année pour être considérée dans la base de données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour être considérée dans les résultats. Selon les ententes de l'administration québécoise une augmentation de 1,0 % des échelles salariales a été versée le 31 mars 2015. Le taux d'ajustement a été établi en fonction de la croissance de l'IPC et du PIB (en dollars courants).

Environ 90 % des salariés reçoivent des augmentations salariales supérieures ou égales au taux d'inflation

En 2015, les salariés syndiqués des secteurs municipal et fédéral reçoivent une augmentation de leur structure salariale supérieure ou égale à la croissance de l'IPC; c'était aussi le cas en 2014.

Pour les secteurs « entreprises publiques » et privé, la proportion de salariés bénéficiant de ce type d'augmentation en 2015 est respectivement de 89,6 % et 92,6 %. Les salariés du secteur universitaire sont proportionnellement moins nombreux dans cette situation, 29,5 % d'entre eux obtenant ce niveau d'augmentation (en

baisse de soixante-six points de pourcentage par rapport à 2014).

La proportion de l'ensemble des salariés syndiqués recevant une augmentation de leur structure salariale inférieure à la croissance de l'IPC en 2015 est de 5,8 %. Ce type d'augmentation est observé dans le secteur privé (4,1 %), les entreprises publiques québécoises (9,2 %) et les universités (68,1 %).

Environ 2,8 % de l'ensemble des salariés syndiqués connaissent un gel ou une baisse de salaire; ils proviennent des entreprises publiques québécoises, des universités et du secteur privé.

Ententes dernièrement signées : taux similaire chez les autres salariés québécois entre 2014 et 2015

Les dernières ententes signées donnent une indication de l'évolution salariale à venir. Les conventions collectives visant l'administration québécoise sont échues le 31 mars 2015 et n'ont pas encore été renouvelées, l'analyse porte sur les salariés québécois syndiqués autres que ceux de l'administration québécoise.

Les ententes respectives octroient un taux de croissance semblable à celui de 2014 (2,2 % contre 2,3 %). Chez les salariés municipaux et universitaires, un taux de croissance plus faible est observé, alors que la situation contraire est constatée pour les secteurs privé et « entreprises publiques québécoises ».

Dans les ententes de 2015, 94,7 % de l'ensemble des autres salariés québécois syndiqués reçoivent une augmentation annuelle moyenne égale ou supérieure à 1,5 %. Cette proportion est plus élevée de 8,3 points de pourcentage que celle notée en 2014.

Perspectives : pouvoir d'achat plus élevé en 2015 qu'en 2016

Selon les perspectives salariales établies par l'Institut, les augmentations moyennes des échelles salariales projetées pour l'ensemble des autres salariés québécois (syndiqués et non-syndiqués, excluant les salariés de l'administration québécoise), sont de 2,0 % en 2015 et en 2016.

Les autres salariés québécois syndiqués verraient leurs échelles salariales s'accroître de 2,2 % en 2015 et de 2,3 % en 2016.

Seul le secteur « entreprises publiques québécoises » affiche une perspective de croissance notamment différente pour 2015 et 2016; une baisse de 0,4 point de pourcentage est en effet anticipée pour l'an prochain.

Chez les salariés non syndiqués, l'augmentation moyenne des échelles salariales serait identique pour les deux années (1,8 %); ce taux est toutefois moins élevé que celui des syndiqués, tant en 2015 (1,8 % contre 2,2 %) qu'en 2016 (1,8 % contre 2,3 %).

En considérant l'inflation, les salariés de tous les secteurs devraient connaître un maintien ou une croissance réelle positive, tant en 2015 qu'en 2016. Cependant, le pouvoir d'achat devrait être plus élevé en 2015 dans chaque secteur en raison d'un taux d'inflation inférieur prévu pour cette année.

Introduction

L'Institut de la statistique du Québec présente l'édition 2015 du rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*. Ce document compare la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec celle des autres salariés québécois. Les résultats sont présentés pour l'ensemble des autres salariés québécois, le secteur privé ainsi que les autres secteurs du marché du travail, soit l'ensemble du secteur « autre public » et ses composantes : les administrations fédérale et municipale, les universités et les entreprises publiques des trois paliers de gouvernement. Des résultats plus détaillés tenant compte du facteur de la syndicalisation sont également fournis pour l'ensemble des autres salariés québécois et le secteur privé.

Cette édition contient une présentation sommaire des résultats de même qu'une section faisant état des principales orientations, approches et méthodologies utilisées par l'Institut. Les résultats détaillés sont, quant à eux, disponibles dans les tableaux figurant tout au long de la série des annexes.

Les tableaux présentent, pour chacun des secteurs de comparaison, des résultats concernant les employés rémunérés selon une échelle salariale (annexes A), les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées (annexes B) ainsi que la rémunération selon les composantes, calculée selon la méthode des débours (annexes C à F). Par ailleurs, les résultats de la comparaison sont fournis par emploi repère pour cinq catégories d'emplois, soit les professionnels, les techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers, ainsi que pour l'ensemble des emplois repères.

Les annexes G reflètent l'évolution des écarts de rémunération. Cette analyse prend en compte les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise et les changements dans les emplois comparés. Les résultats relatifs à l'évolution des écarts salariaux et ceux sur la rémunération globale sont présentés selon les secteurs et les catégories d'emplois et couvrent la période allant de 2009 et 2015.

Finalement, les annexes H à N exposent la situation et les prévisions pour les principaux indicateurs économiques (annexes H à J) et fournissent des données concernant la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales pour les années récentes (les annexes K à N).

La méthodologie

Cette partie du document explique, de façon générale, les orientations méthodologiques adoptées par l'Institut dans le cadre de sa comparaison de la rémunération globale et souligne les limites et les contraintes auxquelles il doit faire face. Des renseignements détaillés sur le traitement des données pour chacun des volets de la comparaison sont également présentés. De plus, les événements récents susceptibles d'affecter la comparaison sont exposés.

Les orientations et les approches méthodologiques

Le marché de référence

L'Institut est mandaté pour comparer la rémunération des salariés de l'administration québécoise régis par une convention collective avec la rémunération des autres salariés québécois.

L'administration québécoise désigne les salariés de la fonction publique, de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) ainsi que de la santé et des services

sociaux, alors que les autres salariés québécois correspondent aux salariés des organisations de 200 employés et plus de la quasi-totalité des secteurs d'activité économique. Sont exclus les secteurs de l'agriculture et des services qui y sont reliés, de l'exploitation forestière et des services forestiers, de la pêche et du piégeage ainsi que de la construction.

Les salariés des secteurs comparés peuvent être syndiqués ou non. Ils travaillent dans le secteur privé ou dans le secteur « autre public ». Ce dernier comprend les diverses administrations et entreprises à caractère public non incluses dans l'administration québécoise telles que l'administration municipale (villes de 25 000 habitants et plus), les entreprises publiques des trois paliers gouvernementaux ne faisant pas partie de la table de négociation selon la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, les universités et l'administration fédérale au Québec.

Le tableau I illustre la segmentation du marché du travail québécois utilisée par l'Institut pour sa comparaison¹.

Tableau I

Marché du travail au Québec et grands secteurs de comparaison

Administration québécoise	Autres salariés québécois ¹	
Fonction publique - Ministères - Organismes gouvernementaux³ - Fonds spéciaux Éducation - Commissions scolaires - Cégeps Santé et services sociaux - Agences de la santé et des services sociaux - Centres hospitaliers - Centres d'hébergement (CHSLD) - Centres de réadaptation - Centres locaux de services communautaires - Centres de protection de l'enfance et de la jeunesse	Secteur privé² - Mines - Manufacturier - Transport et entreposage - Communications - Commerce de gros et de détail - Finance, assurances et immobilier - Services aux entreprises - Hébergement et restauration - Autres services	Secteur « autre public » Entreprises publiques - fédérales au Québec - provinciales - locales Administration fédérale au Québec Universités Administrations municipales Organismes gouvernementaux de l'annexe C de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic

1. La rémunération des autres salariés québécois et celle du secteur privé sont également comparées selon le statut de syndicalisation.

2. Sont exclus : l'agriculture et les services relatifs à l'agriculture, l'exploitation forestière et les services forestiers, la pêche et le piégeage ainsi que la construction.

3. Ils ne comprennent pas les organismes gouvernementaux à caractère industriel et commercial.

1. Loi sur l'Institut de la statistique du Québec, L.R.Q., c. I-13.011.

La source de données

Les données utilisées pour la comparaison proviennent de *l'Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG) réalisée par l'Institut. L'Institut utilise uniquement cette source de données pour la comparaison des salaires et de la rémunération globale selon la méthode des débours.

L'univers, l'échantillon et le processus de collecte

Dans l'enquête², la population visée est constituée de l'ensemble des entreprises comptant au moins 200 employés dans les différents secteurs du marché du travail. Des données sur les organisations de moindre taille ne sont pas recueillies dans l'ERG. L'administration municipale regroupe, pour sa part, les municipalités de 25 000 habitants et plus. L'Institut utilise la Base de données du registre des entreprises (BDRE) de Statistique Canada afin de construire la base de sondage de l'enquête. En ce qui concerne les municipalités, l'information pertinente est tirée du *Répertoire des municipalités du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire*.

La sélection de l'échantillon, de type aléatoire, est effectuée à l'intérieur de groupes formés d'entreprises d'une même famille de secteurs d'activité économique et de taille similaire (appelés « strates »). En accordant un poids à chaque entreprise tirée dans une strate en fonction de sa probabilité de sélection, l'Institut s'assure de la représentativité des résultats. L'enquête prévoit également une étape de profilage qui consiste à caractériser l'entreprise en fonction de sa structure organisationnelle et de ses diverses politiques de rémunération. Le profilage permet de découper l'entreprise en unités de collecte pour lesquelles il est logique de recueillir des données sur la rémunération. Dans les entreprises plus complexes (trois unités de collecte et plus) la charge de collecte est diminuée par l'échantillonnage d'unités de collecte.

Le plan d'échantillonnage prévoit un renouvellement des entreprises. Pour ce faire, l'univers est divisé en trois blocs de façon aléatoire. La composition des blocs est

semblable en ce qui concerne la répartition des entreprises en termes de taille et de secteurs d'activité. Lorsqu'une entreprise est introduite dans l'enquête, sa participation est requise pour une durée de trois³ ans. Dans le cas des strates recensées, les entreprises recommencent un nouveau cycle de trois ans lorsque le précédent est terminé. Dans les autres strates, la sélection de l'entreprise dans l'échantillon après le cycle de trois ans dépend de la fraction de sondage. Moins la fraction de sondage est élevée, plus le renouvellement de l'échantillon sera important.

Selon le plan d'échantillonnage de l'enquête, les résultats reposent sur les données recueillies auprès de trois groupes de rotation. En ce qui concerne l'ERG 2015, un premier échantillon (groupe de rotation H) a été tiré à l'automne 2012 (pour l'ERG 2013), un deuxième l'a été à l'automne 2013 (groupe de rotation I, pour l'ERG 2014), alors que le troisième groupe de rotation (J) a été introduit à l'automne 2014 (pour l'ERG 2015).

La collecte de données est basée sur la transmission par le répondant d'un fichier complet comportant, pour chacun des employés de l'entreprise, les données sur l'emploi et la rémunération ainsi que sur ses caractéristiques personnelles (sexe, date d'embauche, statut de syndicalisation). À partir du fichier, l'analyse des emplois est réalisée. Une première étape consiste à attribuer à tous ces emplois un code selon la Classification nationale des professions (CNP), système de classement des emplois reconnu à l'échelle canadienne. Cela permet tout d'abord une analyse complète et une compréhension élargie de la classification des emplois dans chaque entreprise. De plus, cette codification permet de sélectionner un certain nombre d'unités-emplois susceptibles d'être appariées aux emplois repères de l'enquête. Lorsqu'au sein d'une même unité de collecte on retrouve plus de 100 emplois potentiellement appariables, un échantillon est tiré.

Le plan de sondage de l'enquête comporte donc trois degrés : entreprise, unités de collecte et emploi. Le poids final associé aux données recueillies pour une unité-emploi est le résultat de la multiplication des

2. Le bulletin *Coup d'œil sur l'ERG, édition 2011*, présente l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec*.

3. Lors de la première année d'enquête, la collecte s'effectue de façon complète (ou « standard »), c'est ce type de collecte qui est détaillé dans les paragraphes qui suivent. En deuxième année, et en troisième année, seuls des taux d'augmentation salariale sont recueillis.

poids de ces trois degrés. Un ajustement est effectué afin de tenir compte de la non-réponse.

Par ailleurs, les données portant sur les éléments de rémunération autres que le salaire et les heures de travail sont recueillies à partir de fiches de collecte. Ainsi, pour chacun des avantages sociaux, l'Institut collige les données sur les politiques et les caractéristiques ainsi que sur les taux d'utilisation, ce qui permet de calculer les débours.

Le processus d'appariement des emplois

Sur la base des emplois sélectionnés parmi toutes les unités-emploi potentiellement appariables, un processus d'appariement des emplois est effectué. Celui-ci consiste, à partir de la description des tâches du guide des emplois repères, à identifier les éléments communs des emplois qui peuvent être appariés dans le marché selon la description des tâches qui en est faite. L'appariement s'effectue en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs. Ces critères reposent sur le sommaire ou la description générale de l'emploi, les conditions de pratique, la nature et la complexité des tâches, les niveaux de responsabilité et de surveillance exercée et reçue, le niveau de scolarité et l'expérience exigés. Le processus d'appariement des emplois est essentiel avant d'effectuer toute comparaison salariale pertinente.

Chaque corps d'emploi comporte un ou plusieurs niveaux de complexité ou de responsabilité. La combinaison du corps d'emploi et du niveau définit un emploi repère. Par exemple, le corps d'emploi « Professionnel en communication » comporte trois niveaux de complexité, soit ceux d'entrée et d'apprentissage (niveau 1), de fonctionnement autonome (niveau 2) et de complexité supérieure (niveau 3). Pour ce corps d'emploi, trois emplois repères sont donc présents.

Le cadre conceptuel de la rémunération globale

Le concept de la rémunération globale qui guide les travaux de l'Institut comprend l'ensemble des condi-

tions contractuelles ou statutaires donnant normalement lieu à un engagement monétaire de l'employeur au bénéfice des employés en contrepartie de l'exécution d'un travail pour une période donnée et dans des conditions déterminées⁴.

Cette définition de la rémunération globale est transposée dans une équation qui précise les éléments couverts et se présente comme suit :

$$\begin{array}{rcl}
 & & \begin{array}{cc} \text{Rémunération} & + \\ \text{directe} & \end{array} & \begin{array}{cc} \text{Rémunération} \\ \text{indirecte} \end{array} \\
 & = & \frac{\text{Heures régulières}}{\text{Heures régulières}} & - \frac{\text{Heures chômées payées}}{\text{Heures chômées payées}} \\
 \text{Rémunération} & & & \\
 \text{globale par} & & & \\
 \text{heure travaillée} & = & \frac{\text{Rémunération}}{\text{annuelle}} & \\
 & & \frac{\text{Heures de présence}}{\text{au travail}} &
 \end{array}$$

La rémunération directe comprend, selon le cadre conceptuel élaboré, l'ensemble des sommes versées directement à l'employé, soit principalement le salaire, mais aussi les primes de niveau de complexité supérieure, les indemnités de vie chère, les bonis, les commissions et les divers remboursements reçus⁵.

La rémunération indirecte comporte les sommes versées généralement à des tiers au nom de l'employé pour qu'il bénéficie de certains avantages, comme une prime d'assurance-vie, ou pour satisfaire à une exigence légale, par exemple la contribution au régime d'assurance maladie du Québec. La rémunération annuelle représente la somme de la rémunération directe et de la rémunération indirecte. Les heures régulières correspondent à la durée habituelle de travail. Les heures chômées payées couvrent les périodes d'absence rémunérées, soit les congés annuels, les congés fériés et mobiles, les congés de maladie et les autres congés payés. Les heures de présence au travail sont ainsi déterminées en déduisant les heures chômées payées du nombre d'heures annuelles régulières⁶.

4. Voir *Cadre conceptuel de la définition de la rémunération globale*, IRIR, Montréal, septembre 1988.

5. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillies dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été publiée afin de mesurer l'impact de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus de détails, voir *Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, Institut de la statistique du Québec, Montréal, 2001, 21 p.

6. L'analyse des heures de travail considère les heures régulières, les heures chômées payées et les heures de présence au travail.

Certains éléments couverts par la définition du concept de la rémunération globale de l'Institut ne sont pas considérés dans le cadre de la présente comparaison. La liste des éléments compris dans la définition de la rémunération globale de l'Institut, dont ceux qui sont traités par la méthode des débours, est présentée au tableau II. Il est à noter que les avantages sociaux comprennent les éléments de la rémunération indirecte et le remboursement de congés de maladie non utilisés.

Les mesures de la rémunération globale

Une fois la rémunération globale bien cernée à l'aide d'une définition et d'une équation, plusieurs méthodes peuvent être retenues pour la mesurer. L'Institut a, dans le passé, utilisé deux méthodes différentes permettant de quantifier la rémunération globale, soit

celles des débours de l'employeur et des coûts simulés. Chacune de ces méthodes présente une facette distincte de la rémunération globale. De plus, l'objectif, l'horizon couvert et la méthodologie de l'une et de l'autre sont différents. Dans ce rapport, l'Institut a seulement recours à la méthode des débours.

La méthode des débours permet de mesurer les coûts engagés par les employeurs aux fins de rémunération pour une année financière donnée. L'application de cette méthode par l'Institut, compte tenu de son équation de rémunération globale, consiste à ajouter au salaire les débours encourus par les employeurs pour offrir à leurs employés les régimes d'avantages sociaux, tout en considérant les heures de travail et les heures chômées payées.

Tableau II

Éléments et composantes de la rémunération globale

	Éléments traités par la comparaison (débours)	Éléments non traités par la comparaison
Rémunération directe	• Salaire¹ • Remboursement de congés de maladie non utilisés	• Bonis, commissions et montants forfaitaires² • Primes² • Rémunération pour les heures supplémentaires • Sécurité d'emploi³
Rémunération indirecte	• Régime de retraite • Assurance-salaire • Assurance-invalidité • Assurance-vie • Assurance maladie • Assurance-soins optiques • Assurances-soins dentaires • Compensation pour congés parentaux (congé de maternité, paternité, adoption, parental) • Régimes étatiques (RRQ, RAMQ, CSST, AE, AP)	• Autres assurances • Services et gratifications • Sécurité d'emploi³
Heures rémunérées	• Heures régulières de travail	• Heures supplémentaires • Horaire d'été
Heures chômées payées (durée)	• Congés annuels • Congés fériés et mobiles • Congés parentaux • Congés de maladie utilisés • Congés sociaux (deuil, mariage, activités syndicales, etc.)	• Congés de perfectionnement • Périodes de repos et de repas payées

1. Le salaire comprend la somme versée à l'employé incluant celle correspondant aux heures chômées payées.

2. Sur la base de données portant sur la rémunération variable recueillies dans le cadre de l'ERG 2000, une étude complémentaire au rapport a été publiée afin de mesurer l'impact de ces débours sur les écarts de rémunération globale. Pour plus de détails, voir *Écarts de rémunération incluant la rémunération variable 2000*, Institut de la statistique du Québec, Montréal, 2001, 21 p. Des données sur la rémunération variable sont recueillies depuis l'ERG 2007.

3. La sécurité d'emploi peut être vue comme faisant partie de la rémunération directe ou de la rémunération indirecte selon les dispositions considérées. Des renseignements supplémentaires sur la sécurité d'emploi sont fournis dans le document *La sécurité d'emploi : mythes et réalités*, IRIR, Montréal, juin 1994, 202 p.

La méthode des débours comporte toutefois certaines limites. Ainsi, chez deux employeurs offrant à leurs employés des régimes d'assurance-vie identiques, la prime à verser peut varier sensiblement en raison, par exemple, de l'âge des employés. La mesure de la rémunération par la méthode des débours donnerait des résultats différents selon l'âge des employés de chaque employeur. Pourtant, à âge égal, ou sur l'étendue d'une carrière, l'avantage est le même. Plusieurs variables autres que le contenu des régimes peuvent en effet avoir une influence sur les frais encourus, notamment les variables démographiques (l'âge, le sexe, l'ancienneté de la main-d'œuvre, etc.) et les variables économiques (taux d'inflation et d'intérêt, rendement de la caisse de retraite, etc.) Seule la méthode des coûts simulés permet, sous certaines conditions, de limiter l'influence de ces facteurs et ainsi de refléter de façon plus précise les caractéristiques des régimes. L'Institut a d'ailleurs utilisé cette méthode dans le cadre de divers mandats.

Les salaires et les échelles salariales⁷

La comparaison salariale s'effectue à partir des salaires annuels. Les salaires utilisés incluent les indemnités de vie chère lorsqu'elles sont intégrées aux échelles salariales de même que les primes de niveau de complexité supérieure. La comparaison des salaires s'effectue à partir de la moyenne des taux de salaire versés pour un emploi, une catégorie d'emplois ou un secteur. Les débours pour les salaires constituent un facteur important dans les décisions de rémunération d'un employeur, mais d'autres éléments méritent d'être étudiés. En effet, les résultats de la comparaison des salaires versés dépendent de variables liées à la personne, telles l'ancienneté, l'expérience ou la performance, qui déterminent la place du titulaire dans l'échelle salariale.

Afin de nuancer les résultats de la comparaison des salaires, l'Institut ajoute de l'information sur les échelles salariales des secteurs comparés⁸. Les échelles expriment une partie importante de la politique salariale de l'employeur. Elles représentent le niveau de rémunération offert pour un emploi. Pour des

salaires différents, la politique salariale pourrait être similaire puisque les débours peuvent varier en raison de diverses caractéristiques. L'analyse des échelles salariales jette donc un éclairage additionnel sur les résultats de la comparaison des salaires.

Il existe différents types d'échelles salariales : celles avec un minimum et un maximum normal, celles avec un minimum, un maximum normal et un maximum au mérite et, enfin, celles avec un minimum et un maximum au mérite. Le maximum normal est un paramètre important; ce taux, accessible à l'employé dont le rendement est satisfaisant, représente le taux de comparaison du marché. Le maximum au mérite, pour sa part, ne peut être atteint que par les employés qui ont un rendement supérieur. L'Institut privilégie la comparaison des maximums normaux. Les minimums sont inclus dans la banque de données.

La comparaison entre les écarts observés pour les salaires et ceux relatifs aux échelles salariales doit tenir compte de certaines réalités. Pour une même entreprise, l'analyse des échelles porte sur un groupe d'employés qui peut différer de celui sur lequel s'effectue l'analyse des salaires moyens. En effet, les données salariales incluent les employés qui ne sont pas assujettis à une échelle. Une bonne partie des professionnels, des techniciens et des employés de bureau sont rémunérés selon une échelle salariale. Les employés de service et les ouvriers sont généralement rémunérés selon un taux fixe. Les proportions d'employés assujettis à une échelle salariale varient également selon les secteurs et les emplois.

La collecte des données sur les maximums normaux peut occasionner certaines difficultés. Par exemple, dans certains cas, le mode de rémunération apparemment privilégié pour un emploi est une échelle salariale, mais parce qu'il est difficile de déterminer le maximum normal représentatif d'une politique salariale formelle, l'emploi apparié ne sera pas considéré dans les données sur les employés rémunérés selon une échelle salariale.

7. Les termes « salaire », « maximum normal », « maximum au mérite », etc. font toujours référence aux salaires moyens déboursés, aux maximums normaux moyens, etc. Afin d'alléger le texte du rapport, l'Institut s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif « moyen ».

8. De l'information supplémentaire sur la comparaison des échelles salariales est fournie dans le document *L'analyse des échelles salariales : document d'orientation*, IRIR, Montréal, octobre 1994, 49 p.

À l'intérieur d'une entreprise, les emplois appariés à un même corps d'emploi sont mis en relation entre eux selon qu'il s'agit d'une progression de carrière ou d'un régime de postes. Dans le premier cas, les employés progressent d'un emploi à un autre sans changement de poste. Il s'agit d'une progression plus ou moins automatique, basée sur l'acquisition de compétences, l'ancienneté ou le mérite. Dans le second cas, la progression de l'employé implique la disponibilité d'un poste et, conséquemment, un concours visant à la combler. Les deux régimes peuvent être présents dans la même entreprise. En effet, la progression dans les premiers niveaux d'un corps d'emploi est souvent de type progression de carrière, alors que l'accession aux niveaux supérieurs s'effectue selon un régime de postes. L'Institut calcule pour chaque emploi repère un minimum et un maximum reflétant adéquatement la progression des employés dans leur structure salariale.

Le salaire d'un employé est fonction de son échelle salariale ainsi que de ses caractéristiques individuelles. Celles-ci déterminent sa position dans son échelle. Cette position est évaluée par l'Institut de la façon suivante :

$$\text{Position dans l'échelle} = \frac{\text{Salaire} - \text{Minimum}}{\text{Maximum normal} - \text{Minimum}} \times 100$$

La comparaison des positions dans l'échelle salariale et celle des maximums normaux permettent, dans certains cas, d'expliquer les résultats de la comparaison des salaires.

Par exemple, des débours plus élevés pour les salaires⁹ dans un secteur que dans un autre pourraient être attribuables principalement à un taux du maximum normal plus élevé, à une position moyenne plus

élevée dans les échelles salariales ou encore à l'effet conjugué de ces deux facteurs.

Fréquemment utilisés dans la gestion des salaires, les ratios comparatifs sont également présentés dans les annexes A de la banque de données. Ces ratios représentent le salaire divisé par le maximum normal.

Le calcul de l'écart¹⁰ de rémunération entre deux secteurs

L'Institut présente la différence de rémunération entre, d'une part, l'administration québécoise et, d'autre part, les autres salariés québécois ou l'un des segments du marché du travail, au moyen d'un écart de pourcentage. L'Institut exprime la formule de calcul de cet écart de la façon suivante :

$$\text{Écart (\%)} = \frac{\text{Rémunération adm. québ.} - \text{Rémunération marché}}{\text{Rémunération adm. québ.}} \times 100$$

La rémunération de l'administration québécoise est au dénominateur, car cette dernière constitue le secteur de base. Pour les catégories d'emplois et l'ensemble des emplois repères, la rémunération moyenne de chacun des secteurs est calculée en pondérant la rémunération de chaque emploi repère d'une catégorie donnée par l'effectif de l'administration québécoise¹¹. L'utilisation d'une même pondération permet ainsi de comparer, dans chaque regroupement d'emplois repères, la rémunération moyenne des employés de l'administration québécoise avec celle obtenue lorsque les taux moyens de rémunération du secteur concerné

9. Divers facteurs peuvent rendre plus difficile la détermination d'un lien entre la position dans l'échelle, le maximum normal et le salaire. Ces facteurs peuvent être la proportion importante d'employés non rémunérés selon une échelle salariale dans le marché ou la grande différence entre l'étendue de l'échelle salariale de l'administration québécoise et celle du marché.

10. Le terme « écart » fait presque toujours référence à l'écart estimé, c'est-à-dire celui calculé à partir des données de l'échantillon. Afin d'alléger le texte du rapport, l'Institut s'est abstenu de répéter continuellement le qualificatif « estimé ». Les écarts calculés entre l'administration québécoise et l'administration fédérale ne représentent pas des estimations puisque les données sont recensées dans ces deux secteurs.

11. Des renseignements supplémentaires sur le calcul des écarts relativement aux catégories d'emplois et à l'ensemble des emplois repères sont fournis dans le document *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Calculs des indices de rémunération et des coefficients de variation pour les catégories d'emplois et pour l'ensemble des emplois repères*, IRIR, Montréal, mars 1992, 45 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient présentées par des indices plutôt que par des écarts.

sont appliqués à la structure de l'effectif de l'administration québécoise¹². L'écart de rémunération est obtenu en soustrayant la moyenne pondérée de la rémunération du secteur comparé de celle de l'administration québécoise et en divisant le résultat par la moyenne pondérée de la rémunération de l'administration québécoise.

En principe, une valeur de l'écart égale à 0 signifie une égalité des rémunérations. Une valeur négative, par exemple - 3 %, représente pour l'administration québécoise une rémunération inférieure de 3 % à celle du secteur comparé (retard), alors qu'une valeur positive, par exemple 3 %, représente une rémunération supérieure de 3 % dans l'administration québécoise (avance). Dans le cas d'un retard, la valeur de l'écart représente le pourcentage qu'il faut ajouter à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir celle du secteur comparé. Dans le cas d'une avance, l'écart représente le pourcentage qu'il faut enlever à la rémunération de l'administration québécoise pour obtenir la rémunération du secteur comparé. Comme les données proviennent d'une enquête basée sur un échantillon, l'interprétation des résultats doit tenir compte de leur précision.

Dans le calcul et l'interprétation de l'écart de rémunération, le secteur de base est toujours l'administration québécoise. Les résultats publiés dans les rapports sur la rémunération des salariés sont tous obtenus dans l'optique d'une comparaison de différents secteurs avec cette administration. Il serait donc incorrect d'un point de vue méthodologique de comparer, par exemple, la rémunération des secteurs privé et « autre public » en ce qui concerne l'ensemble des emplois repères ou les catégories d'emplois. En effet, les écarts de rémunération présentés dans le rapport sont calculés sur la base des emplois repères communs à l'administration québécoise (qui peuvent être différents selon les secteurs de comparaison) et en utilisant la structure de l'effectif de ce même secteur.

Les résultats présentés dans ce rapport portent principalement sur les écarts de salaire de maximum normal et de rémunération globale¹³. L'écart de salaire, tel qu'il a été défini plus haut, résulte de la comparaison des salaires déboursés. Quant à l'écart de rémunération globale, il est calculé à partir du rapport entre, d'une part, la somme des coûts associés aux salaires et aux avantages sociaux (rémunération annuelle) et, d'autre part, les heures de présence au travail.

La précision des résultats

Afin de déterminer la situation comparative de l'administration québécoise en regard des divers écarts de rémunération, l'Institut doit tenir compte d'un risque d'erreur inhérent à toute donnée provenant d'une enquête basée sur un échantillon. Ce risque d'erreur est obtenu à partir d'une mesure de précision appelée écart type. L'écart type est calculé à partir de la variabilité échantillonnale dont l'utilisation est courante dans l'analyse des résultats de toute enquête basée sur un échantillon.

L'utilisation conjointe de l'écart de la mesure de précision permet de définir un intervalle dans lequel la valeur de l'écart réel devrait se situer¹⁴. À son tour, cet intervalle permet de déterminer si l'écart est significativement différent de la valeur 0 qui symbolise la parité des deux secteurs comparés. En effet, si la valeur 0 n'est pas comprise dans l'intervalle déterminé pour un écart, l'Institut conclura à l'avance ou au retard de l'administration québécoise. À l'inverse, lorsque la valeur 0 est incluse dans l'intervalle, la parité des secteurs comparés est admise, l'avance ou le retard de l'administration québécoise ne pouvant être confirmé. Il n'est donc pas surprenant de constater qu'un écart différent de 0 puisse être considéré comme marquant la parité. Cette procédure permettant de déterminer le statut de l'administration québécoise constitue un test statistique.

Certaines sources d'erreurs ne sont pas considérées dans le calcul de la variance des estimations. Il s'agit, entre autres, des sources d'erreurs liées à l'application

12. Les résultats sur les débours pour les avantages sociaux et les heures chômées payées exprimés en pourcentage du salaire sont également pondérés selon cette approche, pour l'ensemble des catégories d'emplois. Ainsi, le débours moyen dans chacun des secteurs est calculé en pondérant le débours de chaque catégorie d'emplois par l'effectif de l'administration québécoise.

13. Les écarts du minimum d'échelle et de la rémunération annuelle sont également présentés dans les tableaux et figures, mais ne sont généralement pas mentionnés dans l'analyse.

14. Les annexes E de la banque de données fournissent pour chacun des secteurs comparés les intervalles de confiance associés aux écarts salariaux et de rémunération globale.

de taux d'augmentation pour la rémunération des entreprises du groupe de rotation G et du groupe H, ainsi qu'à l'imputation partielle des avantages sociaux.

En outre, comme l'estimation de l'administration québécoise est calculée à partir d'un échantillon d'emplois (à cause de la portion probabiliste du panier), une erreur d'échantillonnage devrait en principe y être associée. Cependant, le fait d'avoir deux échantillons à comparer, l'un dans l'administration québécoise et l'autre dans le marché de comparaison, oblige à combiner deux variances, ce qui complexifie les calculs. De plus, il est nécessaire d'avoir au moins deux emplois probabilistes dans la catégorie afin de calculer une erreur d'échantillonnage. Or, dans plusieurs catégories et secteurs de comparaison, cette condition n'est pas remplie. Les résultats du rapport de comparaison ne tiennent donc pas compte de la variance due à la portion probabiliste du panier d'emplois repères.

Compte tenu de ces diverses situations, la variance estimée est plus petite que la variance véritable et les intervalles de confiance sont plus courts que ce qu'ils devraient normalement être. Pour atténuer cette situation, l'Institut fixe le seuil de confiance du « test de parité » à 5 %.

En plus de servir à déterminer le statut de l'administration québécoise par rapport au secteur comparé, les mesures de précision interviennent lorsque l'Institut tente d'établir s'il y a des différences significatives entre deux écarts de rémunération présentés dans les sections sur la rémunération globale selon la méthode des débours. En effet, en utilisant les mesures de précision, un test statistique¹⁵ a été développé afin de déterminer si les différences observées entre deux écarts sont significatives et donc attribuables aux éléments de rémunération qui les distinguent. Par exemple, une différence jugée significative entre l'écart salarial et celui de la rémunération annuelle s'explique par des avantages sociaux plus ou moins coûteux dans l'administration québécoise selon le cas. À l'inverse, une différence non significative entre ces mêmes écarts résulte de débours pour les avantages sociaux équivalents dans les deux secteurs de comparaison.

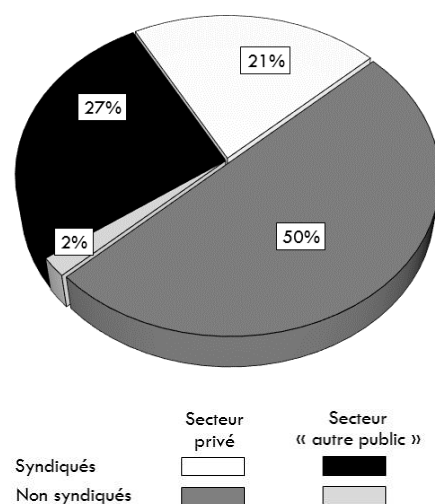
Le test permettant de vérifier s'il y a une différence significative entre deux écarts repose sur une autre base que celle permettant de déterminer le statut de chacun des écarts. Ainsi, d'une composante à l'autre, le statut de parité peut être constaté pour deux écarts, alors qu'il existe une différence significative entre eux; inversement, un changement de statut peut être observé sans qu'il y ait pour autant de différence significative entre les écarts.

Les secteurs analysés

La comparaison de la rémunération globale effectuée par l'Institut porte sur l'ensemble des secteurs et sous-secteurs du marché du travail. Les résultats de la comparaison 2015 reposent sur les données des entreprises des trois groupes de rotation (H, I et J).

Par ailleurs, tous les emplois repères faisant partie d'une catégorie d'emplois donnée ne se retrouvent pas nécessairement dans chacun des segments du marché du travail. Par exemple, 12 des 14 emplois comparés constituant la catégorie des techniciens ont été appariés dans l'administration municipale.

Figure 1
Répartition de l'effectif des autres salariés québécois selon la syndicalisation et le secteur d'activité, 2015



15. De l'information additionnelle sur le test statistique utilisé par l'Institut est fournie dans le document *Comparaison de la rémunération : développements méthodologiques et aspects statistiques. Test statistique sur la différence d'indices de rémunération*, IRIR, Montréal, mars 1992, 12 p. Il est à noter que, lors de la rédaction de ce document, les différences de rémunération étaient exprimées par des indices plutôt que par des écarts.

Les emplois et les employés couverts par la comparaison

Le processus de sélection des emplois repères

Le projet de sélection des emplois repères a donné naissance au panier d'emplois repères à partir duquel la comparaison de la rémunération des salariés de l'administration québécoise est effectuée¹⁶.

Un groupe de travail formé de représentants des parties patronale et syndicale a eu pour mandat de guider l'Institut dans les choix et les analyses prévus dans son plan d'action. Tous les représentants des parties ont également été consultés sur les principaux choix et orientations recommandés par l'Institut.

Plus précisément, le but visé par la sélection des emplois repères est que la rémunération obtenue à partir du panier d'emplois repères soit la plus proche possible de celle qui aurait été constatée pour l'ensemble des emplois de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison. Un panier d'emplois repères peut être qualifié de pertinent s'il satisfait aux deux conditions suivantes : il est *comparable*, c'est-à-dire qu'il est composé d'emplois avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois, et il est *représentatif*, c'est-à-dire que l'utilisation conjointe d'un emploi repère avec d'autres emplois repères du même regroupement (catégorie d'emplois et sous-secteur de l'administration québécoise) donne un bon portrait de la rémunération de ce groupe.

Pour satisfaire au premier critère de sélection, soit la comparabilité, tous les emplois de l'administration québécoise ont été étudiés afin de déterminer leur admissibilité à titre d'emploi avec une contrepartie directe et pertinente dans le marché de comparaison. Par exemple, les emplois dont le gouvernement est l'employeur majoritaire et les emplois non facilement

identifiables ont été exclus de la population de référence pour la sélection des emplois repères.

Pour satisfaire au second critère de sélection, soit la représentativité, des cibles concernant le nombre d'emplois à retenir ont été établies pour chaque groupe formé d'une catégorie et d'un sous-secteur. Les cibles ont été calculées à partir de la distribution en pourcentage des unités de sélection¹⁷ de l'administration québécoise par catégorie et sous-secteur.

Une fois les cibles définies, l'analyse de représentativité spécifique a permis de déterminer quels emplois devaient faire partie du panier pour chaque catégorie et sous-secteur. À cette fin, l'Institut a retenu une approche hybride. Elle consiste, dans un premier temps, à choisir une portion importante du panier à partir de critères définis au préalable (approche déterministe) et, dans un deuxième temps, à choisir des emplois de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (approche probabiliste). L'approche hybride mise de l'avant par l'Institut garantit la présence d'emplois très populaires couvrant l'ensemble de la courbe salariale, tout en permettant d'inférer les résultats à la population de référence.

Les emplois couverts par la comparaison

Le tableau III présente le panier d'emplois repères. Les emplois choisis y sont listés selon la catégorie à laquelle ils appartiennent; l'information sur l'étape du choix (déterministe ou probabiliste) est également fournie. Le panier d'emplois est composé de 46 emplois comparés, comportant chacun de un à trois niveaux de complexité¹⁸.

La majorité des corps d'emploi sont présents dans les trois sous-secteurs de l'administration québécoise, alors que les autres sont propres à seulement un ou deux de ces sous-secteurs.

16. Pour plus de renseignements sur le processus de sélection des emplois repères, le lecteur peut consulter les documents *La sélection des emplois repères : nouvelle classification, enjeux et plan d'action* (paru en octobre 2003) et *La sélection des emplois repères : présentation de la structure d'emplois de l'administration québécoise et analyse du panier actuel d'emplois repères avec des critères de représentativité d'ensemble* (paru en décembre 2005), ainsi que les cinq articles parus dans le *Flash-info* (septembre 2003, 2004, 2005, 2006 et février 2007). Toutes ces publications sont disponibles sur le site Web de l'Institut [En ligne]. [www.stat.gouv.qc.ca].

17. La notion de « corps d'emploi » présente dans l'administration québécoise, mais qui diffère d'un sous-secteur à l'autre, a été remplacée par la notion d'« unité de sélection ». Cette nouvelle notion a permis de regrouper dans chacun des sous-secteurs les corps d'emploi d'une même catégorie dont la nature des tâches, le niveau de complexité, le domaine d'activité professionnelle et la rémunération sont similaires.

18. L'emploi « Professionnel en ressources humaines » n'a pas été sélectionné à l'étape de la représentativité spécifique, les emplois non syndiqués de l'administration québécoise étant exclus de l'univers des emplois visés par la comparaison. Cependant, sans être inclus dans les résultats de la comparaison, il demeure enquêté, étant donné l'intérêt suscité par cet emploi auprès des répondants à l'ERG.

Le panier d'emplois repères permet d'atteindre les trois objectifs du projet de sélection : obtenir une meilleure adéquation entre le panier d'emplois repères et l'administration québécoise en termes de répartition des emplois entre les catégories et les sous-secteurs; améliorer quantitativement la couverture en ce qui concerne les corps d'emploi et l'effectif; améliorer la comparabilité du panier d'emplois repères¹⁹.

L'approche déterministe de la sélection des emplois repères a permis d'atteindre le premier objectif. En effet, la distribution observée par catégorie et sous-secteur des emplois repères choisis de façon déterministe et la distribution visée concordent pour chaque regroupement à un emploi repère près. Le panier d'emplois repères remplit également la seconde condition, soit d'améliorer la couverture. En effet, grâce à l'introduction de la partie probabiliste, les résultats de la comparaison portent sur tous les emplois réguliers à temps plein ayant une contrepartie directe et pertinente et non plus exclusivement sur les emplois repères enquêtés. Le nombre d'employés de l'administration québécoise pris en compte est ainsi augmenté. Finalement, l'amélioration de la comparabilité du panier a été obtenue au moyen d'une analyse méticuleuse de tous les emplois de l'administration québécoise et de leur admissibilité à titre d'emploi avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché des autres salariés québécois.

En ce qui concerne les emplois peu présents dans le marché de comparaison, les approches possibles afin d'augmenter les appariements exigent un effort substantiel, alors que ces emplois contribuent très peu à l'estimation d'ensemble. Pour cette raison, l'Institut a recommandé aux représentants des parties d'accepter le fait que certains emplois génèrent moins d'appariements, ce qui a été approuvé.

Comme cela a été mentionné, une portion probabiliste a été incorporée lors de la sélection des emplois. Une nouvelle approche est donc introduite pour le calcul des moyennes de catégories et de l'ensemble. À chaque emploi repère est associé le salaire réel correspondant.

Dans le cas des emplois choisis dans la partie déterministe, le poids de l'emploi correspond à son propre effectif. Si l'emploi a été choisi à l'étape probabiliste, son poids correspond à son effectif divisé par sa probabilité de sélection. En fait, les emplois choisis à l'étape probabiliste représentent tous les autres emplois non sélectionnés de la catégorie. Leur poids est donc supérieur à leur propre effectif.

19. Pour plus de détails, le lecteur peut consulter l'article « Le nouveau panier d'emplois repères » paru dans le *Flash-info* de février 2007. Cet article inclut une comparaison entre les cibles d'emplois repères par regroupement (catégorie/sous-secteur) déterminées à l'étape de la représentativité d'ensemble et le nombre d'emplois du nouveau panier choisis à l'étape déterministe, ainsi qu'entre le nouveau panier d'emplois repères et l'ensemble des emplois de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché de comparaison.

Tableau III

Panier des emplois repères par catégorie d'employés

Catégorie	Nom du corps d'emploi	Code d'emplois	Étape du choix ¹
Professionnels	Professionnel en gestion financière	FI	D
	Professionnel en communication	PC	D
	Analyste des procédés administratifs et informaticien	PI	D
	Avocat ou notaire	AN	D
	Biologiste	BI	P
	Ingénieur	IN	D
	Professionnel en sciences physiques	SP	P
Techniciens	Technicien en documentation	TD	D
	Pilote d'aéronefs – avion d'affaires	AV	D
	Pilote d'aéronefs – hélicoptère	PH	D
	Technicien de laboratoire	TL	D
	Technicien en génie	TG	D
	Technicien en administration	TA	D
	Technicien en informatique	TI	D
	Technicien en droit	DR	P
	Technicien en loisir	LO	P
	Technicien en hygiène du travail	TH	P
Assistants-techniciens ² (bureau et paratechnique)	Préposé aux télécommunications	PT	D
	Opérateur de duplicateur offset	OD	D
Personnel de bureau	Personnel de soutien en administration	PS	D
	Personnel de secrétariat	SE	D
	Préposé à la photocopie	PP	P
	Magasinier	MG	D
	Préposé aux renseignements	PR	P
	Téléphoniste-réceptionniste	TR	P
	Acheteur	AC	P
	Préposé à l'admission ³	PA	D
Ouvriers	Menuisier d'entretien	ME	D
	Peintre d'entretien	PE	D
	Ouvrier certifié d'entretien	OCE	D
	Machiniste	MA	P
	Électricien d'entretien	EL	D
	Mécanicien de véhicules motorisés	MV	P
	Ouvrier de voirie	VO	D
	Conducteur de véhicules légers	CR	D
	Conducteur de véhicules lourds	CD	D
	Conducteur d'équipements lourds (introduit en 2009)	CE	D
Personnel d'entretien et service	Mécanicien d'entretien (<i>millwright</i>)	MI	P
	Cuisinier	CU	D
	Préposé à la cuisine et à la cafétéria	CC	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux légers	PER	D
	Préposé à l'entretien ménager – travaux lourds	PED	D
	Gardien	GA	P
	Journalier ou préposé aux terrains	JP	D
	Concierge	CO	D
	Ouvrier d'entretien – maintenance	OM	P
	Préposé à la buanderie	BU	P
	Opérateur de machine à laver la vaisselle ³	OV	P

1. Selon l'approche retenue, une portion importante du panier a été choisie selon l'approche déterministe (emplois identifiés par la lettre D), alors que les autres emplois ont été choisis de façon aléatoire parmi l'ensemble des emplois non sélectionnés à la première étape (emplois identifiés par la lettre P).

2. Dans le rapport *Rémunération des salariés. État et évolution comparés*, les emplois de la catégorie « Assistants-techniciens (bureau et paratechnique) » sont reclassés dans la catégorie « Personnel de bureau » aux fins de la comparaison, étant donné la faible proportion d'unités de sélection représentées par cette catégorie.

3. En raison des changements à la classification des emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux, cet emploi ne génère plus d'appariements dans l'administration québécoise puisqu'il a été regroupé avec d'autres emplois.

L'Institut présente les résultats de sa comparaison de la rémunération pour 76 emplois regroupés en cinq catégories d'emplois, soit les professionnels, les techniciens, les employés de bureau, les employés de service et les ouvriers. La différence entre le nombre d'emplois repères couverts par l'enquête (soit 101) et le nombre d'emplois repères comparés s'explique par le fait que plusieurs emplois repères sont fusionnés avec un autre emploi pour la comparaison (par exemple les niveaux 1 et 2 des techniciens). De plus, certains emplois n'ont pu être pris en compte puisqu'aucun appariement n'a été réalisé sur le marché du travail.

L'effectif couvert par la comparaison

La population de référence pour la comparaison est constituée des emplois repères à temps plein de l'administration québécoise avec une contrepartie directe et pertinente sur le marché du travail québécois. Le tableau IV montre que ces emplois couvrent 70 014 employés de l'administration québécoise, soit 16,9 % de l'effectif total de ce secteur (excluant les cadres).

Le tableau présente l'effectif exclu de l'univers visé. L'Institut est tenu d'informer le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération des salariés régis par une convention collective; le personnel d'encadrement n'est donc pas visé par le mandat de comparaison. Les emplois non syndiqués et les emplois occasionnels ou à temps partiel sont aussi exclus de l'univers visé par la comparaison. En outre, un appariement de qualité implique l'existence d'un point québécois. Par conséquent, les emplois dits sans contrepartie, c'est-à-dire qui ne répondent pas à ce critère, ne peuvent être enquêtés.

Par ailleurs, les emplois se retrouvant presque exclusivement dans les secteurs non enquêtés ne sont pas couverts par la comparaison. En excluant ces derniers emplois, le nombre total d'employés se retrouvant dans des emplois pouvant faire partie de la comparaison est de 69 880.

Tableau IV

Population de référence pour la comparaison¹

	Effectif	Proportion de l'effectif total
	n	%
Administration québécoise (excluant les cadres)	414 062	100,0
Emplois non syndiqués ²	– 2 323	0,6
Emplois occasionnels	– 99 944	24,1
Emplois réguliers à temps partiel	– 66 231	16,0
Emplois réguliers à temps plein	245 564	59,3
Emplois sans contrepartie ³	– 175 550	42,4
Emplois réguliers à temps plein avec contrepartie directe et pertinente (visés par la comparaison)	70 014	16,9
Emplois avec contrepartie dans les secteurs non enquêtés ⁴	– 134	0,03
Emplois pouvant faire partie de la comparaison	69 880	16,9

1. Période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.

2. Les emplois non syndiqués qui font l'objet d'une exclusion sont : conseiller en gestion des ressources humaines, agent du vérificateur général, secrétaire principale, aumônier, médiateur et conciliateur, procureur aux poursuites criminelles et pénales, tous de la fonction publique, et agent de la gestion du personnel, de la santé et des services sociaux.

3. Les emplois sans contrepartie sont des emplois qui n'ont pas de comparables directs et pertinents dans le marché des autres salariés québécois ou qui ne sont pas facilement identifiables.

4. Le secteur de l'agriculture et les services qui y sont reliés, le secteur de l'exploitation forestière et des services forestiers, celui de la pêche et du piégeage ainsi que celui de la construction ne sont pas enquêtés dans le cadre de l'*Enquête sur la rémunération globale au Québec* (ERG).

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, système d'information sur la rémunération.

Le tableau V montre que les emplois repères retenus (69 880 salariés de l'administration québécoise) couvrent 28 % de l'effectif régulier à temps plein de l'administration québécoise. Lorsque seul l'effectif des emplois réguliers à temps plein de l'administration québécoise ayant une contrepartie directe et pertinente sur le marché est pris en compte, l'effectif des emplois repères représente 100 %.

Comme l'indique le tableau V, cette couverture varie selon les catégories d'emplois. Les emplois repères de la catégorie des employés de bureau, des ouvriers et des employés de service représentent une plus grande part de l'effectif total de ces catégories dans l'administration québécoise (au moins 70 %). Les catégories des professionnels et des techniciens ont une

couverture moins importante. En effet, l'effectif rattaché aux emplois repères de ces deux catégories couvre respectivement 25 % et 43 % de l'effectif total de ces mêmes catégories dans l'administration québécoise. Un pourcentage élevé indique que la catégorie contient en majorité des emplois avec une contrepartie directe et pertinente. En revanche, un pourcentage faible indique que la catégorie contient des emplois sans comparables sur le marché des autres salariés québécois.

Tableau V

Répartition de l'effectif rattaché aux emplois repères et de l'effectif de l'administration québécoise¹, selon les catégories d'emplois

Catégories d'emplois	Effectif Emplois repères	Effectif Total adm. québ.	Effectif cou- vert par la comparaison
n			
Professionnels	9 990	39 405	25,3
Techniciens	17 997	41 729	43,1
Employés de bureau ²	26 042	37 185	70,0
Ouvriers	3 908	3 953	98,9
Employés de service	11 942	16 048	74,4
Autres employés ³	...	107 244	...
Total	69 880	245 564	28,4
Emplois sans contrepartie de toutes catégories	...	175 684	...
Emplois pouvant être com- parés	69 880	69 880	100,0

1. L'effectif couvre les employés réguliers à temps plein (période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014).

2. Lorsqu'ils sont appariés à des emplois repères, les corps d'emploi de la catégorie « Assistants techniciens » de l'administration québécoise sont considérés comme faisant partie de la catégorie « Employés de bureau ».

3. Les autres employés comprennent les enseignants, les agents de la paix et toutes les catégories d'infirmières.

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, système d'information sur la rémunération.

L'évolution de la rémunération

La comparaison des écarts de l'année en cours par rapport à ceux de l'année précédente est une information intéressante, mais, assez souvent, elle statue à la stabilité des écarts. Cette situation s'explique d'une part, par le fait que les différences dans les mouvements de rémunération ne sont pas très marquées d'une année à l'autre et, d'autre part, parce que la méthodologie tient compte de la variabilité des résultats.

L'Institut analyse également l'évolution des écarts sur une période un peu plus longue. Cette analyse compare les écarts de 2015 avec ceux de 2009 et utilise la même méthodologie que celle développée pour l'analyse entre 2014 et 2015. Une nouvelle série de données sur l'évolution de la rémunération s'est amorcée avec le remaniement de l'ERG à partir du rapport de 2007. Le remaniement a apporté des modifications à l'univers visé, au panier d'emplois repères et à certains éléments méthodologiques : il est donc impossible de mettre en parallèle les données de la nouvelle enquête avec celles de l'ancienne.

Par ailleurs, les résultats sont présentés à partir de 2009, pour permettre la diffusion de tous les secteurs de la comparaison ainsi que l'évolution de la rémunération globale. En effet, en 2007, les résultats de la comparaison reposaient sur les deux tiers de l'échantillon total et la diffusion des résultats n'était possible que pour les grands secteurs de comparaison, soit l'ensemble des autres salariés québécois (ASQ) et les secteurs privés et « autre public », ainsi que selon la syndicalisation pour l'ensemble des ASQ. En ce qui concerne la rémunération globale, les données pour les avantages sociaux étaient visées par l'imputation partielle dans les résultats des rapports 2007 et 2008.

Les changements entre les écarts de rémunération de deux années différentes sont dus à plusieurs facteurs, notamment : les changements dans la population visée par l'enquête, les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise, les changements en termes d'emplois comparés et l'évolution des salaires. Dans le contexte de l'enquête, l'Institut cherche à isoler principalement l'effet de l'évolution des salaires. Pour ce faire, la méthodologie utilisée consiste à comparer les écarts de rémunération de deux années après avoir éliminé les variations résultant des changements en termes d'emplois comparés et les variations dans la structure de l'effectif de l'administration québécoise. Les résultats ainsi obtenus sont soumis à un test statistique qui prend en compte la variabilité échantillonnale. Le seuil de signification du test sur la différence des écarts est de 5 %.

Lorsque le test statistique appliqué dans l'analyse de l'évolution ne permet pas de détecter de différence entre les deux années de comparaison, on ne peut alors conclure ni à une amélioration ni à un affaiblissement de la situation comparative de l'administration québécoise. L'Institut parlera donc de stabilité des écarts. Par ailleurs, il pourrait arriver que chacun des écarts des deux années comparées indique que la parité, mais aussi que le test statistique appliqué dans l'analyse de l'évolution concluent à une différence significative; dans ces cas, l'Institut parlera de stabilité de la situation comparative.

La rotation de l'échantillon qu'effectue l'Institut permet d'augmenter la précision de l'estimation du changement d'une année à l'autre, par opposition à une estimation qui serait basée sur deux échantillons tirés de manière complètement indépendante. Les calculs menant à la détermination de la variance du changement et à l'application du test statistique tiennent compte du chevauchement des échantillons de 2014 et de 2015 et intègrent leur covariance.

Le traitement et l'analyse des données

La rémunération globale d'un emploi repère peut être calculée pour chacune des entreprises à partir des données brutes de l'ERG. L'Institut dispose ainsi de données confidentielles. Il peut les introduire dans ses calculs, tout en respectant les règles de confidentialité dans la présentation des résultats ou dans leur transmission à des tiers.

Les précisions sur les données et périodes de référence

L'édition 2015 de l'ERG prend en compte les données de 273 entreprises, qui correspondent à 352 unités de collecte²⁰. En ce qui concerne les municipalités, 29 municipalités de 25 000 habitants et plus sont prises en compte.

Les taux pondérés d'admissibilité à l'enquête sont supérieurs à 91,0 % dans chacun des secteurs. Quant au taux de réponse, il est excellent; il est de 100 % dans tous les secteurs, sauf le secteur privé (90,1 %) et celui des entreprises publiques (96,3 %). Une non-réponse

totale au volet sur les avantages sociaux est observée pour moins de 0,5 % des unités de collecte. Pour les unités de collecte répondantes, le taux de réponse varie, selon l'avantage, de 64,4 % à 100,0 %.

Modes de collecte et approche adoptée pour le traitement des données selon le groupe de rotation

Le tableau VI présente les modes de collecte utilisés selon le groupe de rotation. Les données disponibles dans toutes les unités de collecte sont premièrement celles colligées en première année d'enquête. À ce moment, les données recueillies selon le mode de collecte « standard » sont les suivantes : de l'information sur tous les emplois de l'entreprise permettant à l'Institut de les coder selon le système de la CNP, de l'information sur tous les employés de l'entreprise, peu importe leur statut (régulier, temps partiel, etc.); les appariements des emplois de l'entreprise aux emplois repères définis dans l'enquête et servant à la comparaison de la rémunération; les taux de salaire; la présence ou non de tous les avantages sociaux ainsi que les caractéristiques et politiques pour les avantages sociaux colligés.

Les unités de collecte du groupe de rotation J (en première année du cycle de collecte) ont été introduites dans l'enquête en 2015. Pour ces unités, l'analyse complète du dossier a été réalisée selon les processus du mode de collecte « standard ».

Dans le cas des unités de collecte du groupe de rotation I (en deuxième année du cycle de collecte), l'enquête prévoit une mise à jour des taux de salaire. Selon l'orientation initiale de l'enquête, cela consiste à recevoir un nouveau fichier électronique pour certaines des unités de collecte et à mettre à jour les appariements. Comme la présence ou non des avantages sociaux ainsi que les caractéristiques et politiques relatives à ceux-ci ont été recueillis à l'an 1, aucune nouvelle information n'est demandée à ce sujet. Le calcul des coûts est réalisé à partir des nouveaux taux de salaire.

20. Le groupe de rotation H compte 90 entreprises répondantes (118 unités de collecte), les groupes I en contient 88 (113 unités de collecte) et J en contiennent 95 (121 unités de collecte).

Le processus de collecte de l'an 2 n'est plus réalisé puisque les enquêtes précédentes ont démontré que le processus de pairage des fichiers électroniques s'avère souvent complexe et exige beaucoup de temps et de ressources. De plus, ce processus apporte peu de valeur ajoutée par rapport à l'utilisation des taux d'augmentation des salaires et des échelles par groupe d'employés ou d'emplois (collecte allégée).

Les unités de collecte du groupe de rotation H (troisième année du cycle de collecte) ainsi que les unités de collecte du groupe de rotation I ont fait l'objet d'une collecte en mode « allégé ». Pour ces unités de collecte, les taux d'augmentation des salaires et des échelles ont été recueillis pour chacun des modèles d'emploi de chacun des modèles. Pour toutes ces unités de collecte, les appariements, l'effectif et les heures de travail ne sont pas mis à jour.

Par ailleurs, dans toutes les unités de collecte (groupes H, I et J), la non-réponse totale et partielle a fait l'objet d'une imputation.

Collecte et approche d'imputation des avantages sociaux

La collecte relative aux avantages sociaux est réalisée en première année d'enquête. Les renseignements ont donc été colligés selon le groupe de rotation à l'ERG 2013, 2014 ou 2015. Les coûts sont calculés à partir des fichiers de rémunération de 2015. Les coûts de tous les avantages sociaux couverts par l'ERG ont pu être recueillis en totalité dans les groupes de rotation H et I (ERG 2013 et 2014). En ce qui concerne l'imputation de la non-réponse partielle, l'Institut a utilisé une méthode basée sur les moyennes observées dans les secteurs privé ou public, selon le type d'entreprise. Ainsi, la valeur manquante est remplacée par la valeur moyenne d'un groupe de répondants possédant les mêmes caractéristiques que le non-répondant.

Tableau VI

Mode de collecte de chacun des groupes de rotation

Groupe de rotation	ERG 2007 (66,6 % de l'échantillon)	ERG 2008 (100 % de l'échantillon)	ERG 2009 (100 % de l'échantillon)	ERG 2010 (100 % de l'échantillon)	ERG 2011 (100 % de l'échantillon)	ERG 2012 (100 % de l'échantillon)	ERG 2013 (100 % de l'échantillon)	ERG 2014 (100 % de l'échantillon)	ERG 2015 (100 % de l'échantillon)
B (Bloc 2)	Standard	Mise à jour	Allégé						
C (Bloc 3)		Standard	Mise à jour	Allégé					
D (Bloc 1)			Standard	Mise à jour	Allégé				
E (Bloc 2)				Standard	Mise à jour	Allégé			
F (Bloc 3)					Standard	Mise à jour	Allégé		
G (Bloc 1)						Standard	Allégé	Allégé	
H (Bloc 2)							Standard	Allégé	Allégé
I (Bloc 3)								Standard	Allégé
J (Bloc 1)									Standard

Pour le groupe de rotation J, tous les avantages sociaux ont fait l'objet d'une collecte, tant pour la présence que pour le coût, dans les administrations québécoise et fédérale ainsi que pour trois autres entreprises. Dans les dossiers restants du groupe de rotation J, l'information sur la présence de tous les avantages sociaux a été recueillie, mais seuls les quatre avantages généralement les plus coûteux ont fait l'objet d'une collecte des débours, soit : congés annuels, congés fériés et mobiles, régimes de retraite et régimes étatiques. Pour tous les autres avantages sociaux, une imputation a été effectuée. Celle-ci est basée, dans chacun des secteurs, sur les données les plus récentes disponibles. L'imputation des données a été réalisée à partir des données historiques de l'ERG 2012 (groupe de rotation G). Dans certains cas, l'unité de collecte a pu être directement liée à un dossier présent dans le groupe de rotation G. Cette donnée historique, propre au dossier, a été utilisée. Pour les autres cas, les coûts moyens du secteur d'appartenance ont été utilisés.

Cette orientation nouvelle pour le groupe de rotation J a été retenue en raison des limites dans la disponibilité des ressources affectées à l'ERG en 2014-2015 et 2015-2016. Cette méthode de travail affecte, bien entendu, l'actualité des données et le niveau de qualité par avantage. C'est ce qui explique que l'Institut a modifié la présentation des annexes sur le coût des avantages sociaux et des heures chômées payées (sauf celle concernant la comparaison de l'administration québécoise avec celle de l'administration fédérale) en regroupant les avantages.

Corrections aux écarts de rémunération 2014 de la catégorie des techniciens

L'Institut procède à la codification des emplois selon la *Classification nationale des professions* (CNP), étape qui facilite le repérage d'emplois repères. Lors de l'ERG 2013, le codage est passé de la CNP 2006 à celle de 2011. À la suite des modifications du passage d'une version de classification à l'autre, une erreur s'est glissée dans le codage de la catégorie d'emploi. Ces erreurs touchent des emplois de techniciens non syndiqués du secteur privé. Lorsque l'Institut s'est aperçu des données erronées, il a dû ajuster les estimations en conséquence. Les changements concernent les autres salariés québécois et le secteur privé,

ainsi que l'ensemble des non syndiqués et ceux du secteur privé. Les changements concernent les résultats de la catégorie des techniciens des secteurs mentionnés seulement. Les résultats au niveau des emplois repères de la catégorie ne sont pas touchés.

Les ajustements des données montrent que pour l'ensemble de la catégorie des techniciens du secteur privé l'écart salarial passe de -13,4 % (écart 2014 diffusé dans le rapport de comparaison) à -9,7 % (écart 2014 ajusté suite à la correction). Pour les trois autres secteurs comparés touchés, la différence varie de 3,2 à 4,2 points de pourcentage. Pour ce qui a trait à la rémunération globale, l'écart de 2014 varie de 1,0 % (écart 2014 diffusé dans le rapport de comparaison) à 2,7 % (écart 2014 ajusté suite à la correction). Pour les trois autres secteurs comparés touchés 0,3 à 2,5 points de pourcentage. Par ailleurs, les modifications ne changent aucun des statuts comparatifs vis-à-vis des quatre ventilations.

Il est important de souligner que les résultats diffusés dans cette édition, prennent en compte de cette correction tant pour les écarts de 2015 que ceux de 2014. Par conséquent, les écarts de 2014 concernant l'ensemble de la catégorie de techniciens qui sont diffusés dans l'édition 2015 du rapport et utilisés pour l'évolution de la comparaison sont ajustés et différents de ceux publiés en novembre 2014.

Les autres périodes de référence

Les salaires recueillis dans l'ERG 2015 pour tous les secteurs sont ceux en vigueur en 2015, la période de validité des taux devant inclure le 1^{er} avril 2015.

Dans l'administration québécoise, les coûts des assurances collectives ainsi que les débours liés aux heures chômées payées sont calculés pour la période du 1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013. La collecte pour les régimes étatiques a été effectuée sur la base des taux de cotisation de l'employeur en 2014. Quant au chapitre des régimes de retraite, les débours correspondent au coût du service courant de l'évaluation actuarielle aux fins des états financiers des régimes de retraite qui présentent les données arrêtées au 31 décembre 2011. La part de l'employeur est de 7,6 % pour le RREGOP.

Il est à noter que les débours relatifs aux régimes étatiques sont ajustés selon les dispositions en vigueur pour la période de référence des avantages sociaux. Ainsi, dans l'ERG 2015, des ajustements sur les régimes étatiques ont été effectués sur la base des dispositions en vigueur en 2014 pour les entreprises des groupes de rotation H et I.

En ce qui concerne les heures régulières hebdomadaires de travail pour chacun des emplois repères, les données de l'administration québécoise et des autres secteurs sont celles en vigueur en 2015. Le calcul des heures de présence au travail se base sur les heures régulières de travail spécifiques à chacun des emplois repères.

Les données relatives à l'effectif sont celles en vigueur en 2013, 2014 ou 2015 pour tous les secteurs, sauf pour l'administration québécoise. Dans l'administration québécoise, l'effectif des emplois repères fait référence à la période du 1^{er} juillet 2013 au 30 juin 2014.

Pour ce qui est des autres salariés québécois, les données concernent les employés réguliers à temps plein. Quant aux administrations fédérale et québécoise, ce sont également les employés réguliers à temps plein qui sont pris en compte, mesurés toutefois sous forme d'équivalents à temps complet.

Les poids associés aux emplois repères²¹ sont basés sur l'effectif de l'administration québécoise le plus récent disponible, soit celui de la période de juillet 2013 à juin 2014. Cependant, le choix des emplois repères pour la partie déterministe comme pour la partie probabiliste est basé sur l'effectif de 2001. Comme une probabilité de sélection inversement proportionnelle à l'effectif a été attribuée aux emplois dans la partie probabiliste, le poids dépend de l'effectif de 2003.

Par ailleurs, en 2003, au moment de la sélection des emplois pour la partie probabiliste, l'effectif correspondant à chaque emploi repère était disponible. Or, en 2007, il y a eu des regroupements d'emplois dans le sous-secteur de la santé et des services sociaux. Du coup, l'effectif de certains emplois repères est main-

tenant dissous à travers celui des regroupements desquels ils font désormais partie. Compte tenu de cette situation, un ajustement a été appliqué aux poids. Les emplois échantillonnés dans les catégories des professionnels, des techniciens et des ouvriers ont subi des modifications mineures alors que, dans les catégories des employés de bureau et de service, ils ont été affectés par des changements importants.

Les particularités de l'administration québécoise

Les salaires et les échelles salariales

En ce qui concerne la catégorie des professionnels de l'administration québécoise, les données salariales couvrent les trois sous-secteurs pour les niveaux 1 et 2 de l'enquête. Quant au niveau 3, seules les données relatives à la fonction publique sont disponibles. Les données utilisées pour les professionnels tiennent compte des primes versées pour les emplois de niveaux de complexité « expert » et « émérite »²².

Par ailleurs, les maximums des échelles indiqués pour les emplois professionnels de niveau 1 de l'administration québécoise constituent uniquement des maximums d'appariement. Pour l'enquête, les emplois rémunérés selon les échelons 1 à 7 des échelles salariales sont appariés au niveau 1. L'échelon 7 de chacune des échelles fait donc office de maximum pour le niveau 1 de la catégorie. Le 8^e échelon représente le minimum des échelles pour le niveau 2, et le salaire du 18^e échelon correspond au maximum pour ce niveau. Le maximum du niveau 3 correspond, pour l'administration québécoise, au maximum de l'échelle (18^e échelon) majoré de la prime de 10 % (« expert »).

21. Voir la page 30 pour plus de détails sur cette question.

22. Voir la section « La classification des emplois de la fonction publique » à la page suivante concernant les emplois de complexité supérieure.

Les événements susceptibles d'affecter la comparaison

L'état des conventions collectives dans l'administration québécoise

Les conventions collectives de l'administration québécoise viennent à échéance le 31 mars 2015. Ces conventions prévoient des augmentations salariales constituées de paramètres fixes et de paramètres variant en fonction de la progression de l'économie et de l'inflation. Cette année, les augmentations salariales prises en compte est de 1,0 % (paramètre variable) applicable au 31 mars 2015.

Le 1^{er} avril 2011, le ministère du Revenu est devenu l'Agence de revenu du Québec (ARQ), désigné également sous le nom de Revenu Québec, en vertu de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec. Cette agence est maintenant dotée de son propre mécanisme de négociation collective et ne fait alors plus partie de la fonction publique, un des sous-secteurs de l'administration québécoise, mais plutôt du secteur « entreprises publiques ».

Au cours de la collecte de l'ERG 2013, le Secrétariat du Conseil du trésor a pu transmettre les informations sur la rémunération des employés, en excluant ceux de l'ancien ministère du Revenu. Par contre, c'est seulement depuis l'ERG 2014 que l'ARQ fait partie de l'univers des entreprises publiques.

Par ailleurs, la majorité des emplois syndiqués de l'ARQ continuent à bénéficier des conditions de travail selon les conventions collectives en vigueur dans l'administration québécoise. La sortie de l'ARQ du secteur « administration québécoise » apporte une nouvelle perspective dans la comparaison de l'administration québécoise vis-à-vis le secteur « entreprises publiques ».

La classification des emplois de la fonction publique

Le 31 juillet 2006, le Conseil du trésor a adopté la Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois professionnels et la gestion des emplois de complexité supérieure qui s'applique aux emplois de conseillers en gestion des ressources

humaines ainsi qu'aux emplois de la catégorie du personnel professionnel, à l'exclusion des ingénieurs, des juristes, des dentistes, des médecins, des médiateurs et conciliateurs.

Depuis 2008, les données sur l'effectif fournies par le Conseil du trésor incluent les primes des niveaux « expert » et « émérite », qui s'établissent respectivement à 10 % et 15 %. La directive prévoit qu'un employé désigné pour occuper un emploi de complexité « expert » doit posséder cinq années d'expérience, alors que la désignation à un emploi de complexité « émérite » exige au moins huit années d'expérience.

Une nouvelle classification a été établie pour les ingénieurs et les juristes. Avant la signature de la présente convention collective, la classification des ingénieurs était composée de quatre classes d'emplois, soit les classes 81, 82, 91 et 96. Chacune des classes possédait une échelle salariale distincte constituée de 18 échelons.

La nouvelle convention collective prévoit maintenant une classe d'emplois composée de deux grades, soit le grade stagiaire (classe 4) qui compte 6 échelons et le grade I (classe 0) qui compte 14 échelons. Les ingénieurs non stagiaires ont intégré le grade I sans perte de salaire. Quant aux ingénieurs qui appartenaient aux anciennes classes 91 et 96, ils ont été désignés à des emplois de complexité supérieure et reçoivent respectivement une majoration de 10 % ou de 15 % de l'échelle du grade I.

La progression salariale dans l'échelle du grade stagiaire se fait aux six mois pour les six échelons, alors que pour les emplois du grade I, les ingénieurs progressent dans leur échelle salariale aux six mois jusqu'au quatrième échelon. Par la suite, pour les échelons 5 à 14, la progression de salaire est annuelle.

Afin de représenter les niveaux de complexité des emplois repères « Ingénieur 1 » et « Ingénieur 2 », l'Institut a, d'une part, englobé les six échelons du grade de stagiaire au niveau d'entrée et apprentissage (niveau 1) et, d'autre part, coupé l'échelle du grade I entre le quatrième et le cinquième échelon. Les quatre premiers échelons de l'échelle représentent le niveau 1, alors que les échelons 5 à 14 correspondent au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2).

Après avoir analysé la Directive concernant la détermination du niveau de complexité des emplois d'ingénieurs et la gestion des emplois de complexité supérieure, l'Institut a associé les ingénieurs désignés à des emplois de complexité supérieure (anciennes classes 91 et 96) à l'emploi repère de chef d'équipe ou d'expert (Ingénieur 3).

Les juristes de l'État ont également intégré une nouvelle classification. La nouvelle échelle compte 18 échelons, contrairement à 21 dans l'ancienne échelle. Les avocats, qui au moment de l'intégration étaient aux échelons 17, 17, 19, 20 et 21 de l'ancienne échelle, ont intégré le dernier échelon de la nouvelle échelle de traitement, soit l'échelon 18.

La progression salariale se fait de la même manière que pour les emplois repères professionnels (voir plus haut). Ainsi les juristes rattachés aux sept premiers échelons sont appariés au niveau de complexité 1 de l'emploi repère « Avocat et notaire », alors que ceux aux échelons 8 à 18 se retrouvent au niveau de fonctionnement autonome (niveau 2).

Par ailleurs, après deux ans à l'échelon 18, sous réserve d'un rendement satisfaisant, les employés atteignent le niveau de juriste expert et reçoivent 115 % du traitement de l'échelle correspondant à l'échelon 18. Nonobstant ce qui précède, un juriste qui au moment de l'intégration est à l'échelon 21 de l'ancienne échelle accède au niveau d'expert sans période de délai. Celui qui était à l'échelon 20 avant l'intégration devra attendre plutôt un an avant d'atteindre le même niveau de complexité de tâches. Par conséquent, l'Institut associe tous les avocats recevant 115 % du salaire de l'échelon 18 au niveau de chef d'équipe ou d'expert (niveau 3) de l'emploi « Avocat et notaire ».

L'environnement économique et le marché du travail

Les données historiques relatives aux principaux indicateurs économiques du Québec proviennent de l'Institut de la statistique du Québec, de Statistique Canada, de la Banque du Canada et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement. Les prévisions économiques

proviennent de quatre organismes : la Banque Nationale, la Banque Royale du Canada (BRC), la Banque de Montréal Groupe financier (BMO) et le Mouvement des caisses Desjardins du Québec (Desjardins).

L'analyse porte essentiellement sur l'environnement économique du Québec, bien qu'elle tienne compte des contextes canadien et international. Les prévisions complètent l'analyse de la situation économique courante en dégagant les principales tendances pour l'année qui se termine et celle qui suit.

Les données trimestrielles de 2015 du produit intérieur brut (PIB) québécois aux prix du marché en termes réels et de ses composantes ainsi que les données des années 2012 à 2014 proviennent des *Comptes économiques du Québec – 2^e trimestre 2015* publiés par l'Institut de la statistique du Québec. Quant aux données annuelles du PIB réel antérieures à 2012, elles proviennent généralement de Statistique Canada, de même que certaines autres données.

L'analyse se base la plupart du temps sur les taux de croissance des indicateurs. Pour l'année en cours, les taux de croissance des données trimestrielles sont calculés par rapport au trimestre précédent. L'analyse qui en découle est donc effectuée sur une courte période mettant en évidence les changements conjoncturels récents. Un élément d'analyse de long terme est également présenté pour l'année en cours : les taux de croissance cumulatifs depuis le début de l'année calculés par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Ces taux de croissance portent généralement sur le cumul de six, huit ou neuf mois selon la disponibilité des données.

Dans ce rapport, les données du PIB et de ses composantes sont exprimées en termes réels par la méthode des indices de prix en chaîne de type Fisher dont l'année de référence est 2007. Pour chacune des années, sauf l'année de base, la somme des composantes diffère des totaux partiels et des totaux, parce que l'enchaînement a lieu chaque année et non plus seulement dans l'année de base.

La méthode des indices en chaîne est la méthode officielle de déflation adoptée par Statistique Canada pour les *Comptes économiques provinciaux*, et les valeurs obtenues par cette méthode constituent les données officielles du PIB réel et de ses composantes. Antérieurement, l'estimation du PIB et de ses composantes en dollars constants était obtenue par la méthode des indices de prix à pondération fixe.

L'indice implicite des prix des dépenses personnelles en biens et services est utilisé pour obtenir le revenu personnel disponible en termes réels; 2007 est l'année de base. La croissance nominale de la rémunération horaire moyenne est calculée à partir de l'indice à pondération fixe de la rémunération horaire moyenne. L'indice des prix à la consommation (IPC), année de base 2002, est utilisé pour obtenir la rémunération hebdomadaire moyenne et la rémunération horaire moyenne en termes réels.

Les tendances salariales

Les sources de données

Les données relatives aux tendances salariales sont dégagées à partir d'une banque de conventions collectives pour ce qui est des salariés syndiqués et à partir des enquêtes de planification salariale pour ce qui est des employés non syndiqués.

Dans le premier cas, les données proviennent du dépôt de conventions collectives au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (Ministère). Ces conventions couvrent les salariés syndiqués appartenant à des unités de négociation de 100 cols bleus et plus, de 50 cols blancs et plus ou à des unités où ces deux critères sont pris en compte simultanément pour les conventions collectives dites « mixtes ». Les conventions de compétence provinciale et fédérale sont considérées.

Les conventions collectives analysées couvrent l'administration québécoise, le secteur privé et le secteur « autre public ». L'administration québécoise fait référence à la fonction publique ainsi qu'aux réseaux de l'éducation (commissions scolaires et cégeps) et de la santé et des services sociaux²³. Le regroupement « autre public » comprend les secteurs municipal et fédéral ainsi que les entreprises publiques québécoises et les universités. Le secteur municipal inclut les municipalités et les entreprises locales. Pour sa part, le secteur fédéral comprend l'administration fédérale ainsi que les entreprises fédérales au Québec. Un autre regroupement couvre aussi l'ensemble des salariés québécois autres que ceux de l'administration québécoise, soit les « autres salariés québécois ».

Les enquêtes de planification salariale disponibles à l'Institut au moment de la rédaction de ce rapport proviennent de Conference Board du Canada, de Mercer (Canada) Limitée, de Normandin Beaudry, de Saucier conseil et de Towers Watson. Les résultats de ces enquêtes touchent principalement les salariés québécois non syndiqués du secteur privé, et les répondants sont surtout des moyennes et grandes entreprises. Pour les besoins de ce rapport, les données utilisées ont trait aux augmentations des échelles versées et projetées pour l'ensemble des catégories d'emplois faisant l'objet des travaux de comparaison de l'Institut.

Les mesures de croissance salariale utilisées

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur représente, pour une année précise, l'augmentation des taux de salaire pour les employés syndiqués²⁴. Cet indicateur mesure les taux d'augmentation attribués aux échelles salariales dans toutes les conventions collectives en vigueur sans égard au moment où ces dernières ont été signées.

23. Pour que le secteur « administration québécoise » soit conforme à la définition de la Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans le secteur public et parapublic (L.R.Q. chapitre R-8.2), l'Institut a dû ajuster certaines données du Ministère. Tous les organismes gouvernementaux qui ne font pas partie des régimes de négociation des trois sous-secteurs de l'administration québécoise ont été inclus dans le secteur « entreprises publiques québécoises ». À titre d'exemple, le Ministère considère l'organisme Héma Québec comme faisant partie de l'administration québécoise, alors que l'Institut l'inclut plutôt dans les entreprises publiques québécoises.

24. Il s'agit de la mesure qui se rapproche le plus des augmentations d'échelles relevées par les enquêtes de planification salariale.

Pour l'année en cours, les résultats sont toujours préliminaires puisqu'ils couvrent les deux premiers trimestres. Ils se rapportent aux conventions collectives déposées au Ministère, enregistrées dans la banque de données, et ayant une clause salariale en vigueur au 15 décembre. Toutefois, certaines conventions collectives, bien qu'ayant été signées, ne font pas partie de la banque puisqu'elles n'ont pas encore été saisies. Par ailleurs, certaines conventions collectives ne font plus partie de la banque de données du Ministère, ayant expiré avant le 15 décembre²⁵. Dans certains cas, la durée de la clause n'est pas équivalente à celle de la convention. C'est le cas notamment de certaines conventions pour lesquelles les augmentations salariales sont négociées chaque année (il n'y a pas de réouverture des clauses normatives, mais seulement des clauses pécuniaires). Pour éviter d'alourdir le texte, les termes « durée de la clause salariale » et « durée de la convention » sont utilisés en tant que synonymes et réfèrent à la durée de la clause salariale.

Les taux d'augmentation présentés à partir des données des firmes d'experts-conseils sont des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des échelles salariales et des moyennes arithmétiques des pourcentages d'augmentation des salaires versés. Ils donnent une mesure des augmentations salariales octroyées aux salariés non syndiqués.

Le taux de croissance réelle est utilisé pour mesurer les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés, sur la base des augmentations aux structures salariales seulement. La croissance réelle est obtenue à l'aide de l'équation de Fisher :

Taux de croissance réelle	=	$\frac{\text{Taux de croissance nominale} + 1}{\text{Taux d'inflation} + 1} - 1$
---------------------------	---	--

Cette équation élimine l'effet de l'inflation, et la croissance réelle ainsi obtenue reflète les gains ou les pertes de pouvoir d'achat des salariés. Par exemple, si la croissance des échelles salariales est supérieure à celle de l'inflation, cela se traduit généralement par un taux réel de croissance positif reflétant le fait que le pouvoir d'achat des salariés québécois augmente. À

l'opposé, si le taux réel de croissance des échelles salariales est négatif, les salariés peuvent s'attendre à une perte de leur pouvoir d'achat et s'appauvrir (s'ils ne bénéficient d'aucun autre ajustement salarial ou versement monétaire). En ce qui concerne l'année 2015, la croissance de l'IPC utilisée est celle calculée pour le Québec relativement aux six premiers mois de 2015 par rapport à la même période de l'année précédente. Les données sur l'IPC proviennent de Statistique Canada.

L'Institut a recours à deux indicateurs pour évaluer les taux d'augmentation annuelle moyens des conventions nouvellement signées. Il s'agit de l'indicateur des taux et de celui des gains. Ces indicateurs sont compilés à l'égard des conventions collectives signées durant l'année, et un taux d'augmentation annuelle moyen est calculé pour la durée de la convention. Ces indicateurs tiennent compte de la durée d'application des augmentations. En général, les clauses salariales des conventions collectives consentent des augmentations différentes pour chaque année d'application; c'est pourquoi deux méthodes de calcul sont utilisées.

L'indicateur des taux, en ne comparant que le salaire obtenu à la fin de la convention collective nouvellement signée avec celui de la fin de la convention collective précédente, reflète l'évolution des structures salariales. Par contre, l'indicateur des gains permet de considérer dans le calcul des taux d'augmentation le moment où les hausses salariales sont consenties. Il est appelé « croissance des gains », parce qu'il se rapproche plus du gain réalisé par les salariés syndiqués que l'indicateur des taux. L'Institut privilégie la méthode des gains dans ses constats. Les résultats relatifs à la méthode des taux sont présentés en annexe N.

25. Les conventions dont la date d'expiration précède le 15 décembre de l'année analysée ne sont pas prises en compte, même si, sur le plan légal, l'employeur doit maintenir les conditions de travail qui y sont prévues (*Code du travail*, L.R.Q., c. C-27, a. 59).

L'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, celui des gains et celui des taux pour les conventions nouvellement signées sont calculés à partir de la classe modale, soit celle qui regroupe le plus grand nombre de salariés. Tous les trois tiennent compte des montants forfaitaires et des divers ajustements salariaux. Le calcul de ces trois indicateurs se fait à partir du maximum des échelles salariales, lorsqu'elles existent, ou du taux unique. Le calcul de ces taux ne prend pas en compte les coûts de système, c'est-à-dire l'augmentation salariale résultant d'une progression dans l'échelle. Il est important de souligner que, pour chacun de ces trois indicateurs, les résultats des années les plus récentes ne sont pas définitifs, puisque d'autres ententes peuvent s'ajouter au fichier du Ministère. Cela est particulièrement vrai pour l'année en cours.

Dans le calcul des moyennes des taux d'augmentation des conventions en vigueur, chaque convention se voit attribuer un poids en fonction du nombre de salariés couverts. Le poids accordé correspond au nombre de salariés de l'entente en vigueur pour l'année considérée.

Les perspectives salariales sont établies en utilisant les taux de croissance salariale observés dans les conventions en vigueur pour chacun des secteurs analysés (données préliminaires). Les perspectives pour l'ensemble des salariés syndiqués sont calculées en pondérant le résultat de chaque secteur par le poids de son effectif estimé. Le nombre de salariés utilisé dans le calcul du poids représente une moyenne du nombre observé durant les cinq années les plus récentes pour lesquelles les données sont suffisamment représentatives. Dans le cas des employés non syndiqués, l'Institut utilise les taux d'augmentation prévus dans les enquêtes de planification pour l'ensemble de l'année en cours et pour l'année suivante. En ce qui concerne l'ensemble des salariés québécois, le taux d'augmentation, lorsque les données disponibles permettent de l'estimer, est obtenu en pondérant les taux pour les syndiqués et les non-syndiqués par le poids de leur effectif respectif sur le marché du travail. À cet effet, le taux de syndicalisation d'assujettissement le plus à jour pour l'ensemble des salariés québécois est celui fourni par Statistique Canada, soit 39,9 % (juin 2015).

La couverture de l'analyse des conventions

Le tableau VII donne un aperçu du nombre de conventions collectives ainsi que du nombre de salariés syndiqués couverts par la banque du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à la fin du deuxième trimestre de 2015. Il présente, tout d'abord, l'information sur les conventions en vigueur en 2014 et en 2015. Une convention est considérée comme étant en vigueur si elle n'est pas expirée le 15 décembre de l'année respective. Le tableau VII fournit aussi la représentativité du nombre de salariés sur lequel sont basés les résultats. Cette donnée est exprimée en pourcentage du nombre moyen de salariés syndiqués des cinq dernières années. D'autres renseignements sont également présentés au tableau VII quant aux ententes nouvellement signées au cours de l'année 2014 et celles signées au cours des six premiers mois de 2015.

Les conventions de l'administration québécoise sont échues le 31 mars 2015. Pour l'année 2014, les augmentations salariales sont constituées de paramètres fixes et de paramètres variables. Le paramètre fixe attribué le 1^{er} avril 2014 est de 2,0 %. En ce qui concerne le paramètre variable, son application se fait en fonction de l'évolution du produit intérieur brut (PIB) nominal du Québec²⁶ et de l'inflation. L'évolution du PIB n'a permis aucun ajustement variable en 2014. Cependant, 47 conventions de l'administration québécoise ont été déposées et enregistrées dans la banque du Ministère, regroupaient 435 547 salariés, ce qui ne représente pas la totalité des salariés syndiqués dans ce secteur. L'Institut a, d'une part, utilisé dans ses traitements statistiques, pour 2010 à 2014 inclusivement, 517 502 salariés pour le secteur de l'administration québécoise et, d'autre part, appliqué à l'ensemble de ces salariés les paramètres salariaux accordés aux employés de l'administration québécoise. Le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par les conventions collectives signées en 2011 et usuellement présentes dans la banque et dont la taille correspond aux critères définis par le Ministère.

26. Produit intérieur brut, en termes de dépenses, pour le Québec, aux prix courants.

Pour l'année 2015, les salariés de l'administration québécoise ont bénéficié d'une augmentation de 1,0 % le 31 mars 2015. Toutefois, cette information n'est pas incluse dans la banque de données, car l'entente n'est plus en vigueur le 15 décembre 2015 comme le prévoit la méthodologie.

En ce qui concerne le secteur fédéral, peu de conventions sont en vigueur en 2014 et 2015 puisque toutes

les ententes de l'administration fédérale sont échues, sauf deux en 2014 regroupant un nombre limité de salariés. Par conséquent, les taux de croissance présentés pour le secteur fédéral reposent presque exclusivement sur les entreprises fédérales au Québec.

Quant aux perspectives salariales, elles se calculent à partir de la moyenne des salariés couverts entre 2010 et 2015.

Tableau VII

Nombre de conventions en vigueur et renouvellement signées¹ et de salariés couverts²

Année et type de croissance	Élément	Unité	Administration québécoise ³	Privé	Ent. publ. québ.	Universitaire	Municipal	Fédéral	« Autre public »	Ensemble ASQ	Ensemble Québec
2014											
En vigueur	Conventions	n	...	844	77	33	95	10	215	1 059	...
	Salariés	n	517 502	280 780	40 621	14 523	42 675	10 103	107 922	388 702	906 204
	Représentativité ⁴	%	...	81,4	95,6	86,4	84,8	29,5	75,0	79,5	90,1
Selon la date de signature	Conventions	n	0	202	16	13	26	1	56	258	258
	Salariés	n	0	34 857	4 687	6 279	7 423	211	18 600	53 457	53 457
2015											
En vigueur	Conventions	n	...	753	34	25	75	7	141	894	...
	Salariés	n	...	258 995	30 540	8 687	32 435	4 215	75 877	334 872	334 872
	Représentativité ⁴	%	...	75,1	71,9	51,7	64,4	12,3	52,7	68,5	33,3
Selon la date de signature	Conventions	n	0	73	2	8	6	..	16	89	89
	Salariés	n	0	13 937	2 521	3 746	842	..	7 109	21 046	21 046

1. Les données se rapportant aux conventions collectives selon la date de signature excluent les ententes signées pour une première fois puisqu'aucun taux de croissance salariale ne peut être calculé.
2. Nombre total de salariés couverts par des certificats d'accréditation, sans égard au statut d'emploi et sans référence à la notion d'équivalent à temps complet.
3. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par les conventions collectives signées en 2011. Afin d'établir ce nombre, l'Institut a retenu les conventions usuellement présentes dans la banque et dont la taille correspond aux critères définis par le Ministère, soit les conventions de 100 cols bleus et plus, de 50 cols blancs et plus ou celles où ces deux critères sont pris en compte simultanément pour les conventions dites « mixtes ». Les conventions de l'administration québécoise sont échues le 31 mars 2015.
4. Ce pourcentage représente la proportion de salariés couverts par les conventions en vigueur pour une année donnée par rapport au nombre de salariés potentiellement couverts par la banque de conventions collectives du Ministère pour la période. Ce dernier nombre représente la moyenne de salariés couverts par une convention en vigueur au cours des cinq années précédant 2014 ou 2015 selon le cas, sauf pour l'administration québécoise. Pour ce dernier secteur, les données en 2014 couvrent la totalité de ce secteur.

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Annexes

Annexe A-1

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché	Adm. québ.	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	60	90,7	49 921	59 599	-19,4	40 054	44 059	-10,0 *
Professionnel communic. 2	710	94,0	75 032	78 526	-4,7	52 811	59 540	-12,7
Professionnel communic. 3	115	99,7	83 952	97 263	-15,9	64 074	81 242	-26,8
Professionnel gest. fin. 1	14	78,6	48 488	56 143	-15,8	39 568	41 163	-4,0 *
Professionnel gest. fin. 2	431	78,9	72 864	78 261	-7,4	51 063	58 450	-14,5
Professionnel gest. fin. 3	15	90,5	80 138	100 373	-25,3	60 286	74 849	-24,2
Analyste proc. adm./inform. 1	333	82,1	51 063	66 356	-29,9	40 964	49 409	-20,6
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	75,0	75 645	82 403	-8,9	53 912	61 081	-13,3
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	85,1	83 180	99 051	-19,1	63 147	74 525	-18,0
Ingénieur 1	212	83,7	51 180	61 742	-20,6	44 569	48 220	-8,2
Ingénieur 2	537	84,4	82 222	88 369	-7,5	57 373	68 251	-19,0
Ingénieur 3	392	83,1	91 609	113 308	-23,7	55 442	89 347	-61,2
Professionnel sc. phys. 1	25	58,4	50 437	60 717	-20,4	40 239	47 911	-19,1
Professionnel sc. phys. 2	459	75,4	79 832	82 451	-3,3 *	56 777	65 961	-16,2
Professionnel sc. phys. 3	110	79,0	84 370	107 045	-26,9	65 313	90 922	-39,2
Avocat et notaire 1	53	91,4	68 960	91 006	-32,0	53 839	66 206	-23,0
Avocat et notaire 2	385	92,9	108 396	110 468	-1,9 *	71 786	75 606	-5,3
Biologiste 1	17	94,8	50 442	52 679	-4,4	40 233	41 659	-3,5
Biologiste 2	148	95,9	76 285	76 197	0,1 *	53 821	57 101	-6,1
Biologiste 3	37	98,4	84 228	99 596	-18,2	64 893	76 411	-17,7
Moyenne	...	81,7	77 369	85 407	-10,4	55 381	64 412	-16,3
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 920	78,2	50 350	56 799	-12,8	33 587	45 078	-34,2
Technicien en administration 3	131	78,9	54 935	68 762	-25,2	50 936	53 172	-4,4 *
Techn. documentation 1-2	742	86,4	50 383	53 966	-7,1	33 909	40 353	-19,0
Techn. laboratoire 1-2	2 004	40,7	56 711	59 084	-4,2 *	38 858	44 211	-13,8
Techn. laboratoire 3	486	44,0	59 636	63 767	-6,9	42 270	53 563	-26,7
Technicien en droit 1-2	440	92,3	49 127	65 590	-33,5	32 764	51 217	-56,3
Technicien en droit 3	21	100,0	54 935	88 745	-61,5	50 936	63 492	-24,7
Technicien génie 1-2	1 444	71,6	50 080	72 100	-44,0	35 752	51 706	-44,6
Technicien génie 3	257	84,6	54 971	84 776	-54,2	51 105	62 594	-22,5
Techn. informatique 1-2	2 090	58,9	52 798	59 186	-12,1	37 019	42 552	-14,9
Techn. informatique 3	918	50,2	56 709	70 246	-23,9	41 359	55 689	-34,6
Technicien en loisir 1-2	474	80,7	50 059	51 217	-2,3 *	35 016	38 207	-9,1
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	40,9	49 548	72 012	-45,3	36 197	54 013	-49,2
Moyenne	...	68,4	51 924	60 522	-16,6	35 929	46 419	-29,2
Employés de bureau								
Préposé photocopie 2	7	82,3	32 764	34 812	-6,3 *	30 463	30 161	1,0 *
Magasinier 1	166	63,4	32 526	39 880	-22,6	30 298	27 013	10,8
Magasinier 2	924	60,1	37 712	56 720	-50,4	32 970	45 684	-38,6
Magasinier 3	28	50,8	45 913	60 885	-32,6	37 671	49 169	-30,5
Op. duplicateur 1-2	78	5,0	36 623	53 731	-46,7	30 298	40 255	-32,9
Personnel soutien adm. 1	4 422	65,3	36 050	39 406	-9,3	31 748	29 960	5,6
Personnel soutien adm. 2	5 764	81,9	39 709	46 683	-17,6	34 445	37 122	-7,8
Personnel soutien adm. 3	2 249	89,0	44 514	53 105	-19,3	38 209	47 090	-23,2
Personnel secrétariat 1	1 470	83,5	37 561	46 160	-22,9	32 483	35 604	-9,6
Personnel secrétariat 2	9 025	81,9	41 492	49 349	-18,9	34 476	38 049	-10,4
Préposé aux renseign. 2	685	79,4	44 105	42 089	4,6 *	34 882	33 762	3,2 *
Préposé aux renseign. 3	39	78,0	48 123	55 161	-14,6	38 371	43 623	-13,7
Préposé télécomm. 1-2	234	51,8	50 526	49 360	2,3 *	39 874	37 998	4,7 *
Téléphoniste-récept. 2	253	64,3	34 207	40 571	-18,6	31 632	31 009	2,0 *
Acheteur 2	148	59,0	44 105	55 005	-24,7	37 736	42 903	-13,7
Moyenne	...	77,7	40 113	47 227	-17,7	34 219	37 218	-8,8

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
61,7 *	86,9 *	92,4 *	96,6 *	Professionnels
67,0	76,0	90,2	94,2	Professionnel communic. 1
80,7 *	87,6 *	95,4	98,0	Professionnel communic. 2
77,4 *	81,8 *	95,8 *	95,7 *	Professionnel communic. 3
72,8	79,2	91,9	94,7	Professionnel gest. fin. 1
80,4	84,9	95,1 *	96,2 *	Professionnel gest. fin. 2
63,7	72,9	92,8 *	93,1 *	Professionnel gest. fin. 3
66,1	80,4	90,3	94,9	Analyste proc. adm./inform. 1
88,5 *	90,0 *	97,2 *	97,5 *	Analyste proc. adm./inform. 2
51,5	76,6	93,7 *	94,8 *	Analyste proc. adm./inform. 3
66,8	79,8	90,0	95,4	Ingénieur 1
96,8 *	90,4 *	98,7 *	98,0 *	Ingénieur 2
72,5 *	65,7 *	94,4 *	92,8 *	Ingénieur 3
74,9	85,6	92,8	97,1	Professionnel sc. phys. 1
85,2 *	87,3 *	96,6	98,1	Professionnel sc. phys. 2
66,6	88,9	92,7	97,1	Professionnel sc. phys. 3
63,5	81,3	87,7	94,1	Avocat et notaire 1
80,8 *	57,0 *	96,1 *	91,0 *	Avocat et notaire 2
62,4 *	65,8 *	88,9 *	91,4 *	Biologiste 1
91,5	x	98,0	x	Biologiste 2
				Biologiste 3
70,9	80,5	91,9	95,2	Moyenne
				Techniciens
86,9	80,7	95,6 *	96,0 *	Technicien en administration 1-2
89,3	75,6	99,2	94,5	Technicien en administration 3
85,6 *	81,9 *	95,3 *	95,4 *	Techn. documentation 1-2
84,9 *	78,1 *	95,3 *	94,8 *	Techn. laboratoire 1-2
91,6	100,2	97,6	100,0	Techn. laboratoire 3
70,3 *	72,4 *	90,1 *	94,1 *	Technicien en droit 1-2
87,7	111,3	99,1	103,2	Technicien en droit 3
75,9	91,7	93,1	97,7	Technicien génie 1-2
94,2 *	95,7 *	99,6 *	98,9 *	Technicien génie 3
80,6	70,9	94,2	91,8	Techn. informatique 1-2
93,2	79,4	98,2 *	95,7 *	Techn. informatique 3
87,5 *	81,4 *	96,3 *	95,3 *	Technicien en loisir 1-2
80,4	95,8	94,7	99,0	Techn. hygiène du trav. 1-2
84,8	81,2	95,3 *	95,7 *	Moyenne
				Employés de bureau
99,8 *	104,0 *	100,0 *	100,5 *	Préposé photocopie 2
90,7 *	56,0 *	99,4	85,8	Magasinier 1
93,6 *	94,4 *	99,2 *	98,9 *	Magasinier 2
88,8 *	96,4 *	98,0 *	99,3 *	Magasinier 3
98,5 *	93,9 *	99,7 *	98,5 *	Op. duplicateur 1-2
95,0 *	87,7 *	99,4 *	97,1 *	Personnel soutien adm. 1
92,6	85,1	99,0	97,0	Personnel soutien adm. 2
87,8 *	88,2 *	98,3	98,7	Personnel soutien adm. 3
94,6 *	72,4 *	99,3 *	93,8 *	Personnel secrétariat 1
91,5 *	96,2 *	98,6 *	99,1 *	Personnel secrétariat 2
78,0	94,5	95,4	98,9	Préposé aux renseign. 2
93,7 *	72,8 *	98,7 *	94,3 *	Préposé aux renseign. 3
23,2	59,5	83,8 *	90,7 *	Préposé télécomm. 1-2
96,9 *	84,7 *	99,8 *	96,4 *	Téléphoniste-récept. 2
87,2 *	91,1 *	98,2 *	98,0 *	Acheteur 2
91,2 *	89,3 *	98,6	97,7	Moyenne

Annexe A-2

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
%	\$	%	\$	%					
Professionnels									
Professionnel communic. 1	60	92,9	49 921	53 491	-7,2 *	40 054	40 332	-0,7 *	
Professionnel communic. 2	710	87,1	75 032	76 059	-1,4 *	52 811	57 122	-8,2	
Professionnel communic. 3	115	99,0	83 952	106 600	-27,0	64 074	79 626	-24,3	
Professionnel gest. fin. 1	14	73,4	48 488	52 478	-8,2 *	39 568	39 316	0,6 *	
Professionnel gest. fin. 2	431	73,7	72 864	76 650	-5,2	51 063	58 813	-15,2	
Professionnel gest. fin. 3	15	82,9	80 138	104 839	-30,8	60 286	79 780	-32,3	
Analyste proc. adm./inform. 1	333	68,9	51 063	66 680	-30,6	40 964	49 148	-20,0	
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	65,3	75 645	82 223	-8,7	53 912	61 978	-15,0	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	75,2	83 180	101 446	-22,0	63 147	76 244	-20,7	
Ingénieur 1	212	83,3	51 180	61 620	-20,4	44 569	48 016	-7,7	
Ingénieur 2	537	80,3	82 222	85 414	-3,9 *	57 373	65 563	-14,3	
Ingénieur 3	392	78,4	91 609	112 986	-23,3	55 442	87 075	-57,1	
Professionnel sc. phys. 1	25	55,0	50 437	59 748	-18,5	40 239	47 095	-17,0	
Professionnel sc. phys. 2	459	52,7	79 832	72 171	9,6	56 777	55 996	1,4 *	
Professionnel sc. phys. 3	110	53,2	84 370	99 206	-17,6	65 313	78 112	-19,6	
Avocat et notaire 1	53	69,1	68 960	74 932	-8,7 *	53 839	54 633	-1,5 *	
Avocat et notaire 2	385	85,3	108 396	95 378	12,0	71 786	74 400	-3,6	
Biologiste 1	17	94,6	50 442	52 038	-3,2 *	40 233	41 290	-2,6	
Biologiste 2	148	91,8	76 285	70 210	8,0	53 821	54 086	-0,5 *	
Moyenne	...	73,4	77 369	83 330	-7,7	55 381	63 339	-14,4	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 920	62,2	50 350	55 950	-11,1	33 587	42 127	-25,4	
Technicien en administration 3	131	71,2	54 935	71 578	-30,3	50 936	52 713	-3,5 *	
Techn. documentation 1-2	742	71,5	50 383	51 310	-1,8 *	33 909	39 481	-16,4	
Techn. laboratoire 1-2	2 004	25,9	56 711	59 243	-4,5 *	38 858	45 454	-17,0	
Techn. laboratoire 3	486	18,7	59 636	59 516	0,2 *	42 270	48 804	-15,5	
Technicien en droit 1-2	440	88,7	49 127	68 893	-40,2	32 764	50 152	-53,1	
Technicien en droit 3	21	100,0	54 935	89 611	-63,1	50 936	63 928	-25,5	
Technicien génie 1-2	1 444	68,6	50 080	72 431	-44,6	35 752	52 167	-45,9	
Technicien génie 3	257	59,5	54 971	87 481	-59,1	51 105	68 669	-34,4	
Techn. informatique 1-2	2 090	53,4	52 798	59 155	-12,0	37 019	42 338	-14,4	
Techn. informatique 3	918	36,6	56 709	74 739	-31,8	41 359	56 725	-37,2	
Technicien en loisir 1-2	474	82,5	50 059	45 533	9,0 *	35 016	33 105	5,5 *	
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	36,1	49 548	72 342	-46,0	36 197	55 629	-53,7	
Moyenne	...	56,2	51 924	60 151	-15,8	35 929	45 077	-25,5	
Employés de bureau									
Magasinier 1	166	65,4	32 526	39 123	-20,3	30 298	26 105	13,8	
Magasinier 2	924	64,3	37 712	59 282	-57,2	32 970	47 945	-45,4	
Personnel soutien adm. 1	4 422	53,3	36 050	37 656	-4,5 *	31 748	28 245	11,0	
Personnel soutien adm. 2	5 764	72,5	39 709	44 640	-12,4	34 445	33 297	3,3	
Personnel soutien adm. 3	2 249	56,0	44 514	52 445	-17,8	38 209	41 196	-7,8	
Personnel secrétariat 1	1 470	77,2	37 561	45 009	-19,8	32 483	34 054	-4,8 *	
Personnel secrétariat 2	9 025	76,5	41 492	48 359	-16,5	34 476	36 831	-6,8	
Préposé aux renseign. 2	685	77,2	44 105	40 045	9,2 *	34 882	32 333	7,3 *	
Préposé aux renseign. 3	39	74,6	48 123	56 781	-18,0	38 371	45 093	-17,5 *	
Préposé télécomm. 1-2	234	39,7	50 526	47 838	5,3 *	39 874	36 137	9,4 *	
Téléphoniste-récept. 2	253	60,7	34 207	39 491	-15,4	31 632	29 409	7,0	
Acheteur 2	148	33,4	44 105	57 529	-30,4	37 736	45 202	-19,8	
Moyenne	...	67,9	40 092	45 999	-14,7	34 199	35 057	-2,5	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
61,7 *	91,1 *	92,4 *	97,8 *	Professionnels
67,0 *	67,5 *	90,2	91,9	Professionnel communic. 1
80,7 *	85,8 *	95,4 *	96,4 *	Professionnel communic. 2
77,4 *	90,2 *	95,8 *	97,7 *	Professionnel communic. 3
72,8	86,3	91,9	96,8	Professionnel gest. fin. 1
80,4 *	87,0 *	95,1 *	96,9 *	Professionnel gest. fin. 2
63,7 *	62,5 *	92,8	90,1	Professionnel gest. fin. 3
66,1	77,6	90,3	94,5	Analyste proc. adm./inform. 1
88,5 *	88,2 *	97,2 *	97,1 *	Analyste proc. adm./inform. 2
51,5	76,8	93,7 *	94,8 *	Analyste proc. adm./inform. 3
66,8	80,0	90,0	95,4	Ingénieur 1
96,8 *	89,7 *	98,7 *	97,6 *	Ingénieur 2
72,5 *	67,9 *	94,4 *	93,2 *	Ingénieur 3
74,9 *	85,7 *	92,8 *	96,8 *	Professionnel sc. phys. 1
85,2 *	81,4 *	96,6 *	96,0 *	Professionnel sc. phys. 2
66,6 *	64,0 *	92,7 *	91,7 *	Professionnel sc. phys. 3
63,5	81,6	87,7	96,0	Avocat et notaire 1
80,8 *	54,3 *	96,1 *	90,6 *	Avocat et notaire 2
62,4	28,3	88,9	83,5	Biologiste 1
70,9	75,7	91,9	94,2	Biologiste 2
				Moyenne
86,9	76,2	95,6 *	94,1 *	Techniciens
89,3	69,7	99,2	92,0	Technicien en administration 1-2
85,6 *	64,3 *	95,3 *	91,8 *	Technicien en administration 3
84,9 *	61,6 *	95,3 *	92,4 *	Techn. documentation 1-2
91,6	105,5	97,6	101,0	Techn. laboratoire 1-2
70,3 *	70,4 *	90,1 *	92,2 *	Techn. laboratoire 3
87,7	111,2	99,1	103,2	Technicien en droit 1-2
75,9	92,1	93,1	97,8	Technicien en droit 3
94,2 *	109,6 *	99,6 *	102,1 *	Technicien génie 1-2
80,6	67,0	94,2	90,6	Technicien génie 3
93,2	74,8	98,2	93,9	Techn. informatique 1-2
87,5 *	85,5 *	96,3 *	96,0 *	Techn. informatique 3
80,4 *	95,7 *	94,7	99,0	Technicien en loisir 1-2
84,8	76,5	95,3 *	94,2 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
				Moyenne
90,7 *	52,7 *	99,4	84,3	Employés de bureau
93,6 *	94,1 *	99,2 *	98,9 *	Magasinier 1
95,0 *	85,8 *	99,4 *	96,5 *	Magasinier 2
92,6	81,6	99,0	95,4	Personnel soutien adm. 1
87,8 *	88,4 *	98,3 *	97,5 *	Personnel soutien adm. 2
94,6 *	67,4 *	99,3 *	92,2 *	Personnel soutien adm. 3
91,5 *	100,0 *	98,6 *	100,0 *	Personnel secrétariat 1
78,0	97,8	95,4	99,6	Personnel secrétariat 2
93,7	67,2	98,7 *	93,2 *	Préposé aux renseign. 2
23,2	x	83,8	x	Préposé aux renseign. 3
96,9 *	84,6 *	99,8 *	96,1 *	Préposé télécomm. 1-2
87,2 *	84,8 *	98,2 *	96,7 *	Téléphoniste-récept. 2
91,3 *	88,9 *	98,7 *	97,3 *	Acheteur 2
				Moyenne

Annexe A-3

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché		Écarts	Adm. québ.		Écarts
			Marché	Adm. québ.		Adm. québ.	Marché	
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	60	87,7	49 921	68 291	-36,8	40 054	49 362	-23,2
Professionnel communic. 2	710	98,9	75 032	80 021	-6,6	52 811	61 065	-15,6
Professionnel communic. 3	115	100,0	83 952	94 032	-12,0	64 074	81 802	-27,7
Professionnel gest. fin. 2	431	96,2	72 864	81 681	-12,1	51 063	57 540	-12,7
Professionnel gest. fin. 3	15	96,6	80 138	97 262	-21,4	60 286	71 413	-18,5
Analyste proc. adm./inform. 1	333	99,8	51 063	66 057	-29,4	40 964	49 649	-21,2
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	97,9	75 645	82 681	-9,3	53 912	59 676	-10,7
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	99,2	83 180	96 463	-16,0	63 147	72 666	-15,1
Ingénieur 1	212	100,0	51 180	66 650	-30,2	44 569	56 463	-26,7
Ingénieur 2	537	99,8	82 222	97 217	-18,2	57 373	76 385	-33,1
Ingénieur 3	392	100,0	91 609	114 208	-24,7	55 442	95 744	-72,7
Professionnel sc. phys. 2	459	99,5	79 832	88 228	-10,5	56 777	71 560	-26,0
Avocat et notaire 1	53	100,0	68 960	94 217	-36,6	53 839	69 296	-28,7
Avocat et notaire 2	385	99,1	108 396	120 920	-11,6	71 786	76 455	-6,5
Moyenne	...	97,4	77 369	87 581	-13,2	55 381	65 457	-18,2
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 920	97,3	50 350	57 441	-14,1	33 587	47 345	-41,0
Technicien en administration 3	131	97,2	54 935	63 996	-16,5	50 936	53 967	-6,0
Techn. documentation 1-2	742	89,6	50 383	54 428	-8,0	33 909	40 505	-19,5
Techn. laboratoire 1-2	2 004	99,2	56 711	58 945	-3,9	38 858	42 921	-10,5
Techn. laboratoire 3	486	100,0	59 636	65 526	-9,9	42 270	55 531	-31,4
Technicien en droit 1-2	440	95,9	49 127	62 723	-27,7	32 764	52 181	-59,3
Technicien génie 1-2	1 444	85,6	50 080	70 877	-41,5	35 752	50 000	-39,9
Technicien génie 3	257	98,8	54 971	83 851	-52,5	51 105	60 516	-18,4
Techn. informatique 1-2	2 090	92,2	52 798	59 296	-12,3	37 019	43 294	-17,0
Techn. informatique 3	918	100,0	56 709	64 241	-13,3	41 359	54 304	-31,3
Technicien en loisir 1-2	474	78,6	50 059	58 413	-16,7	35 016	44 665	-27,6
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	77,0	49 548	70 848	-43,0	36 197	48 324	-33,5
Moyenne	...	94,3	51 923	60 521	-16,6	35 927	47 221	-31,4
Employés de bureau								
Préposé photocopie 2	7	83,0	32 764	40 839	-24,6	30 463	35 098	-15,2
Magasinier 1	166	48,3	32 526	47 449	-45,9	30 298	36 094	-19,1
Magasinier 2	924	54,5	37 712	52 659	-39,6	32 970	42 099	-27,7
Personnel soutien adm. 1	4 422	92,0	36 050	41 650	-15,5	31 748	32 161	-1,3 *
Personnel soutien adm. 2	5 764	94,9	39 709	48 823	-23,0	34 445	41 195	-19,6
Personnel soutien adm. 3	2 249	97,9	44 514	53 204	-19,5	38 209	47 996	-25,6
Personnel secrétariat 1	1 470	91,5	37 561	47 138	-25,5	32 483	37 262	-14,7
Personnel secrétariat 2	9 025	89,8	41 492	50 564	-21,9	34 476	39 564	-14,8
Préposé aux renseign. 2	685	86,8	44 105	48 229	-9,3	34 882	38 052	-9,1
Préposé aux renseign. 3	39	92,9	48 123	49 608	-3,1	38 371	38 582	-0,6
Préposé télécomm. 1-2	234	68,3	50 526	50 568	-0,1 *	39 874	39 474	1,0 *
Téléphoniste-récept. 2	253	81,5	34 207	44 424	-29,9	31 632	36 716	-16,1
Acheteur 2	148	100,0	44 105	53 653	-21,6	37 736	41 672	-10,4
Moyenne	...	90,2	40 113	48 693	-21,4	34 219	39 313	-14,9

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
61,7	82,7	92,4	95,2	Professionnel communic. 1
67,0	81,2	90,2	95,5	Professionnel communic. 2
80,7	89,0	95,4	98,6	Professionnel communic. 3
72,8	68,1	91,9	90,6	Professionnel gest. fin. 2
80,4 *	83,6 *	95,1 *	95,6 *	Professionnel gest. fin. 3
63,7	83,1	92,8	95,8	Analyste proc. adm./inform. 1
66,1	84,3	90,3	95,6	Analyste proc. adm./inform. 2
88,5	92,1	97,2	98,1	Analyste proc. adm./inform. 3
51,5	64,4	93,7	94,6	Ingénieur 1
66,8	79,1	90,0	95,5	Ingénieur 2
96,8	93,3	98,7	98,9	Ingénieur 3
74,9	85,5	92,8	97,3	Professionnel sc. phys. 2
66,6	92,3	92,7	98,0	Avocat et notaire 1
63,5	81,2	87,7	93,1	Avocat et notaire 2
70,9	84,5	91,9	96,0	Moyenne
Techniciens				
86,9 *	85,3 *	95,6	97,4	Technicien en administration 1-2
89,3	94,5	99,2 *	99,1 *	Technicien en administration 3
85,6 *	84,5 *	95,3 *	96,0 *	Techn. documentation 1-2
84,9	88,6	95,3	96,9	Techn. laboratoire 1-2
91,6	97,8	97,6	99,7	Techn. laboratoire 3
70,3	75,4	90,1	95,9	Technicien en droit 1-2
75,9	90,3	93,1	97,2	Technicien génie 1-2
94,2	x	99,6	x	Technicien génie 3
80,6 *	85,0 *	94,2 *	96,0 *	Techn. informatique 1-2
93,2 *	90,7 *	98,2 *	98,6 *	Techn. informatique 3
87,5 *	76,7 *	96,3 *	94,5 *	Technicien en loisir 1-2
80,4	96,0	94,7	98,7	Techn. hygiène du trav. 1-2
84,8	86,6	95,3	97,1	Moyenne
Employés de bureau				
99,8 *	90,9 *	100,0	98,7	Préposé photocopie 2
90,7	x	99,4	x	Magasinier 1
93,6 *	94,7 *	99,2 *	98,9 *	Magasinier 2
95,0	90,1	99,4	97,7	Personnel soutien adm. 1
92,6	90,4	99,0	98,5	Personnel soutien adm. 2
87,8 *	88,1 *	98,3	98,8	Personnel soutien adm. 3
94,6	77,0	99,3	95,2	Personnel secrétariat 1
91,5 *	91,4 *	98,6	98,1	Personnel secrétariat 2
78,0	86,9	95,4	97,2	Préposé aux renseign. 2
93,7	93,4	98,7	98,5	Préposé aux renseign. 3
23,2	93,4	83,8	98,6	Préposé télécomm. 1-2
96,9	85,1	99,8	97,4	Téléphoniste-récept. 2
87,2	94,5	98,2	98,8	Acheteur 2
91,2	89,9	98,6	98,1	Moyenne

Annexe A-4

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
			Marché		Écarts	Adm. québ.		Écarts
			Marché	Adm. québ.		Adm. québ.	Marché	
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 2	710	90,4	75 032	80 198	-6,9 *	52 811	54 335	-2,9 *
Professionnel communic. 3	115	100,0	83 952	93 156	-11,0	64 074	74 706	-16,6
Professionnel gest. fin. 2	431	100,0	72 864	86 848	-19,2	51 063	61 348	-20,1
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	95,4	75 645	90 875	-20,1	53 912	58 262	-8,1
Ingénieur 2	537	99,6	82 222	86 375	-5,1	57 373	56 277	1,9 *
Ingénieur 3	392	100,0	91 609	94 800	-3,5	55 442	78 144	-40,9
Avocat et notaire 1	53	100,0	68 960	72 611	-5,3	53 839	60 371	-12,1
Avocat et notaire 2	385	98,4	108 396	110 869	-2,3	71 786	56 725	21,0
Moyenne	...	97,4	77 397	90 040	-16,3	55 307	59 669	-7,9
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 920	88,9	50 350	58 247	-15,7	33 587	43 976	-30,9
Technicien en administration 3	131	94,5	54 935	74 295	-35,2	50 936	56 569	-11,1
Techn. documentation 1-2	742	77,5	50 383	54 111	-7,4	33 909	39 849	-17,5
Techn. laboratoire 1-2	2 004	91,5	56 711	55 689	1,8	38 858	41 384	-6,5
Technicien en droit 1-2	440	86,4	49 127	55 819	-13,6	32 764	42 493	-29,7
Technicien génie 1-2	1 444	69,3	50 080	66 537	-32,9	35 752	49 356	-38,1
Technicien génie 3	257	74,5	54 971	80 572	-46,6	51 105	59 007	-15,5
Techn. informatique 1-2	2 090	80,2	52 798	65 844	-24,7	37 019	47 191	-27,5
Techn. informatique 3	918	100,0	56 709	78 030	-37,6	41 359	62 763	-51,8
Technicien en loisir 1-2	474	75,3	50 059	59 126	-18,1	35 016	45 758	-30,7
Moyenne	...	85,1	51 708	61 542	-19,0	35 751	45 960	-28,6
Employés de bureau								
Magasinier 2	924	89,7	37 712	52 633	-39,6	32 970	40 035	-21,4
Personnel soutien adm. 1	4 422	93,6	36 050	41 735	-15,8	31 748	31 120	2,0
Personnel soutien adm. 2	5 764	82,8	39 709	50 418	-27,0	34 445	37 374	-8,5
Personnel soutien adm. 3	2 249	77,0	44 514	56 868	-27,8	38 209	41 230	-7,9
Personnel secrétariat 1	1 470	72,0	37 561	46 896	-24,9	32 483	36 209	-11,5
Personnel secrétariat 2	9 025	78,3	41 492	50 489	-21,7	34 476	37 841	-9,8
Préposé télécomm. 1-2	234	100,0	50 526	52 491	-3,9 *	39 874	40 386	-1,3 *
Téléphoniste-récept. 2	253	60,4	34 207	41 844	-22,3	31 632	33 945	-7,3
Moyenne	...	82,3	40 113	49 462	-23,3	34 219	36 995	-8,1

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
67,0	78,3	90,2	93,0	Professionnels
80,7 *	74,3 *	95,4 *	94,9 *	Professionnel communic. 2
72,8	82,0	91,9	94,7	Professionnel communic. 3
66,1	83,8	90,3	94,2	Professionnel gest. fin. 2
66,8	78,7	90,0	92,6	Analyste proc. adm./inform. 2
96,8	87,3	98,7	97,8	Ingénieur 2
66,6	79,8	92,7	96,6	Ingénieur 3
63,5	73,8	87,7 *	87,2 *	Avocat et notaire 1
				Avocat et notaire 2
70,6	82,8	91,8	94,4	Moyenne
				Techniciens
86,9	90,1	95,6	97,6	Technicien en administration 1-2
89,3	84,1	99,2	96,2	Technicien en administration 3
85,6 *	88,8 *	95,3	97,0	Techn. documentation 1-2
84,9	91,3	95,3	97,8	Techn. laboratoire 1-2
70,3	84,0	90,1	96,2	Technicien en droit 1-2
75,9	84,8	93,1	96,1	Technicien génie 1-2
94,2	84,8	99,6	95,9	Technicien génie 3
80,6	85,8	94,2	96,0	Techn. informatique 1-2
93,2 *	92,3 *	98,2 *	98,5 *	Techn. informatique 3
87,5 *	80,8 *	96,3 *	95,7 *	Technicien en loisir 1-2
84,7	89,0	95,2	97,2	Moyenne
				Employés de bureau
93,6	99,3	99,2	99,8	Magasinier 2
95,0	89,9	99,4	97,4	Personnel soutien adm. 1
92,6 *	91,5 *	99,0	97,8	Personnel soutien adm. 2
87,8	83,8	98,3	95,5	Personnel soutien adm. 3
94,6	88,4	99,3	97,4	Personnel secrétariat 1
91,5	89,0	98,6	97,2	Personnel secrétariat 2
23,2	92,7	83,8	98,3	Préposé télécomm. 1-2
96,9 *	89,3 *	99,8	98,0	Téléphoniste-récept. 2
91,2	89,9	98,6	97,4	Moyenne

Annexe A-5

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
%	\$	%	\$	%					
Professionnels									
Professionnel communic. 1	60	100,0	49 921	51 645	-3,5 *	40 054	41 544	-3,7	
Professionnel communic. 2	710	100,0	75 032	83 640	-11,5	52 811	57 515	-8,9	
Professionnel communic. 3	115	100,0	83 952	99 830	-18,9	64 074	75 846	-18,4	
Professionnel gest. fin. 2	431	93,9	72 864	79 308	-8,8	51 063	55 212	-8,1	
Analyste proc. adm./inform. 1	333	100,0	51 063	56 021	-9,7	40 964	43 497	-6,2	
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	97,3	75 645	82 052	-8,5	53 912	57 548	-6,7	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	98,6	83 180	95 627	-15,0	63 147	67 503	-6,9	
Ingénieur 1	212	100,0	51 180	63 411	-23,9	44 569	52 501	-17,8	
Ingénieur 2	537	99,8	82 222	97 927	-19,1	57 373	x	x	
Ingénieur 3	392	100,0	91 609	112 191	-22,5	55 442	92 838	-67,5	
Avocat et notaire 1	53	100,0	68 960	67 892	1,5	53 839	54 566	-1,4	
Avocat et notaire 2	385	99,2	108 396	107 357	1,0 *	71 786	62 193	13,4	
Moyenne	...	96,5	77 657	86 157	-10,9	55 543	61 890	-11,4	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 920	96,9	50 350	58 675	-16,5	33 587	42 471	-26,4	
Technicien en administration 3	131	97,0	54 935	59 950	-9,1	50 936	52 209	-2,5	
Techn. documentation 1-2	742	100,0	50 383	52 727	-4,7	33 909	39 389	-16,2	
Techn. laboratoire 1-2	2 004	100,0	56 711	61 325	-8,1	38 858	39 855	-2,6	
Techn. laboratoire 3	486	100,0	59 636	66 798	-12,0	42 270	53 692	-27,0	
Technicien en droit 1-2	440	100,0	49 127	56 487	-15,0	32 764	40 410	-23,3	
Technicien génie 1-2	1 444	88,5	50 080	77 161	-54,1	35 752	47 694	-33,4	
Techn. informatique 1-2	2 090	95,9	52 798	56 108	-6,3	37 019	40 907	-10,5	
Moyenne	...	97,1	52 021	60 998	-17,3	35 915	43 194	-20,3	
Employés de bureau									
Personnel soutien adm. 1	4 422	81,7	36 050	42 419	-17,7	31 748	33 880	-6,7	
Personnel soutien adm. 2	5 764	92,8	39 709	50 124	-26,2	34 445	40 279	-16,9	
Personnel soutien adm. 3	2 249	98,9	44 514	47 185	-6,0	38 209	40 272	-5,4	
Personnel secrétariat 1	1 470	99,7	37 561	46 848	-24,7	32 483	37 526	-15,5	
Personnel secrétariat 2	9 025	94,1	41 492	49 798	-20,0	34 476	40 807	-18,4	
Préposé aux renseign. 2	685	81,1	44 105	47 380	-7,4	34 882	37 630	-7,9	
Préposé aux renseign. 3	39	100,0	48 123	48 601	-1,0	38 371	37 889	1,3	
Téléphoniste-récept. 2	253	100,0	34 207	40 803	-19,3	31 632	33 227	-5,0 *	
Moyenne	...	90,3	40 103	48 027	-19,8	34 211	39 044	-14,1	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
61,7	77,3	92,4	95,6	Professionnel communic. 1
67,0	82,8	90,2	94,6	Professionnel communic. 2
80,7	92,7	95,4	98,2	Professionnel communic. 3
72,8	60,4	91,9	88,0	Professionnel gest. fin. 2
63,7	75,4	92,8	94,5	Analyste proc. adm./inform. 1
66,1	83,4	90,3	95,0	Analyste proc. adm./inform. 2
88,5	94,1	97,2	98,3	Analyste proc. adm./inform. 3
51,5	62,5	93,7 *	93,6 *	Ingénieur 1
66,8	76,7	90,0	95,2	Ingénieur 2
96,8 *	95,7 *	98,7	99,3	Ingénieur 3
66,6	75,1	92,7	95,1	Avocat et notaire 1
63,5	80,6	87,7	91,8	Avocat et notaire 2
70,8	86,8	91,9	96,5	Moyenne
Techniciens				
86,9	81,1	95,6 *	94,8 *	Technicien en administration 1-2
89,3	104,8	99,2	100,6	Technicien en administration 3
85,6 *	87,7 *	95,3 *	96,9 *	Techn. documentation 1-2
84,9	x	95,3	x	Techn. laboratoire 1-2
91,6	107,4	97,6	101,5	Techn. laboratoire 3
70,3	83,6	90,1	95,3	Technicien en droit 1-2
75,9	92,4	93,1	97,1	Technicien génie 1-2
80,6	77,2	94,2 *	93,8 *	Techn. informatique 1-2
85,0 *	84,3 *	95,3 *	95,4 *	Moyenne
Employés de bureau				
95,0 *	95,9 *	99,4	99,2	Personnel soutien adm. 1
92,6 *	91,1 *	99,0	98,3	Personnel soutien adm. 2
87,8	94,1	98,3	99,1	Personnel soutien adm. 3
94,6 *	104,0 *	99,3 *	100,8 *	Personnel secrétariat 1
91,5	100,5	98,6	100,1	Personnel secrétariat 2
78,0	83,4	95,4	96,6	Préposé aux renseign. 2
93,7	x	98,7	x	Préposé aux renseign. 3
96,9 *	82,0 *	99,8 *	96,7 *	Téléphoniste-récept. 2
91,3	96,2	98,6	99,3	Moyenne

Annexe A-6

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
					Écarts			Écarts
			Marché	Adm. québ.		Adm. québ.	Marché	
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 1	60	56,9	49 921	59 579	-19,3	40 054	41 209	-2,9
Professionnel communic. 2	710	100,0	75 032	79 450	-5,9	52 811	51 354	2,8 *
Professionnel communic. 3	115	100,0	83 952	105 680	-25,9 *	64 074	75 497	-17,8
Professionnel gest. fin. 2	431	99,2	72 864	82 973	-13,9	51 063	54 180	-6,1
Professionnel gest. fin. 3	15	98,2	80 138	102 581	-28,0	60 286	59 721	0,9 *
Analyste proc. adm./inform. 1	333	96,8	51 063	62 971	-23,3	40 964	43 703	-6,7
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	96,9	75 645	84 554	-11,8	53 912	54 897	-1,8 *
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	100,0	83 180	98 547	-18,5	63 147	76 080	-20,5
Ingénieur 2	537	100,0	82 222	88 182	-7,2 *	57 373	56 564	1,4 *
Avocat et notaire 2	385	88,5	108 396	96 228	11,2 *	71 786	64 882	9,6 *
Moyenne	...	97,3	77 504	83 370	-7,6	55 349	57 141	-3,2
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 920	95,8	50 350	55 953	-11,1	33 587	41 473	-23,5
Techn. documentation 1-2	742	100,0	50 383	54 631	-8,4	33 909	39 134	-15,4
Techn. laboratoire 1-2	2 004	100,0	56 711	57 451	-1,3	38 858	42 670	-9,8
Techn. laboratoire 3	486	100,0	59 636	64 862	-8,8	42 270	56 490	-33,6
Technicien génie 1-2	1 444	99,7	50 080	56 815	-13,4	35 752	42 772	-19,6
Technicien génie 3	257	100,0	54 971	60 541	-10,1	51 105	57 134	-11,8
Techn. informatique 1-2	2 090	99,8	52 798	56 983	-7,9	37 019	42 273	-14,2
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	100,0	49 548	56 063	-13,1	36 197	39 962	-10,4
Moyenne	...	98,1	51 918	56 763	-9,3	35 904	42 938	-19,6
Employés de bureau								
Magasinier 2	924	100,0	37 712	47 395	-25,7	32 970	37 448	-13,6
Personnel soutien adm. 1	4 422	100,0	36 050	40 269	-11,7	31 748	35 105	-10,6
Personnel soutien adm. 2	5 764	99,9	39 709	47 415	-19,4	34 445	38 547	-11,9
Personnel soutien adm. 3	2 249	100,0	44 514	50 291	-13,0	38 209	41 233	-7,9
Personnel secrétariat 1	1 470	100,0	37 561	47 408	-26,2	32 483	37 576	-15,7
Personnel secrétariat 2	9 025	99,9	41 492	51 304	-23,6	34 476	40 128	-16,4
Préposé aux renseign. 2	685	100,0	44 105	44 632	-1,2 *	34 882	36 841	-5,6
Téléphoniste-récept. 2	253	100,0	34 207	47 433	-38,7	31 632	39 817	-25,9
Moyenne	...	99,7	39 991	47 888	-19,7	34 143	38 704	-13,4

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
61,7	x	92,4	x	Professionnels
67,0	79,4	90,2	92,7	Professionnel communic. 1
80,7 *	60,7 *	95,4 *	88,8 *	Professionnel communic. 2
72,8 *	80,4 *	91,9 *	93,2 *	Professionnel communic. 3
80,4	x	95,1	x	Professionnel gest. fin. 2
63,7	74,5	92,8 *	92,2 *	Professionnel gest. fin. 3
66,1	82,6	90,3	93,9	Analyste proc. adm./inform. 1
88,5 *	93,7 *	97,2 *	98,6 *	Analyste proc. adm./inform. 2
66,8	89,6	90,0	96,3	Analyste proc. adm./inform. 3
63,5	82,4	87,7	94,3	Ingénieur 2
70,5	85,9	91,8	95,1	Avocat et notaire 2
				Moyenne
86,9	79,2	95,6 *	94,6 *	Techniciens
85,6 *	79,6 *	95,3 *	94,2 *	Technicien en administration 1-2
84,9	79,5	95,3 *	94,7 *	Techn. documentation 1-2
91,6 *	90,0 *	97,6	98,7	Techn. laboratoire 1-2
75,9	83,5	93,1	95,9	Techn. laboratoire 3
94,2	97,5	99,6	99,9	Technicien génie 1-2
80,6 *	90,2 *	94,2 *	97,5 *	Technicien génie 3
80,4	86,8	94,7	96,2	Techn. informatique 1-2
84,8 *	82,8 *	95,3 *	95,7 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
				Moyenne
93,6	x	99,2	x	Employés de bureau
95,0	79,4	99,4	97,4	Magasinier 2
92,6	80,4	99,0	96,3	Personnel soutien adm. 1
87,8	97,7	98,3	99,6	Personnel soutien adm. 2
94,6	58,7	99,3	91,4	Personnel soutien adm. 3
91,5	87,8	98,6	97,3	Personnel secrétariat 1
78,0	83,0	95,4	97,0	Personnel secrétariat 2
96,9	83,0	99,8	97,3	Préposé aux renseign. 2
92,0	83,3	98,8	96,9	Téléphoniste-récept. 2
				Moyenne

Annexe A-7

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ²	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
			%	\$		%	\$		%
Professionnels									
Professionnel communic. 1	60	100,0	49 921	58 535	-17,3	40 054	54 308	-35,6	
Professionnel communic. 2	710	100,0	75 032	77 100	-2,8	52 811	71 329	-35,1	
Professionnel communic. 3	115	100,0	83 952	91 322	-8,8	64 074	84 649	-32,1	
Professionnel gest. fin. 1	14	100,0	48 488	72 251	-49,0	39 568	51 534	-30,2	
Professionnel gest. fin. 2	431	100,0	72 864	85 127	-16,8	51 063	62 870	-23,1	
Professionnel gest. fin. 3	15	100,0	80 138	103 169	-28,7	60 286	80 449	-33,4	
Analyste proc. adm./inform. 1	333	100,0	51 063	69 000	-35,1	40 964	53 617	-30,9	
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	100,0	75 645	81 105	-7,2	53 912	66 274	-22,9	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	100,0	83 180	97 329	-17,0	63 147	78 329	-24,0	
Ingénieur 1	212	100,0	51 180	72 048	-40,8	44 569	63 027	-41,4	
Ingénieur 2	537	100,0	82 222	103 254	-25,6	57 373	87 928	-53,3	
Ingénieur 3	392	100,0	91 609	121 358	-32,5	55 442	103 806	-87,2	
Professionnel sc. phys. 1	25	100,0	50 437	66 901	-32,6	40 239	55 083	-36,9	
Professionnel sc. phys. 2	459	100,0	79 832	86 956	-8,9	56 777	72 079	-27,0	
Professionnel sc. phys. 3	110	100,0	84 370	107 253	-27,1	65 313	91 353	-39,9	
Avocat et notaire 1	53	100,0	68 960	98 933	-43,5	53 839	71 734	-33,2	
Avocat et notaire 2	385	100,0	108 396	137 892	-27,2	71 786	99 970	-39,3	
Biologiste 2	148	100,0	76 285	85 334	-11,9	53 821	63 516	-18,0	
Biologiste 3	37	100,0	84 228	99 736	-18,4	64 893	86 801	-33,8	
Moyenne	...	100,0	77 369	88 435	-14,3	55 381	72 239	-30,4	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 920	100,0	50 350	56 910	-13,0	33 587	52 050	-55,0	
Techn. documentation 1-2	742	100,0	50 383	56 217	-11,6	33 909	48 351	-42,6	
Techn. laboratoire 1-2	2 004	100,0	56 711	59 950	-5,7	38 858	49 280	-26,8	
Technicien en droit 1-2	440	100,0	49 127	67 606	-37,6	32 764	59 759	-82,4	
Technicien génie 1-2	1 444	100,0	50 080	71 205	-42,2	35 752	58 509	-63,7	
Technicien génie 3	257	100,0	54 971	81 823	-48,8	51 105	67 496	-32,1	
Moyenne	...	100,0	51 346	59 900	-16,7	34 977	52 773	-50,9	
Employés de bureau									
Personnel soutien adm. 1	4 422	100,0	36 050	38 431	-6,6	31 748	35 965	-13,3	
Personnel soutien adm. 2	5 764	100,0	39 709	47 850	-20,5	34 445	44 326	-28,7	
Personnel soutien adm. 3	2 249	100,0	44 514	53 512	-20,2	38 209	49 440	-29,4	
Personnel secrétariat 1	1 470	100,0	37 561	45 460	-21,0	32 483	42 163	-29,8	
Personnel secrétariat 2	9 025	100,0	41 492	48 058	-15,8	34 476	44 242	-28,3	
Acheteur 2	148	100,0	44 105	53 478	-21,3	37 736	41 366	-9,6	
Moyenne	...	95,3	40 116	46 650	-16,3	34 248	43 012	-25,6	

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
61,7	99,1	92,4	99,9	Professionnels
67,0	83,1	90,2	98,7	Professionnel communic. 1
80,7	92,4	95,4	99,4	Professionnel communic. 2
77,4	71,8	95,8	91,9	Professionnel communic. 3
72,8	78,1	91,9	94,3	Professionnel gest. fin. 1
80,4	82,2	95,1	96,1	Professionnel gest. fin. 2
63,7	87,5	92,8	97,2	Professionnel gest. fin. 3
66,1	88,7	90,3	97,9	Analyste proc. adm./inform. 1
88,5	88,7	97,2	97,8	Analyste proc. adm./inform. 2
51,5	71,6	93,7	96,4	Analyste proc. adm./inform. 3
66,8	86,0	90,0	97,9	Ingénieur 1
96,8	89,9	98,7	98,5	Ingénieur 2
72,5	31,6	94,4	87,9	Ingénieur 3
74,9	84,2	92,8	97,3	Professionnel sc. phys. 1
85,2	88,0	96,6	98,2	Professionnel sc. phys. 2
66,6	93,8	92,7	98,3	Professionnel sc. phys. 3
63,5	89,0	87,7	97,0	Avocat et notaire 1
62,4	92,1	88,9	98,0	Avocat et notaire 2
91,5	83,5	98,0	97,9	Biologiste 2
				Biologiste 3
70,9	87,1	91,9	97,7	Moyenne
86,9	93,5	95,6	99,4	Techniciens
85,6	86,0	95,3	98,0	Technicien en administration 1-2
84,9	82,4	95,3	96,9	Techn. documentation 1-2
70,3	62,6	90,1	95,7	Techn. laboratoire 1-2
75,9	93,8	93,1	98,9	Technicien en droit 1-2
94,2	93,3	99,6	98,8	Technicien génie 1-2
84,7	90,0	95,1	98,7	Technicien génie 3
				Moyenne
95,0	99,8	99,4	100,0	Employés de bureau
92,6	97,5	99,0	99,8	Personnel soutien adm. 1
87,8	87,8	98,3	99,1	Personnel soutien adm. 2
94,6	99,8	99,3	100,0	Personnel soutien adm. 3
91,5	95,1	98,6	99,6	Personnel secrétariat 1
87,2	92,7	98,2	98,3	Personnel secrétariat 2
92,2	96,1	98,8	99,7	Acheteur 2
				Moyenne

Annexe A-8

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
Professionnels									
Professionnel communic. 2	710	99,1	75 032	79 986	-6,6	52 811	61 657	-16,8	
Professionnel communic. 3	115	100,0	83 952	92 699	-10,4	64 074	82 850	-29,3	
Professionnel gest. fin. 2	431	100,0	72 864	81 589	-12,0	51 063	57 462	-12,5	
Professionnel gest. fin. 3	15	100,0	80 138	98 944	-23,5	60 286	73 243	-21,5	
Analyste proc. adm./inform. 1	333	99,6	51 063	66 636	-30,5	40 964	50 042	-22,2	
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	99,3	75 645	82 252	-8,7	53 912	59 655	-10,7	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	100,0	83 180	96 436	-15,9	63 147	72 679	-15,1	
Ingénieur 1	212	100,0	51 180	67 846	-32,6	44 569	56 956	-27,8	
Ingénieur 2	537	98,8	82 222	96 809	-17,7	57 373	76 052	-32,6	
Ingénieur 3	392	90,4	91 609	114 814	-25,3	55 442	96 695	-74,4	
Professionnel sc. phys. 2	459	79,9	79 832	88 382	-10,7	56 777	71 905	-26,6	
Avocat et notaire 1	53	100,0	68 960	95 409	-38,4	53 839	70 084	-30,2	
Avocat et notaire 2	385	100,0	108 396	115 239	-6,3 *	71 786	76 449	-6,5	
Moyenne	...	96,6	77 369	87 252	-12,8	55 381	65 609	-18,5	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 920	96,6	50 350	57 294	-13,8	33 587	47 280	-40,8	
Technicien en administration 3	131	95,9	54 935	61 121	-11,3	50 936	53 001	-4,1	
Techn. documentation 1-2	742	87,8	50 383	54 467	-8,1	33 909	40 519	-19,5	
Techn. laboratoire 1-2	2 004	43,5	56 711	60 697	-7,0	38 858	45 147	-16,2	
Techn. laboratoire 3	486	58,8	59 636	65 771	-10,3	42 270	55 855	-32,1	
Technicien en droit 1-2	440	96,1	49 127	63 701	-29,7	32 764	52 916	-61,5	
Technicien génie 1-2	1 444	72,9	50 080	75 321	-50,4	35 752	49 688	-39,0	
Technicien génie 3	257	96,3	54 971	84 033	-52,9	51 105	60 621	-18,6	
Techn. informatique 1-2	2 090	95,9	52 798	60 468	-14,5	37 019	42 691	-15,3	
Techn. informatique 3	918	100,0	56 709	67 264	-18,6	41 359	56 905	-37,6	
Technicien en loisir 1-2	474	86,1	50 059	50 453	-0,8 *	35 016	38 409	-9,7	
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	54,6	49 548	73 640	-48,6	36 197	50 306	-39,0	
Moyenne	...	85,4	51 923	61 120	-17,7	35 927	47 340	-31,8	
Employés de bureau									
Préposé photocopie 2	7	75,9	32 764	44 571	-36,0	30 463	37 922	-24,5	
Magasinier 1	166	33,4	32 526	53 309	-63,9	30 298	35 365	-16,7	
Magasinier 2	924	63,5	37 712	57 952	-53,7	32 970	47 193	-43,1	
Personnel soutien adm. 1	4 422	87,8	36 050	41 994	-16,5	31 748	32 689	-3,0	
Personnel soutien adm. 2	5 764	92,6	39 709	48 897	-23,1	34 445	40 110	-16,4	
Personnel soutien adm. 3	2 249	98,0	44 514	53 274	-19,7	38 209	47 856	-25,2	
Personnel secrétariat 1	1 470	90,4	37 561	47 287	-25,9	32 483	37 427	-15,2	
Personnel secrétariat 2	9 025	89,4	41 492	49 653	-19,7	34 476	38 874	-12,8	
Préposé aux renseign. 2	685	89,6	44 105	48 981	-11,1	34 882	38 319	-9,9	
Préposé aux renseign. 3	39	72,2	48 123	57 344	-19,2	38 371	46 841	-22,1	
Préposé télécomm. 1-2	234	68,3	50 526	50 568	-0,1 *	39 874	39 474	1,0 *	
Téléphoniste-récept. 2	253	88,4	34 207	42 690	-24,8	31 632	33 989	-7,5 *	
Acheteur 2	148	84,4	44 105	55 741	-26,4	37 736	43 829	-16,1	
Moyenne	...	88,7	40 113	48 746	-21,5	34 219	39 127	-14,3	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
67,0	82,7	90,2	96,0	Professionnel communic. 2
80,7	98,4	95,4	99,8	Professionnel communic. 3
72,8	68,2	91,9	90,6	Professionnel gest. fin. 2
80,4	86,1	95,1	96,4	Professionnel gest. fin. 3
63,7	82,4	92,8	95,6	Analyste proc. adm./inform. 1
66,1	83,4	90,3	95,4	Analyste proc. adm./inform. 2
88,5	91,8	97,2	98,0	Analyste proc. adm./inform. 3
51,5	63,8	93,7 *	94,2 *	Ingénieur 1
66,8	78,2	90,0	95,3	Ingénieur 2
96,8	92,7	98,7 *	98,8 *	Ingénieur 3
74,9	85,7	92,8	97,3	Professionnel sc. phys. 2
66,6	90,1	92,7	97,4	Avocat et notaire 1
63,5	80,1	87,7	93,3	Avocat et notaire 2
70,9	84,1	91,9	96,0	Moyenne
Techniciens				
86,9 *	86,9 *	95,6	97,7	Technicien en administration 1-2
89,3 *	89,6 *	99,2 *	98,6 *	Technicien en administration 3
85,6 *	84,3 *	95,3 *	96,0 *	Techn. documentation 1-2
84,9	90,4	95,3	97,5	Techn. laboratoire 1-2
91,6	97,5	97,6	99,6	Techn. laboratoire 3
70,3	78,6	90,1	96,4	Technicien en droit 1-2
75,9	93,1	93,1	97,6	Technicien génie 1-2
94,2	x	99,6	x	Technicien génie 3
80,6 *	76,0 *	94,2 *	92,9 *	Techn. informatique 1-2
93,2 *	94,4 *	98,2	99,1	Techn. informatique 3
87,5 *	74,8 *	96,3 *	94,0 *	Technicien en loisir 1-2
80,4	97,4	94,7	99,2	Techn. hygiène du trav. 1-2
84,8	86,9	95,3	97,1	Moyenne
Employés de bureau				
99,8 *	98,5 *	100,0 *	99,8 *	Préposé photocopie 2
90,7 *	91,1 *	99,4	97,0	Magasinier 1
93,6 *	95,1 *	99,2 *	99,1 *	Magasinier 2
95,0	90,9	99,4	98,0	Personnel soutien adm. 1
92,6	90,5	99,0	98,3	Personnel soutien adm. 2
87,8 *	88,6 *	98,3	98,8	Personnel soutien adm. 3
94,6	73,8	99,3	94,5	Personnel secrétariat 1
91,5	93,8	98,6 *	98,7 *	Personnel secrétariat 2
78,0	90,7	95,4	98,0	Préposé aux renseign. 2
93,7 *	94,2 *	98,7 *	98,9 *	Préposé aux renseign. 3
23,2	93,4	83,8	98,6	Préposé télécomm. 1-2
96,9	92,4	99,8	98,5	Téléphoniste-récept. 2
87,2	92,7	98,2 *	98,4 *	Acheteur 2
91,2 *	90,9 *	98,6	98,2	Moyenne

Annexe A-9

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
%	\$	%	\$	%					
Professionnels									
Professionnel communic. 1	60	87,8	49 921	53 961	-8,1 *	40 054	40 363	-0,8 *	
Professionnel communic. 2	710	88,5	75 032	76 702	-2,2 *	52 811	56 984	-7,9	
Professionnel communic. 3	115	99,3	83 952	106 186	-26,5	64 074	78 097	-21,9	
Professionnel gest. fin. 1	14	73,6	48 488	52 673	-8,6 *	39 568	39 379	0,5 *	
Professionnel gest. fin. 2	431	73,5	72 864	76 891	-5,5	51 063	58 797	-15,1	
Professionnel gest. fin. 3	15	80,4	80 138	102 252	-27,6	60 286	76 960	-27,7	
Analyste proc. adm./inform. 1	333	70,1	51 063	66 081	-29,4	40 964	48 789	-19,1	
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	65,9	75 645	82 488	-9,0	53 912	61 880	-14,8	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	75,3	83 180	101 361	-21,9	63 147	76 155	-20,6	
Ingénieur 1	212	83,2	51 180	61 548	-20,3	44 569	47 945	-7,6	
Ingénieur 2	537	80,2	82 222	85 276	-3,7 *	57 373	65 422	-14,0	
Ingénieur 3	392	80,1	91 609	112 629	-22,9	55 442	86 062	-55,2	
Professionnel sc. phys. 1	25	55,0	50 437	59 905	-18,8	40 239	47 079	-17,0	
Professionnel sc. phys. 2	459	68,9	79 832	72 569	9,1	56 777	56 055	1,3 *	
Professionnel sc. phys. 3	110	59,3	84 370	99 437	-17,9	65 313	78 207	-19,7	
Avocat et notaire 1	53	68,7	68 960	68 224	1,1 *	53 839	51 299	4,7 *	
Avocat et notaire 2	385	82,3	108 396	101 725	6,2	71 786	74 089	-3,2	
Biologiste 1	17	94,6	50 442	52 038	-3,2 *	40 233	41 290	-2,6	
Biologiste 2	148	91,9	76 285	70 137	8,1	53 821	53 921	-0,2 *	
Moyenne	...	74,7	77 369	83 674	-8,1	55 381	63 160	-14,0	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 920	61,3	50 350	56 076	-11,4	33 587	41 912	-24,8	
Technicien en administration 3	131	74,7	54 935	71 288	-29,8	50 936	53 227	-4,5 *	
Techn. documentation 1-2	742	80,4	50 383	51 643	-2,5 *	33 909	39 585	-16,7	
Techn. laboratoire 1-2	2 004	37,4	56 711	56 369	0,6 *	38 858	42 937	-10,5	
Techn. laboratoire 3	486	28,0	59 636	59 189	0,7 *	42 270	48 325	-14,3	
Technicien en droit 1-2	440	87,9	49 127	68 122	-38,7	32 764	49 040	-49,7	
Technicien en droit 3	21	100,0	54 935	89 186	-62,3	50 936	63 720	-25,1	
Technicien génie 1-2	1 444	70,5	50 080	69 327	-38,4	35 752	53 440	-49,5	
Technicien génie 3	257	63,1	54 971	86 863	-58,0	51 105	68 136	-33,3	
Techn. informatique 1-2	2 090	45,0	52 798	58 150	-10,1	37 019	42 441	-14,6	
Techn. informatique 3	918	34,9	56 709	72 869	-28,5	41 359	54 619	-32,1	
Technicien en loisir 1-2	474	68,5	50 059	53 422	-6,7 *	35 016	37 623	-7,4 *	
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	38,7	49 548	71 634	-44,6	36 197	54 873	-51,6	
Moyenne	...	56,4	51 924	59 671	-14,9	35 929	44 806	-24,7	
Employés de bureau									
Magasinier 1	166	82,2	32 526	36 460	-12,1	30 298	24 886	17,9	
Magasinier 2	924	44,7	37 712	48 780	-29,4	32 970	35 951	-9,0 *	
Magasinier 3	28	62,8	45 913	61 189	-33,3	37 671	47 519	-26,1	
Personnel soutien adm. 1	4 422	51,5	36 050	36 684	-1,8 *	31 748	27 091	14,7	
Personnel soutien adm. 2	5 764	70,3	39 709	43 474	-9,5	34 445	32 880	4,5	
Personnel soutien adm. 3	2 249	50,5	44 514	51 641	-16,0	38 209	40 702	-6,5	
Personnel secrétariat 1	1 470	78,4	37 561	44 952	-19,7	32 483	34 037	-4,8 *	
Personnel secrétariat 2	9 025	76,5	41 492	49 089	-18,3	34 476	37 355	-8,3	
Préposé aux renseign. 2	685	74,1	44 105	37 820	14,3	34 882	30 938	11,3	
Préposé aux renseign. 3	39	80,7	48 123	54 282	-12,8 *	38 371	42 328	-10,3 *	
Préposé télécomm. 1-2	234	39,7	50 526	47 838	5,3 *	39 874	36 137	9,4 *	
Téléphoniste-récept. 2	253	53,1	34 207	38 920	-13,8	31 632	28 687	9,3	
Acheteur 2	148	29,1	44 105	52 505	-19,0	37 736	39 756	-5,4 *	
Moyenne	...	65,9	40 092	45 192	-12,7	34 199	34 312	-0,3 *	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
61,7 *	88,2 *	92,4 *	97,0 *	Professionnels
67,0 *	68,3 *	90,2	91,8	Professionnel communic. 1
80,7 *	80,2 *	95,4 *	94,8 *	Professionnel communic. 2
77,4	90,1	95,8 *	97,7 *	Professionnel communic. 3
72,8	85,2	91,9	96,5	Professionnel gest. fin. 1
80,4 *	83,4 *	95,1 *	95,9 *	Professionnel gest. fin. 2
63,7 *	64,0 *	92,8	90,6	Professionnel gest. fin. 3
66,1	78,6	90,3	94,6	Analyste proc. adm./inform. 1
88,5 *	88,6 *	97,2 *	97,2 *	Analyste proc. adm./inform. 2
51,5	76,9	93,7 *	94,9 *	Analyste proc. adm./inform. 3
66,8	80,4	90,0	95,4	Ingénieur 1
96,8 *	89,7 *	98,7 *	97,6 *	Ingénieur 2
72,5 *	69,9 *	94,4 *	93,5 *	Ingénieur 3
74,9 *	85,4 *	92,8 *	96,7 *	Professionnel sc. phys. 1
85,2 *	80,5 *	96,6 *	95,8 *	Professionnel sc. phys. 2
66,6 *	78,2 *	92,7 *	95,2 *	Professionnel sc. phys. 3
63,5	84,4	87,7	95,8	Avocat et notaire 1
80,8 *	54,3 *	96,1 *	90,6 *	Avocat et notaire 2
62,4	30,2	88,9	83,9	Biologiste 1
				Biologiste 2
70,9	76,4	91,9	94,3	Moyenne
				Techniciens
86,9	74,2	95,6	93,5	Technicien en administration 1-2
89,3	73,5	99,2	93,3	Technicien en administration 3
85,6 *	68,7 *	95,3 *	92,7 *	Techn. documentation 1-2
84,9	50,1	95,3 *	89,8 *	Techn. laboratoire 1-2
91,6	105,8	97,6	101,1	Techn. laboratoire 3
70,3 *	67,5 *	90,1 *	91,2 *	Technicien en droit 1-2
87,7	111,4	99,1	103,3	Technicien en droit 3
75,9	89,9	93,1	97,7	Technicien génie 1-2
94,2 *	108,7 *	99,6 *	101,9 *	Technicien génie 3
80,6	66,3	94,2	90,9	Techn. informatique 1-2
93,2	72,0	98,2	93,0	Techn. informatique 3
87,5 *	95,9 *	96,3 *	98,8 *	Technicien en loisir 1-2
80,4 *	95,3 *	94,7	98,9	Techn. hygiène du trav. 1-2
84,8	74,4	95,3	93,7	Moyenne
				Employés de bureau
90,7	42,2	99,4	81,6	Magasinier 1
93,6 *	90,4 *	99,2 *	97,5 *	Magasinier 2
88,8 *	88,3 *	98,0 *	97,4 *	Magasinier 3
95,0 *	84,5 *	99,4 *	95,9 *	Personnel soutien adm. 1
92,6	78,5	99,0	94,8	Personnel soutien adm. 2
87,8 *	86,3 *	98,3 *	97,1 *	Personnel soutien adm. 3
94,6 *	71,0 *	99,3 *	93,0 *	Personnel secrétariat 1
91,5 *	98,1 *	98,6 *	99,6 *	Personnel secrétariat 2
78,0	98,1	95,4	99,7	Préposé aux renseign. 2
93,7	65,3	98,7 *	92,4 *	Préposé aux renseign. 3
23,2	x	83,8	x	Préposé télécomm. 1-2
96,9 *	79,6 *	99,8 *	94,6 *	Téléphoniste-récept. 2
87,2 *	85,7 *	98,2 *	96,5 *	Acheteur 2
91,3 *	87,2 *	98,7	96,8	Moyenne

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums		
					Écarts			Écarts
			Marché	Adm. québ.		Adm. québ.	Marché	
			%	\$	%	\$		%
Professionnels								
Professionnel communic. 2	710	100,0	75 032	84 926	-13,2	52 811	63 165	-19,6
Professionnel gest. fin. 2	431	100,0	72 864	84 815	-16,4	51 063	64 103	-25,5
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	95,7	75 645	82 164	-8,6	53 912	59 929	-11,2
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	100,0	83 180	105 610	-27,0	63 147	78 740	-24,7
Moyenne	...	87,6	77 399	87 712	-13,3	55 253	65 791	-19,1
Techniciens								
Technicien en administration 1-2	7 920	87,8	50 350	56 688	-12,6	33 587	42 143	-25,5
Techn. documentation 1-2	742	38,6	50 383	55 789	-10,7	33 909	48 529	-43,1
Technicien génie 1-2	1 444	64,8	50 080	79 034	-57,8	35 752	49 442	-38,3
Techn. informatique 1-2	2 090	99,7	52 798	61 461	-16,4	37 019	42 016	-13,5
Technicien en loisir 1-2	474	100,0	50 059	42 591	14,9	35 016	31 417	10,3
Moyenne	...	71,2	51 771	63 144	-22,0	35 587	47 216	-32,7
Employés de bureau								
Magasinier 2	924	73,4	37 712	62 227	-65,0	32 970	51 309	-55,6
Personnel soutien adm. 1	4 422	70,2	36 050	43 901	-21,8	31 748	35 545	-12,0
Personnel soutien adm. 2	5 764	84,6	39 709	49 033	-23,5	34 445	35 247	-2,3 *
Personnel soutien adm. 3	2 249	100,0	44 514	52 801	-18,6 *	38 209	42 459	-11,1 *
Personnel secrétariat 1	1 470	86,8	37 561	48 746	-29,8	32 483	37 714	-16,1 *
Personnel secrétariat 2	9 025	89,7	41 492	48 337	-16,5	34 476	36 556	-6,0
Préposé aux renseign. 2	685	92,8	44 105	50 082	-13,6	34 882	38 641	-10,8 *
Téléphoniste-récept. 2	253	96,8	34 207	40 986	-19,8	31 632	31 588	0,1 *
Moyenne	...	83,8	40 008	49 050	-22,6	34 159	37 594	-10,1

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
67,0	82,8	90,2	95,6	Professionnels
72,8	85,5	91,9	96,4	Professionnel communic. 2
66,1 *	74,6 *	90,3	93,1	Professionnel gest. fin. 2
88,5	100,6	97,2	100,2	Analyste proc. adm./inform. 2
				Analyste proc. adm./inform. 3
70,5	80,3	91,8	95,0	Moyenne
				Techniciens
86,9 *	90,4 *	95,6	97,5	Technicien en administration 1-2
85,6	100,0	95,3	100,0	Techn. documentation 1-2
75,9	94,6	93,1	98,0	Technicien génie 1-2
80,6	67,0	94,2	89,6	Techn. informatique 1-2
87,5 *	68,0 *	96,3 *	91,6 *	Technicien en loisir 1-2
84,8	90,2	95,2	97,1	Moyenne
				Employés de bureau
93,6	x	99,2	x	Magasinier 2
95,0 *	95,5 *	99,4 *	99,1 *	Personnel soutien adm. 1
92,6 *	90,8 *	99,0	97,4	Personnel soutien adm. 2
87,8	93,9	98,3 *	98,8 *	Personnel soutien adm. 3
94,6 *	95,4 *	99,3 *	99,0 *	Personnel secrétariat 1
91,5	99,3	98,6	99,8	Personnel secrétariat 2
78,0	95,7	95,4 *	99,0 *	Préposé aux renseign. 2
96,9 *	98,4 *	99,8 *	99,6 *	Téléphoniste-récept. 2
91,9	95,5	98,8 *	98,9 *	Moyenne

Annexe A-11

Minimums, maximums et écarts, positions dans l'échelle et ratios comparatifs, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères/catégorie	Effectif adm. québ. ¹	Effectif rémunéré selon échelle	Maximums normaux			Minimums			
			Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts
%	\$	%	\$	%					
Professionnels									
Professionnel communic. 1	60	92,9	49 921	53 414	-7,0 *	40 054	40 281	-0,6 *	
Professionnel communic. 2	710	85,7	75 032	74 801	0,3 *	52 811	56 302	-6,6	
Professionnel communic. 3	115	98,9	83 952	106 924	-27,4	64 074	79 978	-24,8	
Professionnel gest. fin. 2	431	73,3	72 864	76 439	-4,9	51 063	58 698	-15,0	
Professionnel gest. fin. 3	15	81,7	80 138	102 062	-27,4	60 286	77 952	-29,3	
Analyste proc. adm./inform. 1	333	68,1	51 063	66 423	-30,1	40 964	48 965	-19,5	
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	64,5	75 645	82 225	-8,7	53 912	62 053	-15,1	
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	74,5	83 180	101 286	-21,8	63 147	76 148	-20,6	
Ingénieur 1	212	83,2	51 180	61 541	-20,2	44 569	47 935	-7,6	
Ingénieur 2	537	79,9	82 222	85 084	-3,5 *	57 373	65 334	-13,9	
Ingénieur 3	392	79,6	91 609	112 471	-22,8	55 442	86 367	-55,8	
Avocat et notaire 1	53	63,2	68 960	66 882	3,0 *	53 839	49 156	8,7	
Avocat et notaire 2	385	79,5	108 396	101 982	5,9	71 786	75 715	-5,5	
Moyenne	...	73,6	77 369	83 381	-7,8	55 381	63 267	-14,2	
Techniciens									
Technicien en administration 1-2	7 920	58,7	50 350	55 793	-10,8	33 587	42 123	-25,4	
Techn. documentation 1-2	742	76,2	50 383	50 988	-1,2 *	33 909	38 830	-14,5	
Techn. laboratoire 1-2	2 004	37,4	56 711	56 369	0,6 *	38 858	42 937	-10,5	
Technicien en droit 1-2	440	87,6	49 127	68 524	-39,5	32 764	49 322	-50,5	
Technicien génie 1-2	1 444	70,5	50 080	69 331	-38,4	35 752	53 445	-49,5	
Technicien génie 3	257	61,8	54 971	87 451	-59,1	51 105	68 566	-34,2	
Techn. informatique 1-2	2 090	43,9	52 798	58 085	-10,0	37 019	42 488	-14,8	
Techn. informatique 3	918	33,4	56 709	72 399	-27,7	41 359	54 149	-30,9	
Moyenne	...	54,6	51 924	59 422	-14,4	35 929	44 832	-24,8	
Employés de bureau									
Magasinier 1	166	82,2	32 526	36 460	-12,1	30 298	24 886	17,9	
Magasinier 2	924	44,7	37 712	48 780	-29,4	32 970	35 951	-9,0 *	
Personnel soutien adm. 1	4 422	51,3	36 050	36 636	-1,6 *	31 748	27 052	14,8	
Personnel soutien adm. 2	5 764	69,6	39 709	43 331	-9,1	34 445	32 728	5,0	
Personnel soutien adm. 3	2 249	46,1	44 514	52 264	-17,4	38 209	40 586	-6,2	
Personnel secrétariat 1	1 470	76,7	37 561	44 736	-19,1	32 483	33 844	-4,2 *	
Personnel secrétariat 2	9 025	75,0	41 492	48 362	-16,6	34 476	36 870	-6,9	
Préposé aux renseign. 2	685	74,3	44 105	37 715	14,5	34 882	30 869	11,5	
Préposé aux renseign. 3	39	80,4	48 123	54 357	-13,0 *	38 371	42 449	-10,6 *	
Téléphoniste-récept. 2	253	51,9	34 207	38 809	-13,5	31 632	28 414	10,2	
Acheteur 2	148	29,1	44 105	52 505	-19,0	37 736	39 756	-5,4 *	
Moyenne	...	64,7	40 092	44 933	-12,1	34 199	34 075	0,4 *	

1. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Positions dans l'échelle		Ratios comparatifs		Emplois repères/catégorie
Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	
%		%		
Professionnels				
61,7 *	91,3 *	92,4 *	97,9 *	Professionnel communic. 1
67,0 *	65,0 *	90,2 *	91,3 *	Professionnel communic. 2
80,7 *	77,2 *	95,4 *	94,2 *	Professionnel communic. 3
72,8	86,3	91,9	96,8	Professionnel gest. fin. 2
80,4 *	85,9 *	95,1 *	96,7 *	Professionnel gest. fin. 3
63,7 *	62,9 *	92,8	90,2	Analyste proc. adm./inform. 1
66,1	77,7	90,3	94,5	Analyste proc. adm./inform. 2
88,5 *	87,7 *	97,2 *	96,9 *	Analyste proc. adm./inform. 3
51,5	77,0	93,7 *	94,9 *	Ingénieur 1
66,8	80,3	90,0	95,4	Ingénieur 2
96,8 *	89,5 *	98,7 *	97,6 *	Ingénieur 3
66,6 *	77,8 *	92,7 *	94,6 *	Avocat et notaire 1
63,5	80,1	87,7	94,9	Avocat et notaire 2
70,9	75,5	91,9	94,1	Moyenne
Techniciens				
86,9	73,0	95,6	93,4	Technicien en administration 1-2
85,6 *	62,8 *	95,3 *	91,1 *	Techn. documentation 1-2
84,9	50,1	95,3 *	89,8 *	Techn. laboratoire 1-2
70,3 *	66,6 *	90,1 *	90,9 *	Technicien en droit 1-2
75,9	89,9	93,1	97,7	Technicien génie 1-2
94,2 *	109,8 *	99,6 *	102,1 *	Technicien génie 3
80,6	67,0	94,2 *	91,2 *	Techn. informatique 1-2
93,2	71,3	98,2	92,8	Techn. informatique 3
84,8	74,1	95,3 *	93,8 *	Moyenne
Employés de bureau				
90,7	42,2	99,4	81,6	Magasinier 1
93,6 *	90,4 *	99,2 *	97,5 *	Magasinier 2
95,0 *	84,4 *	99,4 *	95,9 *	Personnel soutien adm. 1
92,6	78,0	99,0	94,7	Personnel soutien adm. 2
87,8 *	86,0 *	98,3 *	96,8 *	Personnel soutien adm. 3
94,6 *	65,3 *	99,3 *	91,6 *	Personnel secrétariat 1
91,5 *	100,1 *	98,6 *	100,0 *	Personnel secrétariat 2
78,0	98,6	95,4	99,7	Préposé aux renseign. 2
93,7	64,5	98,7 *	92,2 *	Préposé aux renseign. 3
96,9 *	79,0 *	99,8 *	94,4 *	Téléphoniste-récept. 2
87,2 *	85,7 *	98,2 *	96,5 *	Acheteur 2
91,3 *	87,4 *	98,7 *	96,9 *	Moyenne

Annexe B-1

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2015
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,68	10,44	7,61	9,83	7,60	10,83	7,60	5,38	7,59	16,06	7,61	9,88
Assurances ¹	1,90	4,45	3,33	4,68	4,61	5,01	6,05	3,38	3,94	5,69	4,10	4,60
Assurance parentale du Québec	0,71	0,64	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,77	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,56	3,15	4,73	4,25	4,71	4,65	4,69	4,62	4,77	4,16	4,55	4,30
Assurance-emploi	1,22	1,11	1,69	1,55	1,77 *	1,76 *	1,77	1,97	1,77	1,52	1,67	1,63
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,89	0,73	1,27	1,17	1,28	1,19	1,66	2,48	1,30	1,85	1,29 *	1,37 *
Autres avantages ²	0,81	0,46	1,34	0,70	1,12	0,74	1,21	0,46	0,81	0,49	1,13	0,63
Total des avantages sociaux³	21,02	25,25	25,01	27,20	26,14	29,21	28,03	23,32	25,23	34,80	25,39	27,43
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	7,38	8,32	7,44	8,26	7,66	8,60	7,30	8,36	8,12	8,33	7,53
Congés fériés et mobiles	4,91 *	4,84 *	4,90 *	4,96 *	4,88	5,07	4,94	4,45	4,90	5,08	4,90 *	4,90 *
Autres congés chômés payés ⁴	4,05	2,31	3,44	2,27	2,89	2,38	2,92	1,63	3,57	2,64	3,24	2,23
Total des heures chômées payées³	17,15	14,53	16,66	14,67	16,03	15,10	16,46	13,38	16,83	15,85	16,47	14,66
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,18	39,78	41,67 *	41,87 *	42,17	44,31	44,49	36,69	42,06	50,65	41,86 *	42,09 *

1. Comprend les assurances-vie, assurance maladie, assurance soins-dentaires, assurance soins-optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congé de maladie non utilisées et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total des éléments peut être différents de la somme en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-2

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé, en 2015

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,68 *	8,09 *	7,61 *	7,22 *	7,60 *	7,05 *	7,60	4,30	7,59	11,12	7,61 *	6,97 *
Assurances ¹	1,90	4,84	3,33	4,74	4,61	4,96	6,05	3,08	4,20	5,18	4,11	4,57
Assurance parentale du Québec	0,71	0,65	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,75	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,56	3,26	4,73	4,24	4,71	4,60	4,69	4,61	4,77	4,03	4,55	4,28
Assurance-emploi	1,22	1,15	1,69	1,57	1,77 *	1,77 *	1,77	1,99	1,77	1,53	1,67 *	1,65 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,89	0,73	1,27 *	1,26 *	1,28 *	1,19 *	1,66	2,64	1,35	1,89	1,29	1,43
Autres avantages ²	0,81	0,20	1,34	0,33	1,12	0,37	1,21	0,32	0,88	0,33	1,14	0,32
Total des avantages sociaux³	21,02	23,19	25,01 *	24,38 *	26,14 *	24,97 *	28,03	21,97	25,61	29,08	25,41	24,25
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	6,96	8,32	7,19	8,26	7,18	8,60	7,16	8,39	7,78	8,33	7,18
Congés fériés et mobiles	4,91	4,62	4,90	4,62	4,88	4,60	4,94	4,34	4,91 *	4,79 *	4,90	4,58
Autres congés chômés payés ⁴	4,05	1,10	3,44	1,25	2,89	1,23	2,92	1,33	3,24	1,44	3,22	1,24
Total des heures chômées payées³	17,15	12,68	16,66	13,06	16,03	13,02	16,46	12,83	16,54	14,01	16,46	13,00
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,18	35,87	41,67	37,44	42,17	37,99	44,49	34,80	42,14 *	43,09 *	41,86	37,25

1. Comprend les assurances-vie, assurance maladie, assurance soins-dentaires, assurance soins-optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congé de maladie non utilisées et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total des éléments peut être différents de la somme en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-3

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « autre public », en 2015

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,68	14,44	7,61	14,15	7,60	15,99	7,60	11,60	7,59	18,23	7,61	14,67
Assurances ¹	1,90	3,83	3,33	4,47	4,61	4,97	6,05	5,60	3,94	5,56	4,10	4,82
Assurance parentale du Québec	0,71	0,63	0,78	0,77	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,56	3,04	4,73	4,26	4,71 *	4,71 *	4,69	4,71	4,77	4,31	4,55	4,33
Assurance-emploi	1,22	1,08	1,69	1,52	1,77	1,74	1,77	1,82	1,77	1,50	1,67	1,59
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,89	0,75	1,27	1,09	1,28	1,23	1,66	1,15	1,30	1,74	1,29	1,14
Autres avantages ²	0,81	0,89	1,34 *	1,30 *	1,12	1,20	1,21	1,83	0,81 *	0,80 *	1,13	1,27
Total des avantages sociaux³	21,02	28,90	25,01	31,83	26,14	34,88	28,03	31,75	25,23	37,19	25,39	32,83
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	8,09	8,32	8,01	8,26	8,37	8,60	8,32	8,36	8,08	8,33	8,21
Congés fériés et mobiles	4,91	5,24	4,90	5,53	4,88	5,77	4,94	5,20	4,90	5,22	4,90	5,50
Autres congés chômés payés ⁴	4,05	4,20	3,44	3,84	2,89	3,69	2,92	3,95	3,57 *	3,58 *	3,24	3,84
Total des heures chômées payées³	17,15	17,52	16,66	17,38	16,03	17,83	16,46	17,46	16,83 *	16,88 *	16,47	17,55
Total des avantages sociaux et des heures chômées	38,18	46,42	41,67	49,21	42,17	52,71	44,49	49,21	42,06	54,07	41,86	50,39

1. Comprend les assurances-vie, assurance maladie, assurance soins-dentaires, assurance soins-optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congé de maladie non utilisées et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total des éléments peut être différents de la somme en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-4

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emploi et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration municipale, en 2015
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,68	22,98	7,61	23,05	7,60	21,26	7,59	17,33	7,59	20,98	7,61	21,77
Assurances ¹	1,91	4,47	3,33	5,00	4,61	5,39	5,88 *	5,95 *	3,94	6,29	3,85	5,22
Assurance parentale du Québec	0,71	0,63	0,78	0,77	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,56	3,02	4,75	4,25	4,71	4,70	4,69 *	4,72 *	4,77	4,33	4,54	4,28
Assurance-emploi	1,22	1,03	1,69	1,48	1,77	1,71	1,77 *	1,77 *	1,77	1,54	1,66	1,53
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,89	1,75	1,25	1,97	1,28	1,99	1,32	1,97	1,30	1,95	1,22	1,94
Autres avantages ²	0,81	2,48	1,31	1,75	1,12	1,62	0,96 *	1,23 *	0,81	1,00	1,10	1,73
Total des avantages sociaux³	21,04	40,62	24,98	42,54	26,14	41,72	27,26	38,01	25,23	41,14	25,01	41,49
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	8,44	8,31	8,60	8,26	8,80	8,43	8,72	8,36	8,02	8,28	8,63
Congés fériés et mobiles	4,91	7,22	4,90	6,57	4,88	6,42	4,85	5,79	4,90	5,61	4,89	6,50
Autres congés chômés payés ⁴	4,04	1,34	3,47	2,27	2,89	2,27	2,61	2,86	3,57	3,28	3,26	2,22
Total des heures chômées payées³	17,14 *	17,00 *	16,69	17,43	16,03	17,49	15,89	17,36	16,83 *	16,91 *	16,44	17,35
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³												
	38,18	57,62	41,67	59,97	42,17	59,21	43,15	55,37	42,06	58,05	41,45	58,84

1. Comprend les assurances-vie, assurance maladie, assurance soins-dentaires, assurance soins-optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congé de maladie non utilisées et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total des éléments peut être différents de la somme en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-5

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur « entreprises publiques »,
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,68	14,09	7,61	12,21	7,60	12,28	7,60	14,39	7,59	15,22	7,61	13,01
Assurances ¹	1,90	2,62	3,29	3,75	4,61	4,40	6,04	5,26	4,16	5,01	4,09 *	4,15 *
Assurance parentale du Québec	0,71	0,64	0,78	0,77	0,78 *	0,78 *	0,78 *	0,78 *	0,78 *	0,78 *	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,54	3,09	4,73	4,23	4,71	4,64	4,69	4,72	4,77	4,12	4,55	4,30
Assurance-emploi	1,21	1,07	1,69	1,49	1,77	1,69	1,77 *	1,77 *	1,77	1,41	1,67	1,55
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,89	0,73	1,25	1,07	1,28	1,10	1,65	1,39	1,34	1,67	1,28	1,11
Autres avantages ²	0,81	0,59	1,31	1,13	1,12	0,92	1,21	0,92	0,87 *	0,78 *	1,13	0,92
Total des avantages sociaux³	21,01	27,08	24,91	28,90	26,14	30,08	28,00	33,50	25,53	33,24	25,36	30,06
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	8,29	8,31	8,17	8,27	8,54	8,60	8,81	8,39	8,01	8,33	8,43
Congés fériés et mobiles	4,91	5,01	4,90	5,09	4,88	4,97	4,94	4,76	4,91	4,61	4,90	4,96
Autres congés chômés payés ⁴	4,05	3,43	3,49 *	3,72 *	2,89	4,55	2,92 *	3,02 *	3,32	3,93	3,24	3,89
Total des heures chômées payées³	17,15	16,74	16,70 *	16,97 *	16,03	18,07	16,45 *	16,60 *	16,62 *	16,55 *	16,46	17,28
Total des avantages sociaux et des heures chômées	38,16	43,82	41,61	45,88	42,17	48,15	44,45	50,10	42,15	49,80	41,82	47,33

1. Comprend les assurances-vie, assurance maladie, assurance soins-dentaires, assurance soins-optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congé de maladie non utilisées et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total des éléments peut être différents de la somme en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe B-6

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur universitaire, en 2015

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,68	9,56	7,61	10,19	7,60	10,64	7,60	10,72	7,59	14,60	7,61	10,53
Assurances ¹	1,92	2,74	3,33 *	3,58 *	4,61	3,66	6,13	5,06	4,54 *	4,27 *	4,07	3,72
Assurance parentale du Québec	0,71	0,66	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78 *	0,78 *	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,55	3,22	4,73	4,52	4,71	4,73	4,68	4,71	4,77 *	4,73 *	4,54	4,44
Assurance-emploi	1,21	1,12	1,69	1,60	1,77	1,75	1,77	1,80	1,77	1,71	1,67	1,62
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,90	0,52	1,27	0,63	1,28	0,64	1,83	0,60	1,42	0,68	1,30	0,62
Autres avantages ²	0,82	0,28	1,34	0,57	1,13	0,54	1,33	0,16	0,99	0,22	1,17	0,44
Total des avantages sociaux³	21,04	22,36	25,01	26,12	26,15 *	27,00 *	28,39 *	28,09 *	26,12	31,25	25,39	26,39
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	8,86	8,32	8,43	8,27	8,52	8,68 *	8,60 *	8,44	8,78	8,34	8,57
Congés fériés et mobiles	4,91	5,76	4,91	5,92	4,88	5,98	4,98	6,23	4,91	5,94	4,91	5,96
Autres congés chômés payés ⁴	4,03	2,38	3,44	2,85	2,88 *	3,00 *	3,09	2,16	2,90	4,73	3,24	2,82
Total des heures chômées payées³	17,13 *	17,00 *	16,66 *	17,20 *	16,03	17,50	16,76	16,99	16,25	19,45	16,48	17,35
Total des avantages sociaux et des heures chômées	38,18	39,36	41,67	43,32	42,18	44,50	45,15 *	45,08 *	42,37	50,70	41,87	43,74

1. Comprend les assurances-vie, assurance maladie, assurance soins-dentaires, assurance soins-optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congé de maladie non utilisées et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total des éléments peut être différents de la somme en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2015

(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Autre rémunération directe												
Remboursement de congés de maladie non utilisés	0,47	0,00	0,95	0,00	0,95	0,00	1,25	0,00	0,68	0,00	0,90	0,00
Rémunération indirecte												
Régime de retraite	7,68	14,00	7,61	12,19	7,60	13,35	7,60	12,82	7,59	12,82	7,61	13,11
Assurance-vie	0,09	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,03	0,00	0,04	0,00
Assurance maladie	0,09	1,35	0,11	1,72	0,25	1,85	0,37	2,12	0,22	2,12	0,21	1,79
Assurance-soins dentaires	0,00	1,74	0,00	1,74	0,00	1,74	0,00	1,74	0,00	1,74	0,00	1,74
Assurance-soins optiques	0,00	0,04	0,00	0,05	0,00	0,05	0,00	0,06	0,00	0,06	0,00	0,05
Assurance-salaire	1,70	0,00	3,05	0,00	4,12	0,00	5,49	0,00	3,40	0,00	3,65	0,00
Assurance-invalidité de longue durée	0,02	1,97	0,10	1,97	0,23	1,97	0,30	1,97	0,25	1,97	0,17	1,97
Total partiel des assurances ²	1,90	5,10	3,29	5,48	4,62	5,62	6,19	5,89	3,90	5,89	4,07	5,55
Compensation pour congés parentaux	0,34	1,09	0,37	1,71	0,21	1,78	0,09	3,64	0,09	0,07	0,25	1,86
Assurance parentale du Québec	0,71	0,63	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,56	2,97	4,75	4,30	4,71	4,77	4,68	4,71	4,77	4,33	4,52	4,33
Assurance-emploi	1,22	1,09	1,70	1,59	1,77	1,90	1,77	1,88	1,77	1,62	1,66	1,68
Assurance maladie du Québec	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26	4,26
CSST	0,89	0,61	1,26	0,61	1,29	0,61	1,84	0,61	1,27	0,61	1,30	0,61
Total partiel des régimes étatiques ²	10,63	9,56	12,76	11,54	12,82	12,32	13,34	12,23	12,85	11,61	12,51	11,64
Total rémunération indirecte ²	20,56	29,75	24,02	30,92	25,25	33,06	27,22	34,59	24,44	30,39	24,44	32,15
Total des avantages sociaux²	21,02	29,75	24,97	30,92	26,20	33,06	28,47	34,59	25,12	30,39	25,34	32,15
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	7,71	8,32	7,17	8,27	7,17	8,69	7,39	8,34	7,39	8,33	7,30
Congés fériés et mobiles	4,91	4,98	4,91	4,98	4,88	4,98	4,99	4,98	4,90	4,98	4,91	4,98
Congés de maladie utilisés	3,84	4,22	3,13	4,24	2,33	4,25	2,01	4,32	2,97	4,32	2,74	4,25
Congés parentaux	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00	0,02
Congés sociaux	0,22	1,44	0,52	1,43	0,48	1,45	1,07	1,48	0,66	1,48	0,54	1,45
Total des heures chômées payées²	17,15	18,37	16,87	17,84	15,96	17,86	16,76	18,19	16,87	18,19	16,52	18,00
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,18	48,12	41,84	48,76	42,16	50,92	45,23	52,78	42,00	48,58	41,86	50,16

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le total des éléments peut être différent de la somme en raison des arrondissements.

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emploi et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2015
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,68	14,21	7,61	13,55	7,60	15,27	7,60 *	6,58 *	7,59	17,85	7,61	13,34
Assurances ¹	1,90	4,04	3,33	5,04	4,61	5,25	6,05	3,72	3,94	5,90	4,10	4,80
Assurance parentale du Québec	0,71	0,64	0,78	0,77	0,78	0,78	0,78	0,78	0,78	0,76	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,56	3,06	4,73	4,21	4,71	4,69	4,69	4,66	4,77	4,10	4,55	4,29
Assurance-emploi	1,22	1,08	1,69	1,50	1,77	1,73	1,77	1,93	1,77	1,47	1,67	1,60
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,89	0,75	1,27	1,09	1,28	1,22	1,66	2,56	1,30	1,81	1,29	1,38
Autres avantages ²	0,81	0,91	1,34	1,19	1,12 *	1,12 *	1,21	0,66	0,81	0,54	1,13	1,00
Total des avantages sociaux³	21,02	28,94	25,01	31,60	26,14	34,31	28,03	25,16	25,23	36,69	25,39	31,42
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	8,08	8,32	8,02	8,26	8,49	8,60	7,86	8,36 *	8,36 *	8,33	8,19
Congés fériés et mobiles	4,91	5,29	4,90	5,40	4,88	5,64	4,94	4,73	4,90	5,17	4,90	5,35
Autres congés chômés payés ⁴	4,05 *	4,14 *	3,44 *	3,40 *	2,89	3,38	2,92	2,04	3,57	2,89	3,24 *	3,24 *
Total des heures chômées payées³	17,15	17,51	16,66 *	16,81 *	16,03	17,51	16,46	14,63	16,83 *	16,42 *	16,47	16,78
Total des avantages sociaux et des heures chômées	38,18	46,45	41,67	48,42	42,17	51,82	44,49	39,79	42,06	53,11	41,86	48,19

1. Comprend les assurances-vie, assurance maladie, assurance soins-dentaires, assurance soins-optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congé de maladie non utilisées et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total des éléments peut être différents de la somme en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2015
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,68 *	8,16 *	7,61	6,49	7,60	6,23	7,60	1,88	7,59	2,84	7,61	5,66
Assurances ¹	1,90	4,61	3,33	4,40	4,61 *	4,59 *	6,05	3,00	4,20 *	4,01 *	4,11 *	4,24 *
Assurance parentale du Québec	0,71	0,65	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,78	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,56	3,24	4,73	4,28	4,71	4,62	4,69	4,54	4,77	4,53	4,55	4,31
Assurance-emploi	1,22	1,14	1,69	1,60	1,77 *	1,80 *	1,77	2,02	1,77 *	1,83 *	1,67 *	1,69 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,89	0,74	1,27 *	1,29 *	1,28 *	1,21 *	1,66	2,19	1,34	2,30	1,29 *	1,39 *
Autres avantages ²	0,81	0,20	1,34	0,26	1,12	0,32	1,21	0,13	0,87	0,19	1,14	0,25
Total des avantages sociaux³	21,02	23,01	25,01	23,34	26,14	23,81	28,03	18,80	25,59	20,73	25,41	22,56
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	6,96	8,32	6,97	8,26	6,87	8,60	5,97	8,39	6,33	8,33	6,73
Congés fériés et mobiles	4,91	4,57	4,90	4,51	4,88	4,56	4,94	3,94	4,90	4,25	4,90	4,42
Autres congés chômés payés ⁴	4,05	1,18	3,44	1,18	2,89	1,16	2,92	0,90	3,24	0,71	3,22	1,10
Total des heures chômées payées³	17,15	12,71	16,66	12,65	16,03	12,59	16,46	10,81	16,53	11,29	16,46	12,25
Total des avantages sociaux et des heures chômées	38,18	35,73	41,67	36,00	42,17	36,40	44,49	29,60	42,11	32,02	41,86	34,81

1. Comprend les assurances-vie, assurance maladie, assurance soins-dentaires, assurance soins-optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congé de maladie non utilisées et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total des éléments peut être différents de la somme en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2015
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,68	15,91	7,61	12,98	7,60	10,91	7,60	5,23	7,59	13,91	7,61	11,28
Assurances ¹	1,94	6,36	3,34	6,24	4,61	6,25	6,05	3,30	4,20	5,59	4,15	5,71
Assurance parentale du Québec	0,71	0,65	0,78	0,75	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,74	0,77	0,75
Régime de rentes du Québec	3,54	3,14	4,74	4,10	4,71	4,59	4,69	4,64	4,77	3,86	4,56	4,24
Assurance-emploi	1,21	1,10	1,69	1,45	1,77	1,70	1,77	1,96	1,77	1,42	1,67	1,59
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,90	0,59	1,27 *	1,09 *	1,28	1,07	1,67	2,85	1,35	1,84	1,30 *	1,36 *
Autres avantages ²	0,84 *	0,61 *	1,35	0,79	1,13	0,64	1,21	0,45	0,88	0,36	1,15	0,63
Total des avantages sociaux³	21,07	32,61	25,03	31,67	26,15	30,21	28,04	23,46	25,61	31,98	25,48	29,82
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19 *	8,30 *	8,32 *	8,40 *	8,27	8,87	8,60	7,77	8,39 *	8,28 *	8,34 *	8,45 *
Congés fériés et mobiles	4,91	5,79	4,91	5,25	4,88 *	4,99 *	4,94	4,58	4,91 *	4,92 *	4,90	5,09
Autres congés chômés payés ⁴	3,99	0,99	3,42	1,76	2,88	1,95	2,92	1,63	3,24	1,69	3,20	1,70
Total des heures chômées payées³	17,09	15,08	16,65	15,41	16,03 *	15,81 *	16,46	13,98	16,54	14,89	16,43	15,24
Total des avantages sociaux et des heures chômées payées³	38,16	47,69	41,68	47,08	42,18	46,01	44,50	37,44	42,14	46,86	41,91	45,06

1. Comprend les assurances-vie, assurance maladie, assurance soins-dentaires, assurance soins-optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congé de maladie non utilisées et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total des éléments peut être différents de la somme en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Importance des avantages sociaux et des heures chômées payées, méthode des débours, par catégorie d'emplois et pour l'ensemble des catégories, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2015
(en % du salaire)

Avantages sociaux et heures chômées payées	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau		Employés de service		Ouvriers		Ensemble des catégories	
	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché
Avantages sociaux												
Régime de retraite	7,68 *	7,59 *	7,61	6,11	7,60	6,01	7,60	1,85	7,59	2,76	7,61	5,38
Assurances ¹	1,90	4,73	3,33	4,42	4,61 *	4,59 *	6,05	3,00	4,20 *	4,00 *	4,11 *	4,26 *
Assurance parentale du Québec	0,71	0,65	0,78	0,76	0,78	0,78	0,78 *	0,78 *	0,78	0,78	0,77	0,76
Régime de rentes du Québec	3,56	3,25	4,73	4,28	4,71	4,62	4,69	4,54	4,77	4,53	4,55	4,32
Assurance-emploi	1,22	1,15	1,69	1,61	1,77	1,80	1,77	2,02	1,77 *	1,84 *	1,67 *	1,70 *
Assurance maladie du Québec	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *	4,26 *
CSST	0,89	0,74	1,27 *	1,32 *	1,28 *	1,22 *	1,66	2,20	1,34	2,31	1,29 *	1,40 *
Autres avantages ²	0,81	0,17	1,34	0,22	1,12	0,29	1,21	0,12	0,87	0,18	1,14	0,22
Total des avantages sociaux³	21,02	22,54	25,01	22,98	26,14	23,56	28,03	18,77	25,59	20,66	25,41	22,29
Heures chômées payées												
Congés annuels	8,19	6,87	8,32	6,92	8,26	6,82	8,60	5,94	8,39	6,30	8,33	6,68
Congés fériés et mobiles	4,91	4,51	4,90	4,46	4,88	4,53	4,94	3,93	4,90	4,23	4,90	4,39
Autres congés chômés payés ⁴	4,05	1,09	3,44	1,10	2,89	1,10	2,92	0,89	3,24	0,68	3,22	1,04
Total des heures chômées payées³	17,15	12,48	16,66	12,49	16,03	12,44	16,46	10,76	16,53	11,21	16,46	12,11
Total des avantages sociaux et des heures chômées	38,18	35,02	41,67	35,46	42,17	36,00	44,49	29,53	42,11	31,87	41,86	34,40

1. Comprend les assurances-vie, assurance maladie, assurance soins-dentaires, assurance soins-optiques, assurance-salaire et assurance-invalidité de longue durée.

2. Comprend le remboursement de congé de maladie non utilisées et la compensation pour les congés parentaux.

3. Le total des éléments peut être différents de la somme en raison des arrondissements.

4. Comprend les congés de maladie utilisés, les congés parentaux et les congés sociaux.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	60	46 139	56 676	-22,8	250	364	46 389	57 040	-23,0	10 695	16 104
Professionnel communic. 2	710	67 697	72 752	-7,5	422	205	68 119	72 957	-7,1	14 431	19 611
Professionnel communic. 3	115	80 124	95 306	-18,9	80	74	80 204	95 380	-18,9	15 574	27 679
Professionnel gest. fin. 1	14	46 470	49 571	-6,7	476	9	46 946	49 580	-5,6 *	11 380	10 720
Professionnel gest. fin. 2	431	66 945	73 899	-10,4	1 035	97	67 980	73 996	-8,9	15 317	17 292
Professionnel gest. fin. 3	15	76 250	97 140	-27,4	76	145	76 326	97 285	-27,5	15 042	26 328
Analyste proc. adm./inform. 1	333	47 400	60 517	-27,7	128	103	47 528	60 620	-27,5	10 554	16 300
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	68 287	78 253	-14,6	339	84	68 626	78 336	-14,1	14 233	19 241
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	80 874	95 806	-18,5	175	79	81 049	95 885	-18,3	15 740	23 978
Ingénieur 1	212	47 971	58 567	-22,1	48	45	48 019	58 612	-22,1	10 423	13 265
Ingénieur 2	537	73 963	83 852	-13,4	91	78	74 054	83 930	-13,3	14 642	21 118
Ingénieur 3	392	90 439	111 649	-23,5	90	79	90 529	111 727	-23,4	16 956	26 432
Professionnel sc. phys. 1	25	47 631	57 982	-21,7	332	101	47 963	58 083	-21,1	11 111	14 448
Professionnel sc. phys. 2	459	74 047	75 850	-2,4 *	939	166	74 986	76 017	-1,4 *	15 770	19 446
Professionnel sc. phys. 3	110	81 542	102 251	-25,4	82	168	81 624	102 419	-25,5	15 726	25 289
Avocat et notaire 1	53	63 908	84 640	-32,4	134	58	64 042	84 698	-32,3	13 330	23 298
Avocat et notaire 2	385	95 042	104 149	-9,6	596	361	95 638	104 511	-9,3	18 269	29 984
Avocat et notaire 3	299	124 828	128 464	-2,9	125	268	124 953	128 733	-3,0	22 010	32 643
Biologiste 1	17	48 486	48 387	0,2 *	48	131	48 534	48 518	0,0 *	10 625	9 896
Biologiste 2	148	67 832	68 975	-1,7 *	68	104	67 899	69 079	-1,7 *	13 751	17 522
Biologiste 3	37	82 577	93 929	-13,7	83	254	82 660	94 182	-13,9	15 835	20 592
Moyenne	...	72 723	82 250	-13,1	332	120	73 055	82 369	-12,7	14 823	20 672
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 920	48 157	53 280	-10,6	446	142	48 603	53 422	-9,9	11 620	15 056
Technicien en administration 3	131	54 506	64 380	-18,1	49	160	54 555	64 540	-18,3	12 224	14 537
Techn. documentation 1-2	742	48 018	50 977	-6,2	319	376	48 337	51 353	-6,2	11 461	16 896
Techn. laboratoire 1-2	2 004	54 020	54 328	-0,6 *	945	234	54 965	54 562	0,7 *	13 319	14 510
Techn. laboratoire 3	486	58 180	57 645	0,9 *	1 022	187	59 201	57 832	2,3 *	14 041	13 577
Technicien en droit 1-2	440	44 271	61 701	-39,4	40	148	44 311	61 849	-39,6	10 070	14 594
Technicien en droit 3	21	54 442	91 603	-68,3	49	24	54 491	91 626	-68,1	12 218	18 016
Technicien génie 1-2	1 444	46 634	69 014	-48,0	282	230	46 916	69 244	-47,6	10 938	20 135
Technicien génie 3	257	54 748	83 337	-52,2	49	138	54 798	83 474	-52,3	12 229	22 647
Techn. informatique 1-2	2 090	49 735	51 365	-3,3 *	360	105	50 094	51 470	-2,7 *	11 727	11 746
Techn. informatique 3	918	55 660	67 094	-20,5	650	185	56 310	67 278	-19,5	13 052	12 585
Technicien en loisir 1-2	474	48 184	47 673	1,1 *	569	616	48 753	48 289	1,0 *	11 850	12 896
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	46 937	63 995	-36,3	854	152	47 791	64 147	-34,2	11 982	18 020
Moyenne	...	49 501	56 213	-13,6	498	187	49 999	56 400	-12,8	11 888	15 060
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	7	32 759	37 406	-14,2 *	20	137	32 779	37 544	-14,5 *	8 037	10 294
Magasinier 1	214	33 769	38 585	-14,3 *	297	110	34 066	38 694	-13,6 *	8 524	9 950
Magasinier 2	924	37 409	53 868	-44,0	433	451	37 842	54 319	-43,5	9 594	18 186
Magasinier 3	28	44 993	62 130	-38,1	222	367	45 215	62 497	-38,2	10 929	24 998
Op. duplicateur 1-2	78	36 525	55 215	-51,2	239	256	36 764	55 472	-50,9	9 183	11 303
Personnel soutien adm. 1	4 445	35 812	37 616	-5,0	514	212	36 326	37 828	-4,1	9 469	11 547
Personnel soutien adm. 2	5 764	39 319	44 644	-13,5	312	108	39 631	44 752	-12,9	9 769	12 779
Personnel soutien adm. 3	2 249	43 743	51 884	-18,6	435	87	44 178	51 970	-17,6	10 855	15 631
Personnel secrétariat 1	1 470	37 288	44 081	-18,2	278	153	37 566	44 233	-17,7	9 480	11 278
Personnel secrétariat 2	9 025	40 898	48 592	-18,8	328	178	41 226	48 770	-18,3	10 206	13 720
Préposé aux renseign. 2	685	42 073	40 485	3,8 *	29	127	42 102	40 612	3,5 *	9 962	11 641
Préposé aux renseign. 3	39	47 513	52 773	-11,1 *	33	103	47 546	52 876	-11,2 *	11 270	13 243
Préposé télécomm. 1-2	234	42 344	48 344	-14,2	25	285	42 370	48 629	-14,8	10 439	13 427
Téléphoniste-récept. 2	253	34 128	37 433	-9,7	529	96	34 657	37 529	-8,3	9 186	9 101
Acheteur 2	148	43 290	51 895	-19,9	483	207	43 773	52 102	-19,0	10 939	12 971
Moyenne	...	39 527	45 716	-15,7	359	168	39 886	45 885	-15,0	9 954	13 181

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
57 084	73 144	-28,1	1 515,1	1 648,2	-8,8	37,68	44,38	-17,8	Professionnels
82 550	92 569	-12,1	1 520,4	1 599,1	-5,2	54,30	57,89	-6,6	Professionnel communic. 1
95 779	123 059	-28,5	1 500,5	1 610,0	-7,3	63,83	76,43	-19,7	Professionnel communic. 2
58 326	60 299	-3,4 *	1 533,8	1 715,8	-11,9	38,03	35,14	7,6 *	Professionnel communic. 3
83 296	91 288	-9,6	1 549,1	1 681,6	-8,6	53,77	54,29	-1,0 *	Professionnel gest. fin. 1
91 368	123 613	-35,3	1 500,5	1 586,7	-5,7	60,89	77,90	-27,9	Professionnel gest. fin. 2
58 083	76 920	-32,4	1 505,5	1 665,1	-10,6	38,58	46,19	-19,7	Professionnel gest. fin. 3
82 859	97 578	-17,8	1 514,5	1 672,8	-10,5	54,71	58,33	-6,6	Analyste proc. adm./inform. 1
96 789	119 862	-23,8	1 504,0	1 636,8	-8,8	64,35	73,23	-13,8	Analyste proc. adm./inform. 2
58 442	71 877	-23,0	1 500,5	1 763,8	-17,6	38,95	40,75	-4,6	Analyste proc. adm./inform. 3
88 696	105 048	-18,4	1 503,4	1 726,1	-14,8	59,00	60,86	-3,2 *	Ingénieur 1
107 485	138 159	-28,5	1 500,5	1 697,5	-13,1	71,63	81,39	-13,6	Ingénieur 2
59 074	72 531	-22,8	1 517,7	1 742,8	-14,8	38,92	41,62	-6,9 *	Ingénieur 3
90 755	95 463	-5,2 *	1 532,9	1 654,9	-8,0	59,21	57,69	2,6 *	Professionnel sc. phys. 1
97 350	127 708	-31,2	1 500,5	1 622,6	-8,1	64,88	78,71	-21,3	Professionnel sc. phys. 2
77 372	107 996	-39,6	1 503,5	1 614,3	-7,4	51,46	66,90	-30,0	Professionnel sc. phys. 3
113 907	134 494	-18,1	1 514,6	1 617,5	-6,8	75,20	83,15	-10,6	Avocat et notaire 1
146 962	161 376	-9,8	1 500,5	1 597,6	-6,5	97,94	101,01	-3,1	Avocat et notaire 2
59 159	58 414	1,3 *	1 500,5	1 727,7	-15,1	39,43	33,81	14,2	Avocat et notaire 3
81 651	86 601	-6,1 *	1 500,5	1 657,3	-10,4	54,42	52,25	4,0 *	Biologiste 1
98 495	114 774	-16,5	1 500,5	1 634,8	-9,0	65,64	70,21	-7,0 *	Biologiste 2
									Biologiste 3
87 878	103 042	-17,3	1 512,8	1 661,4	-9,8	58,11	62,14	-6,9	Moyenne
									Techniciens
60 223	68 478	-13,7	1 516,6	1 636,9	-7,9	39,71	41,83	-5,4	Technicien en administration 1-2
66 780	79 077	-18,4	1 485,9	1 648,4	-10,9	44,94	47,97	-6,7	Technicien en administration 3
59 798	68 249	-14,1	1 536,6	1 513,3	1,5	38,92	45,10	-15,9	Techn. documentation 1-2
68 284	69 072	-1,2 *	1 535,3	1 689,0	-10,0	44,48	40,89	8,1 *	Techn. laboratoire 1-2
73 243	71 409	2,5 *	1 535,7	1 648,5	-7,3	47,69	43,32	9,2 *	Techn. laboratoire 3
54 381	76 443	-40,6	1 485,9	1 598,1	-7,6	36,60	47,83	-30,7	Technicien en droit 1-2
66 710	109 643	-64,4	1 485,9	1 564,8	-5,3	44,90	70,07	-56,1	Technicien en droit 3
57 855	89 379	-54,5	1 527,3	1 726,6	-13,1	37,88	51,77	-36,7	Technicien génie 1-2
67 027	106 122	-58,3	1 485,9	1 604,4	-8,0	45,11	66,14	-46,6	Technicien génie 3
61 822	63 216	-2,3 *	1 524,0	1 709,1	-12,1	40,56	36,99	8,8	Techn. informatique 1-2
69 361	79 863	-15,1	1 537,8	1 708,2	-11,1	45,10	46,75	-3,7 *	Techn. informatique 3
60 604	61 185	-1,0 *	1 544,0	1 599,0	-3,6	39,25	38,26	2,5 *	Technicien en loisir 1-2
59 773	82 167	-37,5	1 537,7	1 774,5	-15,4	38,87	46,30	-19,1 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
61 887	71 459	-15,5	1 523,0	1 659,4	-9,0	40,63	43,06	-6,0	Moyenne
									Employés de bureau
40 816	47 838	-17,2 *	1 527,3	1 714,9	-12,3	26,72	27,90	-4,4 *	Préposé photocopie 2
42 590	48 645	-14,2 *	1 564,3	1 803,5	-15,3	27,23	26,97	0,9 *	Magasinier 1
47 436	72 505	-52,8	1 543,0	1 691,5	-9,6	30,74	42,86	-39,4	Magasinier 2
56 144	87 495	-55,8	1 551,9	1 747,1	-12,6	36,18	50,08	-38,4	Magasinier 3
45 947	66 775	-45,3	1 543,6	1 664,7	-7,8	29,77	40,11	-34,8	Op. duplicateur 1-2
45 794	49 375	-7,8	1 540,1	1 647,4	-7,0	29,74	29,97	-0,8 *	Personnel soutien adm. 1
49 400	57 531	-16,5	1 529,6	1 625,7	-6,3	32,30	35,39	-9,6	Personnel soutien adm. 2
55 032	67 601	-22,8	1 541,1	1 617,3	-4,9	35,71	41,80	-17,0	Personnel soutien adm. 3
47 046	55 511	-18,0	1 551,0	1 595,1	-2,8	30,33	34,80	-14,7	Personnel secrétariat 1
51 432	62 490	-21,5	1 530,3	1 598,4	-4,4	33,61	39,10	-16,3	Personnel secrétariat 2
52 064	52 253	-0,4 *	1 489,5	1 701,6	-14,2	34,95	30,71	12,1 *	Préposé aux renseign. 2
58 816	66 119	-12,4 *	1 489,5	1 700,7	-14,2	39,49	38,88	1,5 *	Préposé aux renseign. 3
52 809	62 056	-17,5	1 667,2	1 780,9	-6,8	31,68	34,85	-10,0 *	Préposé télécomm. 1-2
43 843	46 629	-6,4	1 540,7	1 685,2	-9,4	28,46	27,67	2,8 *	Téléphoniste-récept. 2
54 712	65 072	-18,9	1 546,2	1 688,1	-9,2	35,38	38,55	-8,9 *	Acheteur 2
49 840	59 065	-18,5	1 535,4	1 627,3	-6,0	32,47	36,33	-11,9	Moyenne

Annexe C-1

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché
		québ.			québ.		québ.			québ.	
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	623	37 187	44 639	-20,0	472	164	37 659	44 803	-19,0	10 128	11 046
Concierge	2 179	38 809	43 011	-10,8	229	237	39 039	43 247	-10,8	10 002	12 272
Cuisinier 1	11	41 069	34 438	16,1 *	242	60	41 311	34 498	16,5 *	10 515	6 690
Cuisinier 2	945	42 967	40 604	5,5 *	514	163	43 481	40 766	6,2 *	11 274	9 201
Cuisinier 3	22	44 683	48 826	-9,3 *	197	41	44 880	48 867	-8,9 *	10 613	9 571
Gardien 2	279	35 109	35 099	0,0 *	309	186	35 418	35 285	0,4 *	8 972	5 876
Journalier/préposé terr. 2	141	35 173	48 371	-37,5	447	482	35 620	48 854	-37,2	9 680	15 231
Préposé cuisine/café. 2	2 411	36 935	25 370	31,3	463	47	37 399	25 417	32,0	10 053	4 805
Préposé entretien lourd 2	735	34 370	33 754	1,8 *	437	91	34 807	33 846	2,8 *	9 510	7 405
Ouvrier entret. mainten. 2	387	38 824	47 180	-21,5	493	180	39 317	47 359	-20,5	10 478	12 108
Préposé entretien léger 2	3 864	36 085	36 146	-0,2 *	457	129	36 542	36 274	0,7 *	9 883	7 927
Moyenne	...	37 405	36 690	1,9 *	419	142	37 824	36 833	2,6 *	10 054	8 618
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	122	37 938	46 822	-23,4	404	78	38 342	46 900	-22,3	10 002	14 295
Conducteur véh. lourds 2	124	41 109	49 038	-19,3	346	174	41 455	49 212	-18,7	10 670	11 598
Électricien entretien 2	361	47 365	66 500	-40,4	348	205	47 713	66 704	-39,8	11 676	25 878
Électricien entretien 3	67	49 687	67 171	-35,2	580	43	50 267	67 214	-33,7	12 656	21 633
Mécanicien véh. motor. 1	19	44 232	49 944	-12,9 *	142	268	44 374	50 211	-13,2 *	10 165	12 589
Mécanicien véh. motor. 2	156	46 746	58 143	-24,4	87	357	46 833	58 500	-24,9	10 423	17 444
Mécanicien entret. Millwright 2	270	46 908	62 137	-32,5	591	135	47 499	62 272	-31,1	12 211	19 863
Menuisier entretien 2	292	45 178	57 264	-26,8	477	648	45 655	57 912	-26,8	11 647	19 596
Ouvrier de voirie 2	128	36 034	49 743	-38,0	47	367	36 081	50 110	-38,9	7 821	20 856
Ouvrier cert. entretien 2	932	44 666	59 020	-32,1	341	256	45 008	59 276	-31,7	11 156	19 306
Peintre entretien 2	120	41 456	57 668	-39,1	388	526	41 844	58 195	-39,1	10 694	18 794
Machiniste 2	45	46 746	60 562	-29,6	388	157	47 134	60 719	-28,8	11 769	17 106
Conducteur d'équip. lourds 2	237	41 428	54 512	-31,6	54	346	41 482	54 859	-32,2	9 016	21 073
Moyenne	...	44 946	58 570	-30,3	327	270	45 273	58 840	-30,0	11 021	20 100
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	46 782	52 819	-12,9	399	167	47 182	52 986	-12,3	11 225	14 343

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
47 787	55 849	-16,9	1 683,3	1 725,6	-2,5 *	28,39	32,37	-14,0	Employés de service
49 041	55 519	-13,2	1 716,2	1 749,8	-2,0	28,58	31,73	-11,0 *	Préposé buanderie 2
51 827	41 187	20,5	1 716,3	1 805,7	-5,2	30,20	22,81	24,5	Concierge
54 755	49 967	8,7 *	1 681,4	1 788,5	-6,4	32,56	27,94	14,2	Cuisinier 1
55 493	58 438	-5,3 *	1 683,6	1 869,9	-11,1	32,96	31,25	5,2 *	Cuisinier 2
44 390	41 161	7,3	1 680,1	1 867,6	-11,2	26,42	22,04	16,6	Cuisinier 3
45 300	64 085	-41,5	1 666,0	1 761,4	-5,7	27,19	36,38	-33,8	Gardien 2
47 452	30 221	36,3	1 682,9	1 767,6	-5,0	28,20	17,10	39,4	Journalier/préposé terr. 2
44 317	41 250	6,9	1 683,3	1 691,8	-0,5 *	26,33	24,38	7,4	Préposé cuisine/café. 2
49 795	59 467	-19,4	1 683,3	1 752,7	-4,1	29,58	33,93	-14,7	Préposé entretien lourd 2
46 425	44 202	4,8 *	1 683,5	1 713,2	-1,8 *	27,58	25,80	6,4 *	Ouvrier entret. mainten. 2
47 878	45 451	5,1 *	1 688,9	1 743,1	-3,2	28,35	26,09	8,0	Préposé entretien léger 2
48 344	61 196	-26,6	1 688,5	1 772,6	-5,0	28,63	34,52	-20,6	Moyenne
52 125	60 810	-16,7	1 704,0	1 904,6	-11,8	30,59	31,93	-4,4 *	Ouvriers
59 389	92 582	-55,9	1 700,6	1 730,4	-1,8 *	34,92	53,50	-53,2	Conducteur véh. légers 2
62 923	88 847	-41,2	1 678,4	1 735,3	-3,4	37,49	51,20	-36,6	Conducteur véh. lourds 2
54 539	62 800	-15,1 *	1 658,8	1 820,0	-9,7	32,88	34,51	-4,9 *	Électricien entretien 2
57 256	75 944	-32,6	1 647,1	1 763,0	-7,0	34,76	43,08	-23,9	Électricien entretien 3
59 710	82 134	-37,6	1 683,8	1 769,4	-5,1	35,46	46,42	-30,9	Mécanicien véh. motor. 1
57 302	77 509	-35,3	1 692,2	1 712,2	-1,2 *	33,86	45,27	-33,7	Mécanicien véh. motor. 2
43 902	70 966	-61,6	1 628,7	1 677,5	-3,0	26,96	42,30	-56,9	Mécanicien entret. Millwright 2
56 164	78 582	-39,9	1 704,7	1 698,8	0,3 *	32,95	46,26	-40,4	Menuisier entretien 2
52 538	76 989	-46,5	1 698,2	1 708,8	-0,6 *	30,94	45,05	-45,6	Ouvrier de voirie 2
58 903	77 824	-32,1	1 702,6	1 781,0	-4,6	34,60	43,70	-26,3	Ouvrier cert. entretien 2
50 498	75 931	-50,4	1 628,7	1 662,9	-2,1 *	31,01	45,66	-47,3	Peintre entretien 2
56 294	78 940	-40,2	1 681,6	1 721,8	-2,4	33,47	46,00	-37,4	Machiniste 2
58 407	67 329	-15,3	1 563,4	1 665,6	-6,5	37,59	40,55	-7,9	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
									Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	60	46 139	52 233	-13,2	250	5	46 389	52 238	-12,6	10 695	12 384
Professionnel communic. 2	710	67 697	67 805	-0,2 *	422	103	68 119	67 908	0,3 *	14 431	17 817
Professionnel communic. 3	115	80 124	102 798	-28,3	80	158	80 204	102 956	-28,4	15 574	28 750
Professionnel gest. fin. 1	14	46 470	47 580	-2,4 *	476	5	46 946	47 584	-1,4 *	11 380	9 423
Professionnel gest. fin. 2	431	66 945	73 792	-10,2	1 035	36	67 980	73 827	-8,6	15 317	16 597
Professionnel gest. fin. 3	15	76 250	101 882	-33,6	76	128	76 326	102 011	-33,7	15 042	27 320
Analyste proc. adm./inform. 1	333	47 400	58 449	-23,3	128	4	47 528	58 453	-23,0	10 554	13 957
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	68 287	77 908	-14,1	339	18	68 626	77 927	-13,6	14 233	18 006
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	80 874	96 600	-19,4	175	41	81 049	96 641	-19,2	15 740	22 182
Ingénieur 1	212	47 971	58 475	-21,9	48	45	48 019	58 521	-21,9	10 423	13 111
Ingénieur 2	537	73 963	81 456	-10,1	91	11	74 054	81 467	-10,0	14 642	18 858
Ingénieur 3	392	90 439	111 282	-23,0	90	42	90 529	111 324	-23,0	16 956	24 441
Professionnel sc. phys. 1	25	47 631	57 945	-21,7	332	112	47 963	58 057	-21,0	11 111	14 103
Professionnel sc. phys. 2	459	74 047	66 573	10,1	939	244	74 986	66 817	10,9	15 770	13 581
Professionnel sc. phys. 3	110	81 542	93 707	-14,9	82	321	81 624	94 028	-15,2	15 726	16 944
Avocat et notaire 1	53	63 908	64 790	-1,4 *	134	171	64 042	64 961	-1,4 *	13 330	16 125
Avocat et notaire 2	385	95 042	94 124	1,0 *	596	40	95 638	94 164	1,5 *	18 269	27 151
Avocat et notaire 3	299	124 828	128 500	-2,9 *	125	417	124 953	128 917	-3,2	22 010	34 834
Biologiste 1	17	48 486	47 633	1,8 *	48	108	48 534	47 742	1,6 *	10 625	9 389
Biologiste 2	148	67 832	58 157	14,3	68	74	67 899	58 231	14,2	13 751	11 623
Biologiste 3	37	82 577	86 523	-4,8	83	445	82 660	86 968	-5,2	15 835	12 591
Moyenne	...	72 723	79 736	-9,6	332	72	73 055	79 808	-9,2	14 823	18 524
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 920	48 157	51 102	-6,1	446	68	48 603	51 170	-5,3	11 620	12 718
Technicien en administration 3	131	54 506	64 747	-18,8	49	60	54 555	64 808	-18,8	12 224	13 356
Techn. documentation 1-2	742	48 018	48 240	-0,5 *	319	202	48 337	48 441	-0,2 *	11 461	13 720
Techn. laboratoire 1-2	2 004	54 020	53 626	0,7 *	945	225	54 965	53 851	2,0 *	13 319	13 552
Techn. laboratoire 3	486	58 180	54 179	6,9 *	1 022	209	59 201	54 388	8,1 *	14 041	11 485
Technicien en droit 1-2	440	44 271	63 674	-43,8	40	82	44 311	63 757	-43,9	10 070	14 507
Technicien en droit 3	21	54 442	92 480	-69,9	49	0	54 491	92 480	-69,7	12 218	17 652
Technicien génie 1-2	1 444	46 634	69 221	-48,4	282	175	46 916	69 396	-47,9	10 938	19 543
Technicien génie 3	257	54 748	86 052	-57,2	49	93	54 798	86 145	-57,2	12 229	17 535
Techn. informatique 1-2	2 090	49 735	50 470	-1,5 *	360	64	50 094	50 534	-0,9 *	11 727	10 812
Techn. informatique 3	918	55 660	68 128	-22,4	650	63	56 310	68 191	-21,1	13 052	12 089
Technicien en loisir 1-2	474	48 184	41 962	12,9	569	399	48 753	42 360	13,1	11 850	7 595
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	46 937	63 415	-35,1	854	14	47 791	63 428	-32,7	11 982	17 713
Moyenne	...	49 501	54 796	-10,7	498	114	49 999	54 910	-9,8	11 888	13 253
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	7	32 759	35 957	-9,8 *	20	125	32 779	36 082	-10,1 *	8 037	9 164
Magasinier 1	214	33 769	37 442	-10,9 *	297	73	34 066	37 515	-10,1 *	8 524	8 545
Maqasinier 2	924	37 409	54 805	-46,5	433	552	37 842	55 357	-46,3	9 594	18 276
Magasinier 3	28	44 993	63 540	-41,2	222	345	45 215	63 885	-41,3	10 929	25 368
Op. duplicateur 1-2	78	36 525	55 318	-51,5	239	264	36 764	55 581	-51,2	9 183	10 986
Personnel soutien adm. 1	4 445	35 812	36 263	-1,3 *	514	104	36 326	36 366	-0,1 *	9 469	9 173
Personnel soutien adm. 2	5 764	39 319	42 156	-7,2	312	83	39 631	42 238	-6,6	9 769	10 637
Personnel soutien adm. 3	2 249	43 743	49 673	-13,6	435	96	44 178	49 769	-12,7	10 855	10 206
Personnel secrétariat 1	1 470	37 288	43 564	-16,8	278	79	37 566	43 643	-16,2	9 480	9 737
Personnel secrétariat 2	9 025	40 898	47 878	-17,1	328	77	41 226	47 955	-16,3	10 206	12 014
Préposé aux renseign. 2	685	42 073	38 736	7,9 *	29	37	42 102	38 773	7,9 *	9 962	9 865
Préposé aux renseign. 3	39	47 513	53 702	-13,0 *	33	41	47 546	53 744	-13,0 *	11 270	13 696
Préposé télécomm. 1-2	234	42 344	43 985	-3,9 *	25	75	42 370	44 060	-4,0 *	10 439	8 393
Téléphoniste-récept. 2	253	34 128	36 333	-6,5	529	66	34 657	36 399	-5,0 *	9 186	8 310
Acheteur 2	148	43 290	51 208	-18,3	483	124	43 773	51 332	-17,3	10 939	10 731
Moyenne	...	39 515	44 343	-12,2	359	102	39 874	44 445	-11,5	9 951	10 979

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
57 084	64 622	-13,2	1 515,1	1 722,9	-13,7	37,68	37,51	0,5 *	Professionnels
82 550	85 725	-3,8 *	1 520,4	1 662,2	-9,3	54,30	51,57	5,0 *	Professionnel communic. 1
95 779	131 706	-37,5	1 500,5	1 674,1	-11,6	63,83	78,67	-23,2	Professionnel communic. 2
58 326	57 007	2,3 *	1 533,8	1 751,2	-14,2	38,03	32,55	14,4	Professionnel communic. 3
83 296	90 425	-8,6	1 549,1	1 723,3	-11,2	53,77	52,47	2,4 *	Professionnel gest. fin. 1
91 368	129 331	-41,5	1 500,5	1 637,0	-9,1	60,89	79,00	-29,7	Professionnel gest. fin. 2
58 083	72 409	-24,7	1 505,5	1 739,9	-15,6	38,58	41,62	-7,9 *	Professionnel gest. fin. 3
82 859	95 933	-15,8	1 514,5	1 730,1	-14,2	54,71	55,45	-1,4 *	Analyste proc. adm./inform. 1
96 789	118 823	-22,8	1 504,0	1 697,1	-12,8	64,35	70,01	-8,8	Analyste proc. adm./inform. 2
58 442	71 632	-22,6	1 500,5	1 768,0	-17,8	38,95	40,52	-4,0	Analyste proc. adm./inform. 3
88 696	100 324	-13,1	1 503,4	1 772,5	-17,9	59,00	56,60	4,1 *	Ingénieur 1
107 485	135 765	-26,3	1 500,5	1 740,3	-16,0	71,63	78,01	-8,9	Ingénieur 2
59 074	72 160	-22,2	1 517,7	1 760,0	-16,0	38,92	41,00	-5,3 *	Ingénieur 3
90 755	80 398	11,4	1 532,9	1 720,8	-12,3	59,21	46,72	21,1	Professionnel sc. phys. 1
97 350	110 973	-14,0	1 500,5	1 712,7	-14,1	64,88	64,80	0,1 *	Professionnel sc. phys. 2
77 372	81 086	-4,8 *	1 503,5	1 685,1	-12,1	51,46	48,12	6,5 *	Professionnel sc. phys. 3
113 907	121 315	-6,5	1 514,6	1 689,2	-11,5	75,20	71,82	4,5	Avocat et notaire 1
146 962	163 751	-11,4	1 500,5	1 653,0	-10,2	97,94	99,06	-1,1 *	Avocat et notaire 2
59 159	57 131	3,4 *	1 500,5	1 733,6	-15,5	39,43	32,95	16,4	Avocat et notaire 3
81 651	69 854	14,4	1 500,5	1 734,6	-15,6	54,42	40,27	26,0	Biologiste 1
98 495	99 559	-1,1 *	1 500,5	1 703,1	-13,5	65,64	58,46	10,9	Biologiste 2
87 878	98 332	-11,9	1 512,8	1 719,7	-13,7	58,11	57,27	1,4 *	Biologiste 3
60 223	63 888	-6,1	1 516,6	1 702,4	-12,3	39,71	37,53	5,5	Moyenne
66 780	78 164	-17,0	1 485,9	1 699,2	-14,4	44,94	46,00	-2,4 *	Techniciens
59 798	62 161	-4,0 *	1 536,6	1 584,3	-3,1 *	38,92	39,24	-0,8 *	Technicien en administration 1-2
68 284	67 403	1,3 *	1 535,3	1 727,7	-12,5	44,48	39,01	12,3	Technicien en administration 3
73 243	65 873	10,1 *	1 535,7	1 719,4	-12,0	47,69	38,31	19,7 *	Techn. documentation 1-2
54 381	78 264	-43,9	1 485,9	1 636,7	-10,1	36,60	47,82	-30,7	Techn. laboratoire 1-2
66 710	110 132	-65,1	1 485,9	1 566,5	-5,4	44,90	70,30	-56,6	Techn. laboratoire 3
57 855	88 940	-53,7	1 527,3	1 761,7	-15,3	37,88	50,49	-33,3	Technicien en droit 1-2
67 027	103 681	-54,7	1 485,9	1 742,2	-17,3	45,11	59,51	-31,9	Technicien en droit 3
61 822	61 346	0,8 *	1 524,0	1 741,3	-14,3	40,56	35,23	13,2	Technicien génie 1-2
69 361	80 279	-15,7	1 537,8	1 761,2	-14,5	45,10	45,58	-1,1 *	Technicien génie 3
60 604	49 956	17,6	1 544,0	1 655,7	-7,2	39,25	30,17	23,1	Techn. informatique 1-2
59 773	81 141	-35,7	1 537,7	1 814,6	-18,0	38,87	44,72	-15,0 *	Techn. informatique 3
61 887	68 163	-10,1	1 523,0	1 714,0	-12,5	40,63	39,72	2,2 *	Technicien en loisir 1-2
40 816	45 247	-10,9 *	1 527,3	1 794,5	-17,5	26,72	25,21	5,6 *	Techn. hygiène du trav. 1-2
42 590	46 061	-8,1 *	1 564,3	1 828,0	-16,9	27,23	25,20	7,5 *	Moyenne
47 436	73 634	-55,2	1 543,0	1 758,5	-14,0	30,74	41,87	-36,2	Employés de bureau
56 144	89 253	-59,0	1 551,9	1 803,9	-16,2	36,18	49,48	-36,8	Préposé photocopie 2
45 947	66 567	-44,9	1 543,6	1 669,2	-8,1	29,77	39,88	-34,0	Magasinier 1
45 794	45 539	0,6 *	1 540,1	1 717,1	-11,5	29,74	26,52	10,8	Magasinier 2
49 400	52 876	-7,0	1 529,6	1 699,8	-11,1	32,30	31,11	3,7	Magasinier 3
55 032	59 976	-9,0	1 541,1	1 730,7	-12,3	35,71	34,65	3,0 *	Op. duplicateur 1-2
47 046	53 380	-13,5	1 551,0	1 682,0	-8,4	30,33	31,74	-4,6 *	Personnel soutien adm. 1
51 432	59 969	-16,6	1 530,3	1 669,9	-9,1	33,61	35,91	-6,8	Personnel soutien adm. 2
52 064	48 638	6,6 *	1 489,5	1 756,5	-17,9	34,95	27,69	20,8	Personnel soutien adm. 3
58 816	67 440	-14,7 *	1 489,5	1 743,9	-17,1	39,49	38,67	2,1 *	Personnel secrétariat 1
52 809	52 453	0,7 *	1 667,2	1 856,0	-11,3	31,68	28,26	10,8	Personnel secrétariat 2
43 843	44 709	-2,0 *	1 540,7	1 716,1	-11,4	28,46	26,05	8,4	Préposé aux renseign. 2
54 712	62 063	-13,4 *	1 546,2	1 752,3	-13,3	35,38	35,42	-0,1 *	Préposé aux renseign. 3
49 825	55 425	-11,2	1 535,2	1 701,6	-10,8	32,46	32,60	-0,4 *	Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-2

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché
		québ.			québ.		québ.			québ.	
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	623	37 187	44 101	-18,6	472	173	37 659	44 274	-17,6	10 128	10 671
Concierge	2 179	38 809	42 148	-8,6 *	229	160	39 039	42 308	-8,4 *	10 002	10 936
Cuisinier 1	11	41 069	33 912	17,4	242	61	41 311	33 973	17,8	10 515	6 386
Cuisinier 2	945	42 967	39 364	8,4 *	514	133	43 481	39 497	9,2 *	11 274	8 361
Cuisinier 3	22	44 683	48 000	-7,4 *	197	12	44 880	48 011	-7,0 *	10 613	8 793
Gardien 2	279	35 109	34 637	1,3	309	186	35 418	34 823	1,7	8 972	5 575
Préposé cuisine/café. 2	2 411	36 935	25 067	32,1	463	46	37 399	25 113	32,9	10 053	4 640
Préposé entretien lourd 2	735	34 370	32 246	6,2	437	80	34 807	32 325	7,1	9 510	6 439
Ouvrier entret. mainten. 2	387	38 824	44 962	-15,8	493	119	39 317	45 081	-14,7	10 478	9 734
Préposé entretien léger 2	3 864	36 085	35 837	0,7 *	457	118	36 542	35 955	1,6 *	9 883	7 689
Moyenne	...	37 405	35 995	3,8 *	419	114	37 824	36 109	4,5 *	10 054	7 939
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	122	37 938	43 775	-15,4	404	79	38 342	43 853	-14,4	10 002	10 468
Conducteur véh. lourds 2	124	41 109	48 628	-18,3	346	154	41 455	48 782	-17,7	10 670	11 095
Électricien entretien 2	361	47 365	68 569	-44,8	348	89	47 713	68 657	-43,9	11 676	24 837
Mécanicien véh. motor. 1	19	44 232	44 782	-1,2 *	142	302	44 374	45 084	-1,6 *	10 165	9 162
Mécanicien véh. motor. 2	156	46 746	54 858	-17,4	87	166	46 833	55 023	-17,5	10 423	12 775
Mécanicien entret. Millwright 2	270	46 908	62 139	-32,5	591	101	47 499	62 239	-31,0	12 211	19 922
Menuisier entretien 2	292	45 178	54 704	-21,1	477	419	45 655	55 122	-20,7	11 647	15 877
Ouvrier cert. entretien 2	932	44 666	58 503	-31,0	341	266	45 008	58 768	-30,6	11 156	15 518
Peintre entretien 2	120	41 456	63 236	-52,5	388	35	41 844	63 271	-51,2	10 694	21 832
Machiniste 2	45	46 746	66 502	-42,3	388	221	47 134	66 723	-41,6	11 769	21 436
Conducteur d'équip. lourds 2	237	41 428	54 042	-30,4	54	49	41 482	54 091	-30,4	9 016	12 547
Moyenne	...	45 133	59 306	-31,4	358	185	45 491	59 491	-30,8	11 201	17 296
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	46 802	51 464	-10,0	401	107	47 203	51 571	-9,3	11 235	12 450

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
47 787	54 945	-15,0	1 683,3	1 726,6	-2,6 *	28,39	31,82	-12,1	Employés de service
49 041	53 244	-8,6 *	1 716,2	1 757,6	-2,4	28,58	30,29	-6,0 *	Préposé buanderie 2
51 827	40 359	22,1	1 716,3	1 809,1	-5,4	30,20	22,31	26,1	Concierge
54 755	47 858	12,6 *	1 681,4	1 825,7	-8,6	32,56	26,21	19,5	Cuisinier 1
55 493	56 804	-2,4 *	1 683,6	1 902,1	-13,0	32,96	29,86	9,4 *	Cuisinier 2
44 390	40 397	9,0	1 680,1	1 874,9	-11,6	26,42	21,55	18,4	Cuisinier 3
47 452	29 753	37,3	1 682,9	1 769,1	-5,1	28,20	16,82	40,4	Gardien 2
44 317	38 765	12,5	1 683,3	1 697,1	-0,8 *	26,33	22,84	13,2	Préposé cuisine/café. 2
49 795	54 815	-10,1	1 683,3	1 788,8	-6,3	29,58	30,64	-3,6 *	Préposé entretien lourd 2
46 425	43 644	6,0 *	1 683,5	1 723,5	-2,4 *	27,58	25,32	8,2 *	Ouvrier entret. mainten. 2
47 878	44 048	8,0 *	1 688,9	1 755,0	-3,9	28,35	25,10	11,4	Préposé entretien léger 2
									Moyenne
									Ouvriers
48 344	54 322	-12,4 *	1 688,5	1 836,0	-8,7	28,63	29,59	-3,3 *	Conducteur véh. légers 2
52 125	59 877	-14,9	1 704,0	1 921,2	-12,7	30,59	31,17	-1,9 *	Conducteur véh. lourds 2
59 389	93 494	-57,4	1 700,6	1 774,7	-4,4	34,92	52,68	-50,9	Électricien entretien 2
54 539	54 246	0,5 *	1 658,8	1 844,9	-11,2	32,88	29,40	10,6	Mécanicien véh. motor. 1
57 256	67 798	-18,4	1 647,1	1 826,9	-10,9	34,76	37,11	-6,8 *	Mécanicien véh. motor. 2
59 710	82 162	-37,6	1 683,8	1 769,7	-5,1	35,46	46,43	-30,9	Mécanicien entret. Millwright 2
57 302	71 000	-23,9 *	1 692,2	1 764,5	-4,3	33,86	40,24	-18,8 *	Menuisier entretien 2
56 164	74 287	-32,3	1 704,7	1 806,9	-6,0	32,95	41,11	-24,8	Ouvrier cert. entretien 2
52 538	85 103	-62,0	1 698,2	1 689,6	0,5 *	30,94	50,37	-62,8	Peintre entretien 2
58 903	88 159	-49,7	1 702,6	1 748,8	-2,7	34,60	50,41	-45,7	Machiniste 2
50 498	66 638	-32,0	1 628,7	1 814,4	-11,4	31,01	36,73	-18,5 *	Conducteur d'équip. lourds 2
56 691	76 787	-35,4	1 687,6	1 791,7	-6,2	33,59	42,97	-27,9	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
58 438	64 022	-9,6	1 563,0	1 721,1	-10,1	37,62	37,23	1,0 *	Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	60	46 139	62 645	-35,8	250	845	46 389	63 491	-36,9	10 695	21 101
Professionnel communic. 2	710	67 697	76 292	-12,7	422	278	68 119	76 570	-12,4	14 431	20 895
Professionnel communic. 3	115	80 124	92 688	-15,7	80	45	80 204	92 733	-15,6	15 574	27 305
Professionnel gest. fin. 2	431	66 945	74 249	-10,9	1 035	299	67 980	74 548	-9,7	15 317	19 564
Professionnel gest. fin. 3	15	76 250	93 289	-22,3	76	159	76 326	93 449	-22,4	15 042	25 521
Analyste proc. adm./inform. 1	333	47 400	63 282	-33,5	128	235	47 528	63 518	-33,6	10 554	19 434
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	68 287	79 060	-15,8	339	237	68 626	79 297	-15,5	14 233	22 139
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	80 874	94 674	-17,1	175	132	81 049	94 806	-17,0	15 740	26 537
Ingénieur 1	212	47 971	63 024	-31,4	48	37	48 019	63 060	-31,3	10 423	20 715
Ingénieur 2	537	73 963	92 863	-25,6	91	328	74 054	93 191	-25,8	14 642	29 620
Ingénieur 3	392	90 439	112 966	-24,9	90	209	90 529	113 175	-25,0	16 956	33 590
Professionnel sc. phys. 2	459	74 047	85 705	-15,7	939	84	74 986	85 789	-14,4	15 770	25 676
Avocat et notaire 1	53	63 908	92 308	-44,4	134	15	64 042	92 323	-44,2	13 330	26 069
Avocat et notaire 2	385	95 042	112 340	-18,2	596	624	95 638	112 964	-18,1	18 269	32 298
Avocat et notaire 3	299	124 828	128 434	-2,9	125	145	124 953	128 579	-2,9	22 010	30 820
Moyenne	...	72 723	85 462	-17,5	332	224	73 055	85 687	-17,3	14 823	24 418
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 920	48 157	55 895	-16,1	446	230	48 603	56 126	-15,5	11 620	17 862
Technicien en administration 3	131	54 506	63 512	-16,5	49	396	54 555	63 907	-17,1	12 224	17 333
Techn. documentation 1-2	742	48 018	51 574	-7,4	319	414	48 337	51 988	-7,6	11 461	17 588
Techn. laboratoire 1-2	2 004	54 020	57 116	-5,7	945	271	54 965	57 387	-4,4	13 319	18 315
Techn. laboratoire 3	486	58 180	65 306	-12,2	1 022	137	59 201	65 443	-10,5	14 041	18 199
Technicien en droit 1-2	440	44 271	59 772	-35,0	40	212	44 311	59 984	-35,4	10 070	14 678
Technicien génie 1-2	1 444	46 634	68 060	-45,9	282	481	46 916	68 540	-46,1	10 938	22 869
Technicien génie 3	257	54 748	81 795	-49,4	49	163	54 798	81 958	-49,6	12 229	25 550
Techn. informatique 1-2	2 090	49 735	56 720	-14,0	360	349	50 094	57 070	-13,9	11 727	17 337
Techn. informatique 3	918	55 660	63 314	-13,8	650	630	56 310	63 944	-13,6	13 052	14 397
Technicien en loisir 1-2	474	48 184	54 562	-13,2	569	879	48 753	55 441	-13,7	11 850	19 289
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	46 937	68 350	-45,6	854	1 186	47 791	69 536	-45,5	11 982	20 327
Moyenne	...	49 499	58 571	-18,3	498	358	49 997	58 928	-17,9	11 888	18 247
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	7	32 759	40 537	-23,7	20	162	32 779	40 699	-24,2	8 037	12 733
Magasinier 1	214	33 769	47 024	-39,3	297	382	34 066	47 406	-39,2	8 524	20 329
Magasinier 2	924	37 409	52 610	-40,6	433	316	37 842	52 926	-39,9	9 594	18 066
Magasinier 3	28	44 993	59 031	-31,2	222	415	45 215	59 446	-31,5	10 929	24 186
Op. duplicateur 1-2	78	36 525	52 965	-45,0	239	89	36 764	53 054	-44,3	9 183	18 299
Personnel soutien adm. 1	4 445	35 812	40 614	-13,4	514	452	36 326	41 067	-13,1	9 469	16 809
Personnel soutien adm. 2	5 764	39 319	48 110	-22,4	312	144	39 631	48 254	-21,8	9 769	15 762
Personnel soutien adm. 3	2 249	43 743	52 478	-20,0	435	84	44 178	52 562	-19,0	10 855	17 089
Personnel secrétariat 1	1 470	37 288	44 736	-20,0	278	245	37 566	44 982	-19,7	9 480	13 233
Personnel secrétariat 2	9 025	40 898	49 634	-21,4	328	325	41 226	49 959	-21,2	10 206	16 206
Préposé aux renseign. 2	685	42 073	46 392	-10,3	29	432	42 102	46 824	-11,2	9 962	17 640
Préposé aux renseign. 3	39	47 513	48 807	-2,7	33	365	47 546	49 172	-3,4	11 270	11 313
Préposé télécomm. 1-2	234	42 344	54 296	-28,2	25	571	42 370	54 867	-29,5	10 439	20 301
Téléphoniste-récept. 2	253	34 128	42 701	-25,1	529	238	34 657	42 940	-23,9	9 186	12 885
Acheteur 2	148	43 290	52 997	-22,4	483	340	43 773	53 337	-21,8	10 939	16 564
Moyenne	...	39 527	47 758	-20,8	359	285	39 886	48 043	-20,5	9 954	16 272

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
57 084	84 591	-48,2	1 515,1	1 547,8	-2,2	37,68	54,65	-45,1	Professionnels
82 550	97 465	-18,1	1 520,4	1 554,0	-2,2	54,30	62,72	-15,5	Professionnel communic. 1
95 779	120 037	-25,3	1 500,5	1 587,6	-5,8	63,83	75,61	-18,5	Professionnel communic. 2
83 296	94 112	-13,0	1 549,1	1 545,1	0,3 *	53,77	60,91	-13,3	Professionnel communic. 3
91 368	118 970	-30,2	1 500,5	1 545,9	-3,0	60,89	76,96	-26,4	Professionnel qest. fin. 2
58 083	82 952	-42,8	1 505,5	1 565,1	-4,0	38,58	53,00	-37,4	Professionnel gest. fin. 3
82 859	101 436	-22,4	1 514,5	1 538,5	-1,6	54,71	65,93	-20,5	Analyste proc. adm./inform. 1
96 789	121 343	-25,4	1 504,0	1 550,7	-3,1	64,35	78,25	-21,6	Analyste proc. adm./inform. 2
58 442	83 775	-43,3	1 500,5	1 561,1	-4,0	38,95	53,67	-37,8	Analyste proc. adm./inform. 3
88 696	122 811	-38,5	1 503,4	1 551,3	-3,2	59,00	79,17	-34,2	Ingénieur 1
107 485	146 765	-36,5	1 500,5	1 543,7	-2,9	71,63	95,07	-32,7	Ingénieur 2
90 755	111 465	-22,8	1 532,9	1 584,9	-3,4	59,21	70,33	-18,8	Ingénieur 3
77 372	118 392	-53,0	1 503,5	1 587,0	-5,5	51,46	74,60	-45,0	Professionnel sc. phys. 2
113 907	145 262	-27,5	1 514,6	1 558,9	-2,9	75,20	93,19	-23,9	Avocat et notaire 1
146 962	159 399	-8,5	1 500,5	1 551,4	-3,4	97,94	102,74	-4,9	Avocat et notaire 2
87 878	110 105	-25,3	1 512,8	1 551,3	-2,5	58,11	70,98	-22,1	Avocat et notaire 3
60 223	73 988	-22,9	1 516,6	1 558,2	-2,7	39,71	47,48	-19,6	Moyenne
66 780	81 240	-21,7	1 485,9	1 528,2	-2,8	44,94	53,16	-18,3	Techniciens
59 798	69 576	-16,4	1 536,6	1 497,8	2,5	38,92	46,45	-19,4	Technicien en administration 1-2
68 284	75 702	-10,9	1 535,3	1 535,6	0,0 *	44,48	49,30	-10,8	Technicien en administration 3
73 243	83 642	-14,2	1 535,7	1 491,9	2,9	47,69	56,06	-17,6	Techn. documentation 1-2
54 381	74 662	-37,3	1 485,9	1 560,4	-5,0	36,60	47,85	-30,7	Techn. laboratoire 1-2
57 855	91 409	-58,0	1 527,3	1 564,8	-2,5	37,88	58,42	-54,2	Techn. laboratoire 3
67 027	107 507	-60,4	1 485,9	1 526,1	-2,7	45,11	70,44	-56,2	Technicien en droit 1-2
61 822	74 407	-20,4	1 524,0	1 516,4	0,5 *	40,56	49,07	-21,0	Technicien génie 1-2
69 361	78 340	-12,9	1 537,8	1 514,4	1,5	45,10	51,73	-14,7	Technicien génie 3
60 604	74 730	-23,3	1 544,0	1 530,8	0,9 *	39,25	48,82	-24,4	Techn. informatique 1-2
59 773	89 863	-50,3	1 537,7	1 474,0	4,1	38,87	60,97	-56,8	Techn. informatique 3
61 885	77 175	-24,7	1 523,0	1 539,8	-1,1	40,63	50,15	-23,4	Technicien en loisir 1-2
40 816	53 433	-30,9	1 527,3	1 542,9	-1,0 *	26,72	34,63	-29,6	Techn. hygiène du trav. 1-2
42 590	67 735	-59,0	1 564,3	1 621,9	-3,7	27,23	41,76	-53,4	Moyenne
47 436	70 992	-49,7	1 543,0	1 601,7	-3,8	30,74	44,32	-44,2	Employés de bureau
56 144	83 633	-49,0	1 551,9	1 622,3	-4,5	36,18	51,55	-42,5	Préposé photocopie 2
45 947	71 352	-55,3	1 543,6	1 566,6	-1,5 *	29,77	45,55	-53,0	Maqasinier 1
45 794	57 876	-26,4	1 540,1	1 492,8	3,1	29,74	38,77	-30,4	Magasinier 2
49 400	64 016	-29,6	1 529,6	1 522,4	0,5 *	32,30	42,05	-30,2	Magasinier 3
55 032	69 651	-26,6	1 541,1	1 586,8	-3,0	35,71	43,89	-22,9	Op. duplicateur 1-2
47 046	58 215	-23,7	1 551,0	1 484,9	4,3	30,33	39,21	-29,3	Personnel soutien adm. 1
51 432	66 165	-28,6	1 530,3	1 494,1	2,4	33,61	44,29	-31,8	Personnel soutien adm. 2
52 064	64 464	-23,8	1 489,5	1 516,0	-1,8	34,95	42,52	-21,7	Personnel soutien adm. 3
58 816	60 485	-2,8	1 489,5	1 516,2	-1,8	39,49	39,89	-1,0 *	Personnel secrétariat 1
52 809	75 167	-42,3	1 667,2	1 678,3	-0,7 *	31,68	44,79	-41,4	Personnel secrétariat 2
43 843	55 825	-27,3	1 540,7	1 537,3	0,2 *	28,46	36,31	-27,6	Préposé aux renseign. 2
54 712	69 901	-27,8	1 546,2	1 585,1	-2,5	35,38	44,10	-24,6	Préposé aux renseign. 3
49 840	64 315	-29,0	1 535,4	1 517,8	1,1	32,47	42,36	-30,5	Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Annexe C-3

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et « autre public », en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Concierge	2 179	38 809	45 947	-18,4	229	499	39 039	46 446	-19,0	10 002	16 824
Cuisinier 3	22	44 683	54 259	-21,4	197	235	44 880	54 493	-21,4	10 613	14 686
Gardien 2	279	35 109	49 939	-42,2	309	198	35 418	50 137	-41,6	8 972	15 551
Journalier/préposé terr. 2	141	35 173	48 749	-38,6	447	673	35 620	49 422	-38,7	9 680	16 242
Préposé cuisine/café. 2	2 411	36 935	40 218	-8,9	463	79	37 399	40 296	-7,7	10 053	12 890
Préposé entretien lourd 2	735	34 370	43 949	-27,9	437	170	34 807	44 119	-26,8	9 510	13 929
Ouvrier entret. mainten. 2	387	38 824	53 347	-37,4	493	348	39 317	53 695	-36,6	10 478	18 710
Moyenne	...	37 405	43 737	-16,9	419	257	37 824	43 995	-16,3	10 054	13 720
Ouvriers											
Conducteur véh. lourds 2	124	41 109	54 109	-31,6	346	425	41 455	54 534	-31,5	10 670	17 817
Electricien entretien 2	361	47 365	61 668	-30,2	348	476	47 713	62 144	-30,2	11 676	28 308
Electricien entretien 3	67	49 687	65 637	-32,1	580	44	50 267	65 681	-30,7	12 656	19 738
Mécanicien véh. motor. 2	156	46 746	61 494	-31,5	87	552	46 833	62 045	-32,5	10 423	22 206
Mécanicien entret. Millwright 2	270	46 908	62 076	-32,3	591	1 093	47 499	63 169	-33,0	12 211	18 208
Menuisier entretien 2	292	45 178	58 640	-29,8	477	771	45 655	59 411	-30,1	11 647	21 594
Ouvrier de voirie 2	128	36 034	49 743	-38,0	47	367	36 081	50 110	-38,9	7 821	20 856
Ouvrier cert. entretien 2	932	44 666	59 519	-33,3	341	246	45 008	59 765	-32,8	11 156	22 955
Peintre entretien 2	120	41 456	55 574	-34,1	388	711	41 844	56 285	-34,5	10 694	17 651
Conducteur d'équip. lourds 2	237	41 428	54 711	-32,1	54	472	41 482	55 183	-33,0	9 016	24 675
Moyenne	...	44 946	57 648	-28,3	327	450	45 273	58 099	-28,3	11 021	21 189
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	46 782	55 799	-19,3	399	300	47 181	56 099	-18,9	11 225	17 784

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
49 041	63 270	-29,0	1 716,2	1 723,5	-0,4 *	28,58	36,71	-28,5	Employés de service
55 493	69 179	-24,7	1 683,6	1 658,1	1,5 *	32,96	41,72	-26,6	Concierge
44 390	65 689	-48,0	1 680,1	1 634,9	2,7	26,42	40,18	-52,1	Cuisinier 3
45 300	65 664	-45,0	1 666,0	1 719,8	-3,2	27,19	38,18	-40,4	Gardien 2
47 452	53 186	-12,1	1 682,9	1 695,4	-0,7	28,20	31,37	-11,3	Journalier/préposé terr. 2
44 317	58 048	-31,0	1 683,3	1 656,2	1,6	26,33	35,05	-33,1	Préposé cuisine/café. 2
49 795	72 404	-45,4	1 683,3	1 652,4	1,8 *	29,58	43,82	-48,1	Préposé entretien lourd 2
47 878	57 715	-20,5	1 688,9	1 655,2	2,0	28,35	34,83	-22,9	Ouvrier entret. mainten. 2
52 125	72 351	-38,8	1 704,0	1 699,9	0,2 *	30,59	42,56	-39,1	Moyenne
59 389	90 452	-52,3	1 700,6	1 626,8	4,3	34,92	55,60	-59,2	Ouvriers
62 923	85 419	-35,8	1 678,4	1 706,8	-1,7	37,49	50,05	-33,5	Conducteur véh. lourds 2
57 256	84 252	-47,1	1 647,1	1 698,0	-3,1	34,76	49,62	-42,7	Electricien entretien 2
59 710	81 378	-36,3	1 683,8	1 760,0	-4,5	35,46	46,24	-30,4	Electricien entretien 3
57 302	81 004	-41,4	1 692,2	1 684,1	0,5 *	33,86	48,10	-42,0	Mécanicien véh. motor. 2
43 902	70 966	-61,6	1 628,7	1 677,5	-3,0	26,96	42,30	-56,9	Mécanicien entret. Millwright 2
56 164	82 720	-47,3	1 704,7	1 594,7	6,5	32,95	51,87	-57,4	Menuisier entretien 2
52 538	73 936	-40,7	1 698,2	1 716,0	-1,1	30,94	43,09	-39,3	Ouvrier de voirie 2
50 498	79 858	-58,1	1 628,7	1 598,9	1,8	31,01	49,94	-61,1	Ouvrier cert. entretien 2
56 294	79 288	-40,8	1 681,6	1 671,1	0,6	33,47	47,79	-42,8	Peintre entretien 2
58 406	73 883	-26,5	1 563,4	1 560,3	0,2 *	37,59	47,47	-26,3	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
									Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 2	710	67 697	73 447	-8,5	422	535	68 119	73 982	-8,6	14 431	23 447
Professionnel communic. 3	115	80 124	88 421	-10,4	80	1 318	80 204	89 739	-11,9	15 574	26 279
Professionnel gest. fin. 2	431	66 945	82 257	-22,9	1 035	1 706	67 980	83 962	-23,5	15 317	28 342
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	68 287	84 702	-24,0	339	2 109	68 626	86 812	-26,5	14 233	30 867
Ingénieur 2	537	73 963	80 032	-8,2	91	1 928	74 054	81 960	-10,7	14 642	35 540
Ingénieur 3	392	90 439	92 680	-2,5	90	2 425	90 529	95 106	-5,1	16 956	41 122
Avocat et notaire 1	53	63 908	70 135	-9,7	134	194	64 042	70 329	-9,8	13 330	21 049
Avocat et notaire 2	385	95 042	96 539	-1,6 *	596	1 842	95 638	98 380	-2,9	18 269	39 519
Avocat et notaire 3	299	124 828	91 901	26,4	125	2 291	124 953	94 192	24,6	22 010	25 946
Moyenne	...	72 695	84 785	-16,6	335	2 021	73 030	86 806	-18,9	14 825	32 476
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 920	48 157	56 445	-17,2	446	753	48 603	57 197	-17,7	11 620	24 200
Technicien en administration 3	131	54 506	71 133	-30,5	49	817	54 555	71 950	-31,9	12 224	22 316
Techn. documentation 1-2	742	48 018	50 952	-6,1	319	866	48 337	51 818	-7,2	11 461	22 278
Techn. laboratoire 1-2	2 004	54 020	54 648	-1,2	945	858	54 965	55 506	-1,0	13 319	26 591
Technicien en droit 1-2	440	44 271	53 389	-20,6	40	557	44 311	53 946	-21,7	10 070	20 542
Technicien génie 1-2	1 444	46 634	63 744	-36,7	282	726	46 916	64 470	-37,4	10 938	26 218
Technicien génie 3	257	54 748	74 822	-36,7	49	752	54 798	75 574	-37,9	12 229	23 786
Techn. informatique 1-2	2 090	49 735	61 339	-23,3	360	626	50 094	61 965	-23,7	11 727	23 886
Techn. informatique 3	918	55 660	76 848	-38,1	650	1 608	56 310	78 456	-39,3	13 052	22 692
Technicien en loisir 1-2	474	48 184	55 480	-15,1	569	1 001	48 753	56 482	-15,9	11 850	20 635
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	46 937	71 786	-52,9	854	1 465	47 791	73 251	-53,3	11 982	21 682
Moyenne	...	49 258	59 149	-20,1	483	831	49 742	59 980	-20,6	11 828	24 078
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	7	32 759	38 972	-19,0	20	770	32 779	39 742	-21,2	8 037	19 307
Magasinier 1	214	33 769	48 365	-43,2	297	557	34 066	48 922	-43,6	8 524	23 808
Magasinier 2	924	37 409	52 066	-39,2	433	853	37 842	52 919	-39,8	9 594	25 045
Personnel soutien adm. 1	4 445	35 812	40 748	-13,8	514	575	36 326	41 322	-13,8	9 469	19 422
Personnel soutien adm. 2	5 764	39 319	48 718	-23,9	312	563	39 631	49 281	-24,3	9 769	17 002
Personnel soutien adm. 3	2 249	43 743	52 812	-20,7	435	717	44 178	53 529	-21,2	10 855	21 162
Personnel secrétariat 1	1 470	37 288	44 971	-20,6	278	470	37 566	45 441	-21,0	9 480	15 126
Personnel secrétariat 2	9 025	40 898	49 175	-20,2	328	604	41 226	49 779	-20,7	10 206	19 950
Préposé aux renseign. 2	685	42 073	49 276	-17,1	29	817	42 102	50 093	-19,0	9 962	25 004
Préposé télécomm. 1-2	234	42 344	51 610	-21,9	25	711	42 370	52 321	-23,5	10 439	22 706
Téléphoniste-récept. 2	253	34 128	40 672	-19,2	529	374	34 657	41 046	-18,4	9 186	13 478
Moyenne	...	39 527	47 877	-21,1	359	611	39 886	48 488	-21,6	9 954	19 280

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
82 550	97 429	-18,0	1 520,4	1 532,4	-0,8 *	54,30	63,58	-17,1	Professionnels
95 779	116 019	-21,1	1 500,5	1 526,9	-1,8 *	63,83	75,98	-19,0	Professionnel communic. 2
83 296	112 305	-34,8	1 549,1	1 497,3	3,3	53,77	75,01	-39,5	Professionnel communic. 3
82 859	117 679	-42,0	1 514,5	1 498,9	1,0	54,71	78,51	-43,5	Professionnel gest. fin. 2
88 696	117 500	-32,5	1 503,4	1 538,0	-2,3	59,00	76,40	-29,5	Analyste proc. adm./inform. 2
107 485	136 227	-26,7	1 500,5	1 516,5	-1,1	71,63	89,83	-25,4	Ingénieur 2
77 372	91 378	-18,1	1 503,5	1 557,2	-3,6	51,46	58,68	-14,0	Ingénieur 3
113 907	137 899	-21,1	1 514,6	1 516,3	-0,1 *	75,20	90,95	-20,9	Avocat et notaire 1
146 962	120 138	18,3	1 500,5	1 492,2	0,6 *	97,94	80,51	17,8	Avocat et notaire 2
87 855	119 282	-35,8	1 512,9	1 510,8	0,1 *	58,09	79,09	-36,2	Avocat et notaire 3
60 223	81 398	-35,2	1 516,6	1 479,2	2,5	39,71	55,03	-38,6	Moyenne
66 780	94 266	-41,2	1 485,9	1 515,9	-2,0	44,94	62,18	-38,4	Techniciens
59 798	74 096	-23,9	1 536,6	1 456,3	5,2	38,92	50,88	-30,7	Technicien en administration 1-2
68 284	82 097	-20,2	1 535,3	1 529,9	0,3 *	44,48	53,66	-20,6	Technicien en administration 3
54 381	74 488	-37,0	1 485,9	1 479,9	0,4 *	36,60	50,33	-37,5	Techn. documentation 1-2
57 855	90 687	-56,8	1 527,3	1 553,6	-1,7	37,88	58,37	-54,1	Techn. laboratoire 1-2
67 027	99 361	-48,2	1 485,9	1 548,8	-4,2 *	45,11	64,15	-42,2	Technicien en droit 1-2
61 822	85 851	-38,9	1 524,0	1 495,2	1,9	40,56	57,42	-41,5	Technicien génie 1-2
69 361	101 148	-45,8	1 537,8	1 452,0	5,6	45,10	69,66	-54,4	Technicien génie 3
60 604	77 116	-27,2	1 544,0	1 529,0	1,0 *	39,25	50,44	-28,5	Techn. informatique 1-2
59 773	94 934	-58,8	1 537,7	1 460,0	5,1	38,87	65,02	-67,3	Techn. informatique 3
61 569	84 058	-36,5	1 522,7	1 493,1	1,9	40,43	56,31	-39,3	Technicien en loisir 1-2
40 816	59 049	-44,7	1 527,3	1 426,4	6,6	26,72	41,40	-54,9	Techn. hygiène du trav. 1-2
42 590	72 729	-70,8	1 564,3	1 581,0	-1,1 *	27,23	46,00	-69,0	Moyenne
47 436	77 964	-64,4	1 543,0	1 523,3	1,3 *	30,74	51,18	-66,5	Employés de bureau
45 794	60 744	-32,6	1 540,1	1 475,5	4,2	29,74	41,17	-38,4	Préposé photocopie 2
49 400	66 282	-34,2	1 529,6	1 482,7	3,1	32,30	44,70	-38,4	Magasinier 1
55 032	74 691	-35,7	1 541,1	1 457,7	5,4	35,71	51,24	-43,5	Magasinier 2
47 046	60 567	-28,7	1 551,0	1 472,8	5,0	30,33	41,12	-35,6	Personnel soutien adm. 1
51 432	69 729	-35,6	1 530,3	1 477,0	3,5	33,61	47,21	-40,5	Personnel soutien adm. 2
52 064	75 097	-44,2	1 489,5	1 471,8	1,2	34,95	51,02	-46,0	Personnel soutien adm. 3
52 809	75 027	-42,1	1 667,2	1 680,2	-0,8 *	31,68	44,65	-41,0	Personnel secrétariat 1
43 843	54 524	-24,4	1 540,7	1 504,8	2,3	28,46	36,23	-27,3	Personnel secrétariat 2
49 840	67 768	-36,0	1 535,4	1 484,6	3,3	32,47	45,65	-40,6	Préposé aux renseign. 2
									Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
									Moyenne

Annexe C-4

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Concierge	2 179	38 809	45 484	-17,2	229	543	39 039	46 027	-17,9	10 002	15 598
Journalier/préposé terr. 2	141	35 173	51 121	-45,3	447	813	35 620	51 934	-45,8	9 680	18 174
Préposé entretien lourd 2	735	34 370	45 710	-33,0	437	590	34 807	46 301	-33,0	9 510	15 188
Ouvrier entret. mainten. 2	387	38 824	54 238	-39,7	493	505	39 317	54 743	-39,2	10 478	21 662
Moyenne	...	37 630	47 361	-25,9	327	531	37 957	47 892	-26,2	9 917	17 525
Ouvriers											
Conducteur véh. lourds 2	124	41 109	52 821	-28,5	346	889	41 455	53 710	-29,6	10 670	17 490
Électricien entretien 2	361	47 365	62 284	-31,5	348	470	47 713	62 755	-31,5	11 676	31 695
Mécanicien véh. motor. 2	156	46 746	58 687	-25,5	87	309	46 833	58 996	-26,0	10 423	24 147
Menuisier entretien 2	292	45 178	59 260	-31,2	477	996	45 655	60 256	-32,0	11 647	23 290
Ouvrier de voirie 2	128	36 034	49 783	-38,2	47	368	36 081	50 151	-39,0	7 821	20 880
Ouvrier cert. entretien 2	932	44 666	60 316	-35,0	341	404	45 008	60 720	-34,9	11 156	28 238
Peintre entretien 2	120	41 456	55 089	-32,9	388	799	41 844	55 887	-33,6	10 694	18 932
Conducteur d'équip. lourds 2	237	41 428	54 810	-32,3	54	484	41 482	55 293	-33,3	9 016	24 896
Moyenne	...	44 946	57 722	-28,4	327	582	45 273	58 303	-28,8	11 021	23 414
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	47 822	57 583	-20,4	386	892	48 209	58 475	-21,3	11 333	22 904

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
49 041	61 624	-25,7	1 716,2	1 717,5	-0,1 *	28,58	35,88	-25,6	Employés de service
45 300	70 108	-54,8	1 666,0	1 712,1	-2,8	27,19	40,95	-50,6	Concierge
44 317	61 489	-38,7	1 683,3	1 668,4	0,9 *	26,33	36,85	-40,0	Journalier/préposé terr. 2
49 795	76 405	-53,4	1 683,3	1 615,6	4,0	29,58	47,29	-59,9	Préposé entretien lourd 2
47 874	65 417	-36,6	1 700,1	1 676,2	1,4	28,15	39,19	-39,2	Ouvrier entret. mainten. 2
									Moyenne
52 125	71 200	-36,6	1 704,0	1 664,9	2,3	30,59	42,76	-39,8	Ouvriers
59 389	94 450	-59,0	1 700,6	1 574,4	7,4	34,92	59,99	-71,8	Conducteur véh. lourds 2
57 256	83 144	-45,2	1 647,1	1 679,9	-2,0 *	34,76	49,49	-42,4	Électricien entretien 2
57 302	83 546	-45,8	1 692,2	1 679,9	0,7 *	33,86	49,73	-46,9	Mécanicien véh. motor. 2
43 902	71 031	-61,8	1 628,7	1 677,9	-3,0	26,96	42,33	-57,1	Menuisier entretien 2
56 164	88 958	-58,4	1 704,7	1 611,5	5,5	32,95	55,20	-67,6	Ouvrier de voirie 2
52 538	74 819	-42,4	1 698,2	1 717,3	-1,1 *	30,94	43,57	-40,8	Ouvrier cert. entretien 2
50 498	80 189	-58,8	1 628,7	1 597,2	1,9	31,01	50,21	-61,9	Peintre entretien 2
56 294	81 718	-45,2	1 681,6	1 661,4	1,2	33,47	49,58	-48,1	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
59 541	81 380	-36,7	1 548,4	1 515,2	2,1	38,61	53,86	-39,5	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-5

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
\$		%	\$		\$		%	\$			
Professionnels											
Professionnel communic. 1	60	46 139	49 355	-7,0	250	128	46 389	49 483	-6,7	10 695	13 692
Professionnel communic. 2	710	67 697	79 138	-16,9	422	669	68 119	79 808	-17,2	14 431	20 253
Professionnel communic. 3	115	80 124	98 082	-22,4	80	20	80 204	98 102	-22,3	15 574	29 197
Professionnel gest. fin. 2	431	66 945	70 458	-5,2	1 035	174	67 980	70 632	-3,9	15 317	16 592
Professionnel gest. fin. 3	15	76 250	90 059	-18,1	76	52	76 326	90 111	-18,1	15 042	23 224
Analyste proc. adm./inform. 1	333	47 400	52 944	-11,7	128	63	47 528	53 006	-11,5	10 554	13 360
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	68 287	78 093	-14,4	339	206	68 626	78 300	-14,1	14 233	21 536
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	80 874	94 147	-16,4	175	243	81 049	94 390	-16,5	15 740	25 234
Ingénieur 1	212	47 971	59 321	-23,7	48	11	48 019	59 332	-23,6	10 423	20 043
Ingénieur 2	537	73 963	93 190	-26,0	91	45	74 054	93 235	-25,9	14 642	28 681
Ingénieur 3	392	90 439	111 366	-23,1	90	79	90 529	111 445	-23,1	16 956	32 926
Avocat et notaire 1	53	63 908	64 570	-1,0	134	43	64 042	64 612	-0,9	13 330	15 456
Avocat et notaire 2	385	95 042	98 411	-3,5	596	316	95 638	98 727	-3,2	18 269	19 147
Avocat et notaire 3	299	124 828	121 781	2,4	125	103	124 953	121 884	2,5	22 010	27 828
Moyenne	...	72 978	84 320	-15,5	334	213	73 312	84 533	-15,3	14 865	22 684
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 920	48 157	55 695	-15,7	446	469	48 603	56 164	-15,6	11 620	15 539
Technicien en administration 3	131	54 506	60 502	-11,0	49	362	54 555	60 863	-11,6	12 224	16 637
Techn. documentation 1-2	742	48 018	51 086	-6,4	319	125	48 337	51 211	-5,9 *	11 461	15 943
Techn. laboratoire 1-2	2 004	54 020	60 999	-12,9	945	538	54 965	61 537	-12,0	13 319	20 974
Techn. laboratoire 3	486	58 180	67 769	-16,5	1 022	377	59 201	68 145	-15,1	14 041	17 806
Technicien en droit 1-2	440	44 271	53 851	-21,6	40	354	44 311	54 205	-22,3	10 070	12 655
Technicien génie 1-2	1 444	46 634	73 596	-57,8	282	601	46 916	74 197	-58,1	10 938	22 700
Techn. informatique 1-2	2 090	49 735	52 912	-6,4	360	420	50 094	53 331	-6,5	11 727	13 397
Moyenne	...	49 605	58 187	-17,3	483	479	50 089	58 666	-17,1	11 884	16 424
Employés de bureau											
Magasinier 1	214	33 769	37 262	-10,3	297	35	34 066	37 297	-9,5	8 524	7 403
Magasinier 2	924	37 409	54 133	-44,7	433	380	37 842	54 513	-44,1	9 594	17 815
Personnel soutien adm. 1	4 445	35 812	41 065	-14,7	514	308	36 326	41 373	-13,9	9 469	11 303
Personnel soutien adm. 2	5 764	39 319	49 459	-25,8	312	147	39 631	49 606	-25,2	9 769	16 845
Personnel soutien adm. 3	2 249	43 743	46 724	-6,8	435	322	44 178	47 046	-6,5	10 855	11 061
Personnel secrétariat 1	1 470	37 288	47 242	-26,7	278	431	37 566	47 673	-26,9	9 480	12 784
Personnel secrétariat 2	9 025	40 898	49 941	-22,1	328	253	41 226	50 195	-21,8	10 206	14 844
Préposé aux renseign. 2	685	42 073	44 995	-6,9	29	200	42 102	45 195	-7,3	9 962	12 127
Préposé aux renseign. 3	39	47 513	47 857	-0,7	33	184	47 546	48 041	-1,0	11 270	10 097
Préposé télécomm. 1-2	234	42 344	57 765	-36,4	25	391	42 370	58 155	-37,3	10 439	17 194
Téléphoniste-récept. 2	253	34 128	39 439	-15,6	529	414	34 657	39 853	-15,0	9 186	10 181
Moyenne	...	39 524	47 756	-20,8	359	278	39 883	48 034	-20,4	9 954	14 156

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Professionnels
57 084	63 174	-10,7	1 515,1	1 556,3	-2,7	37,68	40,59	-7,7 *	Professionnel communic. 1
82 550	100 060	-21,2	1 520,4	1 530,9	-0,7 *	54,30	65,36	-20,4	Professionnel communic. 2
95 779	127 300	-32,9	1 500,5	1 548,6	-3,2	63,83	82,21	-28,8	Professionnel communic. 3
83 296	87 224	-4,7	1 549,1	1 538,2	0,7	53,77	56,70	-5,5	Professionnel gest. fin. 2
91 368	113 335	-24,0	1 500,5	1 519,0	-1,2	60,89	74,61	-22,5	Professionnel gest. fin. 3
58 083	66 367	-14,3	1 505,5	1 549,6	-2,9	38,58	42,83	-11,0	Analyste proc. adm./inform. 1
82 859	99 835	-20,5	1 514,5	1 526,7	-0,8	54,71	65,39	-19,5	Analyste proc. adm./inform. 2
96 789	119 623	-23,6	1 504,0	1 515,4	-0,8	64,35	78,94	-22,7	Analyste proc. adm./inform. 3
58 442	79 375	-35,8	1 500,5	1 516,5	-1,1	38,95	52,34	-34,4	Ingénieur 1
88 696	121 915	-37,5	1 503,4	1 534,6	-2,1	59,00	79,45	-34,7	Ingénieur 2
107 485	144 371	-34,3	1 500,5	1 507,8	-0,5 *	71,63	95,75	-33,7	Ingénieur 3
77 372	80 068	-3,5	1 503,5	1 547,1	-2,9	51,46	51,75	-0,6	Avocat et notaire 1
113 907	117 874	-3,5	1 514,6	1 554,9	-2,7	75,20	75,81	-0,8 *	Avocat et notaire 2
146 962	149 711	-1,9	1 500,5	1 540,4	-2,7	97,94	97,19	0,8	Avocat et notaire 3
88 177	107 217	-21,6	1 512,8	1 528,5	-1,0	58,30	70,21	-20,4	Moyenne
									Techniciens
60 223	71 703	-19,1	1 516,6	1 529,4	-0,8 *	39,71	46,88	-18,1	Technicien en administration 1-2
66 780	77 500	-16,1	1 485,9	1 554,9	-4,6	44,94	49,84	-10,9	Technicien en administration 3
59 798	67 154	-12,3 *	1 536,6	1 564,7	-1,8	38,92	42,92	-10,3 *	Techn. documentation 1-2
68 284	82 511	-20,8	1 535,3	1 509,8	1,7	44,48	54,65	-22,9	Techn. laboratoire 1-2
73 243	85 952	-17,4	1 535,7	1 429,4	6,9	47,69	60,13	-26,1	Techn. laboratoire 3
54 381	66 860	-22,9	1 485,9	1 528,9	-2,9	36,60	43,73	-19,5	Technicien en droit 1-2
57 855	96 896	-67,5	1 527,3	1 561,4	-2,2	37,88	62,06	-63,8	Technicien génie 1-2
61 822	66 728	-7,9	1 524,0	1 542,5	-1,2	40,56	43,26	-6,6	Techn. informatique 1-2
61 972	75 090	-21,2	1 522,4	1 531,0	-0,6	40,70	49,08	-20,6	Moyenne
									Employés de bureau
42 590	44 701	-5,0	1 564,3	1 758,8	-12,4	27,23	25,42	6,7	Magasinier 1
47 436	72 328	-52,5	1 543,0	1 572,0	-1,9 *	30,74	46,01	-49,7	Magasinier 2
45 794	52 675	-15,0	1 540,1	1 553,9	-0,9 *	29,74	33,90	-14,0	Personnel soutien adm. 1
49 400	66 451	-34,5	1 529,6	1 450,1	5,2	32,30	45,82	-41,9	Personnel soutien adm. 2
55 032	58 106	-5,6	1 541,1	1 530,5	0,7	35,71	37,97	-6,3	Personnel soutien adm. 3
47 046	60 457	-28,5	1 551,0	1 566,7	-1,0 *	30,33	38,59	-27,2	Personnel secrétariat 1
51 432	65 039	-26,5	1 530,3	1 497,5	2,1	33,61	43,43	-29,2	Personnel secrétariat 2
52 064	57 322	-10,1	1 489,5	1 574,4	-5,7	34,95	36,41	-4,2	Préposé aux renseign. 2
58 816	58 138	1,2	1 489,5	1 545,5	-3,8	39,49	37,62	4,7	Préposé aux renseign. 3
52 809	75 349	-42,7	1 667,2	1 675,9	-0,5 *	31,68	44,96	-41,9	Préposé télécomm. 1-2
43 843	50 035	-14,1	1 540,7	1 658,3	-7,6	28,46	30,17	-6,0 *	Téléphoniste-récept. 2
49 837	62 190	-24,8	1 535,2	1 514,8	1,3	32,47	41,18	-26,8	Moyenne

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Gardien 2	279	35 109	52 415	-49,3	309	253	35 418	52 668	-48,7	8 972	14 954
Préposé entretien lourd 2	735	34 370	44 773	-30,3	437	95	34 807	44 868	-28,9	9 510	14 732
Ouvrier entret. mainten. 2	387	38 824	55 600	-43,2	493	173	39 317	55 773	-41,9	10 478	15 801
Moyenne	...	37 414	43 990	-17,6	416	219	37 830	44 209	-16,9	10 049	15 018
Ouvriers											
Électricien entretien 2	361	47 365	65 167	-37,6	348	733	47 713	65 900	-38,1	11 676	24 982
Mécanicien véh. motor. 2	156	46 746	63 494	-35,8	87	788	46 833	64 282	-37,3	10 423	21 345
Moyenne	...	44 839	60 620	-35,2	349	459	45 189	61 079	-35,2	11 101	19 728
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	46 896	55 740	-18,9	396	318	47 293	56 058	-18,5	11 236	16 385

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
44 390	67 623	-52,3	1 680,1	1 649,6	1,8	26,42	40,99	-55,2	Employés de service
44 317	59 600	-34,5	1 683,3	1 754,8	-4,2	26,33	33,96	-29,0	Gardien 2
49 795	71 574	-43,7	1 683,3	1 721,3	-2,3	29,58	41,58	-40,6	Préposé entretien lourd 2
47 879	59 227	-23,7	1 689,2	1 665,9	1,4	28,34	35,35	-24,7	Ouvrier entret. mainten. 2
									Moyenne
59 389	90 883	-53,0	1 700,6	1 794,6	-5,5	34,92	50,64	-45,0	Ouvriers
57 256	85 627	-49,6	1 647,1	1 709,2	-3,8	34,76	50,10	-44,1	Électricien entretien 2
56 290	80 807	-43,6	1 686,0	1 689,6	-0,2 *	33,39	47,88	-43,4	Mécanicien véh. motor. 2
									Moyenne
58 529	72 443	-23,8	1 561,3	1 554,2	0,5	37,71	46,78	-24,1	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 2	710	67 697	73 649	-8,8	422	0	68 119	73 649	-8,1	14 431	16 102
Professionnel communic. 3	115	80 124	93 803	-17,1	80	0	80 204	93 803	-17,0	15 574	22 310
Professionnel gest. fin. 2	431	66 945	77 429	-15,7	1 035	0	67 980	77 429	-13,9	15 317	17 334
Professionnel gest. fin. 3	15	76 250	83 377	-9,3 *	76	0	76 326	83 377	-9,2 *	15 042	16 812
Analyste proc. adm./inform. 1	333	47 400	58 121	-22,6	128	0	47 528	58 121	-22,3	10 554	13 739
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	68 287	79 357	-16,2	339	0	68 626	79 357	-15,6	14 233	16 973
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	80 874	97 126	-20,1	175	0	81 049	97 126	-19,8	15 740	23 934
Ingénieur 2	537	73 963	84 895	-14,8	91	0	74 054	84 895	-14,6	14 642	17 624
Professionnel sc. phys. 2	459	74 047	75 292	-1,7 *	939	0	74 986	75 292	-0,4 *	15 770	18 438
Avocat et notaire 2	385	95 042	91 570	3,7 *	596	0	95 638	91 570	4,3 *	18 269	19 719
Avocat et notaire 3	299	124 828	122 432	1,9 *	125	0	124 953	122 432	2,0 *	22 010	21 531
Moyenne	...	72 791	80 626	-10,8	339	0	73 130	80 626	-10,3	14 845	18 003
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 920	48 157	52 688	-9,4	446	54	48 603	52 742	-8,5	11 620	14 140
Techn. documentation 1-2	742	48 018	51 465	-7,2	319	13	48 337	51 479	-6,5	11 461	13 772
Techn. laboratoire 1-2	2 004	54 020	54 420	-0,7 *	945	56	54 965	54 476	0,9 *	13 319	14 114
Techn. laboratoire 3	486	58 180	64 022	-10,0	1 022	12	59 201	64 034	-8,2	14 041	18 404
Technicien génie 1-2	1 444	46 634	54 473	-16,8	282	111	46 916	54 583	-16,3	10 938	14 114
Technicien génie 3	257	54 748	60 455	-10,4	49	40	54 798	60 495	-10,4	12 229	13 965
Techn. informatique 1-2	2 090	49 735	55 536	-11,7	360	53	50 094	55 588	-11,0	11 727	14 555
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	46 937	53 931	-14,9	854	16	47 791	53 948	-12,9	11 982	14 640
Moyenne	...	49 492	54 245	-9,6	499	48	49 990	54 293	-8,6	11 887	14 112
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	7	32 759	42 042	-28,3	20	9	32 779	42 051	-28,3	8 037	13 154
Magasinier 2	924	37 409	44 548	-19,1	433	2	37 842	44 550	-17,7	9 594	10 355
Personnel soutien adm. 1	4 445	35 812	39 204	-9,5	514	33	36 326	39 237	-8,0	9 469	11 613
Personnel soutien adm. 2	5 764	39 319	45 665	-16,1	312	23	39 631	45 689	-15,3	9 769	12 388
Personnel soutien adm. 3	2 249	43 743	50 081	-14,5	435	8	44 178	50 090	-13,4	10 855	13 169
Personnel secrétariat 1	1 470	37 288	43 350	-16,3	278	12	37 566	43 363	-15,4	9 480	12 216
Personnel secrétariat 2	9 025	40 898	49 935	-22,1	328	49	41 226	49 983	-21,2	10 206	12 850
Préposé aux renseign. 2	685	42 073	43 310	-2,9	29	100	42 102	43 410	-3,1	9 962	13 128
Téléphoniste-récept. 2	253	34 128	46 141	-35,2	529	22	34 657	46 163	-33,2	9 186	13 086
Moyenne	...	39 483	46 401	-17,5	362	34	39 845	46 435	-16,5	9 946	12 432
Employés de service											
Gardien 2	279	35 109	45 994	-31,0	309	69	35 418	46 064	-30,1	8 972	11 651
Préposé entretien lourd 2	735	34 370	40 524	-17,9	437	88	34 807	40 612	-16,7	9 510	11 906
Moyenne	...	37 085	39 138	-5,5	460	32	37 546	39 170	-4,3	10 061	10 912

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
82 550	89 751	-8,7	1 520,4	1 504,2	1,1	54,30	59,67	-9,9	Professionnels
95 779	116 113	-21,2	1 500,5	1 527,9	-1,8	63,83	76,00	-19,1	Professionnel communic. 2
83 296	94 763	-13,8	1 549,1	1 505,7	2,8	53,77	62,94	-17,0	Professionnel communic. 3
91 368	100 188	-9,7 *	1 500,5	1 495,6	0,3 *	60,89	66,99	-10,0 *	Professionnel gest. fin. 2
58 083	71 860	-23,7	1 505,5	1 492,3	0,9 *	38,58	48,15	-24,8	Professionnel gest. fin. 3
82 859	96 330	-16,3	1 514,5	1 495,6	1,2	54,71	64,41	-17,7	Analyste proc. adm./inform. 1
96 789	121 060	-25,1	1 504,0	1 518,8	-1,0	64,35	79,71	-23,9	Analyste proc. adm./inform. 2
88 696	102 519	-15,6	1 503,4	1 512,1	-0,6 *	59,00	67,80	-14,9	Analyste proc. adm./inform. 3
90 755	93 730	-3,3	1 532,9	1 518,4	0,9	59,21	61,73	-4,3	Ingénieur 2
113 907	111 289	2,3 *	1 514,6	1 514,8	0,0 *	75,20	73,47	2,3 *	Professionnel sc. phys. 2
146 962	143 963	2,0 *	1 500,5	1 509,7	-0,6	97,94	95,36	2,6 *	Avocat et notaire 2
87 975	98 628	-12,1	1 513,1	1 504,3	0,6	58,16	65,52	-12,6	Avocat et notaire 3
60 223	66 882	-11,1	1 516,6	1 502,5	0,9	39,71	44,51	-12,1	Moyenne
59 798	65 250	-9,1	1 536,6	1 502,9	2,2 *	38,92	43,42	-11,6	Techniciens
68 284	68 590	-0,4 *	1 535,3	1 524,5	0,7	44,48	44,99	-1,2 *	Technicien en administration 1-2
73 243	82 438	-12,6	1 535,7	1 524,5	0,7 *	47,69	54,08	-13,4	Techn. documentation 1-2
57 855	68 698	-18,7	1 527,3	1 533,3	-0,4 *	37,88	44,80	-18,3	Techn. laboratoire 1-2
67 027	74 460	-11,1	1 485,9	1 490,4	-0,3 *	45,11	49,96	-10,8	Techn. laboratoire 3
61 822	70 143	-13,5	1 524,0	1 515,5	0,6 *	40,56	46,28	-14,1	Technicien génie 1-2
59 773	68 587	-14,7	1 537,7	1 532,7	0,3 *	38,87	44,75	-15,1	Technicien génie 3
61 877	68 406	-10,6	1 523,1	1 513,3	0,6	40,62	45,21	-11,3	Techn. informatique 1-2
40 816	55 204	-35,3	1 527,3	1 576,1	-3,2	26,72	35,03	-31,1	Techn. hygiène du trav. 1-2
47 436	54 905	-15,7	1 543,0	1 475,2	4,4	30,74	37,22	-21,1	Moyenne
45 794	50 850	-11,0	1 540,1	1 485,1	3,6	29,74	34,24	-15,1	Employés de bureau
49 400	58 077	-17,6	1 529,6	1 492,1	2,5	32,30	38,92	-20,5	Préposé photocopie 2
55 032	63 259	-14,9	1 541,1	1 516,9	1,6	35,71	41,70	-16,8	Magasinier 2
47 046	55 579	-18,1	1 551,0	1 451,4	6,4	30,33	38,29	-26,2	Personnel soutien adm. 1
51 432	62 833	-22,2	1 530,3	1 510,9	1,3	33,61	41,59	-23,7	Personnel soutien adm. 2
52 064	56 538	-8,6	1 489,5	1 499,5	-0,7 *	34,95	37,70	-7,9	Personnel soutien adm. 3
43 843	59 249	-35,1	1 540,7	1 535,2	0,4 *	28,46	38,59	-35,6	Personnel secrétariat 1
49 791	58 866	-18,2	1 534,0	1 498,8	2,3	32,46	39,26	-20,9	Personnel secrétariat 2
44 390	57 714	-30,0	1 680,1	1 654,8	1,5 *	26,42	34,88	-32,0	Préposé aux renseign. 2
44 317	52 518	-18,5	1 683,3	1 666,2	1,0 *	26,33	31,52	-19,7	Téléphoniste-récept. 2
47 607	50 083	-5,2	1 682,8	1 604,6	4,6	28,29	31,19	-10,3	Moyenne
									Employés de service
									Gardien 2
									Préposé entretien lourd 2

Annexe C-6

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
				\$		%	\$		\$		%	\$
Ouvriers												
Électricien entretien 2	361	47 365	52 305	-10,4	348	191	47 713	52 496	-10,0	11 676	16 327	
Mécanicien entret. Millwright 2	270	46 908	53 392	-13,8	591	0	47 499	53 392	-12,4	12 211	15 768	
Menuisier entretien 2	292	45 178	51 277	-13,5	477	114	45 655	51 392	-12,6	11 647	16 452	
Peintre entretien 2	120	41 456	47 194	-13,8	388	160	41 844	47 353	-13,2	10 694	13 773	
Moyenne	...	44 615	49 936	-11,9	403	52	45 018	49 987	-11,0	11 266	15 547	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	47 076	52 787	-12,1	412	33	47 487	52 820	-11,2	11 280	13 639	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
59 389	68 822	-15,9	1 700,6	1 639,1	3,6	34,92	41,99	-20,2	Ouvriers
59 710	69 161	-15,8	1 683,8	1 635,7	2,9 *	35,46	42,28	-19,2	Électricien entretien 2
57 302	67 844	-18,4	1 692,2	1 684,8	0,4 *	33,86	40,27	-18,9	Mécanicien entret. Millwright 2
52 538	61 126	-16,3	1 698,2	1 670,9	1,6	30,94	36,58	-18,2	Menuisier entretien 2
									Peintre entretien 2
56 284	65 535	-16,4	1 693,3	1 626,9	3,9	33,23	40,31	-21,3	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
58 768	66 459	-13,1	1 555,2	1 523,7	2,0	37,99	43,72	-15,1	Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
\$		%	\$		\$		%	\$			
Professionnels											
Professionnel communic. 1	60	46 139	58 499	-26,8	250	0	46 389	58 499	-26,1	10 695	18 557
Professionnel communic. 2	710	67 697	76 127	-12,5	422	0	68 119	76 127	-11,8	14 431	23 190
Professionnel communic. 3	115	80 124	90 815	-13,3	80	0	80 204	90 815	-13,2	15 574	26 902
Professionnel gest. fin. 1	14	46 470	66 401	-42,9	476	0	46 946	66 401	-41,4	11 380	20 844
Professionnel gest. fin. 2	431	66 945	80 258	-19,9	1 035	0	67 980	80 258	-18,1	15 317	24 255
Professionnel gest. fin. 3	15	76 250	99 119	-30,0	76	0	76 326	99 119	-29,9	15 042	28 982
Analyste proc. adm./inform. 1	333	47 400	67 075	-41,5	128	0	47 528	67 075	-41,1	10 554	20 784
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	68 287	79 433	-16,3	339	0	68 626	79 433	-15,7	14 233	24 051
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	80 874	95 184	-17,7	175	0	81 049	95 184	-17,4	15 740	28 029
Ingénieur 1	212	47 971	69 488	-44,9	48	0	48 019	69 488	-44,7	10 423	21 647
Ingénieur 2	537	73 963	101 109	-36,7	91	0	74 054	101 109	-36,5	14 642	28 942
Ingénieur 3	392	90 439	119 578	-32,2	90	0	90 529	119 578	-32,1	16 956	33 361
Professionnel sc. phys. 1	25	47 631	58 816	-23,5	332	0	47 963	58 816	-22,6	11 111	18 711
Professionnel sc. phys. 2	459	74 047	84 603	-14,3	939	0	74 986	84 603	-12,8	15 770	25 089
Professionnel sc. phys. 3	110	81 542	105 339	-29,2	82	0	81 624	105 339	-29,1	15 726	30 190
Avocat et notaire 1	53	63 908	97 241	-52,2	134	0	64 042	97 241	-51,8	13 330	27 737
Avocat et notaire 2	385	95 042	133 732	-40,7	596	0	95 638	133 732	-39,8	18 269	36 474
Avocat et notaire 3	299	124 828	151 490	-21,4	125	0	124 953	151 490	-21,2	22 010	40 630
Biologiste 2	148	67 832	83 603	-23,3	68	0	67 899	83 603	-23,1	13 751	24 877
Biooqiste 3	37	82 577	97 598	-18,2	83	0	82 660	97 598	-18,1	15 835	28 457
Moyenne	...	72 723	88 359	-21,5	332	0	73 055	88 359	-20,9	14 823	26 097
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 920	48 157	56 594	-17,5	446	0	48 603	56 594	-16,4	11 620	18 339
Techn. documentation 1-2	742	48 018	55 113	-14,8	319	0	48 337	55 113	-14,0	11 461	10 971
Techn. laboratoire 1-2	2 004	54 020	58 073	-7,5	945	0	54 965	58 073	-5,7	13 319	18 998
Technicien en droit 1-2	440	44 271	64 674	-46,1	40	0	44 311	64 674	-46,0	10 070	11 987
Technicien génie 1-2	1 444	46 634	70 420	-51,0	282	0	46 916	70 420	-50,1	10 938	21 871
Technicien qénie 3	257	54 748	80 857	-47,7	49	0	54 798	80 857	-47,6	12 229	23 846
Moyenne	...	48 849	59 117	-21,0	472	0	49 321	59 117	-19,9	11 743	18 245
Employés de bureau											
Magasinier 1	214	33 769	46 788	-38,6	297	0	34 066	46 788	-37,3	8 524	15 020
Magasinier 2	924	37 409	51 038	-36,4	433	0	37 842	51 038	-34,9	9 594	16 467
Maqasinier 3	28	44 993	57 735	-28,3	222	0	45 215	57 735	-27,7	10 929	19 135
Personnel soutien adm. 1	4 445	35 812	38 426	-7,3	514	0	36 326	38 426	-5,8	9 469	12 765
Personnel soutien adm. 2	5 764	39 319	47 762	-21,5	312	0	39 631	47 762	-20,5	9 769	15 696
Personnel soutien adm. 3	2 249	43 743	53 014	-21,2	435	0	44 178	53 014	-20,0	10 855	17 309
Personnel secrétariat 1	1 470	37 288	45 453	-21,9	278	0	37 566	45 453	-21,0	9 480	15 133
Personnel secrétariat 2	9 025	40 898	47 871	-17,0	328	0	41 226	47 871	-16,1	10 206	15 947
Acheteur 2	148	43 290	52 593	-21,5	483	0	43 773	52 593	-20,2	10 939	17 107
Moyenne	...	39 506	46 669	-18,1	371	0	39 877	46 669	-17,0	9 963	15 424

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
57 084	77 056	-35,0	1 515,1	1 607,8	-6,1	37,68	47,93	-27,2	Professionnels
82 550	99 317	-20,3	1 520,4	1 607,8	-5,8	54,30	61,77	-13,8	Professionnel communic. 1
95 779	117 717	-22,9	1 500,5	1 607,8	-7,2	63,83	73,22	-14,7	Professionnel communic. 2
58 326	87 245	-49,6	1 533,8	1 601,9	-4,4	38,03	54,46	-43,2	Professionnel communic. 3
83 296	104 513	-25,5	1 549,1	1 601,9	-3,4	53,77	65,24	-21,3	Professionnel gest. fin. 1
91 368	128 100	-40,2	1 500,5	1 601,8	-6,8	60,89	79,97	-31,3	Professionnel gest. fin. 2
58 083	87 859	-51,3	1 505,5	1 591,9	-5,7	38,58	55,19	-43,1	Professionnel gest. fin. 3
82 859	103 484	-24,9	1 514,5	1 591,9	-5,1	54,71	65,01	-18,8	Analyste proc. adm./inform. 1
96 789	123 213	-27,3	1 504,0	1 591,8	-5,8	64,35	77,40	-20,3	Analyste proc. adm./inform. 2
58 442	91 135	-55,9	1 500,5	1 604,5	-6,9	38,95	56,80	-45,8	Analyste proc. adm./inform. 3
88 696	130 051	-46,6	1 503,4	1 604,5	-6,7	59,00	81,05	-37,4	Ingénieur 1
107 485	152 944	-42,3	1 500,5	1 604,5	-6,9	71,63	95,32	-33,1	Ingénieur 2
59 074	77 527	-31,2	1 517,7	1 603,4	-5,7	38,92	48,35	-24,2	Ingénieur 3
90 755	109 693	-20,9	1 532,9	1 603,4	-4,6	59,21	68,41	-15,5	Professionnel sc. phys. 1
97 350	135 529	-39,2	1 500,5	1 603,4	-6,9	64,88	84,52	-30,3	Professionnel sc. phys. 2
77 372	124 978	-61,5	1 503,5	1 593,9	-6,0	51,46	78,41	-52,4	Professionnel sc. phys. 3
113 907	170 205	-49,4	1 514,6	1 593,9	-5,2	75,20	106,79	-42,0	Avocat et notaire 1
146 962	192 120	-30,7	1 500,5	1 593,9	-6,2	97,94	120,53	-23,1	Avocat et notaire 2
81 651	108 480	-32,9	1 500,5	1 603,4	-6,9	54,42	67,65	-24,3	Avocat et notaire 3
98 495	126 055	-28,0	1 500,5	1 603,4	-6,9	65,64	78,62	-19,8	Biologiste 2
									Biologiste 3
87 878	114 456	-30,2	1 512,8	1 597,2	-5,6	58,11	71,66	-23,3	Moyenne
									Techniciens
60 223	74 933	-24,4	1 516,6	1 607,8	-6,0	39,71	46,61	-17,4	Technicien en administration 1-2
59 798	66 085	-10,5	1 536,6	1 611,4	-4,9	38,92	41,01	-5,4	Techn. documentation 1-2
68 284	77 072	-12,9	1 535,3	1 606,0	-4,6	44,48	47,99	-7,9	Techn. laboratoire 1-2
54 381	76 660	-41,0	1 485,9	1 611,4	-8,5	36,60	47,57	-30,0	Technicien en droit 1-2
57 855	92 291	-59,5	1 527,3	1 606,0	-5,2	37,88	57,47	-51,7	Technicien génie 1-2
67 027	104 703	-56,2	1 485,9	1 606,0	-8,1	45,11	65,20	-44,5	Technicien génie 3
61 064	77 362	-26,7	1 519,9	1 607,7	-5,8	40,17	48,12	-19,8	Moyenne
									Employés de bureau
42 590	61 807	-45,1	1 564,3	1 707,6	-9,2	27,23	36,20	-32,9	Magasinier 1
47 436	67 505	-42,3	1 543,0	1 707,6	-10,7	30,74	39,53	-28,6	Magasinier 2
56 144	76 869	-36,9	1 551,9	1 707,6	-10,0	36,18	45,02	-24,4	Magasinier 3
45 794	51 191	-11,8	1 540,1	1 607,8	-4,4	29,74	31,84	-7,1	Personnel soutien adm. 1
49 400	63 458	-28,5	1 529,6	1 607,8	-5,1	32,30	39,47	-22,2	Personnel soutien adm. 2
55 032	70 324	-27,8	1 541,1	1 607,8	-4,3	35,71	43,74	-22,5	Personnel soutien adm. 3
47 046	60 586	-28,8	1 551,0	1 607,8	-3,7	30,33	37,68	-24,2	Personnel secrétariat 1
51 432	63 818	-24,1	1 530,3	1 607,8	-5,1	33,61	39,69	-18,1	Personnel secrétariat 2
54 712	69 700	-27,4	1 546,2	1 599,3	-3,4	35,38	43,58	-23,2	Acheteur 2
49 840	62 093	-24,6	1 535,2	1 612,4	-5,0	32,47	38,51	-18,6	Moyenne

Annexe C-7

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Effectif adm. québ. ³	Rémunération directe (C)									Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
\$		%	\$		\$		%	\$				
Employés de service												
Préposé buanderie 2	623	37 187	54 345	-46,1	472	0	37 659	54 345	-44,3	10 128	17 825	
Cuisinier 1	11	41 069	54 743	-33,3	242	0	41 311	54 743	-32,5	10 515	17 841	
Cuisinier 2	945	42 967	55 519	-29,2	514	0	43 481	55 519	-27,7	11 274	18 127	
Cuisinier 3	22	44 683	58 692	-31,4	197	0	44 880	58 692	-30,8	10 613	18 634	
Journalier/préposé terr. 2	141	35 173	44 375	-26,2	447	0	35 620	44 375	-24,6	9 680	13 805	
Préposé cuisine/café. 2	2 411	36 935	40 715	-10,2	463	0	37 399	40 715	-8,9	10 053	14 684	
Préposé entretien lourd 2	735	34 370	50 696	-47,5	437	0	34 807	50 696	-45,6	9 510	17 653	
Préposé entretien léger 2	3 864	36 085	39 925	-10,6	457	0	36 542	39 925	-9,3	9 883	13 787	
Moyenne	...	37 010	43 895	-18,6	463	0	37 473	43 895	-17,1	10 066	15 133	
Ouvriers												
Conducteur véh. légers 2	122	37 938	46 009	-21,3	404	0	38 342	46 009	-20,0	10 002	14 320	
Conducteur véh. lourds 2	124	41 109	48 546	-18,1	346	0	41 455	48 546	-17,1	10 670	15 119	
Électricien entretien 2	361	47 365	63 436	-33,9	348	0	47 713	63 436	-33,0	11 676	18 962	
Électricien entretien 3	67	49 687	66 430	-33,7	580	0	50 267	66 430	-32,2	12 656	19 815	
Mécanicien véh. motor. 1	19	44 232	58 496	-32,2	142	0	44 374	58 496	-31,8	10 165	17 755	
Mécanicien véh. motor. 2	156	46 746	60 955	-30,4	87	0	46 833	60 955	-30,2	10 423	18 394	
Menuisier entretien 2	292	45 178	60 845	-34,7	477	0	45 655	60 845	-33,3	11 647	18 329	
Machiniste 2	45	46 746	57 541	-23,1	388	0	47 134	57 541	-22,1	11 769	17 522	
Conducteur d'équip. lourds 2	237	41 428	50 631	-22,2	54	0	41 482	50 631	-22,1	9 016	15 734	
Moyenne	...	44 899	57 895	-28,9	307	0	45 206	57 895	-28,1	10 969	17 572	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	47 087	56 555	-20,1	398	0	47 485	56 555	-19,1	11 241	17 911	

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
4. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
5. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ⁴ (F)			Rémunération globale ⁵ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Employés de service									
47 787	72 169	-51,0	1 683,3	1 707,6	-1,4	28,39	42,26	-48,9	Préposé buanderie 2
51 827	72 584	-40,1	1 716,3	1 707,6	0,5	30,20	42,51	-40,8	Cuisinier 1
54 755	73 645	-34,5	1 681,4	1 707,6	-1,6	32,56	43,13	-32,4	Cuisinier 2
55 493	77 326	-39,3	1 683,6	1 707,6	-1,4	32,96	45,28	-37,4	Cuisinier 3
45 300	58 180	-28,4	1 666,0	1 707,6	-2,5	27,19	34,07	-25,3	Journalier/préposé terr. 2
47 452	55 399	-16,7	1 682,9	1 707,6	-1,5	28,20	32,44	-15,1	Préposé cuisine/café. 2
44 317	68 349	-54,2	1 683,3	1 600,8	4,9	26,33	42,70	-62,2	Préposé entretien lourd 2
46 425	53 712	-15,7	1 683,5	1 707,6	-1,4	27,58	31,46	-14,1	Préposé entretien léger 2
47 539	59 027	-24,2	1 682,9	1 698,6	-0,9	28,25	34,79	-23,2	Moyenne
Ouvriers									
48 344	60 330	-24,8	1 688,5	1 707,6	-1,1	28,63	35,33	-23,4	Conducteur véh. légers 2
52 125	63 665	-22,1	1 704,0	1 707,6	-0,2	30,59	37,28	-21,9	Conducteur véh. lourds 2
59 389	82 397	-38,7	1 700,6	1 707,6	-0,4	34,92	48,25	-38,2	Électricien entretien 2
62 923	86 245	-37,1	1 678,4	1 707,6	-1,7	37,49	50,51	-34,7	Électricien entretien 3
54 539	76 251	-39,8	1 658,8	1 707,6	-2,9	32,88	44,65	-35,8	Mécanicien véh. motor. 1
57 256	79 349	-38,6	1 647,1	1 707,6	-3,7	34,76	46,47	-33,7	Mécanicien véh. motor. 2
57 302	79 174	-38,2	1 692,2	1 707,6	-0,9	33,86	46,37	-36,9	Menuisier entretien 2
58 903	75 063	-27,4	1 702,6	1 707,6	-0,3	34,60	43,96	-27,1	Machiniste 2
50 498	66 365	-31,4	1 628,7	1 707,6	-4,8	31,01	38,87	-25,3	Conducteur d'équip. lourds 2
56 175	75 467	-34,3	1 680,8	1 707,6	-1,6	33,42	44,20	-32,3	Moyenne
Ensemble des emplois repères									
58 727	74 466	-26,8	1 555,3	1 625,0	-4,5	37,97	45,97	-21,1	Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	60	46 139	66 210	-43,5	250	1 058	46 389	67 267	-45,0	10 695	23 797
Professionnel communic. 2	710	67 697	76 643	-13,2	422	309	68 119	76 952	-13,0	14 431	21 361
Professionnel communic. 3	115	80 124	92 538	-15,5	80	66	80 204	92 604	-15,5	15 574	27 160
Professionnel gest. fin. 2	431	66 945	73 923	-10,4	1 035	322	67 980	74 246	-9,2	15 317	19 626
Professionnel gest. fin. 3	15	76 250	95 365	-25,1	76	261	76 326	95 626	-25,3	15 042	26 803
Analyste proc. adm./inform. 1	333	47 400	63 680	-34,3	128	245	47 528	63 925	-34,5	10 554	19 596
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	68 287	78 416	-14,8	339	252	68 626	78 668	-14,6	14 233	21 676
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	80 874	94 495	-16,8	175	177	81 049	94 672	-16,8	15 740	26 811
Ingénieur 1	212	47 971	63 909	-33,2	48	98	48 019	64 006	-33,3	10 423	21 874
Ingénieur 2	537	73 963	92 271	-24,8	91	267	74 054	92 538	-25,0	14 642	29 348
Ingénieur 3	392	90 439	115 107	-27,3	90	137	90 529	115 244	-27,3	16 956	32 890
Professionnel sc. phys. 2	459	74 047	81 451	-10,0	939	180	74 986	81 631	-8,9	15 770	23 340
Avocat et notaire 1	53	63 908	92 906	-45,4	134	81	64 042	92 987	-45,2	13 330	26 694
Avocat et notaire 2	385	95 042	107 527	-13,1	596	476	95 638	108 003	-12,9	18 269	33 884
Moyenne	...	72 723	84 947	-16,8	332	245	73 055	85 192	-16,6	14 823	24 314
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 920	48 157	56 041	-16,4	446	245	48 603	56 287	-15,8	11 620	18 096
Technicien en administration 3	131	54 506	60 505	-11,0	49	286	54 555	60 790	-11,4	12 224	14 890
Techn. documentation 1-2	742	48 018	51 624	-7,5	319	428	48 337	52 052	-7,7	11 461	17 383
Techn. laboratoire 1-2	2 004	54 020	59 891	-10,9	945	358	54 965	60 250	-9,6	13 319	17 306
Techn. laboratoire 3	486	58 180	63 990	-10,0	1 022	296	59 201	64 287	-8,6	14 041	16 542
Technicien en droit 1-2	440	44 271	61 008	-37,8	40	260	44 311	61 268	-38,3	10 070	15 905
Technicien génie 1-2	1 444	46 634	72 083	-54,6	282	445	46 916	72 528	-54,6	10 938	24 372
Technicien génie 3	257	54 748	81 489	-48,8	49	143	54 798	81 632	-49,0	12 229	25 466
Techn. informatique 1-2	2 090	49 735	56 128	-12,9	360	337	50 094	56 464	-12,7	11 727	16 530
Techn. informatique 3	918	55 660	66 681	-19,8	650	676	56 310	67 357	-19,6	13 052	17 082
Technicien en loisir 1-2	474	48 184	48 083	0,2 *	569	681	48 753	48 764	0,0 *	11 850	14 696
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	46 937	72 489	-54,4	854	989	47 791	73 478	-53,7	11 982	24 308
Moyenne	...	49 499	59 258	-19,7	498	362	49 997	59 620	-19,2	11 888	18 363
Employés de bureau											
Préposé photocopie 2	7	32 759	46 531	-42,0	20	262	32 779	46 792	-42,8	8 037	15 027
Magasinier 1	214	33 769	50 929	-50,8	297	220	34 066	51 148	-50,1	8 524	17 356
Magasinier 2	924	37 409	55 390	-48,1	433	534	37 842	55 924	-47,8	9 594	19 903
Magasinier 3	28	44 993	62 348	-38,6	222	450	45 215	62 798	-38,9	10 929	28 130
Op. duplicateur 1-2	78	36 525	54 609	-49,5	239	536	36 764	55 145	-50,0	9 183	17 893
Personnel soutien adm. 1	4 445	35 812	41 241	-15,2	514	408	36 326	41 648	-14,7	9 469	16 210
Personnel soutien adm. 2	5 764	39 319	48 203	-22,6	312	160	39 631	48 362	-22,0	9 769	15 631
Personnel soutien adm. 3	2 249	43 743	52 553	-20,1	435	83	44 178	52 636	-19,1	10 855	16 996
Personnel secrétariat 1	1 470	37 288	44 538	-19,4	278	267	37 566	44 805	-19,3	9 480	13 246
Personnel secrétariat 2	9 025	40 898	48 920	-19,6	328	314	41 226	49 234	-19,4	10 206	16 007
Préposé aux renseign. 2	685	42 073	47 398	-12,7	29	352	42 102	47 750	-13,4	9 962	16 528
Préposé aux renseign. 3	39	47 513	53 651	-12,9 *	33	207	47 546	53 858	-13,3 *	11 270	13 792
Préposé télécomm. 1-2	234	42 344	54 296	-28,2	25	571	42 370	54 867	-29,5	10 439	20 301
Téléphoniste-récept. 2	253	34 128	41 598	-21,9	529	156	34 657	41 755	-20,5	9 186	11 879
Acheteur 2	148	43 290	53 150	-22,8	483	279	43 773	53 429	-22,1	10 939	15 902
Moyenne	...	39 527	47 810	-21,0	359	282	39 886	48 092	-20,6	9 954	16 064

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
Professionnels									
57 084	91 064	-59,5	1 515,1	1 563,0	-3,2	37,68	58,26	-54,6	Professionnel communic. 1
82 550	98 313	-19,1	1 520,4	1 555,8	-2,3	54,30	63,19	-16,4	Professionnel communic. 2
95 779	119 764	-25,0	1 500,5	1 590,5	-6,0	63,83	75,30	-18,0	Professionnel communic. 3
83 296	93 871	-12,7	1 549,1	1 547,3	0,1 *	53,77	60,67	-12,8	Professionnel gest. fin. 2
91 368	122 429	-34,0	1 500,5	1 544,9	-3,0	60,89	79,25	-30,1	Professionnel gest. fin. 3
58 083	83 521	-43,8	1 505,5	1 572,3	-4,4	38,58	53,12	-37,7	Analyste proc. adm./inform. 1
82 859	100 344	-21,1	1 514,5	1 543,0	-1,9	54,71	65,03	-18,9	Analyste proc. adm./inform. 2
96 789	121 483	-25,5	1 504,0	1 549,2	-3,0	64,35	78,42	-21,9	Analyste proc. adm./inform. 3
58 442	85 880	-46,9	1 500,5	1 593,7	-6,2	38,95	53,89	-38,4	Ingénieur 1
88 696	121 886	-37,4	1 503,4	1 565,2	-4,1	59,00	77,87	-32,0	Ingénieur 2
107 485	148 135	-37,8	1 500,5	1 589,5	-5,9	71,63	93,20	-30,1	Ingénieur 3
90 755	104 972	-15,7	1 532,9	1 601,7	-4,5	59,21	65,54	-10,7 *	Professionnel sc. phys. 2
77 372	119 681	-54,7	1 503,5	1 586,9	-5,5	51,46	75,42	-46,6	Avocat et notaire 1
113 907	141 887	-24,6	1 514,6	1 591,7	-5,1	75,20	89,14	-18,5	Avocat et notaire 2
87 878	109 506	-24,6	1 512,8	1 559,0	-3,1	58,11	70,22	-20,8	Moyenne
Techniciens									
60 223	74 383	-23,5	1 516,6	1 560,5	-2,9	39,71	47,67	-20,0	Technicien en administration 1-2
66 780	75 681	-13,3	1 485,9	1 515,6	-2,0	44,94	49,93	-11,1	Technicien en administration 3
59 798	69 436	-16,1	1 536,6	1 495,7	2,7	38,92	46,42	-19,3	Techn. documentation 1-2
68 284	77 555	-13,6	1 535,3	1 627,9	-6,0	44,48	47,64	-7,1 *	Techn. laboratoire 1-2
73 243	80 828	-10,4	1 535,7	1 563,8	-1,8 *	47,69	51,69	-8,4 *	Techn. laboratoire 3
54 381	77 173	-41,9	1 485,9	1 560,8	-5,0	36,60	49,44	-35,1	Technicien en droit 1-2
57 855	96 900	-67,5	1 527,3	1 675,2	-9,7	37,88	57,84	-52,7	Technicien génie 1-2
67 027	107 098	-59,8	1 485,9	1 531,8	-3,1	45,11	69,92	-55,0	Technicien génie 3
61 822	72 995	-18,1	1 524,0	1 599,7	-5,0	40,56	45,63	-12,5	Techn. informatique 1-2
69 361	84 439	-21,7	1 537,8	1 557,6	-1,3 *	45,10	54,21	-20,2	Techn. informatique 3
60 604	63 461	-4,7 *	1 544,0	1 575,9	-2,1 *	39,25	40,27	-2,6 *	Technicien en loisir 1-2
59 773	97 786	-63,6	1 537,7	1 522,9	1,0 *	38,87	64,21	-65,2	Techn. hygiène du trav. 1-2
61 885	77 983	-26,0	1 523,0	1 577,2	-3,6	40,63	49,44	-21,7	Moyenne
Employés de bureau									
40 816	61 820	-51,5	1 527,3	1 581,1	-3,5 *	26,72	39,10	-46,3	Préposé photocopie 2
42 590	68 504	-60,8	1 564,3	1 729,8	-10,6	27,23	39,60	-45,5	Magasinier 1
47 436	75 827	-59,9	1 543,0	1 663,4	-7,8	30,74	45,58	-48,3	Magasinier 2
56 144	90 928	-62,0	1 551,9	1 735,5	-11,8	36,18	52,39	-44,8	Magasinier 3
45 947	73 037	-59,0	1 543,6	1 581,3	-2,4	29,77	46,19	-55,2	Op. duplicateur 1-2
45 794	57 858	-26,3	1 540,1	1 512,9	1,8	29,74	38,24	-28,6	Personnel soutien adm. 1
49 400	63 993	-29,5	1 529,6	1 538,0	-0,5 *	32,30	41,61	-28,8	Personnel soutien adm. 2
55 032	69 632	-26,5	1 541,1	1 584,6	-2,8	35,71	43,94	-23,1	Personnel soutien adm. 3
47 046	58 050	-23,4	1 551,0	1 474,7	4,9	30,33	39,36	-29,8	Personnel secrétariat 1
51 432	65 241	-26,8	1 530,3	1 501,3	1,9	33,61	43,46	-29,3	Personnel secrétariat 2
52 064	64 277	-23,5	1 489,5	1 546,5	-3,8	34,95	41,56	-18,9	Préposé aux renseign. 2
58 816	67 651	-15,0 *	1 489,5	1 592,3	-6,9	39,49	42,48	-7,6 *	Préposé aux renseign. 3
52 809	75 167	-42,3	1 667,2	1 678,3	-0,7 *	31,68	44,79	-41,4	Préposé télécomm. 1-2
43 843	53 634	-22,3	1 540,7	1 580,4	-2,6 *	28,46	33,94	-19,3	Téléphoniste-récept. 2
54 712	69 331	-26,7	1 546,2	1 614,2	-4,4	35,38	42,95	-21,4	Acheteur 2
49 840	64 155	-28,7	1 535,4	1 531,7	0,2 *	32,47	41,86	-28,9	Moyenne

Annexe C-8

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de service											
Préposé buanderie 2	623	37 187	44 710	-20,2	472	165	37 659	44 875	-19,2	10 128	11 082
Concierqe	2 179	38 809	45 448	-17,1	229	330	39 039	45 777	-17,3	10 002	14 366
Cuisinier 1	11	41 069	45 784	-11,5	242	164	41 311	45 948	-11,2	10 515	10 813
Cuisinier 2	945	42 967	45 150	-5,1 *	514	238	43 481	45 388	-4,4 *	11 274	10 509
Gardien 2	279	35 109	34 967	0,4 *	309	188	35 418	35 155	0,7 *	8 972	5 829
Journalier/préposé terr. 2	141	35 173	48 606	-38,2	447	487	35 620	49 093	-37,8	9 680	15 411
Préposé cuisine/café. 2	2 411	36 935	33 214	10,1	463	156	37 399	33 370	10,8	10 053	7 569
Préposé entretien lourd 2	735	34 370	36 074	-5,0	437	116	34 807	36 190	-4,0 *	9 510	8 205
Ouvrier entret. mainten. 2	387	38 824	48 684	-25,4	493	251	39 317	48 935	-24,5	10 478	13 721
Préposé entretien léger 2	3 864	36 085	37 586	-4,2 *	457	141	36 542	37 727	-3,2 *	9 883	8 373
Moyenne	...	37 405	39 803	-6,4 *	419	198	37 824	40 001	-5,8 *	10 054	9 971
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	122	37 938	50 249	-32,4	404	88	38 342	50 337	-31,3	10 002	16 016
Conducteur véh. lourds 2	124	41 109	52 568	-27,9	346	231	41 455	52 799	-27,4	10 670	13 295
Electricien entretien 2	361	47 365	68 933	-45,5	348	230	47 713	69 163	-45,0	11 676	28 941
Mécanicien véh. motor. 1	19	44 232	52 675	-19,1 *	142	321	44 374	52 996	-19,4 *	10 165	13 870
Mécanicien véh. motor. 2	156	46 746	61 914	-32,4	87	488	46 833	62 403	-33,2	10 423	21 606
Mécanicien entret. Millwright 2	270	46 908	66 041	-40,8	591	145	47 499	66 186	-39,3	12 211	23 201
Menuisier entretien 2	292	45 178	60 788	-34,6	477	714	45 655	61 501	-34,7	11 647	22 243
Ouvrier cert. entretien 2	932	44 666	59 722	-33,7	341	277	45 008	59 999	-33,3	11 156	20 105
Peintre entretien 2	120	41 456	59 701	-44,0	388	587	41 844	60 287	-44,1	10 694	20 292
Machiniste 2	45	46 746	62 279	-33,2	388	178	47 134	62 457	-32,5	11 769	18 180
Conducteur d'équip. lourds 2	237	41 428	55 323	-33,5	54	380	41 482	55 702	-34,3	9 016	22 222
Moyenne	...	44 946	60 579	-34,8	327	303	45 273	60 882	-34,5	11 021	21 901
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	46 782	55 413	-18,5	399	284	47 181	55 697	-18,1	11 225	17 120

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
 3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
 4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.
- * Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
47 787	55 957	-17,1	1 683,3	1 724,6	-2,5 *	28,39	32,45	-14,3	Employés de service
49 041	60 143	-22,6	1 716,2	1 732,0	-0,9 *	28,58	34,72	-21,5	Préposé buanderie 2
51 827	56 761	-9,5 *	1 716,3	1 767,6	-3,0	30,20	32,11	-6,3 *	Concierge
54 755	55 897	-2,1 *	1 681,4	1 748,3	-4,0	32,56	31,97	1,8 *	Cuisinier 1
44 390	40 984	7,7	1 680,1	1 867,8	-11,2	26,42	21,94	17,0	Cuisinier 2
45 300	64 504	-42,4	1 666,0	1 760,5	-5,7	27,19	36,64	-34,7	Gardien 2
47 452	40 939	13,7	1 682,9	1 793,2	-6,5	28,20	22,83	19,0	Journalier/préposé terr. 2
44 317	44 395	-0,2 *	1 683,3	1 720,1	-2,2	26,33	25,81	2,0 *	Préposé cuisine/café. 2
49 795	62 656	-25,8	1 683,3	1 735,4	-3,1	29,58	36,10	-22,0	Préposé entretien lourd 2
46 425	46 100	0,7 *	1 683,5	1 728,3	-2,7	27,58	26,67	3,3 *	Ouvrier entret. mainten. 2
47 878	49 972	-4,4 *	1 688,9	1 747,0	-3,4	28,35	28,65	-1,1 *	Préposé entretien léger 2
									Moyenne
48 344	66 354	-37,3	1 688,5	1 754,1	-3,9	28,63	37,83	-32,1	Ouvriers
52 125	66 093	-26,8	1 704,0	1 818,0	-6,7	30,59	36,35	-18,8	Conducteur véh. légers 2
59 389	98 104	-65,2	1 700,6	1 711,8	-0,7 *	34,92	57,31	-64,1	Conducteur véh. lourds 2
54 539	66 866	-22,6 *	1 658,8	1 818,8	-9,6	32,88	36,76	-11,8 *	Electricien entretien 2
57 256	84 009	-46,7	1 647,1	1 719,1	-4,4	34,76	48,87	-40,6	Mécanicien véh. motor. 1
59 710	89 387	-49,7	1 683,8	1 755,2	-4,2	35,46	50,93	-43,6	Mécanicien véh. motor. 2
57 302	83 744	-46,1	1 692,2	1 697,2	-0,3 *	33,86	49,34	-45,7	Mécanicien entret. Millwright 2
56 164	80 104	-42,6	1 704,7	1 681,6	1,4 *	32,95	47,63	-44,6	Menuisier entretien 2
52 538	80 580	-53,4	1 698,2	1 701,6	-0,2 *	30,94	47,36	-53,1	Ouvrier cert. entretien 2
58 903	80 637	-36,9	1 702,6	1 783,8	-4,8	34,60	45,21	-30,7	Peintre entretien 2
50 498	77 925	-54,3	1 628,7	1 644,4	-1,0 *	31,01	47,39	-52,8	Machiniste 2
56 294	82 783	-47,1	1 681,6	1 704,8	-1,4	33,47	48,65	-45,3	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
58 406	72 818	-24,7	1 563,4	1 593,8	-1,9	37,59	45,99	-22,4	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe C-9

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	60	46 139	51 741	-12,1	250	5	46 389	51 746	-11,5	10 695	12 121
Professionnel communic. 2	710	67 697	68 558	-1,3 *	422	93	68 119	68 651	-0,8 *	14 431	17 724
Professionnel communic. 3	115	80 124	100 678	-25,7	80	88	80 204	100 766	-25,6	15 574	28 687
Professionnel gest. fin. 1	14	46 470	47 684	-2,6 *	476	5	46 946	47 689	-1,6 *	11 380	9 543
Professionnel gest. fin. 2	431	66 945	73 893	-10,4	1 035	39	67 980	73 932	-8,8	15 317	16 690
Professionnel gest. fin. 3	15	76 250	99 017	-29,9	76	23	76 326	99 040	-29,8	15 042	25 825
Analyste proc. adm./inform. 1	333	47 400	58 339	-23,1	128	5	47 528	58 343	-22,8	10 554	14 030
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	68 287	78 192	-14,5	339	21	68 626	78 213	-14,0	14 233	18 334
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	80 874	96 677	-19,5	175	13	81 049	96 691	-19,3	15 740	22 094
Ingénieur 1	212	47 971	58 427	-21,8	48	44	48 019	58 471	-21,8	10 423	13 039
Ingénieur 2	537	73 963	81 375	-10,0	91	22	74 054	81 397	-9,9	14 642	18 697
Ingénieur 3	392	90 439	110 278	-21,9	90	56	90 529	110 334	-21,9	16 956	23 874
Professionnel sc. phys. 1	25	47 631	57 963	-21,7	332	109	47 963	58 073	-21,1	11 111	14 144
Professionnel sc. phys. 2	459	74 047	67 805	8,4	939	146	74 986	67 952	9,4	15 770	13 851
Professionnel sc. phys. 3	110	81 542	95 996	-17,7	82	325	81 624	96 321	-18,0	15 726	17 705
Avocat et notaire 1	53	63 908	62 820	1,7 *	134	0	64 042	62 820	1,9 *	13 330	14 334
Avocat et notaire 2	385	95 042	99 144	-4,3	596	192	95 638	99 336	-3,9	18 269	24 204
Avocat et notaire 3	299	124 828	125 310	-0,4 *	125	93	124 953	125 403	-0,4 *	22 010	31 517
Biologiste 1	17	48 486	47 633	1,8 *	48	108	48 534	47 742	1,6 *	10 625	9 389
Biologiste 2	148	67 832	58 313	14,0	68	76	67 899	58 389	14,0	13 751	11 653
Bioloqiste 3	37	82 577	86 523	-4,8	83	445	82 660	86 968	-5,2	15 835	12 591
Moyenne	...	72 723	80 036	-10,1	332	60	73 055	80 095	-9,6	14 823	18 411
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 920	48 157	50 758	-5,4	446	48	48 603	50 806	-4,5	11 620	12 279
Technicien en administration 3	131	54 506	65 358	-19,9	49	128	54 555	65 486	-20,0	12 224	14 448
Techn. documentation 1-2	742	48 018	48 231	-0,4 *	319	155	48 337	48 386	-0,1 *	11 461	14 825
Techn. laboratoire 1-2	2 004	54 020	47 821	11,5	945	88	54 965	47 910	12,8	13 319	11 241
Techn. laboratoire 3	486	58 180	50 744	12,8 *	1 022	67	59 201	50 811	14,2 *	14 041	10 352
Technicien en droit 1-2	440	44 271	62 512	-41,2	40	17	44 311	62 530	-41,1	10 070	13 057
Technicien en droit 3	21	54 442	92 102	-69,2	49	0	54 491	92 102	-69,0	12 218	17 648
Technicien génie 1-2	1 444	46 634	66 464	-42,5	282	51	46 916	66 515	-41,8	10 938	16 614
Technicien génie 3	257	54 748	86 741	-58,4	49	128	54 798	86 869	-58,5	12 229	17 454
Techn. informatique 1-2	2 090	49 735	49 564	0,3 *	360	18	50 094	49 581	1,0 *	11 727	9 937
Techn. informatique 3	918	55 660	67 220	-20,8	650	34	56 310	67 254	-19,4	13 052	11 204
Technicien en loisir 1-2	474	48 184	46 732	3,0 *	569	467	48 753	47 199	3,2 *	11 850	8 765
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	46 937	62 600	-33,4	854	14	47 791	62 613	-31,0	11 982	16 987
Moyenne	...	49 501	53 662	-8,4	498	69	49 999	53 730	-7,5	11 888	12 414
Employés de bureau											
Magasinier 1	214	33 769	30 840	8,7 *	297	41	34 066	30 881	9,3 *	8 524	5 304
Magasinier 2	924	37 409	46 968	-25,6	433	75	37 842	47 043	-24,3	9 594	10 407
Magasinier 3	28	44 993	61 326	-36,3	222	61	45 215	61 387	-35,8	10 929	13 462
Personnel soutien adm. 1	4 445	35 812	35 382	1,2 *	514	91	36 326	35 473	2,3 *	9 469	8 675
Personnel soutien adm. 2	5 764	39 319	40 805	-3,8	312	53	39 631	40 858	-3,1	9 769	9 702
Personnel soutien adm. 3	2 249	43 743	49 004	-12,0	435	104	44 178	49 108	-11,2	10 855	9 758
Personnel secrétariat 1	1 470	37 288	43 740	-17,3	278	67	37 566	43 807	-16,6	9 480	9 812
Personnel secrétariat 2	9 025	40 898	48 356	-18,2	328	79	41 226	48 436	-17,5	10 206	12 071
Préposé aux renseign. 2	685	42 073	36 942	12,2	29	12	42 102	36 954	12,2	9 962	9 137
Préposé aux renseign. 3	39	47 513	52 378	-10,2 *	33	56	47 546	52 434	-10,3 *	11 270	12 996
Préposé télécomm. 1-2	234	42 344	43 985	-3,9 *	25	75	42 370	44 060	-4,0 *	10 439	8 393
Téléphoniste-récept. 2	253	34 128	35 484	-4,0 *	529	68	34 657	35 551	-2,6 *	9 186	7 801
Acheteur 2	148	43 290	50 423	-16,5	483	123	43 773	50 546	-15,5	10 939	9 533
Moyenne	...	39 515	43 580	-10,3	359	75	39 874	43 656	-9,5	9 951	10 299

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
57 084	63 868	-11,9	1 515,1	1 692,3	-11,7	37,68	37,74	-0,2 *	Professionnels
82 550	86 375	-4,6 *	1 520,4	1 645,8	-8,2	54,30	52,48	3,3 *	Professionnel communic. 1
95 779	129 453	-35,2	1 500,5	1 647,9	-9,8	63,83	78,56	-23,1	Professionnel communic. 2
58 326	57 232	1,9 *	1 533,8	1 749,6	-14,1	38,03	32,71	14,0	Professionnel communic. 3
83 296	90 622	-8,8	1 549,1	1 716,2	-10,8	53,77	52,80	1,8 *	Professionnel gest. fin. 1
91 368	124 865	-36,7	1 500,5	1 630,9	-8,7	60,89	76,56	-25,7	Professionnel gest. fin. 2
58 083	72 373	-24,6	1 505,5	1 729,1	-14,8	38,58	41,86	-8,5 *	Professionnel gest. fin. 3
82 859	96 547	-16,5	1 514,5	1 721,2	-13,6	54,71	56,09	-2,5 *	Analyste proc. adm./inform. 1
96 789	118 785	-22,7	1 504,0	1 695,0	-12,7	64,35	70,08	-8,9	Analyste proc. adm./inform. 2
58 442	71 510	-22,4	1 500,5	1 768,3	-17,8	38,95	40,44	-3,8	Analyste proc. adm./inform. 3
88 696	100 094	-12,9	1 503,4	1 773,4	-18,0	59,00	56,44	4,3	Ingénieur 1
107 485	134 208	-24,9	1 500,5	1 740,3	-16,0	71,63	77,12	-7,7	Ingénieur 2
59 074	72 217	-22,2	1 517,7	1 755,0	-15,6	38,92	41,15	-5,7 *	Ingénieur 3
90 755	81 803	9,9	1 532,9	1 731,3	-12,9	59,21	47,25	20,2	Professionnel sc. phys. 1
97 350	114 026	-17,1	1 500,5	1 712,0	-14,1	64,88	66,60	-2,7 *	Professionnel sc. phys. 2
77 372	77 153	0,3 *	1 503,5	1 686,5	-12,2	51,46	45,75	11,1	Professionnel sc. phys. 3
113 907	123 540	-8,5	1 514,6	1 655,7	-9,3	75,20	74,61	0,8 *	Avocat et notaire 1
146 962	156 919	-6,8	1 500,5	1 644,1	-9,6	97,94	95,45	2,5	Avocat et notaire 2
59 159	57 131	3,4 *	1 500,5	1 733,6	-15,5	39,43	32,95	16,4	Avocat et notaire 3
81 651	70 042	14,2	1 500,5	1 732,6	-15,5	54,42	40,43	25,7	Biologiste 1
98 495	99 559	-1,1 *	1 500,5	1 703,1	-13,5	65,64	58,46	10,9	Biologiste 2
87 878	98 506	-12,1	1 512,8	1 712,8	-13,2	58,11	57,62	0,8 *	Biologiste 3
60 223	63 085	-4,8	1 516,6	1 706,6	-12,5	39,71	36,97	6,9	Moyenne
66 780	79 934	-19,7	1 485,9	1 681,9	-13,2	44,94	47,53	-5,7	Techniciens
59 798	63 211	-5,7 *	1 536,6	1 588,2	-3,4	38,92	39,80	-2,3 *	Technicien en administration 1-2
68 284	59 150	13,4	1 535,3	1 760,5	-14,7	44,48	33,60	24,5	Technicien en administration 3
73 243	61 163	16,5 *	1 535,7	1 740,7	-13,3	47,69	35,14	26,3	Techn. documentation 1-2
54 381	75 586	-39,0	1 485,9	1 641,8	-10,5	36,60	46,04	-25,8	Techn. laboratoire 1-2
66 710	109 750	-64,5	1 485,9	1 567,7	-5,5	44,90	70,01	-55,9	Techn. laboratoire 3
57 855	83 129	-43,7	1 527,3	1 769,3	-15,8	37,88	46,98	-24,0	Technicien en droit 1-2
67 027	104 322	-55,6	1 485,9	1 738,1	-17,0	45,11	60,02	-33,1	Technicien en droit 3
61 822	59 518	3,7 *	1 524,0	1 750,5	-14,9	40,56	34,00	16,2	Technicien génie 1-2
69 361	78 457	-13,1	1 537,8	1 754,4	-14,1	45,10	44,72	0,8 *	Technicien génie 3
60 604	55 964	7,7 *	1 544,0	1 652,0	-7,0	39,25	33,88	13,7 *	Techn. informatique 1-2
59 773	79 600	-33,2	1 537,7	1 815,9	-18,1	38,87	43,83	-12,8 *	Techn. informatique 3
61 887	66 144	-6,9	1 523,0	1 721,5	-13,0	40,63	38,41	5,5	Technicien en loisir 1-2
42 590	36 184	15,0 *	1 564,3	1 849,7	-18,2	27,23	19,56	28,1	Techn. hygiène du trav. 1-2
47 436	57 450	-21,1	1 543,0	1 818,8	-17,9	30,74	31,59	-2,7 *	Moyenne
56 144	74 849	-33,3	1 551,9	1 789,9	-15,3	36,18	41,82	-15,6 *	Employés de bureau
45 794	44 148	3,6 *	1 540,1	1 730,3	-12,3	29,74	25,52	14,2	Magasinier 1
49 400	50 560	-2,3 *	1 529,6	1 720,2	-12,5	32,30	29,39	9,0	Magasinier 2
55 032	58 866	-7,0 *	1 541,1	1 757,9	-14,1	35,71	33,49	6,2 *	Magasinier 3
47 046	53 619	-14,0	1 551,0	1 684,8	-8,6	30,33	31,82	-4,9 *	Personnel soutien adm. 1
51 432	60 507	-17,6	1 530,3	1 668,4	-9,0	33,61	36,27	-7,9	Personnel soutien adm. 2
52 064	46 091	11,5	1 489,5	1 781,1	-19,6	34,95	25,88	26,0	Personnel soutien adm. 3
58 816	65 431	-11,2 *	1 489,5	1 749,4	-17,4	39,49	37,40	5,3 *	Personnel secrétariat 1
52 809	52 453	0,7 *	1 667,2	1 856,0	-11,3	31,68	28,26	10,8	Personnel secrétariat 2
43 843	43 352	1,1 *	1 540,7	1 734,2	-12,6	28,46	25,00	12,2	Préposé aux renseign. 2
54 712	60 079	-9,8 *	1 546,2	1 774,7	-14,8	35,38	33,85	4,3 *	Préposé aux renseign. 3
49 825	53 949	-8,3	1 535,2	1 714,1	-11,6	32,46	31,54	2,8	Préposé télécomm. 1-2
									Téléphoniste-récept. 2
									Acheteur 2
									Moyenne

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)		
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)					
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	
		\$		%	\$		\$		%	\$		
Employés de service												
Concierge	2 179	38 809	37 437	3,5 *	229	25	39 039	37 462	4,0 *	10 002	7 484	
Cuisinier 1	11	41 069	28 380	30,9	242	4	41 311	28 384	31,3	10 515	4 488	
Cuisinier 2	945	42 967	33 613	21,8	514	47	43 481	33 660	22,6	11 274	7 189	
Cuisinier 3	22	44 683	48 175	-7,8 *	197	23	44 880	48 198	-7,4 *	10 613	8 892	
Gardien 2	279	35 109	37 682	-7,3	309	146	35 418	37 828	-6,8 *	8 972	6 792	
Journalier/préposé terr. 2	141	35 173	38 269	-8,8	447	261	35 620	38 531	-8,2	9 680	7 487	
Préposé cuisine/café. 2	2 411	36 935	23 416	36,6	463	20	37 399	23 436	37,3	10 053	4 116	
Préposé entretien lourd 2	735	34 370	28 852	16,1	437	39	34 807	28 891	17,0	9 510	5 713	
Ouvrier entret. mainten. 2	387	38 824	44 378	-14,3	493	46	39 317	44 424	-13,0	10 478	9 103	
Préposé entretien léger 2	3 864	36 085	25 258	30,0	457	38	36 542	25 296	30,8	9 883	4 562	
Moyenne	...	37 405	29 988	19,8	419	36	37 824	30 024	20,6	10 054	5 662	
Ouvriers												
Conducteur véh. légers 2	122	37 938	30 621	19,3	404	33	38 342	30 654	20,1	10 002	6 159	
Conducteur véh. lourds 2	124	41 109	42 545	-3,5 *	346	69	41 455	42 614	-2,8 *	10 670	8 476	
Électricien entretien 2	361	47 365	54 824	-15,7	348	85	47 713	54 909	-15,1	11 676	11 178	
Mécanicien véh. motor. 2	156	46 746	52 078	-11,4	87	146	46 833	52 224	-11,5	10 423	10 751	
Mécanicien entret. Millwright 2	270	46 908	52 611	-12,2	591	111	47 499	52 722	-11,0 *	12 211	11 717	
Menuisier entretien 2	292	45 178	42 624	5,7 *	477	374	45 655	42 999	5,8 *	11 647	8 600	
Ouvrier cert. entretien 2	932	44 666	51 069	-14,3	341	14	45 008	51 083	-13,5	11 156	10 246	
Peintre entretien 2	120	41 456	43 483	-4,9 *	388	105	41 844	43 588	-4,2 *	10 694	8 339	
Machiniste 2	45	46 746	49 604	-6,1 *	388	27	47 134	49 631	-5,3 *	11 769	10 254	
Conducteur d'équip. lourds 2	237	41 428	46 108	-11,3	54	0	41 482	46 108	-11,2	9 016	9 151	
Moyenne	...	45 044	49 214	-9,3	354	87	45 398	49 301	-8,6	11 173	10 126	
Ensemble des emplois repères												
Moyenne	...	46 799	49 385	-5,5	401	65	47 200	49 450	-4,8	11 233	11 207	

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
									Employés de service
49 041	44 945	8,4	1 716,2	1 790,6	-4,3	28,58	25,10	12,2	Concierge
51 827	32 872	36,6	1 716,3	1 826,1	-6,4	30,20	18,00	40,4	Cuisinier 1
54 755	40 849	25,4	1 681,4	1 850,3	-10,0	32,56	22,08	32,2	Cuisinier 2
55 493	57 090	-2,9 *	1 683,6	1 892,7	-12,4	32,96	30,16	8,5 *	Cuisinier 3
44 390	44 619	-0,5 *	1 680,1	1 864,6	-11,0	26,42	23,93	9,4	Gardien 2
45 300	46 018	-1,6 *	1 666,0	1 801,4	-8,1	27,19	25,55	6,0 *	Journalier/préposé terr. 2
47 452	27 552	41,9	1 682,9	1 761,2	-4,7	28,20	15,64	44,5	Préposé cuisine/café. 2
44 317	34 604	21,9	1 683,3	1 631,9	3,1 *	26,33	21,20	19,5	Préposé entretien lourd 2
49 795	53 528	-7,5	1 683,3	1 784,8	-6,0	29,58	29,99	-1,4 *	Ouvrier entret. mainten. 2
46 425	29 858	35,7	1 683,5	1 599,3	5,0 *	27,58	18,67	32,3	Préposé entretien léger 2
47 878	35 686	25,5	1 688,9	1 725,2	-2,2 *	28,35	20,60	27,3	Moyenne
									Ouvriers
48 344	36 813	23,9	1 688,5	1 860,1	-10,2	28,63	19,79	30,9	Conducteur véh. légers 2
52 125	51 090	2,0 *	1 704,0	2 064,0	-21,1	30,59	24,75	19,1	Conducteur véh. lourds 2
59 389	66 087	-11,3 *	1 700,6	1 819,4	-7,0	34,92	36,32	-4,0 *	Électricien entretien 2
57 256	62 976	-10,0 *	1 647,1	1 833,7	-11,3	34,76	34,34	1,2 *	Mécanicien véh. motor. 2
59 710	64 439	-7,9 *	1 683,8	1 803,8	-7,1	35,46	35,72	-0,7 *	Mécanicien entret. Millwright 2
57 302	51 599	10,0 *	1 692,2	1 774,6	-4,9 *	33,86	29,08	14,1 *	Menuisier entretien 2
56 164	61 329	-9,2 *	1 704,7	1 893,6	-11,1	32,95	32,39	1,7 *	Ouvrier cert. entretien 2
52 538	51 927	1,2 *	1 698,2	1 759,3	-3,6 *	30,94	29,52	4,6 *	Peintre entretien 2
58 903	59 885	-1,7 *	1 702,6	1 763,5	-3,6 *	34,60	33,96	1,8 *	Machiniste 2
50 498	55 259	-9,4 *	1 628,7	1 855,0	-13,9	31,01	29,79	3,9 *	Conducteur d'équip. lourds 2
56 570	59 427	-5,1 *	1 687,8	1 839,3	-9,0	33,52	32,36	3,5 *	Moyenne
									Ensemble des emplois repères
58 433	60 657	-3,8	1 562,8	1 723,9	-10,3	37,62	35,24	6,3	Moyenne

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché
		québ.			québ.		québ.			québ.	
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 2	710	67 697	81 187	-19,9	422	784	68 119	81 971	-20,3	14 431	28 641
Professionnel gest. fin. 2	431	66 945	81 802	-22,2	1 035	666	67 980	82 468	-21,3	15 317	28 472
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	68 287	76 139	-11,5	339	229	68 626	76 368	-11,3	14 233	23 624
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	80 874	105 777	-30,8	175	1 208	81 049	106 985	-32,0	15 740	39 025
Moyenne	...	73 200	83 343	-13,9	355	461	73 556	83 803	-13,9	14 928	27 022
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 920	48 157	55 840	-16,0	446	312	48 603	56 153	-15,5	11 620	17 737
Techn. documentation 1-2	742	48 018	55 270	-15,1	319	303	48 337	55 573	-15,0	11 461	16 682
Techn. laboratoire 1-2	2 004	54 020	61 544	-13,9	945	410	54 965	61 954	-12,7	13 319	16 705
Technicien génie 1-2	1 444	46 634	74 578	-59,9	282	426	46 916	75 005	-59,9	10 938	25 269
Technicien génie 3	257	54 748	69 149	-26,3	49	570	54 798	69 719	-27,2	12 229	19 908
Techn. informatique 1-2	2 090	49 735	55 054	-10,7	360	304	50 094	55 358	-10,5	11 727	15 525
Technicien en loisir 1-2	474	48 184	39 019	19,0	569	388	48 753	39 407	19,2	11 850	7 145
Moyenne	...	49 455	60 801	-22,9	502	385	49 957	61 186	-22,5	11 885	19 216
Employés de bureau											
Magasinier 1	214	33 769	52 676	-56,0	297	147	34 066	52 823	-55,1	8 524	16 025
Magasinier 2	924	37 409	58 416	-56,2	433	773	37 842	59 188	-56,4	9 594	21 903
Personnel soutien adm. 1	4 445	35 812	43 849	-22,4	514	218	36 326	44 067	-21,3	9 469	13 509
Personnel soutien adm. 2	5 764	39 319	48 365	-23,0	312	239	39 631	48 604	-22,6	9 769	14 778
Personnel soutien adm. 3	2 249	43 743	52 175	-19,3 *	435	179	44 178	52 354	-18,5 *	10 855	13 702
Personnel secrétariat 1	1 470	37 288	47 152	-26,5	278	285	37 566	47 437	-26,3	9 480	13 868
Personnel secrétariat 2	9 025	40 898	47 782	-16,8	328	172	41 226	47 954	-16,3	10 206	13 897
Préposé aux renseign. 2	685	42 073	48 950	-16,3	29	183	42 102	49 133	-16,7	9 962	14 039
Téléphoniste-récept. 2	253	34 128	40 387	-18,3	529	96	34 657	40 483	-16,8	9 186	10 651
Acheteur 2	148	43 290	53 526	-23,6 *	483	129	43 773	53 655	-22,6 *	10 939	14 271
Moyenne	...	39 489	48 118	-21,9	362	224	39 851	48 342	-21,3	9 947	14 328

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
82 550	110 612	-34,0	1 520,4	1 542,5	-1,5	54,30	71,71	-32,1	Professionnels
83 296	110 940	-33,2	1 549,1	1 635,1	-5,6 *	53,77	67,85	-26,2	Professionnel communic. 2
82 859	99 992	-20,7	1 514,5	1 602,6	-5,8	54,71	62,39	-14,0 *	Professionnel gest. fin. 2
96 789	146 010	-50,9	1 504,0	1 535,2	-2,1 *	64,35	95,11	-47,8	Analyste proc. adm./inform. 2
88 483	110 826	-25,3	1 513,8	1 613,8	-6,6	58,47	68,96	-17,9	Analyste proc. adm./inform. 3
									Moyenne
60 223	73 890	-22,7	1 516,6	1 573,8	-3,8	39,71	46,95	-18,2	Techniciens
59 798	72 254	-20,8	1 536,6	1 561,8	-1,6 *	38,92	46,26	-18,9 *	Technicien en administration 1-2
68 284	78 659	-15,2	1 535,3	1 682,8	-9,6	44,48	46,74	-5,1 *	Techn. documentation 1-2
57 855	100 274	-73,3	1 527,3	1 745,3	-14,3	37,88	57,45	-51,7	Techn. laboratoire 1-2
67 027	89 626	-33,7	1 485,9	1 676,4	-12,8	45,11	53,46	-18,5 *	Technicien génie 1-2
61 822	70 883	-14,7	1 524,0	1 672,7	-9,8	40,56	42,38	-4,5 *	Technicien génie 3
60 604	46 552	23,2	1 544,0	1 645,5	-6,6	39,25	28,29	27,9	Techn. informatique 1-2
61 841	80 402	-30,0	1 523,4	1 631,0	-7,1	40,59	49,16	-21,1	Technicien en loisir 1-2
									Moyenne
42 590	68 848	-61,7	1 564,3	1 778,1	-13,7	27,23	38,72	-42,2	Employés de bureau
47 436	81 091	-70,9	1 543,0	1 730,7	-12,2	30,74	46,85	-52,4	Magasinier 1
45 794	57 577	-25,7	1 540,1	1 599,4	-3,9	29,74	36,00	-21,1	Magasinier 2
49 400	63 382	-28,3	1 529,6	1 602,1	-4,7	32,30	39,56	-22,5	Personnel soutien adm. 1
55 032	66 056	-20,0 *	1 541,1	1 527,5	0,9 *	35,71	43,25	-21,1 *	Personnel soutien adm. 2
47 046	61 304	-30,3	1 551,0	1 509,6	2,7 *	30,33	40,61	-33,9	Personnel soutien adm. 3
51 432	61 851	-20,3	1 530,3	1 570,8	-2,6	33,61	39,38	-17,2	Personnel secrétariat 1
52 064	63 172	-21,3	1 489,5	1 607,0	-7,9	34,95	39,31	-12,5 *	Personnel secrétariat 2
43 843	51 134	-16,6 *	1 540,7	1 636,8	-6,2	28,46	31,24	-9,8 *	Préposé aux renseign. 2
54 712	67 926	-24,2 *	1 546,2	1 686,0	-9,0 *	35,38	40,29	-13,9 *	Téléphoniste-récept. 2
49 798	62 669	-25,8	1 534,0	1 587,4	-3,5	32,47	39,48	-21,6	Acheteur 2
									Moyenne

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
\$		%	\$		\$		%	\$			
Employés de service											
Préposé buanderie 2	623	37 187	44 173	-18,8	472	174	37 659	44 347	-17,8	10 128	10 706
Concierge	2 179	38 809	45 206	-16,5	229	247	39 039	45 454	-16,4	10 002	13 176
Cuisinier 1	11	41 069	45 255	-10,2 *	242	179	41 311	45 433	-10,0 *	10 515	10 279
Cuisinier 2	945	42 967	45 398	-5,7 *	514	224	43 481	45 621	-4,9 *	11 274	9 590
Gardien 2	279	35 109	34 488	1,8	309	188	35 418	34 676	2,1	8 972	5 514
Préposé cuisine/café. 2	2 411	36 935	32 434	12,2	463	164	37 399	32 599	12,8	10 053	6 976
Préposé entretien lourd 2	735	34 370	34 307	0,2 *	437	107	34 807	34 414	1,1 *	9 510	6 893
Ouvrier entret. mainten. 2	387	38 824	45 903	-18,2	493	182	39 317	46 085	-17,2	10 478	10 297
Préposé entretien léger 2	3 864	36 085	37 360	-3,5 *	457	130	36 542	37 490	-2,6 *	9 883	8 139
Moyenne	...	37 392	39 197	-4,8 *	419	171	37 811	39 367	-4,1 *	10 053	9 133
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	122	37 938	48 654	-28,2	404	95	38 342	48 749	-27,1	10 002	12 068
Conducteur véh. lourds 2	124	41 109	52 367	-27,4	346	206	41 455	52 572	-26,8	10 670	12 704
Électricien entretien 2	361	47 365	72 836	-53,8	348	95	47 713	72 932	-52,9	11 676	29 084
Mécanicien véh. motor. 2	156	46 746	63 629	-36,1	87	229	46 833	63 858	-36,4	10 423	19 160
Mécanicien entret. Millwright 2	270	46 908	66 246	-41,2	591	96	47 499	66 342	-39,7	12 211	23 459
Menuisier entretien 2	292	45 178	69 777	-54,4	477	474	45 655	70 251	-53,9	11 647	24 958
Ouvrier cert. entretien 2	932	44 666	59 974	-34,3	341	315	45 008	60 289	-34,0	11 156	16 562
Machiniste 2	45	46 746	70 488	-50,8	388	267	47 134	70 755	-50,1	11 769	24 074
Conducteur d'équip. lourds 2	237	41 428	57 379	-38,5	54	70	41 482	57 449	-38,5	9 016	13 975
Moyenne	...	45 133	64 200	-42,2	358	220	45 491	64 420	-41,6	11 201	20 643
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	46 532	55 418	-19,1	408	288	46 939	55 707	-18,7	11 204	16 722

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).
3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.
4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
47 787	55 053	-15,2	1 683,3	1 725,6	-2,5 *	28,39	31,90	-12,4	Employés de service
49 041	58 629	-19,6 *	1 716,2	1 736,1	-1,2 *	28,58	33,77	-18,2 *	Préposé buanderie 2
51 827	55 712	-7,5 *	1 716,3	1 774,2	-3,4	30,20	31,40	-4,0 *	Concierge
54 755	55 211	-0,8 *	1 681,4	1 799,9	-7,0	32,56	30,67	5,8 *	Cuisinier 1
44 390	40 190	9,5	1 680,1	1 875,3	-11,6	26,42	21,43	18,9	Cuisinier 2
47 452	39 575	16,6	1 682,9	1 804,1	-7,2	28,20	21,94	22,2	Gardien 2
44 317	41 306	6,8	1 683,3	1 734,5	-3,0	26,33	23,81	9,5	Préposé cuisine/café. 2
49 795	56 382	-13,2	1 683,3	1 792,5	-6,5	29,58	31,45	-6,3	Préposé entretien lourd 2
46 425	45 629	1,7 *	1 683,5	1 741,4	-3,4	27,58	26,20	5,0 *	Ouvrier entret. mainten. 2
47 864	48 501	-1,3 *	1 688,9	1 764,0	-4,4	28,34	27,53	2,9 *	Préposé entretien léger 2
									Moyenne
48 344	60 817	-25,8	1 688,5	1 827,3	-8,2	28,63	33,28	-16,2	Ouvriers
52 125	65 277	-25,2	1 704,0	1 833,4	-7,6	30,59	35,60	-16,4	Conducteur véh. légers 2
59 389	102 016	-71,8	1 700,6	1 759,2	-3,4 *	34,92	57,99	-66,1	Conducteur véh. lourds 2
57 256	83 018	-45,0	1 647,1	1 805,2	-9,6	34,76	45,99	-32,3	Électricien entretien 2
59 710	89 801	-50,4	1 683,8	1 755,0	-4,2	35,46	51,17	-44,3	Mécanicien véh. motor. 2
57 302	95 209	-66,2	1 692,2	1 751,9	-3,5 *	33,86	54,35	-60,5	Mécanicien entret. Millwright 2
56 164	76 851	-36,8	1 704,7	1 789,7	-5,0	32,95	42,94	-30,3	Menuisier entretien 2
58 903	94 829	-61,0	1 702,6	1 745,3	-2,5	34,60	54,33	-57,1	Ouvrier cert. entretien 2
50 498	71 424	-41,4	1 628,7	1 797,3	-10,4	31,01	39,74	-28,2	Machiniste 2
56 691	85 063	-50,0	1 687,6	1 773,8	-5,1	33,59	48,09	-43,2	Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
58 143	72 429	-24,6	1 563,5	1 642,8	-5,1	37,41	44,31	-18,5	Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché	Adm.	Marché	Écarts	Adm.	Marché
		québ.			québ.		québ.			québ.	
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Professionnels											
Professionnel communic. 1	60	46 139	52 179	-13,1	250	5	46 389	52 184	-12,5	10 695	12 345
Professionnel communic. 2	710	67 697	66 250	2,1 *	422	24	68 119	66 274	2,7 *	14 431	16 559
Professionnel communic. 3	115	80 124	100 837	-25,9	80	0	80 204	100 837	-25,7	15 574	26 911
Professionnel gest. fin. 2	431	66 945	73 664	-10,0	1 035	26	67 980	73 689	-8,4	15 317	16 408
Professionnel gest. fin. 3	15	76 250	99 516	-30,5	76	9	76 326	99 524	-30,4	15 042	25 677
Analyste proc. adm./inform. 1	333	47 400	58 291	-23,0	128	4	47 528	58 295	-22,7	10 554	13 769
Analyste proc. adm./inform. 2	3 806	68 287	77 952	-14,2	339	13	68 626	77 965	-13,6	14 233	17 868
Analyste proc. adm./inform. 3	1 011	80 874	96 337	-19,1	175	7	81 049	96 345	-18,9	15 740	21 700
Ingénieur 1	212	47 971	58 427	-21,8	48	44	48 019	58 470	-21,8	10 423	13 035
Ingénieur 2	537	73 963	81 229	-9,8	91	12	74 054	81 241	-9,7	14 642	18 630
Ingénieur 3	392	90 439	110 149	-21,8	90	47	90 529	110 197	-21,7	16 956	23 708
Professionnel sc. phys. 2	459	74 047	67 575	8,7	939	147	74 986	67 722	9,7	15 770	13 617
Professionnel sc. phys. 3	110	81 542	96 023	-17,8	82	298	81 624	96 321	-18,0	15 726	17 200
Avocat et notaire 1	53	63 908	61 755	3,4 *	134	0	64 042	61 755	3,6 *	13 330	12 811
Avocat et notaire 2	385	95 042	99 218	-4,4 *	596	37	95 638	99 255	-3,8 *	18 269	23 557
Avocat et notaire 3	299	124 828	129 969	-4,1	125	0	124 953	129 969	-4,0	22 010	30 812
Moyenne	...	72 723	79 840	-9,8	332	39	73 055	79 879	-9,3	14 823	17 982
Techniciens											
Technicien en administration 1-2	7 920	48 157	50 440	-4,7	446	34	48 603	50 474	-3,9	11 620	12 017
Techn. documentation 1-2	742	48 018	47 242	1,6 *	319	187	48 337	47 429	1,9 *	11 461	13 299
Techn. laboratoire 1-2	2 004	54 020	47 821	11,5	945	88	54 965	47 910	12,8	13 319	11 241
Techn. laboratoire 3	486	58 180	50 723	12,8 *	1 022	68	59 201	50 791	14,2 *	14 041	10 295
Technicien en droit 1-2	440	44 271	62 695	-41,6	40	11	44 311	62 706	-41,5	10 070	13 062
Technicien génie 1-2	1 444	46 634	66 487	-42,6	282	47	46 916	66 534	-41,8	10 938	16 621
Technicien génie 3	257	54 748	87 175	-59,2	49	62	54 798	87 237	-59,2	12 229	17 378
Techn. informatique 1-2	2 090	49 735	49 535	0,4 *	360	15	50 094	49 550	1,1 *	11 727	9 850
Techn. informatique 3	918	55 660	67 012	-20,4	650	12	56 310	67 024	-19,0	13 052	11 011
Technicien en loisir 1-2	474	48 184	44 943	6,7 *	569	409	48 753	45 352	7,0 *	11 850	8 052
Techn. hygiène du trav. 1-2	181	46 937	62 762	-33,7	854	14	47 791	62 776	-31,4	11 982	17 040
Moyenne	...	49 501	53 414	-7,9	498	59	49 999	53 472	-6,9	11 888	12 180

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
57 084	64 529	-13,0	1 515,1	1 723,6	-13,8	37,68	37,44	0,6 *	Professionnels
82 550	82 833	-0,3 *	1 520,4	1 676,1	-10,2	54,30	49,42	9,0	Professionnel communic. 1
95 779	127 748	-33,4	1 500,5	1 693,5	-12,9	63,83	75,43	-18,2 *	Professionnel communic. 2
83 296	90 097	-8,2	1 549,1	1 724,7	-11,3	53,77	52,24	2,9 *	Professionnel communic. 3
91 368	125 202	-37,0	1 500,5	1 643,4	-9,5	60,89	76,19	-25,1	Professionnel gest. fin. 2
58 083	72 063	-24,1	1 505,5	1 742,6	-15,7	38,58	41,36	-7,2 *	Professionnel gest. fin. 3
82 859	95 833	-15,7	1 514,5	1 733,2	-14,4	54,71	55,29	-1,1 *	Analyste proc. adm./inform. 1
96 789	118 045	-22,0	1 504,0	1 701,8	-13,1	64,35	69,37	-7,8	Analyste proc. adm./inform. 2
58 442	71 505	-22,4	1 500,5	1 768,2	-17,8	38,95	40,44	-3,8	Analyste proc. adm./inform. 3
88 696	99 871	-12,6	1 503,4	1 774,5	-18,0	59,00	56,28	4,6	Ingénieur 1
107 485	133 905	-24,6	1 500,5	1 742,9	-16,2	71,63	76,83	-7,3	Ingénieur 2
90 755	81 339	10,4	1 532,9	1 738,2	-13,4	59,21	46,80	21,0	Ingénieur 3
97 350	113 522	-16,6	1 500,5	1 719,6	-14,6	64,88	66,01	-1,8 *	Professionnel sc. phys. 2
77 372	74 566	3,6 *	1 503,5	1 707,6	-13,6	51,46	43,67	15,1	Professionnel sc. phys. 3
113 907	122 812	-7,8	1 514,6	1 683,7	-11,2	75,20	72,94	3,0 *	Avocat et notaire 1
146 962	160 780	-9,4	1 500,5	1 691,1	-12,7	97,94	95,08	2,9 *	Avocat et notaire 2
87 878	97 862	-11,4	1 512,8	1 725,2	-14,0	58,11	56,79	2,3 *	Avocat et notaire 3
									Moyenne
60 223	62 492	-3,8	1 516,6	1 720,3	-13,4	39,71	36,33	8,5	Techniciens
59 798	60 728	-1,6 *	1 536,6	1 587,5	-3,3 *	38,92	38,25	1,7 *	Technicien en administration 1-2
68 284	59 150	13,4	1 535,3	1 760,5	-14,7	44,48	33,60	24,5	Techn. documentation 1-2
73 243	61 086	16,6 *	1 535,7	1 742,4	-13,5	47,69	35,06	26,5	Techn. laboratoire 1-2
54 381	75 768	-39,3	1 485,9	1 644,6	-10,7	36,60	46,07	-25,9	Techn. laboratoire 3
57 855	83 155	-43,7	1 527,3	1 770,0	-15,9	37,88	46,98	-24,0	Technicien en droit 1-2
67 027	104 614	-56,1	1 485,9	1 746,6	-17,5	45,11	59,90	-32,8	Technicien génie 1-2
61 822	59 400	3,9 *	1 524,0	1 755,3	-15,2	40,56	33,84	16,6	Technicien génie 3
69 361	78 035	-12,5	1 537,8	1 761,6	-14,6	45,10	44,30	1,8 *	Techn. informatique 1-2
60 604	53 404	11,9 *	1 544,0	1 665,9	-7,9	39,25	32,06	18,3	Techn. informatique 3
59 773	79 816	-33,5	1 537,7	1 820,4	-18,4	38,87	43,84	-12,8 *	Technicien en loisir 1-2
61 887	65 653	-6,1	1 523,0	1 729,6	-13,6	40,63	37,94	6,6	Techn. hygiène du trav. 1-2
									Moyenne

Rémunération et écarts de rémunération selon les composantes, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqué, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Effectif adm. québ. ²	Rémunération directe (C)								Rémunération indirecte (D)	
		Salaires (A)			Autre rémunération directe (B)		Total rémunération directe (A + B) = (C)				
		Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché
		\$		%	\$		\$		%	\$	
Employés de bureau											
Magasinier 1	214	33 769	30 840	8,7 *	297	41	34 066	30 881	9,3 *	8 524	5 304
Maqasinier 2	924	37 409	46 968	-25,6	433	75	37 842	47 043	-24,3	9 594	10 407
Personnel soutien adm. 1	4 445	35 812	35 358	1,3 *	514	90	36 326	35 448	2,4 *	9 469	8 656
Personnel soutien adm. 2	5 764	39 319	40 666	-3,4	312	45	39 631	40 711	-2,7	9 769	9 644
Personnel soutien adm. 3	2 249	43 743	49 115	-12,3	435	78	44 178	49 193	-11,4	10 855	9 428
Personnel secrétariat 1	1 470	37 288	43 382	-16,3	278	69	37 566	43 451	-15,7	9 480	9 527
Personnel secrétariat 2	9 025	40 898	47 889	-17,1	328	66	41 226	47 955	-16,3	10 206	11 792
Préposé aux renseign. 2	685	42 073	36 838	12,4	29	10	42 102	36 847	12,5	9 962	9 090
Préposé aux renseign. 3	39	47 513	52 412	-10,3 *	33	49	47 546	52 461	-10,3 *	11 270	13 013
Téléphoniste-récept. 2	253	34 128	35 340	-3,6 *	529	59	34 657	35 399	-2,1 *	9 186	7 738
Acheteur 2	148	43 290	50 423	-16,5	483	123	43 773	50 546	-15,5	10 939	9 533
Moyenne	...	39 515	43 367	-9,7	359	66	39 874	43 433	-8,9	9 951	10 131
Employés de service											
Concierge	2 179	38 809	37 437	3,5 *	229	25	39 039	37 462	4,0 *	10 002	7 484
Cuisinier 1	11	41 069	28 380	30,9	242	4	41 311	28 384	31,3	10 515	4 488
Cuisinier 2	945	42 967	33 613	21,8	514	47	43 481	33 660	22,6	11 274	7 189
Gardien 2	279	35 109	37 492	-6,8 *	309	142	35 418	37 634	-6,3 *	8 972	6 725
Préposé cuisine/café. 2	2 411	36 935	23 416	36,6	463	20	37 399	23 436	37,3	10 053	4 116
Préposé entretien lourd 2	735	34 370	28 590	16,8	437	31	34 807	28 621	17,8	9 510	5 635
Ouvrier entret. mainten. 2	387	38 824	43 880	-13,0	493	47	39 317	43 927	-11,7	10 478	9 086
Préposé entretien léger 2	3 864	36 085	25 258	30,0	457	38	36 542	25 296	30,8	9 883	4 562
Moyenne	...	37 405	29 899	20,1	419	35	37 824	29 934	20,9	10 054	5 637
Ouvriers											
Conducteur véh. légers 2	122	37 938	30 419	19,8	404	34	38 342	30 453	20,6	10 002	6 090
Conducteur véh. lourds 2	124	41 109	42 545	-3,5 *	346	69	41 455	42 614	-2,8 *	10 670	8 476
Electricien entretien 2	361	47 365	54 775	-15,6	348	66	47 713	54 841	-14,9	11 676	11 108
Mécanicien véh. motor. 2	156	46 746	52 078	-11,4	87	146	46 833	52 224	-11,5	10 423	10 751
Mécanicien entret. Millwright 2	270	46 908	52 611	-12,2	591	111	47 499	52 722	-11,0 *	12 211	11 717
Menuisier entretien 2	292	45 178	42 624	5,7 *	477	374	45 655	42 999	5,8 *	11 647	8 600
Ouvrier cert. entretien 2	932	44 666	51 069	-14,3	341	14	45 008	51 083	-13,5	11 156	10 246
Peintre entretien 2	120	41 456	40 620	2,0 *	388	0	41 844	40 620	2,9 *	10 694	7 260
Machiniste 2	45	46 746	49 604	-6,1 *	388	27	47 134	49 631	-5,3 *	11 769	10 254
Conducteur d'équip. lourds 2	237	41 428	46 108	-11,3	54	0	41 482	46 108	-11,2	9 016	9 151
Moyenne	...	45 044	49 102	-9,0	354	82	45 398	49 183	-8,3	11 173	10 079
Ensemble des emplois repères											
Moyenne	...	46 799	49 191	-5,1	401	56	47 200	49 247	-4,3	11 233	11 017

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

3. Les heures de présence au travail sont obtenues en déduisant les heures chômées payées des heures régulières.

4. Le taux de rémunération globale figurant ici peut différer du ratio (rémunération annuelle/nombre d'heures de présence au travail) du fait d'un effectif apparié potentiellement différent entre le volet salarial et celui de la rémunération globale.

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Rémunération annuelle (C+D)=(E)			Heures de présence au travail ³ (F)			Rémunération globale ⁴ (G)			Emplois repères ¹ / catégorie
Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	Adm. québ.	Marché	Écarts	
\$		%	n		%	\$/heure		%	
42 590	36 184	15,0 *	1 564,3	1 849,7	-18,2	27,23	19,56	28,1	Employés de bureau
47 436	57 450	-21,1	1 543,0	1 818,8	-17,9	30,74	31,59	-2,7 *	Magasinier 1
45 794	44 103	3,7 *	1 540,1	1 731,2	-12,4	29,74	25,48	14,3	Magasinier 2
49 400	50 356	-1,9 *	1 529,6	1 723,3	-12,7	32,30	29,22	9,5	Personnel soutien adm. 1
55 032	58 621	-6,5 *	1 541,1	1 775,9	-15,2	35,71	33,01	7,6 *	Personnel soutien adm. 2
47 046	52 978	-12,6 *	1 551,0	1 690,8	-9,0	30,33	31,33	-3,3 *	Personnel soutien adm. 3
51 432	59 747	-16,2	1 530,3	1 681,7	-9,9	33,61	35,53	-5,7	Personnel secrétariat 1
52 064	45 937	11,8	1 489,5	1 784,3	-19,8	34,95	25,74	26,3	Personnel secrétariat 2
58 816	65 474	-11,3 *	1 489,5	1 754,6	-17,8	39,49	37,32	5,5 *	Préposé aux renseign. 2
43 843	43 137	1,6 *	1 540,7	1 735,5	-12,6	28,46	24,86	12,7	Préposé aux renseign. 3
54 712	60 079	-9,8 *	1 546,2	1 774,7	-14,8	35,38	33,85	4,3 *	Téléphoniste-récept. 2
49 825	53 564	-7,5	1 535,2	1 721,6	-12,1	32,46	31,17	4,0	Acheteur 2
49 041	44 945	8,4	1 716,2	1 790,6	-4,3	28,58	25,10	12,2	Moyenne
51 827	32 872	36,6	1 716,3	1 826,1	-6,4	30,20	18,00	40,4	Employés de service
54 755	40 849	25,4	1 681,4	1 850,3	-10,0	32,56	22,08	32,2	Concierge
44 390	44 359	0,1 *	1 680,1	1 866,9	-11,1	26,42	23,76	10,1	Cuisinier 1
47 452	27 552	41,9	1 682,9	1 761,2	-4,7	28,20	15,64	44,5	Cuisinier 2
44 317	34 257	22,7	1 683,3	1 630,7	3,1 *	26,33	21,01	20,2	Gardien 2
49 795	53 013	-6,5	1 683,3	1 784,4	-6,0	29,58	29,71	-0,4 *	Préposé cuisine/café. 2
46 425	29 858	35,7	1 683,5	1 599,3	5,0 *	27,58	18,67	32,3	Préposé entretien lourd 2
47 878	35 571	25,7	1 688,9	1 725,9	-2,2 *	28,35	20,53	27,6	Ouvrier entret. mainten. 2
48 344	36 542	24,4	1 688,5	1 860,0	-10,2	28,63	19,65	31,4	Préposé entretien léger 2
52 125	51 090	2,0 *	1 704,0	2 064,0	-21,1	30,59	24,75	19,1	Moyenne
59 389	65 949	-11,0 *	1 700,6	1 824,9	-7,3	34,92	36,14	-3,5 *	Ouvriers
57 256	62 976	-10,0 *	1 647,1	1 833,7	-11,3	34,76	34,34	1,2 *	Conducteur véh. légers 2
59 710	64 439	-7,9 *	1 683,8	1 803,8	-7,1	35,46	35,72	-0,7 *	Conducteur véh. lourds 2
57 302	51 599	10,0 *	1 692,2	1 774,6	-4,9 *	33,86	29,08	14,1 *	Electricien entretien 2
56 164	61 329	-9,2 *	1 704,7	1 893,6	-11,1	32,95	32,39	1,7 *	Mécanicien véh. motor. 2
52 538	47 881	8,9 *	1 698,2	1 779,2	-4,8 *	30,94	26,91	13,0	Mécanicien entret. Millwright 2
58 903	59 885	-1,7 *	1 702,6	1 763,5	-3,6 *	34,60	33,96	1,8 *	Mécanicien entret. Millwright 2
50 498	55 259	-9,4 *	1 628,7	1 855,0	-13,9	31,01	29,79	3,9 *	Menuisier entretien 2
56 570	59 262	-4,8 *	1 687,8	1 840,6	-9,1	33,52	32,24	3,8 *	Ouvrier cert. entretien 2
58 433	60 264	-3,1	1 562,8	1 730,8	-10,7	37,62	34,84	7,4	Peintre entretien 2
									Machiniste 2
									Conducteur d'équip. lourds 2
									Moyenne
									Ensemble des emplois repères
									Moyenne

Annexe D-1

Distribution de l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, selon le nombre d'emplois, en 2015

Secteurs	Nombre d'emplois repères utilisés		Distribution des emplois repères selon le statut					
			Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	76	76	1	7	18	25	57	44
Privé	73	73	7	21	22	31	44	21
« Autre public »	75	75	1	1	1	2	73	72
Administration municipale	65	65	2	2	1	0	62	63
« Entreprises publiques »	64	64	1	5	1	5	62	54
Universitaire	61	61	2	2	7	6	52	53
Administration fédérale	54	54	0	0	0	0	54	54
Autres salariés québécois syndiqués	75	75	1	2	6	10	68	63
Autres salariés québécois non syndiqués	72	72	12	30	21	29	39	13
Privé syndiqué	63	63	6	8	10	16	47	39
Privé non syndiqué	72	72	12	33	23	28	37	11

Annexe D-2

Distribution de l'effectif utilisé pour l'ensemble des emplois repères selon le statut comparatif pour les salaires et la rémunération globale, méthode des débours, tous les secteurs, selon le pourcentage de l'effectif, en 2015

Secteurs	% de l'effectif utilisé		Distribution en % selon le statut ¹					
	Salaires	Rémunération globale	Avance de l'administration québécoise		Parité		Retard de l'administration québécoise	
			Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale	Salaires	Rémunération globale
Ensemble des autres salariés québécois	100	100	3	9	19	28	77	62
Privé	100	100	8	44	28	32	64	25
« Autre public »	100	100	1	1	1	1	98	98
Administration municipale	100	100	1	1	1	0	98	99
« Entreprises publiques »	100	100	0	2	1	2	98	95
Universitaire	100	100	1	2	6	6	93	92
Administration fédérale	100	100	0	0	0	0	100	100
Autres salariés québécois syndiqués	100	100	3	4	8	14	88	83
Autres salariés québécois non syndiqués	100	100	18	55	20	26	62	19
Privé syndiqué	100	100	7	8	13	30	80	62
Privé non syndiqué	100	100	18	57	20	25	61	19

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

Annexe E-1

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	60	-22,8	(-29,2 ; -16,5)	-17,8	(-29,4 ; -6,2)
Professionnel communic. 2	PC2	710	-7,5	(-10,7 ; -4,2)	-6,6	(-10,7 ; -2,5)
Professionnel communic. 3	PC3	115	-18,9	(-21,9 ; -16,0)	-19,7	(-25,4 ; -14,1)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	14	-6,7	(-13,3 ; 0,0)	7,6 *	(-0,9 ; 16,1)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	431	-10,4	(-12,8 ; -8,0)	-1,0 *	(-4,2 ; 2,3)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-27,4	(-30,8 ; -23,9)	-27,9	(-32,5 ; -23,4)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-27,7	(-31,5 ; -23,8)	-19,7	(-32,1 ; -7,4)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 806	-14,6	(-16,2 ; -12,9)	-6,6	(-9,7 ; -3,5)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 011	-18,5	(-21,0 ; -16,0)	-13,8	(-18,2 ; -9,4)
Ingénieur 1	IN1	212	-22,1	(-23,8 ; -20,3)	-4,6	(-6,5 ; -2,7)
Ingénieur 2	IN2	537	-13,4	(-16,8 ; -10,0)	-3,2 *	(-7,7 ; 1,4)
Ingénieur 3	IN3	392	-23,5	(-26,6 ; -20,3)	-13,6	(-17,6 ; -9,6)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	25	-21,7	(-34,4 ; -9,1)	-6,9 *	(-22,2 ; 8,3)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	459	-2,4 *	(-7,6 ; 2,8)	2,6 *	(-4,2 ; 9,4)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	110	-25,4	(-30,0 ; -20,8)	-21,3	(-28,2 ; -14,4)
Avocat et notaire 1	AN1	53	-32,4	(-37,4 ; -27,5)	-30,0	(-37,3 ; -22,7)
Avocat et notaire 2	AN2	385	-9,6	(-15,1 ; -4,0)	-10,6	(-15,4 ; -5,8)
Avocat et notaire 3	AN3	299	-2,9	(-4,5 ; -1,3)	-3,1	(-5,8 ; -0,4)
Biologiste 1	BI1	17	0,2 *	(-10,0 ; 10,4)	14,2	(6,6 ; 21,9)
Biologiste 2	BI2	148	-1,7 *	(-11,5 ; 8,1)	4,0 *	(-9,0 ; 17,0)
Biologiste 3	BI3	37	-13,7	(-18,1 ; -9,4)	-7,0 *	(-14,4 ; 0,5)
Moyenne		..	-13,1	(-14,3 ; -11,9)	-6,9	(-9,0 ; -4,8)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 920	-10,6	(-12,3 ; -8,9)	-5,4	(-7,8 ; -2,9)
Technicien en administration 3	TA3	131	-18,1	(-21,9 ; -14,4)	-6,7	(-11,0 ; -2,5)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	742	-6,2	(-9,2 ; -3,1)	-15,9	(-19,7 ; -12,1)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 004	-0,6 *	(-7,8 ; 6,7)	8,1 *	(-0,5 ; 16,6)
Techn. laboratoire 3	TL3	486	0,9 *	(-15,3 ; 17,2)	9,2 *	(-10,8 ; 29,1)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	440	-39,4	(-43,0 ; -35,7)	-30,7	(-35,2 ; -26,2)
Technicien en droit 3	DR3	21	-68,3	(-79,2 ; -57,3)	-56,1	(-68,0 ; -44,1)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 444	-48,0	(-57,3 ; -38,7)	-36,7	(-45,0 ; -28,3)
Technicien génie 3	TG3	257	-52,2	(-57,5 ; -47,0)	-46,6	(-50,3 ; -43,0)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 090	-3,3 *	(-8,1 ; 1,6)	8,8	(2,2 ; 15,5)
Techn. informatique 3	TI3	918	-20,5	(-24,2 ; -16,8)	-3,7 *	(-10,9 ; 3,5)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	1,1 *	(-5,3 ; 7,4)	2,5 *	(-7,4 ; 12,4)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	181	-36,3	(-57,1 ; -15,6)	-19,1 *	(-41,9 ; 3,6)
Moyenne		..	-13,6	(-15,8 ; -11,3)	-6,0	(-8,8 ; -3,2)
Employés de bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	7	-14,2 *	(-32,9 ; 4,5)	-4,4 *	(-28,4 ; 19,6)
Magasinier 1	MG1	214	-14,3 *	(-40,1 ; 11,6)	0,9 *	(-28,4 ; 30,2)
Magasinier 2	MG2	924	-44,0	(-57,6 ; -30,3)	-39,4	(-55,9 ; -23,0)
Magasinier 3	MG3	28	-38,1	(-44,9 ; -31,3)	-38,4	(-53,4 ; -23,5)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	78	-51,2	(-77,4 ; -24,9)	-34,8	(-57,2 ; -12,3)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 445	-5,0	(-7,7 ; -2,4)	-0,8 *	(-5,6 ; 4,0)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 764	-13,5	(-14,9 ; -12,2)	-9,6	(-11,8 ; -7,4)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 249	-18,6	(-20,5 ; -16,7)	-17,0	(-20,0 ; -14,1)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 470	-18,2	(-24,9 ; -11,5)	-14,7	(-21,9 ; -7,6)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 025	-18,8	(-21,0 ; -16,7)	-16,3	(-19,5 ; -13,2)
Préposé aux renseign. 2	PR2	685	3,8 *	(-5,6 ; 13,1)	12,1 *	(-1,3 ; 25,6)
Préposé aux renseign. 3	PR3	39	-11,1 *	(-23,0 ; 0,9)	1,5 *	(-13,2 ; 16,3)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	234	-14,2	(-25,4 ; -3,0)	-10,0 *	(-23,7 ; 3,6)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	253	-9,7	(-14,6 ; -4,8)	2,8 *	(-3,4 ; 8,9)
Acheteur 2	AC2	148	-19,9	(-28,1 ; -11,7)	-8,9 *	(-20,9 ; 3,0)
Moyenne		..	-15,7	(-17,0 ; -14,3)	-11,9	(-13,9 ; -9,9)

Annexe E-1

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	623	-20,0	(-29,9 ; -10,2)	-14,0	(-20,5 ; -7,6)
Concierge	CO2	2 179	-10,8	(-20,0 ; -1,7)	-11,0 *	(-23,3 ; 1,2)
Cuisinier 1	CU1	11	16,1 *	(-1,1 ; 33,4)	24,5	(6,5 ; 42,4)
Cuisinier 2	CU2	945	5,5 *	(-6,2 ; 17,3)	14,2	(3,0 ; 25,4)
Cuisinier 3	CU3	22	-9,3 *	(-25,9 ; 7,4)	5,2 *	(-13,5 ; 23,8)
Gardien 2	GA2	279	0,0 *	(-1,3 ; 1,3)	16,6	(15,0 ; 18,2)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	141	-37,5	(-51,6 ; -23,4)	-33,8	(-49,0 ; -18,6)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 411	31,3	(24,0 ; 38,7)	39,4	(32,2 ; 46,5)
Préposé entretien lourd 2	PED2	735	1,8 *	(-2,4 ; 6,0)	7,4	(3,5 ; 11,3)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	387	-21,5	(-25,8 ; -17,3)	-14,7	(-20,1 ; -9,3)
Préposé entretien léger 2	PER2	3 864	-0,2 *	(-14,5 ; 14,2)	6,4 *	(-6,2 ; 19,1)
Moyenne		..	1,9 *	(-5,3 ; 9,1)	8,0	(1,6 ; 14,3)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	122	-23,4	(-31,1 ; -15,7)	-20,6	(-28,6 ; -12,6)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	124	-19,3	(-26,4 ; -12,2)	-4,4 *	(-15,7 ; 7,0)
Électricien entretien 2	EL2	361	-40,4	(-53,4 ; -27,4)	-53,2	(-74,2 ; -32,2)
Électricien entretien 3	EL3	67	-35,2	(-36,2 ; -34,2)	-36,6	(-39,7 ; -33,4)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	19	-12,9 *	(-28,2 ; 2,3)	-4,9 *	(-23,9 ; 14,0)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	156	-24,4	(-30,0 ; -18,8)	-23,9	(-32,0 ; -15,8)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	270	-32,5	(-40,5 ; -24,4)	-30,9	(-42,8 ; -19,0)
Menuisier entretien 2	ME2	292	-26,8	(-34,8 ; -18,7)	-33,7	(-44,7 ; -22,7)
Ouvrier de voirie 2	VO2	128	-38,0	(-39,8 ; -36,3)	-56,9	(-58,7 ; -55,2)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	932	-32,1	(-36,9 ; -27,4)	-40,4	(-48,0 ; -32,8)
Peintre entretien 2	PE2	120	-39,1	(-50,3 ; -27,9)	-45,6	(-60,1 ; -31,2)
Machiniste 2	MA2	45	-29,6	(-46,8 ; -12,3)	-26,3	(-43,5 ; -9,1)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	237	-31,6	(-37,6 ; -25,6)	-47,3	(-59,0 ; -35,5)
Moyenne		..	-30,3	(-33,8 ; -26,8)	-37,4	(-42,5 ; -32,3)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-12,9	(-14,4 ; -11,5)	-7,9	(-9,6 ; -6,1)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-2

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	60	-13,2	(-17,7 ; -8,7)	0,5 *	(-6,0 ; 6,9)
Professionnel communic. 2	PC2	710	-0,2 *	(-6,5 ; 6,2)	5,0 *	(-2,8 ; 12,8)
Professionnel communic. 3	PC3	115	-28,3	(-39,4 ; -17,2)	-23,2	(-44,5 ; -2,0)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	14	-2,4 *	(-8,7 ; 3,9)	14,4	(7,6 ; 21,2)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	431	-10,2	(-13,3 ; -7,1)	2,4 *	(-1,5 ; 6,3)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-33,6	(-40,6 ; -26,7)	-29,7	(-39,4 ; -20,1)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-23,3	(-28,2 ; -18,5)	-7,9 *	(-22,1 ; 6,4)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 806	-14,1	(-16,4 ; -11,8)	-1,4 *	(-5,0 ; 2,3)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 011	-19,4	(-23,6 ; -15,3)	-8,8	(-16,2 ; -1,4)
Ingénieur 1	IN1	212	-21,9	(-23,6 ; -20,1)	-4,0	(-5,9 ; -2,2)
Ingénieur 2	IN2	537	-10,1	(-14,1 ; -6,2)	4,1 *	(-0,1 ; 8,2)
Ingénieur 3	IN3	392	-23,0	(-27,1 ; -19,0)	-8,9	(-13,3 ; -4,5)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	25	-21,7	(-35,7 ; -7,6)	-5,3 *	(-22,3 ; 11,6)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	459	10,1	(5,0 ; 15,2)	21,1	(15,8 ; 26,3)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	110	-14,9	(-23,1 ; -6,7)	0,1 *	(-5,4 ; 5,7)
Avocat et notaire 1	AN1	53	-1,4 *	(-10,4 ; 7,7)	6,5 *	(-8,5 ; 21,5)
Avocat et notaire 2	AN2	385	1,0 *	(-7,0 ; 8,9)	4,5	(0,7 ; 8,3)
Avocat et notaire 3	AN3	299	-2,9 *	(-6,2 ; 0,3)	-1,1 *	(-7,5 ; 5,2)
Biologiste 1	BI1	17	1,8 *	(-7,9 ; 11,4)	16,4	(9,8 ; 23,0)
Biologiste 2	BI2	148	14,3	(10,8 ; 17,8)	26,0	(23,3 ; 28,7)
Biologiste 3	BI3	37	-4,8	(-9,4 ; -0,1)	10,9	(7,1 ; 14,8)
Moyenne		..	-9,6	(-11,2 ; -8,0)	1,4 *	(-1,2 ; 4,1)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 920	-6,1	(-9,0 ; -3,3)	5,5	(1,6 ; 9,4)
Technicien en administration 3	TA3	131	-18,8	(-24,1 ; -13,5)	-2,4 *	(-7,6 ; 2,9)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	742	-0,5 *	(-9,5 ; 8,6)	-0,8 *	(-7,5 ; 5,8)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 004	0,7 *	(-8,5 ; 9,9)	12,3	(1,8 ; 22,7)
Techn. laboratoire 3	TL3	486	6,9 *	(-13,6 ; 27,4)	19,7 *	(-1,9 ; 41,2)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	440	-43,8	(-49,9 ; -37,7)	-30,7	(-39,5 ; -21,8)
Technicien en droit 3	DR3	21	-69,9	(-79,8 ; -59,9)	-56,6	(-68,6 ; -44,6)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 444	-48,4	(-59,7 ; -37,2)	-33,3	(-43,9 ; -22,6)
Technicien génie 3	TG3	257	-57,2	(-69,9 ; -44,5)	-31,9	(-43,1 ; -20,7)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 090	-1,5 *	(-6,6 ; 3,7)	13,2	(6,9 ; 19,4)
Techn. informatique 3	TI3	918	-22,4	(-27,2 ; -17,6)	-1,1 *	(-9,1 ; 7,0)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	12,9	(3,8 ; 22,1)	23,1	(11,7 ; 34,5)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	181	-35,1	(-58,3 ; -11,9)	-15,0 *	(-39,2 ; 9,1)
Moyenne		..	-10,7	(-13,8 ; -7,6)	2,2 *	(-1,4 ; 5,8)
Employés de bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	7	-9,8 *	(-37,2 ; 17,7)	5,6 *	(-27,5 ; 38,8)
Magasinier 1	MG1	214	-10,9 *	(-37,8 ; 16,0)	7,5 *	(-20,5 ; 35,4)
Magasinier 2	MG2	924	-46,5	(-68,6 ; -24,4)	-36,2	(-65,5 ; -6,9)
Magasinier 3	MG3	28	-41,2	(-50,5 ; -31,9)	-36,8	(-57,9 ; -15,6)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	78	-51,5	(-78,7 ; -24,2)	-34,0	(-57,8 ; -10,2)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 445	-1,3 *	(-5,0 ; 2,4)	10,8	(5,2 ; 16,4)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 764	-7,2	(-9,4 ; -5,1)	3,7	(0,8 ; 6,6)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 249	-13,6	(-21,9 ; -5,2)	3,0 *	(-4,8 ; 10,7)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 470	-16,8	(-28,8 ; -4,8)	-4,6 *	(-16,3 ; 7,0)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 025	-17,1	(-20,6 ; -13,5)	-6,8	(-11,2 ; -2,5)
Préposé aux renseign. 2	PR2	685	7,9 *	(-2,1 ; 18,0)	20,8	(8,6 ; 33,0)
Préposé aux renseign. 3	PR3	39	-13,0 *	(-28,6 ; 2,6)	2,1 *	(-15,4 ; 19,5)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	234	-3,9 *	(-11,6 ; 3,9)	10,8	(5,1 ; 16,4)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	253	-6,5	(-12,0 ; -0,9)	8,4	(1,8 ; 15,1)
Acheteur 2	AC2	148	-18,3	(-31,1 ; -5,5)	-0,1 *	(-15,4 ; 15,2)
Moyenne		..	-12,2	(-14,5 ; -9,9)	-0,4 *	(-3,3 ; 2,5)

Annexe E-2

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	623	-18,6	(-29,6 ; -7,6)	-12,1	(-18,7 ; -5,5)
Concierge	CO2	2 179	-8,6 *	(-20,3 ; 3,1)	-6,0 *	(-21,4 ; 9,4)
Cuisinier 1	CU1	11	17,4	(0,4 ; 34,5)	26,1	(8,7 ; 43,6)
Cuisinier 2	CU2	945	8,4 *	(-7,2 ; 24,0)	19,5	(4,7 ; 34,3)
Cuisinier 3	CU3	22	-7,4 *	(-25,2 ; 10,4)	9,4 *	(-8,3 ; 27,0)
Gardien 2	GA2	279	1,3	(0,5 ; 2,2)	18,4	(17,5 ; 19,4)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 411	32,1	(25,0 ; 39,3)	40,4	(33,5 ; 47,2)
Préposé entretien lourd 2	PED2	735	6,2	(1,9 ; 10,5)	13,2	(10,0 ; 16,5)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	387	-15,8	(-20,3 ; -11,4)	-3,6 *	(-7,8 ; 0,6)
Préposé entretien léger 2	PER2	3 864	0,7 *	(-15,1 ; 16,5)	8,2 *	(-6,0 ; 22,4)
Moyenne		..	3,8 *	(-4,8 ; 12,3)	11,4	(3,6 ; 19,2)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	122	-15,4	(-29,9 ; -0,8)	-3,3 *	(-17,3 ; 10,7)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	124	-18,3	(-25,9 ; -10,6)	-1,9 *	(-13,9 ; 10,1)
Electricien entretien 2	EL2	361	-44,8	(-62,3 ; -27,2)	-50,9	(-80,4 ; -21,4)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	19	-1,2 *	(-4,3 ; 1,8)	10,6	(5,5 ; 15,6)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	156	-17,4	(-26,9 ; -7,8)	-6,8 *	(-17,9 ; 4,3)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	270	-32,5	(-40,8 ; -24,1)	-30,9	(-43,3 ; -18,6)
Menuisier entretien 2	ME2	292	-21,1	(-41,4 ; -0,7)	-18,8 *	(-44,5 ; 6,8)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	932	-31,0	(-40,5 ; -21,4)	-24,8	(-35,9 ; -13,6)
Peintre entretien 2	PE2	120	-52,5	(-86,7 ; -18,4)	-62,8	(-110,1 ; -15,5)
Machiniste 2	MA2	45	-42,3	(-56,3 ; -28,2)	-45,7	(-56,5 ; -34,9)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	237	-30,4	(-50,0 ; -10,9)	-18,5 *	(-38,4 ; 1,5)
Moyenne		..	-31,4	(-37,1 ; -25,7)	-27,9	(-35,7 ; -20,2)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-10,0	(-12,0 ; -7,9)	1,0 *	(-1,5 ; 3,5)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-3

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	60	-35,8	(-43,2 ; -28,4)	-45,1	(-54,1 ; -36,0)
Professionnel communic. 2	PC2	710	-12,7	(-13,9 ; -11,5)	-15,5	(-16,8 ; -14,3)
Professionnel communic. 3	PC3	115	-15,7	(-17,2 ; -14,1)	-18,5	(-20,5 ; -16,4)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	431	-10,9	(-11,9 ; -9,9)	-13,3	(-14,3 ; -12,2)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-22,3	(-23,6 ; -21,1)	-26,4	(-27,8 ; -25,0)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-33,5	(-34,3 ; -32,7)	-37,4	(-38,3 ; -36,4)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 806	-15,8	(-16,5 ; -15,1)	-20,5	(-21,4 ; -19,6)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 011	-17,1	(-17,6 ; -16,6)	-21,6	(-22,3 ; -20,9)
Ingénieur 1	IN1	212	-31,4	(-32,0 ; -30,8)	-37,8	(-39,3 ; -36,3)
Ingénieur 2	IN2	537	-25,6	(-27,2 ; -23,9)	-34,2	(-36,7 ; -31,7)
Ingénieur 3	IN3	392	-24,9	(-26,5 ; -23,3)	-32,7	(-34,1 ; -31,3)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	459	-15,7	(-16,2 ; -15,3)	-18,8	(-19,3 ; -18,3)
Avocat et notaire 1	AN1	53	-44,4	(-45,5 ; -43,4)	-45,0	(-46,1 ; -43,9)
Avocat et notaire 2	AN2	385	-18,2	(-19,8 ; -16,6)	-23,9	(-26,6 ; -21,2)
Avocat et notaire 3	AN3	299	-2,9	(-4,0 ; -1,8)	-4,9	(-5,8 ; -4,0)
Moyenne		..	-17,5	(-17,9 ; -17,2)	-22,1	(-22,6 ; -21,7)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 920	-16,1	(-17,1 ; -15,0)	-19,6	(-21,0 ; -18,1)
Technicien en administration 3	TA3	131	-16,5	(-18,7 ; -14,3)	-18,3	(-21,4 ; -15,2)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	742	-7,4	(-10,0 ; -4,9)	-19,4	(-22,5 ; -16,2)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 004	-5,7	(-6,8 ; -4,7)	-10,8	(-12,3 ; -9,4)
Techn. laboratoire 3	TL3	486	-12,2	(-14,5 ; -10,0)	-17,6	(-22,1 ; -13,0)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	440	-35,0	(-36,0 ; -34,0)	-30,7	(-31,5 ; -30,0)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 444	-45,9	(-47,4 ; -44,4)	-54,2	(-56,0 ; -52,4)
Technicien génie 3	TG3	257	-49,4	(-50,1 ; -48,7)	-56,2	(-57,2 ; -55,2)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 090	-14,0	(-20,3 ; -7,8)	-21,0	(-28,6 ; -13,4)
Techn. informatique 3	TI3	918	-13,8	(-16,0 ; -11,5)	-14,7	(-18,0 ; -11,3)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	-13,2	(-19,0 ; -7,5)	-24,4	(-32,1 ; -16,6)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	181	-45,6	(-51,3 ; -40,0)	-56,8	(-62,6 ; -51,1)
Moyenne		..	-18,3	(-19,3 ; -17,3)	-23,4	(-24,8 ; -22,1)
Employés de bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	7	-23,7	(-29,2 ; -18,2)	-29,6	(-38,5 ; -20,6)
Magasinier 1	MG1	214	-39,3	(-41,3 ; -37,2)	-53,4	(-56,6 ; -50,2)
Magasinier 2	MG2	924	-40,6	(-42,7 ; -38,6)	-44,2	(-53,1 ; -35,2)
Magasinier 3	MG3	28	-31,2	(-32,8 ; -29,6)	-42,5	(-47,0 ; -38,0)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	78	-45,0	(-59,6 ; -30,5)	-53,0	(-76,6 ; -29,4)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 445	-13,4	(-14,4 ; -12,4)	-30,4	(-31,9 ; -28,9)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 764	-22,4	(-23,0 ; -21,7)	-30,2	(-32,0 ; -28,4)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 249	-20,0	(-20,5 ; -19,5)	-22,9	(-23,4 ; -22,5)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 470	-20,0	(-22,0 ; -17,9)	-29,3	(-31,1 ; -27,4)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 025	-21,4	(-22,2 ; -20,5)	-31,8	(-33,6 ; -29,9)
Préposé aux renseign. 2	PR2	685	-10,3	(-11,7 ; -8,9)	-21,7	(-24,6 ; -18,7)
Préposé aux renseign. 3	PR3	39	-2,7	(-2,9 ; -2,5)	-1,0 *	(-3,4 ; 1,3)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	234	-28,2	(-42,7 ; -13,7)	-41,4	(-51,4 ; -31,4)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	253	-25,1	(-29,0 ; -21,2)	-27,6	(-32,4 ; -22,8)
Acheteur 2	AC2	148	-22,4	(-24,0 ; -20,9)	-24,6	(-27,9 ; -21,4)
Moyenne		..	-20,8	(-21,3 ; -20,4)	-30,5	(-31,5 ; -29,4)

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « autre public », en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge	CO2	2 179	-18,4	(-26,9 ; -9,9)	-28,5	(-41,6 ; -15,4)
Cuisinier 3	CU3	22	-21,4	(-26,3 ; -16,6)	-26,6	(-31,4 ; -21,8)
Gardien 2	GA2	279	-42,2	(-47,2 ; -37,3)	-52,1	(-58,5 ; -45,7)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	141	-38,6	(-43,4 ; -33,8)	-40,4	(-46,9 ; -33,9)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 411	-8,9	(-9,7 ; -8,1)	-11,3	(-12,8 ; -9,8)
Préposé entretien lourd 2	PED2	735	-27,9	(-30,2 ; -25,5)	-33,1	(-38,0 ; -28,2)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	387	-37,4	(-44,3 ; -30,5)	-48,1	(-56,8 ; -39,4)
Moyenne		..	-16,9	(-18,8 ; -15,0)	-22,9	(-25,4 ; -20,3)
Ouvriers						
Conducteur véh. lourds 2	CD2	124	-31,6	(-32,9 ; -30,3)	-39,1	(-40,5 ; -37,8)
Électricien entretien 2	EL2	361	-30,2	(-32,3 ; -28,1)	-59,2	(-66,4 ; -52,0)
Électricien entretien 3	EL3	67	-32,1	(-33,3 ; -30,9)	-33,5	(-34,5 ; -32,5)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	156	-31,5	(-33,2 ; -29,9)	-42,7	(-46,0 ; -39,5)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	270	-32,3	(-35,8 ; -28,9)	-30,4	(-34,8 ; -26,0)
Menuisier entretien 2	ME2	292	-29,8	(-33,8 ; -25,8)	-42,0	(-45,1 ; -39,0)
Ouvrier de voirie 2	VO2	128	-38,0	(-39,8 ; -36,3)	-56,9	(-58,7 ; -55,2)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	932	-33,3	(-36,2 ; -30,4)	-57,4	(-61,2 ; -53,7)
Peintre entretien 2	PE2	120	-34,1	(-37,7 ; -30,4)	-39,3	(-42,9 ; -35,7)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	237	-32,1	(-33,1 ; -31,0)	-61,1	(-62,7 ; -59,5)
Moyenne		..	-28,3	(-29,4 ; -27,2)	-42,8	(-44,3 ; -41,2)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-19,3	(-19,7 ; -18,8)	-26,3	(-27,0 ; -25,6)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-4

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale		
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance	
			%		%		
Professionnels							
Professionnel communic. 2	PC2	710	-8,5	(-15,5 ; -1,5)	-17,1	(-24,0 ; -10,2)	
Professionnel communic. 3	PC3	115	-10,4	(-15,8 ; -4,9)	-19,0	(-26,6 ; -11,5)	
Professionnel gest. fin. 2	FI2	431	-22,9	(-25,6 ; -20,2)	-39,5	(-45,6 ; -33,4)	
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 806	-24,0	(-25,8 ; -22,2)	-43,5	(-45,8 ; -41,2)	
Ingénieur 2	IN2	537	-8,2	(-9,0 ; -7,4)	-29,5	(-31,5 ; -27,5)	
Ingénieur 3	IN3	392	-2,5	(-3,9 ; -1,1)	-25,4	(-28,1 ; -22,7)	
Avocat et notaire 1	AN1	53	-9,7	(-11,7 ; -7,7)	-14,0	(-16,3 ; -11,7)	
Avocat et notaire 2	AN2	385	-1,6 *	(-3,2 ; 0,1)	-20,9	(-22,3 ; -19,5)	
Avocat et notaire 3	AN3	299	26,4	(24,1 ; 28,6)	17,8	(14,1 ; 21,5)	
Moyenne		..	-16,6	(-17,5 ; -15,8)	-36,2	(-37,3 ; -35,0)	
Techniciens							
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 920	-17,2	(-18,8 ; -15,6)	-38,6	(-41,4 ; -35,7)	
Technicien en administration 3	TA3	131	-30,5	(-34,1 ; -26,9)	-38,4	(-43,2 ; -33,5)	
Techn. documentation 1-2	TD1-2	742	-6,1	(-10,6 ; -1,6)	-30,7	(-34,7 ; -26,8)	
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 004	-1,2	(-1,8 ; -0,5)	-20,6	(-22,3 ; -19,0)	
Technicien en droit 1-2	DR1-2	440	-20,6	(-22,2 ; -19,0)	-37,5	(-40,2 ; -34,8)	
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 444	-36,7	(-38,8 ; -34,6)	-54,1	(-56,2 ; -52,0)	
Technicien génie 3	TG3	257	-36,7	(-42,0 ; -31,3)	-42,2	(-53,3 ; -31,2)	
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 090	-23,3	(-35,3 ; -11,3)	-41,5	(-50,1 ; -33,0)	
Techn. informatique 3	TI3	918	-38,1	(-51,9 ; -24,2)	-54,4	(-73,2 ; -35,7)	
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	-15,1	(-22,1 ; -8,2)	-28,5	(-38,4 ; -18,6)	
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	181	-52,9	(-62,9 ; -43,0)	-67,3	(-77,6 ; -57,0)	
Moyenne		..	-20,1	(-22,0 ; -18,2)	-39,3	(-41,3 ; -37,2)	
Employés de bureau							
Préposé photocopie 2	PP2	7	-19,0	(-21,4 ; -16,6)	-54,9	(-62,8 ; -47,0)	
Magasinier 1	MG1	214	-43,2	(-45,5 ; -41,0)	-69,0	(-78,5 ; -59,4)	
Magasinier 2	MG2	924	-39,2	(-40,3 ; -38,1)	-66,5	(-70,1 ; -62,9)	
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 445	-13,8	(-14,9 ; -12,7)	-38,4	(-40,0 ; -36,9)	
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 764	-23,9	(-25,4 ; -22,4)	-38,4	(-40,0 ; -36,8)	
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 249	-20,7	(-25,6 ; -15,8)	-43,5	(-46,9 ; -40,1)	
Personnel secrétariat 1	SE1	1 470	-20,6	(-22,7 ; -18,5)	-35,6	(-37,9 ; -33,3)	
Personnel secrétariat 2	SE2	9 025	-20,2	(-21,6 ; -18,9)	-40,5	(-42,3 ; -38,6)	
Préposé aux renseign. 2	PR2	685	-17,1	(-19,1 ; -15,1)	-46,0	(-51,0 ; -40,9)	
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	234	-21,9	(-37,8 ; -5,9)	-41,0	(-49,7 ; -32,3)	
Téléphoniste-récept. 2	TR2	253	-19,2	(-21,8 ; -16,5)	-27,3	(-30,6 ; -24,0)	
Moyenne		..	-21,1	(-22,1 ; -20,1)	-40,6	(-41,7 ; -39,6)	
Employés de service							
Concierge	CO2	2 179	-17,2	(-25,9 ; -8,5)	-25,6	(-38,2 ; -12,9)	
Journalier/préposé terr. 2	JP2	141	-45,3	(-47,5 ; -43,2)	-50,6	(-53,6 ; -47,6)	
Préposé entretien lourd 2	PED2	735	-33,0	(-34,3 ; -31,6)	-40,0	(-42,7 ; -37,3)	
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	387	-39,7	(-46,1 ; -33,3)	-59,9	(-69,0 ; -50,7)	
Moyenne		..	-25,9	(-30,8 ; -20,9)	-39,2	(-46,2 ; -32,1)	

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration municipale, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Ouvriers						
Conducteur véh. lourds 2	CD2	124	-28,5	(-31,3 ; -25,6)	-39,8	(-42,6 ; -37,0)
Électricien entretien 2	EL2	361	-31,5	(-32,9 ; -30,1)	-71,8	(-79,0 ; -64,6)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	156	-25,5	(-28,4 ; -22,7)	-42,4	(-50,7 ; -34,1)
Menuisier entretien 2	ME2	292	-31,2	(-36,3 ; -26,0)	-46,9	(-50,2 ; -43,5)
Ouvrier de voirie 2	VO2	128	-38,2	(-39,9 ; -36,4)	-57,1	(-58,8 ; -55,3)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	932	-35,0	(-38,6 ; -31,5)	-67,6	(-73,9 ; -61,2)
Peintre entretien 2	PE2	120	-32,9	(-36,7 ; -29,1)	-40,8	(-43,7 ; -37,9)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	237	-32,3	(-33,4 ; -31,2)	-61,9	(-63,6 ; -60,3)
Moyenne		..	-28,4	(-29,7 ; -27,1)	-48,1	(-50,5 ; -45,8)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-20,4	(-21,2 ; -19,6)	-39,5	(-40,4 ; -38,6)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-5

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	60	-7,0	(-10,6 ; -3,3)	-7,7 *	(-16,1 ; 0,7)
Professionnel communic. 2	PC2	710	-16,9	(-18,4 ; -15,4)	-20,4	(-23,0 ; -17,7)
Professionnel communic. 3	PC3	115	-22,4	(-25,8 ; -19,0)	-28,8	(-33,6 ; -24,0)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	431	-5,2	(-7,1 ; -3,4)	-5,5	(-7,1 ; -3,8)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-18,1	(-19,4 ; -16,8)	-22,5	(-24,0 ; -21,0)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-11,7	(-14,8 ; -8,6)	-11,0	(-13,9 ; -8,1)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 806	-14,4	(-15,4 ; -13,4)	-19,5	(-20,9 ; -18,2)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 011	-16,4	(-17,4 ; -15,4)	-22,7	(-24,0 ; -21,3)
Ingénieur 1	IN1	212	-23,7	(-24,9 ; -22,5)	-34,4	(-34,5 ; -34,3)
Ingénieur 2	IN2	537	-26,0	(-28,9 ; -23,0)	-34,7	(-39,1 ; -30,2)
Ingénieur 3	IN3	392	-23,1	(-25,9 ; -20,4)	-33,7	(-36,3 ; -31,0)
Avocat et notaire 1	AN1	53	-1,0	(-1,5 ; -0,6)	-0,6	(-0,9 ; -0,2)
Avocat et notaire 2	AN2	385	-3,5	(-4,7 ; -2,4)	-0,8 *	(-2,7 ; 1,1)
Avocat et notaire 3	AN3	299	2,4	(2,0 ; 2,9)	0,8	(0,3 ; 1,2)
Moyenne		..	-15,5	(-16,1 ; -15,0)	-20,4	(-21,1 ; -19,8)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 920	-15,7	(-19,3 ; -12,0)	-18,1	(-23,1 ; -13,0)
Technicien en administration 3	TA3	131	-11,0	(-14,4 ; -7,6)	-10,9	(-15,6 ; -6,2)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	742	-6,4	(-12,6 ; -0,2)	-10,3 *	(-23,7 ; 3,1)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 004	-12,9	(-13,5 ; -12,4)	-22,9	(-23,5 ; -22,2)
Techn. laboratoire 3	TL3	486	-16,5	(-20,4 ; -12,5)	-26,1	(-29,0 ; -23,1)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	440	-21,6	(-23,7 ; -19,6)	-19,5	(-21,6 ; -17,4)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 444	-57,8	(-59,1 ; -56,5)	-63,8	(-65,9 ; -61,8)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 090	-6,4	(-7,9 ; -4,9)	-6,6	(-8,5 ; -4,8)
Moyenne		..	-17,3	(-19,0 ; -15,6)	-20,6	(-23,0 ; -18,2)
Employés de bureau						
Magasinier 1	MG1	214	-10,3	(-15,3 ; -5,3)	6,7	(2,1 ; 11,2)
Magasinier 2	MG2	924	-44,7	(-49,7 ; -39,7)	-49,7	(-70,1 ; -29,3)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 445	-14,7	(-17,3 ; -12,0)	-14,0	(-16,1 ; -11,9)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 764	-25,8	(-27,2 ; -24,4)	-41,9	(-46,5 ; -37,2)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 249	-6,8	(-9,3 ; -4,3)	-6,3	(-9,6 ; -3,1)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 470	-26,7	(-30,8 ; -22,6)	-27,2	(-29,9 ; -24,6)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 025	-22,1	(-23,7 ; -20,6)	-29,2	(-32,7 ; -25,7)
Préposé aux renseign. 2	PR2	685	-6,9	(-8,8 ; -5,1)	-4,2	(-6,9 ; -1,4)
Préposé aux renseign. 3	PR3	39	-0,7	(-0,7 ; -0,7)	4,7	(4,7 ; 4,7)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	234	-36,4	(-59,8 ; -13,0)	-41,9	(-61,7 ; -22,1)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	253	-15,6	(-25,9 ; -5,2)	-6,0 *	(-13,1 ; 1,0)
Moyenne		..	-20,8	(-21,8 ; -19,9)	-26,8	(-28,7 ; -24,9)

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur « entreprises publiques », en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Gardien 2	GA2	279	-49,3	(-52,6 ; -46,0)	-55,2	(-62,0 ; -48,3)
Préposé entretien lourd 2	PED2	735	-30,3	(-38,2 ; -22,4)	-29,0	(-37,8 ; -20,2)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	387	-43,2	(-57,8 ; -28,6)	-40,6	(-55,4 ; -25,7)
Moyenne		..	-17,6	(-18,9 ; -16,2)	-24,7	(-26,1 ; -23,4)
Ouvriers						
Électricien entretien 2	EL2	361	-37,6	(-39,0 ; -36,2)	-45,0	(-52,5 ; -37,6)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	156	-35,8	(-36,8 ; -34,8)	-44,1	(-44,9 ; -43,3)
Moyenne		..	-35,2	(-36,7 ; -33,6)	-43,4	(-45,9 ; -41,0)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-18,9	(-19,5 ; -18,2)	-24,1	(-25,1 ; -23,0)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-6

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur universitaire, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ^{1/} catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	710	-8,8	(-10,7 ; -6,9)	-9,9	(-12,1 ; -7,7)
Professionnel communic. 3	PC3	115	-17,1	(-24,8 ; -9,3)	-19,1	(-23,9 ; -14,2)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	431	-15,7	(-21,5 ; -9,8)	-17,0	(-22,0 ; -12,1)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-9,3 *	(-26,0 ; 7,3)	-10,0 *	(-27,1 ; 7,1)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-22,6	(-25,4 ; -19,8)	-24,8	(-28,2 ; -21,4)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 806	-16,2	(-19,4 ; -13,0)	-17,7	(-21,0 ; -14,4)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 011	-20,1	(-25,8 ; -14,4)	-23,9	(-28,9 ; -18,8)
Ingénieur 2	IN2	537	-14,8	(-17,3 ; -12,3)	-14,9	(-16,6 ; -13,3)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	459	-1,7 *	(-3,5 ; 0,1)	-4,3	(-6,0 ; -2,5)
Avocat et notaire 2	AN2	385	3,7 *	(-12,4 ; 19,7)	2,3 *	(-13,5 ; 18,1)
Avocat et notaire 3	AN3	299	1,9 *	(-2,5 ; 6,4)	2,6 *	(-2,3 ; 7,6)
Moyenne		..	-10,8	(-12,6 ; -9,0)	-12,6	(-14,4 ; -10,9)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 920	-9,4	(-10,9 ; -7,9)	-12,1	(-14,0 ; -10,2)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	742	-7,2	(-10,9 ; -3,5)	-11,6	(-15,9 ; -7,2)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 004	-0,7 *	(-2,5 ; 1,1)	-1,2 *	(-3,1 ; 0,8)
Techn. laboratoire 3	TL3	486	-10,0	(-13,0 ; -7,1)	-13,4	(-19,5 ; -7,3)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 444	-16,8	(-20,1 ; -13,5)	-18,3	(-21,9 ; -14,7)
Technicien génie 3	TG3	257	-10,4	(-12,0 ; -8,9)	-10,8	(-13,1 ; -8,4)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 090	-11,7	(-17,3 ; -6,0)	-14,1	(-20,9 ; -7,3)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	181	-14,9	(-19,9 ; -9,9)	-15,1	(-20,9 ; -9,3)
Moyenne		..	-9,6	(-10,9 ; -8,4)	-11,3	(-13,2 ; -9,4)
Employés de bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	7	-28,3	(-33,7 ; -22,9)	-31,1	(-40,1 ; -22,0)
Magasinier 2	MG2	924	-19,1	(-21,8 ; -16,4)	-21,1	(-25,2 ; -16,9)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 445	-9,5	(-12,2 ; -6,8)	-15,1	(-18,4 ; -11,9)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 764	-16,1	(-17,4 ; -14,9)	-20,5	(-22,2 ; -18,8)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 249	-14,5	(-19,8 ; -9,2)	-16,8	(-22,5 ; -11,0)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 470	-16,3	(-17,0 ; -15,6)	-26,2	(-29,5 ; -23,0)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 025	-22,1	(-23,6 ; -20,6)	-23,7	(-26,0 ; -21,5)
Préposé aux renseign. 2	PR2	685	-2,9	(-4,9 ; -1,0)	-7,9	(-11,8 ; -4,0)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	253	-35,2	(-41,8 ; -28,6)	-35,6	(-43,5 ; -27,7)
Moyenne		..	-17,5	(-18,5 ; -16,5)	-20,9	(-22,5 ; -19,3)
Employés de service						
Gardien 2	GA2	279	-31,0	(-45,0 ; -17,0)	-32,0	(-40,8 ; -23,2)
Préposé entretien lourd 2	PED2	735	-17,9	(-21,6 ; -14,2)	-19,7	(-21,8 ; -17,6)
Moyenne		..	-5,5	(-6,2 ; -4,9)	-10,3	(-10,7 ; -9,8)
Ouvriers						
Électricien entretien 2	EL2	361	-10,4	(-13,3 ; -7,6)	-20,2	(-26,2 ; -14,2)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	270	-13,8	(-22,8 ; -4,8)	-19,2	(-36,5 ; -2,0)
Menuisier entretien 2	ME2	292	-13,5	(-15,1 ; -11,9)	-18,9	(-24,0 ; -13,9)
Peintre entretien 2	PE2	120	-13,8	(-21,0 ; -6,7)	-18,2	(-25,8 ; -10,7)
Moyenne		..	-11,9	(-14,4 ; -9,4)	-21,3	(-27,5 ; -15,2)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-12,1	(-12,6 ; -11,7)	-15,1	(-16,2 ; -14,0)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-7

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ³	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	60	-26,8	(.. ; ..)	-27,2	(.. ; ..)
Professionnel communic. 2	PC2	710	-12,5	(.. ; ..)	-13,8	(.. ; ..)
Professionnel communic. 3	PC3	115	-13,3	(.. ; ..)	-14,7	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	14	-42,9	(.. ; ..)	-43,2	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	431	-19,9	(.. ; ..)	-21,3	(.. ; ..)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-30,0	(.. ; ..)	-31,3	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-41,5	(.. ; ..)	-43,1	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 806	-16,3	(.. ; ..)	-18,8	(.. ; ..)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 011	-17,7	(.. ; ..)	-20,3	(.. ; ..)
Ingénieur 1	IN1	212	-44,9	(.. ; ..)	-45,8	(.. ; ..)
Ingénieur 2	IN2	537	-36,7	(.. ; ..)	-37,4	(.. ; ..)
Ingénieur 3	IN3	392	-32,2	(.. ; ..)	-33,1	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	25	-23,5	(.. ; ..)	-24,2	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	459	-14,3	(.. ; ..)	-15,5	(.. ; ..)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	110	-29,2	(.. ; ..)	-30,3	(.. ; ..)
Avocat et notaire 1	AN1	53	-52,2	(.. ; ..)	-52,4	(.. ; ..)
Avocat et notaire 2	AN2	385	-40,7	(.. ; ..)	-42,0	(.. ; ..)
Avocat et notaire 3	AN3	299	-21,4	(.. ; ..)	-23,1	(.. ; ..)
Biologiste 2	BI2	148	-23,3	(.. ; ..)	-24,3	(.. ; ..)
Biologiste 3	BI3	37	-18,2	(.. ; ..)	-19,8	(.. ; ..)
Moyenne		..	-21,5	(.. ; ..)	-23,3	(.. ; ..)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 920	-17,5	(.. ; ..)	-17,4	(.. ; ..)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	742	-14,8	(.. ; ..)	-5,4	(.. ; ..)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 004	-7,5	(.. ; ..)	-7,9	(.. ; ..)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	440	-46,1	(.. ; ..)	-30,0	(.. ; ..)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 444	-51,0	(.. ; ..)	-51,7	(.. ; ..)
Technicien génie 3	TG3	257	-47,7	(.. ; ..)	-44,5	(.. ; ..)
Moyenne		..	-21,0	(.. ; ..)	-19,8	(.. ; ..)
Employés de bureau						
Magasinier 1	MG1	214	-38,6	(.. ; ..)	-32,9	(.. ; ..)
Magasinier 2	MG2	924	-36,4	(.. ; ..)	-28,6	(.. ; ..)
Magasinier 3	MG3	28	-28,3	(.. ; ..)	-24,4	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 445	-7,3	(.. ; ..)	-7,1	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 764	-21,5	(.. ; ..)	-22,2	(.. ; ..)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 249	-21,2	(.. ; ..)	-22,5	(.. ; ..)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 470	-21,9	(.. ; ..)	-24,2	(.. ; ..)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 025	-17,0	(.. ; ..)	-18,1	(.. ; ..)
Acheteur 2	AC2	148	-21,5	(.. ; ..)	-23,2	(.. ; ..)
Moyenne		..	-18,1	(.. ; ..)	-18,6	(.. ; ..)

Annexe E-7

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et administration fédérale¹, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ² / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ³	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	623	-46,1	(.. ; ..)	-48,9	(.. ; ..)
Cuisinier 1	CU1	11	-33,3	(.. ; ..)	-40,8	(.. ; ..)
Cuisinier 2	CU2	945	-29,2	(.. ; ..)	-32,4	(.. ; ..)
Cuisinier 3	CU3	22	-31,4	(.. ; ..)	-37,4	(.. ; ..)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	141	-26,2	(.. ; ..)	-25,3	(.. ; ..)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 411	-10,2	(.. ; ..)	-15,1	(.. ; ..)
Préposé entretien lourd 2	PED2	735	-47,5	(.. ; ..)	-62,2	(.. ; ..)
Préposé entretien léger 2	PER2	3 864	-10,6	(.. ; ..)	-14,1	(.. ; ..)
Moyenne		..	-18,6	(.. ; ..)	-23,2	(.. ; ..)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	122	-21,3	(.. ; ..)	-23,4	(.. ; ..)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	124	-18,1	(.. ; ..)	-21,9	(.. ; ..)
Électricien entretien 2	EL2	361	-33,9	(.. ; ..)	-38,2	(.. ; ..)
Électricien entretien 3	EL3	67	-33,7	(.. ; ..)	-34,7	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	19	-32,2	(.. ; ..)	-35,8	(.. ; ..)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	156	-30,4	(.. ; ..)	-33,7	(.. ; ..)
Menuisier entretien 2	ME2	292	-34,7	(.. ; ..)	-36,9	(.. ; ..)
Machiniste 2	MA2	45	-23,1	(.. ; ..)	-27,1	(.. ; ..)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	237	-22,2	(.. ; ..)	-25,3	(.. ; ..)
Moyenne		..	-28,9	(.. ; ..)	-32,3	(.. ; ..)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-20,1	(.. ; ..)	-21,1	(.. ; ..)

1. Les résultats des administrations québécoise et fédérale ne sont pas affectés par les erreurs relatives à l'échantillonnage car ils proviennent d'un recensement des données. Pour cette raison, il n'y a pas lieu d'appliquer un test statistique de comparaison pour déterminer si les écarts sont significativement différents de zéro ou non.
2. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.
3. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

Annexe E-8

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	60	-43,5	(-45,2 ; -41,8)	-54,6	(-57,1 ; -52,2)
Professionnel communic. 2	PC2	710	-13,2	(-14,8 ; -11,6)	-16,4	(-19,2 ; -13,6)
Professionnel communic. 3	PC3	115	-15,5	(-18,2 ; -12,8)	-18,0	(-22,1 ; -13,9)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	431	-10,4	(-11,7 ; -9,1)	-12,8	(-14,4 ; -11,2)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-25,1	(-30,6 ; -19,5)	-30,1	(-37,4 ; -22,9)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-34,3	(-35,1 ; -33,6)	-37,7	(-38,4 ; -37,0)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 806	-14,8	(-15,6 ; -14,1)	-18,9	(-20,0 ; -17,7)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 011	-16,8	(-17,9 ; -15,8)	-21,9	(-23,8 ; -19,9)
Ingénieur 1	IN1	212	-33,2	(-35,5 ; -31,0)	-38,4	(-39,7 ; -37,0)
Ingénieur 2	IN2	537	-24,8	(-26,2 ; -23,3)	-32,0	(-35,6 ; -28,4)
Ingénieur 3	IN3	392	-27,3	(-30,5 ; -24,0)	-30,1	(-34,1 ; -26,1)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	459	-10,0	(-18,4 ; -1,6)	-10,7 *	(-22,1 ; 0,7)
Avocat et notaire 1	AN1	53	-45,4	(-47,8 ; -43,0)	-46,6	(-47,8 ; -45,4)
Avocat et notaire 2	AN2	385	-13,1	(-23,2 ; -3,1)	-18,5	(-29,3 ; -7,8)
Moyenne		..	-16,8	(-17,7 ; -15,9)	-20,8	(-22,2 ; -19,5)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 920	-16,4	(-17,8 ; -15,0)	-20,0	(-22,2 ; -17,8)
Technicien en administration 3	TA3	131	-11,0	(-13,4 ; -8,6)	-11,1	(-14,3 ; -7,9)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	742	-7,5	(-10,1 ; -4,9)	-19,3	(-22,4 ; -16,2)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 004	-10,9	(-14,3 ; -7,5)	-7,1 *	(-15,8 ; 1,5)
Techn. laboratoire 3	TL3	486	-10,0	(-14,2 ; -5,7)	-8,4 *	(-20,4 ; 3,6)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	440	-37,8	(-42,1 ; -33,5)	-35,1	(-42,0 ; -28,2)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 444	-54,6	(-59,0 ; -50,2)	-52,7	(-56,7 ; -48,7)
Technicien génie 3	TG3	257	-48,8	(-50,3 ; -47,4)	-55,0	(-57,1 ; -52,9)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 090	-12,9	(-16,6 ; -9,1)	-12,5	(-17,6 ; -7,3)
Techn. informatique 3	TI3	918	-19,8	(-31,8 ; -7,8)	-20,2	(-32,2 ; -8,2)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	0,2 *	(-8,2 ; 8,6)	-2,6 *	(-15,1 ; 9,9)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	181	-54,4	(-62,4 ; -46,5)	-65,2	(-73,5 ; -56,9)
Moyenne		..	-19,7	(-21,2 ; -18,2)	-21,7	(-24,1 ; -19,2)
Employés de bureau						
Préposé photocopie 2	PP2	7	-42,0	(-59,9 ; -24,2)	-46,3	(-69,5 ; -23,1)
Magasinier 1	MG1	214	-50,8	(-53,2 ; -48,4)	-45,5	(-48,7 ; -42,2)
Magasinier 2	MG2	924	-48,1	(-62,6 ; -33,5)	-48,3	(-64,3 ; -32,2)
Magasinier 3	MG3	28	-38,6	(-45,8 ; -31,4)	-44,8	(-60,6 ; -29,1)
Op. duplicateur 1-2	OD1-2	78	-49,5	(-53,8 ; -45,2)	-55,2	(-62,3 ; -48,0)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 445	-15,2	(-17,1 ; -13,2)	-28,6	(-31,6 ; -25,6)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 764	-22,6	(-23,7 ; -21,5)	-28,8	(-31,1 ; -26,6)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 249	-20,1	(-21,4 ; -18,9)	-23,1	(-24,3 ; -21,8)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 470	-19,4	(-20,7 ; -18,2)	-29,8	(-32,2 ; -27,4)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 025	-19,6	(-20,8 ; -18,5)	-29,3	(-31,9 ; -26,7)
Préposé aux renseign. 2	PR2	685	-12,7	(-18,6 ; -6,7)	-18,9	(-26,1 ; -11,8)
Préposé aux renseign. 3	PR3	39	-12,9 *	(-28,3 ; 2,5)	-7,6 *	(-29,3 ; 14,1)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	234	-28,2	(-42,7 ; -13,7)	-41,4	(-51,4 ; -31,4)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	253	-21,9	(-30,3 ; -13,5)	-19,3	(-30,6 ; -7,9)
Acheteur 2	AC2	148	-22,8	(-31,3 ; -14,2)	-21,4	(-34,8 ; -8,0)
Moyenne		..	-21,0	(-22,0 ; -19,9)	-28,9	(-30,6 ; -27,3)

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois syndiqués, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	623	-20,2	(-30,1 ; -10,4)	-14,3	(-20,9 ; -7,7)
Concierge	CO2	2 179	-17,1	(-27,8 ; -6,4)	-21,5	(-35,1 ; -7,9)
Cuisinier 1	CU1	11	-11,5	(-21,6 ; -1,3)	-6,3 *	(-15,3 ; 2,6)
Cuisinier 2	CU2	945	-5,1 *	(-19,2 ; 9,0)	1,8 *	(-10,3 ; 13,9)
Gardien 2	GA2	279	0,4 *	(-0,8 ; 1,6)	17,0	(15,5 ; 18,4)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	141	-38,2	(-52,3 ; -24,1)	-34,7	(-49,7 ; -19,8)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 411	10,1	(3,1 ; 17,1)	19,0	(10,7 ; 27,4)
Préposé entretien lourd 2	PED2	735	-5,0	(-9,7 ; -0,2)	2,0 *	(-3,7 ; 7,7)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	387	-25,4	(-30,4 ; -20,4)	-22,0	(-29,6 ; -14,5)
Préposé entretien léger 2	PER2	3 864	-4,2 *	(-18,5 ; 10,2)	3,3 *	(-9,3 ; 15,9)
Moyenne		..	-6,4 *	(-14,2 ; 1,3)	-1,1 *	(-7,7 ; 5,6)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	122	-32,4	(-37,9 ; -27,0)	-32,1	(-40,7 ; -23,6)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	124	-27,9	(-34,8 ; -20,9)	-18,8	(-29,2 ; -8,5)
Électricien entretien 2	EL2	361	-45,5	(-59,2 ; -31,8)	-64,1	(-85,8 ; -42,4)
Mécanicien véh. motor. 1	MV1	19	-19,1 *	(-45,3 ; 7,1)	-11,8 *	(-45,2 ; 21,6)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	156	-32,4	(-35,7 ; -29,2)	-40,6	(-45,8 ; -35,4)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	270	-40,8	(-49,8 ; -31,8)	-43,6	(-57,5 ; -29,7)
Menuisier entretien 2	ME2	292	-34,6	(-39,4 ; -29,7)	-45,7	(-50,8 ; -40,6)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	932	-33,7	(-38,1 ; -29,3)	-44,6	(-51,8 ; -37,4)
Peintre entretien 2	PE2	120	-44,0	(-55,9 ; -32,1)	-53,1	(-67,5 ; -38,7)
Machiniste 2	MA2	45	-33,2	(-49,8 ; -16,7)	-30,7	(-46,4 ; -15,0)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	237	-33,5	(-38,0 ; -29,1)	-52,8	(-58,6 ; -47,1)
Moyenne		..	-34,8	(-38,2 ; -31,4)	-45,3	(-50,3 ; -40,4)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-18,5	(-19,8 ; -17,1)	-22,4	(-23,9 ; -20,8)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

 2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe E-9

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	60	-12,1	(-16,4 ; -7,9)	-0,2*	(-6,2 ; 5,9)
Professionnel communic. 2	PC2	710	-1,3 *	(-6,4 ; 3,8)	3,3*	(-2,0 ; 8,7)
Professionnel communic. 3	PC3	115	-25,7	(-33,1 ; -18,2)	-23,1	(-38,3 ; -7,8)
Professionnel gest. fin. 1	FI1	14	-2,6 *	(-8,9 ; 3,7)	14,0	(7,0 ; 21,0)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	431	-10,4	(-13,4 ; -7,4)	1,8*	(-2,0 ; 5,6)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-29,9	(-34,3 ; -25,4)	-25,7	(-31,0 ; -20,4)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-23,1	(-27,7 ; -18,5)	-8,5*	(-22,7 ; 5,7)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 806	-14,5	(-16,7 ; -12,3)	-2,5*	(-6,1 ; 1,1)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 011	-19,5	(-23,6 ; -15,5)	-8,9	(-16,0 ; -1,8)
Ingénieur 1	IN1	212	-21,8	(-23,5 ; -20,1)	-3,8	(-5,7 ; -2,0)
Ingénieur 2	IN2	537	-10,0	(-14,0 ; -6,0)	4,3	(0,2 ; 8,4)
Ingénieur 3	IN3	392	-21,9	(-25,8 ; -18,0)	-7,7	(-11,5 ; -3,8)
Professionnel sc. phys. 1	SP1	25	-21,7	(-35,4 ; -8,0)	-5,7*	(-22,2 ; 10,8)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	459	8,4	(2,1 ; 14,8)	20,2	(13,4 ; 27,0)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	110	-17,7	(-24,7 ; -10,7)	-2,7*	(-7,9 ; 2,6)
Avocat et notaire 1	AN1	53	1,7 *	(-3,7 ; 7,1)	11,1	(5,7 ; 16,5)
Avocat et notaire 2	AN2	385	-4,3	(-8,1 ; -0,5)	0,8*	(-2,5 ; 4,1)
Avocat et notaire 3	AN3	299	-0,4 *	(-3,3 ; 2,5)	2,5	(0,4 ; 4,7)
Biologiste 1	BI1	17	1,8 *	(-7,9 ; 11,4)	16,4	(9,8 ; 23,0)
Biologiste 2	BI2	148	14,0	(10,4 ; 17,6)	25,7	(22,9 ; 28,5)
Biologiste 3	BI3	37	-4,8	(-9,4 ; -0,1)	10,9	(7,1 ; 14,8)
Moyenne	..		-10,1	(-11,5 ; -8,6)	0,8*	(-1,5 ; 3,2)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 920	-5,4	(-8,1 ; -2,7)	6,9	(3,7 ; 10,1)
Technicien en administration 3	TA3	131	-19,9	(-24,7 ; -15,1)	-5,7	(-10,8 ; -0,7)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	742	-0,4 *	(-9,0 ; 8,1)	-2,3*	(-9,9 ; 5,3)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 004	11,5	(2,0 ; 21,0)	24,5	(14,2 ; 34,7)
Techn. laboratoire 3	TL3	486	12,8 *	(-11,3 ; 36,9)	26,3	(1,9 ; 50,8)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	440	-41,2	(-46,9 ; -35,5)	-25,8	(-32,2 ; -19,4)
Technicien en droit 3	DR3	21	-69,2	(-79,5 ; -58,8)	-55,9	(-68,2 ; -43,6)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 444	-42,5	(-57,9 ; -27,2)	-24,0	(-38,5 ; -9,6)
Technicien génie 3	TG3	257	-58,4	(-70,7 ; -46,1)	-33,1	(-44,1 ; -22,0)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 090	0,3 *	(-5,2 ; 5,9)	16,2	(9,8 ; 22,6)
Techn. informatique 3	TI3	918	-20,8	(-24,0 ; -17,6)	0,8*	(-5,2 ; 6,9)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	3,0 *	(-9,2 ; 15,2)	13,7*	(-1,8 ; 29,2)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	181	-33,4	(-56,7 ; -10,0)	-12,8*	(-37,1 ; 11,5)
Moyenne	..		-8,4	(-11,8 ; -5,0)	5,5	(1,7 ; 9,2)
Employés de bureau						
Magasinier 1	MG1	214	8,7 *	(-9,8 ; 27,2)	28,1	(10,0 ; 46,3)
Magasinier 2	MG2	924	-25,6	(-33,0 ; -18,1)	-2,7*	(-10,5 ; 5,0)
Magasinier 3	MG3	28	-36,3	(-52,0 ; -20,6)	-15,6*	(-35,4 ; 4,2)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 445	1,2 *	(-2,7 ; 5,1)	14,2	(8,4 ; 20,0)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 764	-3,8	(-6,0 ; -1,6)	9,0	(6,5 ; 11,4)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 249	-12,0	(-20,4 ; -3,6)	6,2*	(-1,2 ; 13,6)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 470	-17,3	(-29,1 ; -5,5)	-4,9*	(-16,5 ; 6,7)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 025	-18,2	(-21,8 ; -14,7)	-7,9	(-12,4 ; -3,5)
Préposé aux renseign. 2	PR2	685	12,2	(3,7 ; 20,7)	26,0	(15,8 ; 36,1)
Préposé aux renseign. 3	PR3	39	-10,2 *	(-24,5 ; 4,0)	5,3*	(-9,7 ; 20,3)
Préposé télécomm. 1-2	PT1-2	234	-3,9 *	(-11,6 ; 3,9)	10,8	(5,1 ; 16,4)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	253	-4,0 *	(-9,4 ; 1,4)	12,2	(6,1 ; 18,2)
Acheteur 2	AC2	148	-16,5	(-26,7 ; -6,3)	4,3*	(-7,3 ; 16,0)
Moyenne	..		-10,3	(-12,4 ; -8,2)	2,8	(0,3 ; 5,3)

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et autres salariés québécois non syndiqués, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge	CO2	2 179	3,5 *	(-0,7 ; 7,8)	12,2	(6,8 ; 17,5)
Cuisinier 1	CU1	11	30,9	(28,8 ; 33,0)	40,4	(38,8 ; 42,0)
Cuisinier 2	CU2	945	21,8	(13,2 ; 30,4)	32,2	(23,6 ; 40,8)
Cuisinier 3	CU3	22	-7,8 *	(-25,4 ; 9,8)	8,5 *	(-9,5 ; 26,4)
Gardien 2	GA2	279	-7,3	(-14,4 ; -0,2)	9,4	(1,3 ; 17,5)
Journalier/préposé terr. 2	JP2	141	-8,8	(-14,8 ; -2,8)	6,0 *	(-3,1 ; 15,2)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 411	36,6	(31,0 ; 42,2)	44,5	(39,1 ; 49,9)
Préposé entretien lourd 2	PED2	735	16,1	(7,1 ; 25,0)	19,5	(13,4 ; 25,5)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	387	-14,3	(-20,3 ; -8,3)	-1,4 *	(-7,7 ; 4,9)
Préposé entretien léger 2	PER2	3 864	30,0	(18,2 ; 41,8)	32,3	(25,3 ; 39,3)
Moyenne		..	19,8	(15,2 ; 24,5)	27,3	(23,8 ; 30,9)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	122	19,3	(9,5 ; 29,1)	30,9	(21,6 ; 40,2)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	124	-3,5 *	(-7,3 ; 0,3)	19,1	(9,3 ; 28,9)
Électricien entretien 2	EL2	361	-15,7	(-28,5 ; -3,0)	-4,0 *	(-18,6 ; 10,6)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	156	-11,4	(-21,9 ; -1,0)	1,2 *	(-10,0 ; 12,4)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	270	-12,2	(-23,7 ; -0,6)	-0,7 *	(-14,3 ; 12,8)
Menuisier entretien 2	ME2	292	5,7 *	(-12,0 ; 23,3)	14,1 *	(-6,2 ; 34,5)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	932	-14,3	(-23,3 ; -5,4)	1,7 *	(-9,4 ; 12,8)
Peintre entretien 2	PE2	120	-4,9 *	(-19,4 ; 9,6)	4,6 *	(-11,5 ; 20,7)
Machiniste 2	MA2	45	-6,1 *	(-14,7 ; 2,4)	1,8 *	(-7,6 ; 11,3)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	237	-11,3	(-20,8 ; -1,8)	3,9 *	(-6,8 ; 14,6)
Moyenne		..	-9,3	(-13,9 ; -4,6)	3,5 *	(-2,1 ; 9,0)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-5,5	(-7,3 ; -3,8)	6,3	(4,2 ; 8,4)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 2	PC2	710	-19,9	(-27,1 ; -12,8)	-32,1	(-46,4 ; -17,7)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	431	-22,2	(-30,3 ; -14,1)	-26,2	(-42,8 ; -9,6)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 806	-11,5	(-20,4 ; -2,6)	-14,0 *	(-28,3 ; 0,3)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 011	-30,8	(-35,2 ; -26,4)	-47,8	(-59,6 ; -36,0)
Moyenne		..	-13,9	(-18,5 ; -9,2)	-17,9	(-26,4 ; -9,5)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 920	-16,0	(-23,3 ; -8,7)	-18,2	(-30,9 ; -5,6)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	742	-15,1	(-22,5 ; -7,7)	-18,9 *	(-46,5 ; 8,7)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 004	-13,9	(-20,2 ; -7,7)	-5,1 *	(-17,2 ; 7,0)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 444	-59,9	(-65,7 ; -54,1)	-51,7	(-58,1 ; -45,2)
Technicien génie 3	TG3	257	-26,3	(-49,7 ; -2,9)	-18,5 *	(-44,2 ; 7,1)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 090	-10,7	(-14,7 ; -6,7)	-4,5 *	(-9,2 ; 0,2)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	19,0	(7,8 ; 30,2)	27,9	(14,3 ; 41,6)
Moyenne		..	-22,9	(-27,1 ; -18,8)	-21,1	(-28,6 ; -13,7)
Employés de bureau						
Magasinier 1	MG1	214	-56,0	(-59,9 ; -52,0)	-42,2	(-46,3 ; -38,1)
Magasinier 2	MG2	924	-56,2	(-78,6 ; -33,8)	-52,4	(-79,0 ; -25,8)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 445	-22,4	(-31,6 ; -13,3)	-21,1	(-34,5 ; -7,6)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 764	-23,0	(-27,5 ; -18,5)	-22,5	(-29,8 ; -15,2)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 249	-19,3 *	(-42,8 ; 4,3)	-21,1 *	(-44,5 ; 2,3)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 470	-26,5	(-38,2 ; -14,7)	-33,9	(-56,7 ; -11,1)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 025	-16,8	(-21,6 ; -12,1)	-17,2	(-22,6 ; -11,7)
Préposé aux renseign. 2	PR2	685	-16,3	(-31,9 ; -0,7)	-12,5 *	(-32,3 ; 7,3)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	253	-18,3	(-33,5 ; -3,1)	-9,8 *	(-28,5 ; 8,9)
Acheteur 2	AC2	148	-23,6 *	(-53,2 ; 5,9)	-13,9 *	(-54,5 ; 26,8)
Moyenne		..	-21,9	(-26,7 ; -17,0)	-21,6	(-27,9 ; -15,3)
Employés de service						
Préposé buanderie 2	BU2	623	-18,8	(-29,8 ; -7,8)	-12,4	(-19,0 ; -5,7)
Concierger	CO2	2 179	-16,5	(-32,0 ; -1,0)	-18,2 *	(-38,0 ; 1,6)
Cuisinier 1	CU1	11	-10,2 *	(-21,8 ; 1,4)	-4,0 *	(-14,6 ; 6,6)
Cuisinier 2	CU2	945	-5,7 *	(-27,3 ; 16,0)	5,8 *	(-14,9 ; 26,5)
Gardien 2	GA2	279	1,8	(1,0 ; 2,5)	18,9	(18,0 ; 19,8)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 411	12,2	(4,4 ; 20,0)	22,2	(13,0 ; 31,4)
Préposé entretien lourd 2	PED2	735	0,2 *	(-3,4 ; 3,8)	9,5	(5,7 ; 13,3)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	387	-18,2	(-24,3 ; -12,1)	-6,3	(-11,2 ; -1,4)
Préposé entretien léger 2	PER2	3 864	-3,5 *	(-19,4 ; 12,4)	5,0 *	(-9,3 ; 19,3)
Moyenne		..	-4,8 *	(-14,8 ; 5,1)	2,9 *	(-6,2 ; 11,9)

Écarts salariaux et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé syndiqué, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écarts	Intervalles de confiance	Écarts	Intervalles de confiance
			%		%	
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	122	-28,2	(-38,7 ; -17,8)	-16,2	(-26,5 ; -6,0)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	124	-27,4	(-35,3 ; -19,5)	-16,4	(-28,1 ; -4,7)
Électricien entretien 2	EL2	361	-53,8	(-72,2 ; -35,3)	-66,1	(-98,1 ; -34,0)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	156	-36,1	(-51,2 ; -21,1)	-32,3	(-53,6 ; -11,0)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	270	-41,2	(-50,7 ; -31,8)	-44,3	(-58,8 ; -29,8)
Menuisier entretien 2	ME2	292	-54,4	(-65,9 ; -43,0)	-60,5	(-81,2 ; -39,8)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	932	-34,3	(-43,2 ; -25,4)	-30,3	(-40,6 ; -20,1)
Machiniste 2	MA2	45	-50,8	(-58,3 ; -43,3)	-57,1	(-66,3 ; -47,8)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	237	-38,5	(-57,8 ; -19,2)	-28,2	(-44,1 ; -12,2)
Moyenne		..	-42,2	(-47,8 ; -36,7)	-43,2	(-51,6 ; -34,7)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne		..	-19,1	(-22,3 ; -15,9)	-18,5	(-23,5 ; -13,4)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqués, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Professionnels						
Professionnel communic. 1	PC1	60	-13,1	(-17,5 ; -8,6)	0,6 *	(-5,8 ; 7,1)
Professionnel communic. 2	PC2	710	2,1 *	(-3,7 ; 8,0)	9,0	(3,1 ; 14,9)
Professionnel communic. 3	PC3	115	-25,9	(-36,4 ; -15,3)	-18,2 *	(-37,5 ; 1,2)
Professionnel gest. fin. 2	FI2	431	-10,0	(-13,2 ; -6,9)	2,9 *	(-1,1 ; 6,8)
Professionnel gest. fin. 3	FI3	15	-30,5	(-35,3 ; -25,7)	-25,1	(-31,1 ; -19,2)
Analyste proc. adm./inform. 1	PI1	333	-23,0	(-27,9 ; -18,1)	-7,2 *	(-21,6 ; 7,2)
Analyste proc. adm./inform. 2	PI2	3 806	-14,2	(-16,5 ; -11,8)	-1,1 *	(-4,7 ; 2,6)
Analyste proc. adm./inform. 3	PI3	1 011	-19,1	(-23,4 ; -14,9)	-7,8	(-15,3 ; -0,3)
Ingénieur 1	IN1	212	-21,8	(-23,5 ; -20,1)	-3,8	(-5,7 ; -2,0)
Ingénieur 2	IN2	537	-9,8	(-13,8 ; -5,8)	4,6	(0,5 ; 8,7)
Ingénieur 3	IN3	392	-21,8	(-25,8 ; -17,8)	-7,3	(-11,1 ; -3,4)
Professionnel sc. phys. 2	SP2	459	8,7	(2,2 ; 15,3)	21,0	(14,2 ; 27,8)
Professionnel sc. phys. 3	SP3	110	-17,8	(-25,1 ; -10,5)	-1,8 *	(-6,9 ; 3,4)
Avocat et notaire 1	AN1	53	3,4 *	(-3,1 ; 9,8)	15,1	(10,1 ; 20,2)
Avocat et notaire 2	AN2	385	-4,4 *	(-9,0 ; 0,2)	3,0 *	(-0,8 ; 6,8)
Avocat et notaire 3	AN3	299	-4,1	(-8,1 ; -0,2)	2,9 *	(-0,1 ; 5,9)
Moyenne		..	-9,8	(-11,4 ; -8,2)	2,3 *	(-0,2 ; 4,7)
Techniciens						
Technicien en administration 1-2	TA1-2	7 920	-4,7	(-7,7 ; -1,8)	8,5	(5,1 ; 12,0)
Techn. documentation 1-2	TD1-2	742	1,6 *	(-7,4 ; 10,7)	1,7 *	(-4,5 ; 7,9)
Techn. laboratoire 1-2	TL1-2	2 004	11,5	(2,0 ; 21,0)	24,5	(14,2 ; 34,7)
Techn. laboratoire 3	TL3	486	12,8 *	(-11,5 ; 37,2)	26,5	(1,9 ; 51,1)
Technicien en droit 1-2	DR1-2	440	-41,6	(-47,4 ; -35,9)	-25,9	(-32,4 ; -19,3)
Technicien génie 1-2	TG1-2	1 444	-42,6	(-58,0 ; -27,2)	-24,0	(-38,5 ; -9,5)
Technicien génie 3	TG3	257	-59,2	(-71,7 ; -46,8)	-32,8	(-44,2 ; -21,4)
Techn. informatique 1-2	TI1-2	2 090	0,4 *	(-5,2 ; 6,0)	16,6	(10,2 ; 23,0)
Techn. informatique 3	TI3	918	-20,4	(-23,6 ; -17,2)	1,8 *	(-4,0 ; 7,6)
Technicien en loisir 1-2	LO1-2	474	6,7 *	(-6,6 ; 20,0)	18,3	(1,5 ; 35,1)
Techn. hygiène du trav. 1-2	TH1-2	181	-33,7	(-57,6 ; -9,9)	-12,8 *	(-37,4 ; 11,8)
Moyenne		..	-7,9	(-11,4 ; -4,4)	6,6	(2,8 ; 10,4)
Employés de bureau						
Magasinier 1	MG1	214	8,7 *	(-9,8 ; 27,2)	28,1	(10,0 ; 46,3)
Magasinier 2	MG2	924	-25,6	(-33,0 ; -18,1)	-2,7 *	(-10,5 ; 5,0)
Personnel soutien adm. 1	PS1	4 445	1,3 *	(-2,7 ; 5,2)	14,3	(8,5 ; 20,2)
Personnel soutien adm. 2	PS2	5 764	-3,4	(-5,7 ; -1,2)	9,5	(7,0 ; 12,0)
Personnel soutien adm. 3	PS3	2 249	-12,3	(-21,4 ; -3,1)	7,6 *	(-0,1 ; 15,2)
Personnel secrétariat 1	SE1	1 470	-16,3	(-29,0 ; -3,7)	-3,3 *	(-15,6 ; 9,0)
Personnel secrétariat 2	SE2	9 025	-17,1	(-21,0 ; -13,2)	-5,7	(-10,4 ; -1,0)
Préposé aux renseign. 2	PR2	685	12,4	(3,9 ; 21,0)	26,3	(16,3 ; 36,4)
Préposé aux renseign. 3	PR3	39	-10,3 *	(-24,8 ; 4,2)	5,5 *	(-9,6 ; 20,6)
Téléphoniste-récept. 2	TR2	253	-3,6 *	(-9,1 ; 2,0)	12,7	(6,5 ; 18,8)
Acheteur 2	AC2	148	-16,5	(-26,7 ; -6,3)	4,3 *	(-7,3 ; 16,0)
Moyenne		..	-9,7	(-12,0 ; -7,5)	4,0	(1,4 ; 6,6)

Écart salarial et de la rémunération globale, intervalles de confiance et cotes de qualification, méthode des débours, par emploi repère, administration québécoise et secteur privé non syndiqués, en 2015

[Écart = (administration québécoise - marché)/administration québécoise]

Emplois repères ¹ / catégorie	Codes	Effectif adm. québ. ²	Salaires		Rémunération globale	
			Écart	Intervalles de confiance	Écart	Intervalles de confiance
			%		%	
Employés de service						
Concierge	CO2	2 179	3,5 *	(-0,7 ; 7,8)	12,2	(6,8 ; 17,5)
Cuisinier 1	CU1	11	30,9	(28,8 ; 33,0)	40,4	(38,8 ; 42,0)
Cuisinier 2	CU2	945	21,8	(13,2 ; 30,4)	32,2	(23,6 ; 40,8)
Gardien 2	GA2	279	-6,8 *	(-14,0 ; 0,4)	10,1	(1,9 ; 18,2)
Préposé cuisine/café. 2	CC2	2 411	36,6	(31,0 ; 42,2)	44,5	(39,1 ; 49,9)
Préposé entretien lourd 2	PED2	735	16,8	(7,7 ; 25,9)	20,2	(14,1 ; 26,3)
Ouvrier entret. mainten. 2	OM2	387	-13,0	(-19,0 ; -7,0)	-0,4 *	(-6,8 ; 5,9)
Préposé entretien léger 2	PER2	3 864	30,0	(18,2 ; 41,8)	32,3	(25,3 ; 39,3)
Moyenne	..		20,1	(15,4 ; 24,7)	27,6	(24,0 ; 31,2)
Ouvriers						
Conducteur véh. légers 2	CR2	122	19,8	(9,9 ; 29,8)	31,4	(22,0 ; 40,8)
Conducteur véh. lourds 2	CD2	124	-3,5 *	(-7,3 ; 0,3)	19,1	(9,3 ; 28,9)
Electricien entretien 2	EL2	361	-15,6	(-29,0 ; -2,3)	-3,5 *	(-18,6 ; 11,6)
Mécanicien véh. motor. 2	MV2	156	-11,4	(-21,9 ; -1,0)	1,2 *	(-10,0 ; 12,4)
Mécanicien entret. Millwright 2	MI2	270	-12,2	(-23,7 ; -0,6)	-0,7 *	(-14,3 ; 12,8)
Menuisier entretien 2	ME2	292	5,7 *	(-12,0 ; 23,3)	14,1 *	(-6,2 ; 34,5)
Ouvrier cert. entretien 2	OCE2	932	-14,3	(-23,3 ; -5,4)	1,7 *	(-9,4 ; 12,8)
Peintre entretien 2	PE2	120	2,0 *	(-12,1 ; 16,2)	13,0	(1,6 ; 24,4)
Machiniste 2	MA2	45	-6,1 *	(-14,7 ; 2,4)	1,8 *	(-7,6 ; 11,3)
Conducteur d'équip. lourds 2	CE2	237	-11,3	(-20,8 ; -1,8)	3,9 *	(-6,8 ; 14,6)
Moyenne	..		-9,0	(-13,7 ; -4,3)	3,8 *	(-1,7 ; 9,3)
Ensemble des emplois repères						
Moyenne	..		-5,1	(-7,0 ; -3,3)	7,4	(5,2 ; 9,6)

1. Le nombre d'emplois dans ce tableau peut être moindre que celui dans l'annexe D-1 en raison de l'application des règles de confidentialité.

2. L'effectif présenté est celui de l'emploi. Dans le cas des emplois choisis à l'étape probabiliste de la sélection, leur poids dans la moyenne de la catégorie est supérieur à leur propre effectif (voir la section *La méthodologie* pour plus de détails).

* Indique la parité des deux secteurs (test de signification au seuil de 5 %).

Annexe F

Heures hebdomadaires moyennes de travail par catégorie d'emplois, administration québécoise et marchés de comparaison, 2015

Secteurs	Professionnels		Techniciens		Employés de bureau	
	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail
	h					
Administration québécoise ¹	35,0	29,0	35,0	29,2	35,0	29,4
Autres salariés québécois (ASQ)	37,2	31,8	37,1	31,8	36,6	31,2
Privé	37,7	33,0	37,7	32,8	37,4	32,6
Autre public	36,0	29,7	35,7	29,5	35,4	29,1
Administration municipale	34,8	29,0 *	34,6	28,6	34,5	28,5
Entreprises publiques	35,2	29,3	35,3	29,3	35,3	29,0
Universitaire	34,7	28,8	35,0 *	29,0	34,8	28,7
Administration fédérale	37,5	30,6	37,5	30,8	37,6	30,9
ASQ syndiqués	36,2	29,9	36,3	30,2	35,5	29,4 *
ASQ non syndiqués	37,6	32,8	37,7	33,0	37,5	32,8
Privé syndiqué	36,4	30,9	36,9	31,3	36,1	30,4
Privé non syndiqué	37,7	33,1	37,8	33,1	37,6	33,0

1. Les heures de travail correspondant à la moyenne de celles de l'ensemble des emplois retenus dans la comparaison de l'administration québécoise avec les autres salariés québécois.

* Indique la parité des deux secteurs

Employés de service		Ouvriers		Ensemble des emplois		Secteurs
Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	Heures régulières hebdom.	Heures présence au travail	
h						
38,7	32,4	38,8	32,2	35,9	30,0	Administration québécoise ¹
38,4 *	33,4	39,1	33,0	37,3	31,9	Autres salariés québécois (ASQ)
38,4 *	33,6	39,8	34,3	37,8	33,0	Privé
38,4	31,7	38,5	32,0	36,2	29,9 *	Autre public
38,9 *	32,1	38,3	31,8	35,1	29,0	Administration municipale
38,2	31,9	38,7 *	32,4 *	35,9	29,8	Entreprises publiques
37,1	30,8	38,7 *	31,2	35,3	29,2	Universitaire
39,8	32,6	40,0	32,7	38,0	31,1	Administration fédérale
39,1 *	33,5	39,0	32,7	36,6	30,5	ASQ syndiqués
37,0	33,1 *	39,6	35,3	37,6	33,0	ASQ non syndiqués
39,2 *	33,8	39,8	34,0	37,1	31,5	Privé syndiqué
37,0	33,1 *	39,6	35,3	37,7	33,2	Privé non syndiqué

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2015 et 2014

Secteurs	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2015	2014	Statut	2015	2014	Statut
	%			%		
Ensemble des autres salariés québécois	— 12,9	— 11,5	Stabilité	— 7,9	— 7,6	Stabilité
Privé	— 10,0	— 8,4	Stabilité	1,0 *	2,3 *	Stabilité
« Autre public »	— 19,3	— 18,2	Affaiblissement	— 26,3	— 27,4	Stabilité
Administration municipale	— 20,4	— 18,3	Affaiblissement	— 39,5	— 38,6	Stabilité
« Entreprises publiques »	— 18,9	— 15,7	Affaiblissement	— 24,1	— 27,7	Amélioration
Universitaire	— 12,1	— 10,8	Affaiblissement	— 15,1	— 13,4	Affaiblissement
Administration fédérale	— 20,1	— 21,6	Amélioration	— 21,1	— 21,0	Affaiblissement
Secteurs et syndicalisation						
Autres salariés québécois syndiqués	— 18,5	— 17,9	Stabilité	— 22,4	— 24,1	Amélioration
Autres salariés québécois non syndiqués	— 5,5	— 4,2	Stabilité	6,3	8,0	Stabilité
Privé syndiqué	— 19,1	— 20,9	Stabilité	— 18,5	— 20,7	Stabilité
Privé non syndiqué	— 5,1	— 3,5	Stabilité	7,4	9,8	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années puissent différer, l'Institut peut statuer à la stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance non présentés ici. Par conséquent, il est recommandé de limiter l'analyse qui en découle à statuer sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2015 et 2014

Comparaison avec l'ensemble des autres salariés québécois

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2015	2014	Statut	2015	2014	Statut
	%			%		
Ensemble des emplois repères	— 12,9	— 11,5	Stabilité	— 7,9	— 7,6	Stabilité
Professionnels	— 13,1	— 10,7	Affaiblissement	— 6,9	— 5,8	Stabilité
Techniciens	— 13,6	— 12,3	Stabilité	— 6,0	— 6,1	Stabilité
Employés de bureau	— 15,7	— 13,9	Stabilité	— 11,9	— 10,6	Stabilité
Employés de service	1,9 *	1,4 *	Stabilité	8,0	5,5 *	Stabilité
Ouvriers	— 30,3	— 29,2	Stabilité	— 37,4	— 37,3	Stabilité

Comparaison avec le secteur privé

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Ecart de rémunération globale		
	2015	2014	Statut	2015	2014	Statut
	%			%		
Ensemble des emplois repères	— 10,0	— 8,4	Stabilité	1,0 *	2,3 *	Stabilité
Professionnels	— 9,6	— 6,7	Affaiblissement	1,4 *	4,7	Affaiblissement
Techniciens	— 10,7	— 9,7	Stabilité	2,2 *	2,7 *	Stabilité
Employés de bureau	— 12,2	— 10,2	Stabilité	-0,4 *	1,8 *	Stabilité
Employés de service	3,8 *	3,8 *	Stabilité	11,4	9,4	Stabilité
Ouvriers	— 31,4	— 32,0	Stabilité	— 27,9	— 28,5	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années puissent différer, l'Institut peut statuer à la stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance non présentés ici. Par conséquent, il est recommandé de limiter l'analyse qui en découle à statuer sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, ensemble des emplois repères, de 2015 et 2009

Secteurs	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2015	2009	Statut	2015	2009	Statut
	%	%		%	%	
Ensemble des autres salariés québécois	— 12,9	— 8,7	Affaiblissement	— 7,9	— 3,7	Affaiblissement
Privé	— 10,0	— 6,0	Affaiblissement	1,0 *	3,6	Stabilité
« Autre public »	— 19,3	— 13,5	Affaiblissement	— 26,3	— 18,3	Affaiblissement
Administration municipale	— 20,4	— 12,9	Affaiblissement	— 39,5	— 24,7	Affaiblissement
« Entreprises publiques »	— 18,9	— 14,1	Affaiblissement	— 24,1	— 21,3	Affaiblissement
Universitaire	— 12,1	— 4,6	Affaiblissement	— 15,1	— 7,8	Affaiblissement
Administration fédérale	— 20,1	— 14,1	Affaiblissement	— 21,1	— 14,0	Affaiblissement
Secteurs et syndicalisation						
Autres salariés québécois syndiqués	— 18,5	— 13,2	Affaiblissement	— 22,4	— 14,8	Affaiblissement
Autres salariés québécois non syndiqués	— 5,5	— 0,7 *	Affaiblissement	6,3	9,7	Stabilité
Privé syndiqué	— 19,1	— 12,4	Affaiblissement	— 18,5	— 10,0	Affaiblissement
Privé non syndiqué	— 5,1	— 0,2 *	Affaiblissement	7,4	10,7	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années puissent différer, l'Institut peut statuer à la stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance non présentés ici. Par conséquent, il est recommandé de limiter l'analyse qui en découle à statuer sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Comparaison des écarts de rémunération, administration québécoise et secteurs de comparaison, par catégorie d'emplois, de 2015 et 2009

Comparaison avec l'ensemble des salariés québécois

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2015	2009	Statut	2015	2009	Statut
	%			%		
Ensemble des emplois repères	— 12,9	— 8,7	Affaiblissement	— 7,9	— 3,7	Affaiblissement
Professionnels	— 13,1	— 9,9	Affaiblissement	— 6,9	— 4,7	Stabilité
Techniciens	— 13,6	— 9,6	Affaiblissement	— 6,0	— 2,6 *	Stabilité
Employés de bureau	— 15,7	— 9,0	Affaiblissement	— 11,9	— 4,8	Affaiblissement
Employés de service	1,9 *	2,6 *	Stabilité	8,0	8,2	Stabilité
Ouvriers	— 30,3	28,9	Stabilité	— 37,4	— 29,7	Stabilité

Comparaison avec le secteur privé

Comparaison avec le secteur privé

Catégorie d'emplois	Écarts salariaux			Écarts de rémunération globale		
	2015	2009	Statut	2015	2009	Statut
	%			%		
Ensemble des emplois repères	— 10,0	— 6,0	Affaiblissement	1,0 *	3,6	Stabilité
Professionnels	— 9,6	— 8,9	Stabilité	1,4 *	1,6 *	Stabilité
Techniciens	— 10,7	— 7,1	Stabilité	2,2 *	3,8	Stabilité
Employés de bureau	— 12,2	— 4,6	Affaiblissement	-0,4 *	4,7	Stabilité
Employés de service	3,8 *	4,8 *	Stabilité	11,4	12,5	Stabilité
Ouvriers	— 31,4	— 31,6	Stabilité	— 27,9	— 25,1	Stabilité

* Indique la parité de l'administration québécoise et du secteur comparé.

La comparaison des écarts prend en compte la variabilité des résultats issus d'une enquête réalisée au moyen d'un échantillon. Ainsi, bien que les écarts présentés entre deux années puissent différer, l'Institut peut statuer à la stabilité de la situation comparative si la différence n'est pas jugée statistiquement significative. De plus, lorsqu'une différence significative est détectée, l'ampleur de la différence est elle-même sujette à une marge d'erreur, mesurée à l'aide d'intervalles de confiance non présentés ici. Par conséquent, il est recommandé de limiter l'analyse qui en découle à statuer sur l'amélioration, la stabilité ou l'affaiblissement de la situation comparative.

Principaux indicateurs économiques du Québec, de 2003 à 2015

Indicateurs	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
PIB et ses composantes^{2,3}							
PIB (au prix du marché)	1,3	2,6	1,5	1,3	1,8	1,9	- 0,6
Consommation finale	3,1	1,9	2,0	2,8	2,9	2,8	2,3
Ménage	3,0	2,4	2,4	2,9	3,8	3,2	0,9
Institutions SBL au service des ménages ⁴	1,8	0,9	- 1,5	0,8	- 1,0	4,7	3,8
Administrations publiques	3,5	0,9	1,2	2,8	1,1	1,6	5,7
Formation brute de capital fixe	5,8	10,5	1,8	2,4	6,3	2,1	- 4,4
Entreprises	6,4	11,1	- 0,5	3,7	6,4	- 0,7	- 8,3
Institutions SBL au service des ménages ⁴	- 9,6	- 40,3	131,1	- 0,3	- 22,1	36,5	3,5
Administrations publiques	3,6	9,2	9,9	- 2,7	6,8	12,5	9,5
Exportations	- 2,2	1,9	2,4	1,6	1,9	- 3,4	- 4,3
Importations	3,4	4,8	4,4	3,3	4,9	- 1,1	- 3,5
Indicateurs monétaires							
IPC (2002 = 100) ^{2,5}	2,5	2,0	2,3	1,7	1,6	2,1	0,6
Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)	2,85	2,22	2,73	4,04	4,12	2,30	0,32
Taux de change (huard en cents américains) ⁶	71,6	77,0	82,6	88,2	93,5	94,3	88,0
Autres indicateurs							
Revenu disponible des ménages ²							
nominal	4,6	4,1	3,6	5,0	6,3	4,8	2,1
réel ⁷	3,0	2,4	1,8	3,8	5,1	3,5	1,9
Taux d'épargne des ménages (%)	1,9	2,0	1,4	2,3	3,5	3,8	4,8
Livraisons manufacturières ²	- 0,1	0,8	3,6	4,3	- 1,2	2,2	- 13,6
Excédent d'exploitation net : sociétés ²	6,8	7,1	2,2	7,2	7,8	- 2,8	- 5,4
Ventes au détail ²	4,5	4,2	5,1	4,9	4,5	4,9	- 1,1
Mises en chantier (en milliers)	50,3	58,4	50,9	47,9	48,6	47,9	43,4

Note: Statistique Canada finalisera sa révision historique des données reliées au Système canadien des comptes macroéconomiques à la mi-décembre 2015. Les données provenant de cette révision historique ne sont pas intégrées dans le présent document.

1. Les taux de croissance trimestriels sont calculés par rapport aux trimestres précédents, ceux du cumul le sont par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Ainsi, le cumul du PIB et de ses composantes est calculé sur les six premiers mois.
2. Taux annuel de croissance (en %).
3. En termes réels (\$ enchaînés 2007).
4. Institutions sans but lucratif au service des ménages.
5. Les taux de croissance trimestriels de l'IPC sont calculés par rapport aux trimestres correspondants de l'année précédente.
6. Moyenne mensuelle.
7. L'indice implicite des prix des ménages en biens et en services (2007 = 100) est utilisé pour obtenir le revenu réel des ménages disponible réel.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Statistique Canada et Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL).

2010	2011	2012	2013	2014	2015 ¹				Indicateurs
					Cumul	T1	T2	T3	
PIB et ses composantes^{2,3}									
2,3	2,0	1,5	1,0	1,4	1,3	0,4	- 0,1	..	PIB (au prix du marché)
3,3	1,5	1,0	1,5	1,5	1,0	0,2	0,2	..	Consommation finale
3,6	1,8	1,1	2,0	2,0	1,8	0,5	0,3		Ménage
0,4	6,9	0,6	0,3	0,5	0,2	- 0,5	0,2		Institutions SBL au service des ménages ⁴
2,7	0,5	0,7	0,6	0,2	- 0,7	- 0,4	0,2		Administrations publiques
4,8	3,8	4,1	- 3,7	- 3,6	- 1,0	- 0,3	0,5	..	Formation brute de capital fixe
6,0	5,3	6,2	- 5,2	- 3,9	- 2,0	- 1,2	0,1	..	Entreprises
11,2	- 5,4	6,7	0,2	0,2	- 1,3	0,7	- 0,7	..	Institutions SBL au service des ménages ⁴
1,2	- 0,7	- 2,7	1,5	- 2,5	2,1	2,6	1,6		Administrations publiques
1,0	- 0,2	1,5	0,4	3,9	3,4	- 3,1	1,8	..	Exportations
5,1	1,4	1,7	- 1,0	1,9	2,2	- 3,1	2,1	..	Importations
Indicateurs monétaires									
1,3	3,0	2,1	0,7	1,4	1,1	1,1	1,1	1,1	IPC (2002 = 100) ^{2,5}
0,58	0,91	0,95	0,97	0,92	0,53	0,57	0,62	0,40	Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)
97,1	101,1	100,1	97,1	90,6	79,4	80,6	81,3	76,4	Taux de change (huard en cents américains) ⁶
Autres indicateurs									
Revenu disponible des ménages ²									
2,2	4,0	4,4	1,8	2,3	3,1	1,2	0,4	..	nominal
1,1	2,0	2,7	0,5	0,8	2,2	1,5	- 0,4	..	réel ⁷
2,4	2,6	4,1	2,7	1,5	2,0	2,3	1,7	..	Taux d'épargne des ménages (%)
4,4	5,0	- 0,1	- 1,3	6,4	0,7	- 2,0	0,7	..	Livraisons manufacturières ²
16,8	4,1	- 2,2	- 10,4	7,3	1,2	- 4,7	- 0,6	..	Excédent d'exploitation net : sociétés ²
6,2	3,0	1,2	2,5	1,7	0,4	- 0,6	0,9	..	Ventes au détail ²
51,4	48,4	47,4	37,8	38,8	34,2	28,2	35,8	..	Mises en chantier (en milliers)

Annexe I

Principaux indicateurs du marché du travail du Québec, de 2003 à 2015

Indicateurs	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Emploi										
Population active ²	2,3	0,6	0,5	0,8	1,7	1,1	0,7	1,5	0,8	0,6
Taux d'activité (%)	66,1	65,9	65,6	65,4	65,7	65,6	65,2	65,3	65,1	64,8
Personnes en emploi ²	1,8	1,3	0,8	1,0	2,6	1,1	-0,7	2,2	1,0	0,8
Taux d'emploi (%)	60,1	60,3	60,2	60,1	60,9	60,8	59,6	60,1	59,9	59,8
Taux de chômage (%)	9,1	8,5	8,2	8,1	7,3	7,2	8,6	8	7,9	7,7
Heures travaillées et rémunération										
Nombre d'heures travaillées en moyenne par semaine ³										
employés rémunérés à l'heure	30,1	29,9	29,8	29,7	29,2	29,2	29,4	29,5	29,5	29,5
employés à salaire fixe	37	37,1	37,2	36,9	36,8	36,8	36,5	36,5	36,4	36,4
Rémunération hebdomadaire moyenne ^{2,4} (RHbM)										
nominale	2,6	2,3	3,5	1,6	4,4	2,1	1,8	3,1	2,3	2,3
réelle ⁵	0,1	0,4	1,2	-0,1	2,8	0,0	1,1	1,9	-0,7	0,2
Rémunération horaire moyenne ² (RHrM)										
nominale	2,6	2,8	2,6	2,2	5,1	2,7	2,8	3,2	2,4	2,5
réelle ⁵	0,1	0,9	0,3	0,5	3,5	0,6	2,2	1,9	-0,7	0,3

1. Les taux de croissance trimestriels sont calculés par rapport aux trimestres précédents; ceux du cumul le sont par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Par ailleurs, le cumul des variables d'emploi est calculé sur les neuf premiers mois de l'année (données désaisonnalisées), et celui des heures travaillées et de la rémunération sur les huit premiers (données non désaisonnalisées).

2. Taux annuel de croissance (en %).

3. Pour les employés et excluant les heures supplémentaires.

4. Pour l'ensemble des salariés et excluant les heures supplémentaires.

5. L'indice des prix à la consommation (2002 = 100) est utilisé pour obtenir la rémunération hebdomadaire moyenne réelle et la rémunération horaire moyenne

Sources : Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada (*Enquête sur la population active* pour l'emploi et *Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail* pour les heures travaillées et la rémunération).

2013	2014	2015 ¹				Indicateurs
		Cumul	T1	T2	T3	
						Emploi
1,2	0,1	0,8	0,5	0,5	0,2	Population active ²
65,0	64,7	64,9	64,7	64,9	64,9	Taux d'activité (%)
0,6	0,0	1,0	0,7	0,2	0,0	Personnes en emploi ²
60,1	59,7	59,9	59,9	59,9	59,9	Taux d'emploi (%)
7,6	7,7	7,6	7,4	7,7	7,8	Taux de chômage (%)
						Heures travaillées et rémunération
						Nombre d'heures travaillées en moyenne par semaine ³
29,4	29,4	29,6	29,1	29,7	..	employés rémunérés à l'heure
36,4	36,2	36,2	36,0	36,2	..	employés à salaire fixe
						Rémunération hebdomadaire moyenne ^{2,4} (RHbM)
1,4	1,9	2,3	0,3	1,9	..	nominale
0,7	0,5	1,2	0,2	0,7	..	réelle ⁵
						Rémunération horaire moyenne ² (RHrM)
1,5	3,2	2,6	0,1	1,8	..	nominale
0,8	1,8	1,5	0,0	0,6	..	réelle ⁵

Prévisions de divers organismes pour les principaux indicateurs économiques du Québec, pour 2015 et 2016

Indicateurs	BRC		BN		Desjardins		BMO	
	(septembre)		(septembre-octobre)		(septembre-octobre)		(octobre)	
	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016
PIB et ses composantes¹								
PIB (au prix du marché)	1,3	1,9	1,2	1,6	1,1	1,5	1,5	2,0
Indicateurs monétaires								
IPC (1992 = 100) ²	1,4	2,0	1,1	1,5	1,1	2,0	1,1	1,6
Taux d'intérêt (% bons du Trésor 90 jours)	0,40	1,10	0,51	0,51	0,51	0,48	0,52	0,41
Taux de change (1 huard en cents américains)	73,53	76,92	78,24	73,26	77,71	75,49	78,40	76,40
Indicateurs du marché du travail								
Emploi ²	1,0	0,8	0,8	0,7	1,0	0,9	1,0	0,9
Taux de chômage (%)	7,6	7,4	7,8	7,6	7,6	7,3	7,7	7,6
Autres indicateurs								
Ventes au détail ²	1,6	3,9	..	..	0,8	2,8	..	..
Mises en chantier (en milliers)	35,3	35,5	35,5	33,0	36,0	36,0	38,0	40,0

Note : Lorsque l'institution ne présente pas de données annuelles, une moyenne trimestrielle est appliquée.

1. Taux annuel réel de croissance.

2. Taux annuel de croissance.

3. Données pour le Canada.

BRC : Banque Royale; BN : Banque Nationale; Desjardins : Mouvement des caisses Desjardins du Québec.

BMO : Banque de Montréal Groupe financier.

Annexe K

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2015

Années	Types de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »	Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral			
1986	nominale	3,3	4,1	3,5	5,8	4,2	3,5	3,8	4,0	3,7
	réelle	-1,4	-0,7	-1,2	1,0	-0,6	-1,2	-1,0	-0,8	-1,0
1987	nominale	4,0	4,0	3,1	5,0	4,2	3,6	3,7	3,9	3,9
	réelle	-0,3	-0,3	-1,2	0,7	-0,1	-0,7	-0,6	-0,4	-0,4
1988	nominale	4,8	4,7	4,5	4,1	4,5	3,2	3,9	4,4	4,6
	réelle	1,1	1,0	0,8	0,4	0,8	-0,5	0,2	0,7	0,9
1989	nominale	4,1	4,3	4,0	5,2	4,4	4,9	4,6	4,4	4,2
	réelle	-0,2	0,0	-0,3	0,9	0,1	0,6	0,3	0,1	-0,1
1990	nominale	6,9	4,9	5,6	5,3	5,3	4,7	5,1	5,0	5,9
	réelle	2,5	0,6	1,2	1,0	1,0	0,4	0,8	0,7	1,5
1991	nominale	7,3	4,9	4,8	0,9	4,7	1,6	3,1	4,2	5,9
	réelle	0,0	-2,2	-2,3	-6,0	-2,4	-5,3	-3,9	-2,9	-1,3
1992	nominale	2,5	3,9	3,9	1,5	2,8	3,0	3,2	3,6	3,0
	réelle	0,6	2,0	2,0	-0,4	0,9	1,1	1,3	1,7	1,1
1993	nominale	1,0	1,4	0,4	0,8	0,8	0,8	0,7	1,2	1,1
	réelle	-0,3	0,1	-0,9	-0,5	-0,5	-0,5	-0,6	-0,1	-0,2
1994	nominale	0,0	1,3	0,3	0,0	-0,2	0,5	0,2	0,9	0,4
	réelle	1,3	2,6	1,6	1,3	1,1	1,8	1,5	2,2	1,7
1995	nominale	0,0	1,5	0,0	-0,1	1,8	0,2	0,7	1,2	0,6
	réelle	-1,7	-0,2	-1,7	-1,8	0,1	-1,5	-1,0	-0,5	-1,1
1996	nominale	0,2	1,6	0,6	0,4	1,9	0,1	0,8	1,3	0,7
	réelle	-1,4	0,0	-1,0	-1,2	0,3	-1,5	-0,8	-0,3	-0,9
1997	nominale	1,1	2,1	0,3	0,5	2,9	2,2	1,8	2,0	1,4
	réelle	-0,4	0,6	-1,2	-1,0	1,4	0,7	0,3	0,5	-0,1
1998	nominale	1,1	1,4	1,6	1,3	1,1	1,4	1,3	1,4	1,2
	réelle	-0,3	0,0	0,2	-0,1	-0,3	0,0	-0,1	0,0	-0,2
1999	nominale	2,2	2,1	1,6	1,9	1,5	2,1	1,8	2,0	2,1
	réelle	0,7	0,6	0,1	0,4	0,0	0,6	0,3	0,5	0,6
2000	nominale	2,8	2,2	2,7	2,9	1,5	3,2	2,5	2,3	2,6
	réelle	0,3	-0,3	0,2	0,4	-1,0	0,7	0,0	-0,2	0,1
2001	nominale	2,8	3,1	2,7	2,8	2,4	3,0	2,8	3,0	2,9
	réelle	0,5	0,8	0,4	0,5	0,1	0,7	0,5	0,7	0,6
2002	nominale	2,5 ^{2,3}	2,6	2,9	2,3	2,7	2,7	2,7	2,6	2,6
	réelle	0,5	0,6	0,9	0,3	0,7	0,7	0,7	0,6	0,6
2003	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,8	1,6	0,8	3,2	2,2	2,4	2,2
	réelle	-0,5	0,0	0,3	-0,9	-1,7	0,7	-0,3	-0,1	-0,3

Annexe K

Évolution de la croissance salariale nominale et réelle pour les salariés syndiqués, selon l'indicateur des taux d'augmentation des clauses salariales en vigueur, de 1986 à 2015

Années	Types de croissance	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble « autre public »	Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
			Privé	« Autre public »								
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral					
2004	nominale	0,0 ^{2,3}	1,9	1,9	3,8	2,2	2,4	2,4	2,0	0,9		
	réelle	-2,0	-0,1	-0,1	1,8	0,2	0,4	0,4	0,0	-1,1		
2005	nominale	0,0 ^{2,3}	2,4	1,9	1,4	2,4	2,5	2,2	2,4	1,1		
	réelle	-2,2	0,1	-0,4	-0,9	0,1	0,2	-0,1	0,1	-1,2		
2006	nominale	2,0 ^{2,3}	2,7	2,2	3,0	2,5	2,6	2,5	2,6	2,3		
	réelle	0,3	1,0	0,5	1,3	0,8	0,9	0,8	0,9	0,6		
2007	nominale	2,0 ^{2,3}	2,5	2,3	3,1	1,0	2,9	2,0	2,4	2,2		
	réelle	0,4	0,9	0,7	1,5	-0,6	1,3	0,4	0,8	0,6		
2008	nominale	2,0 ²	2,6	2,1	2,9	2,0	1,7	2,1	2,4	2,2		
	réelle	-0,1	0,5	0,0	0,8	-0,1	-0,4	0,0	0,3	0,1		
2009	nominale	2,0 ²	2,5	2,3	2,3	2,2	1,5	2,0	2,3	2,2		
	réelle	1,4	1,9	1,7	1,7	1,6	0,9	1,4	1,7	1,6		
2010	nominale	0,5 ²	2,4	2,5	2,4	2,6	1,6	2,3	2,3	1,4		
	réelle	-0,7	1,2	1,3	1,2	1,4	0,4	1,1	1,1	0,2		
2011	nominale	0,8 ²	2,4	1,9	1,6	2,7	1,8	2,1	2,3	1,6		
	réelle	-2,1	-0,6	-1,1	-1,4	-0,3	-1,2	-0,9	-0,7	-1,4		
2012	nominale	1,5 ²	2,3	2,0	1,6	2,1	1,9	2,0	2,2	1,9		
	réelle	-0,6	0,2	-0,1	-0,5	0,0	-0,2	-0,1	0,1	-0,2		
2013	nominale	1,8 ²	2,1	2,0	2,2	2,5	2,0	2,2	2,1	1,9		
	réelle	1,1	1,4	1,3	1,5	1,8	1,3	1,5	1,4	1,2		
2014	nominale	2,0 ²	2,1	1,3	2,3	2,4	2,4 ⁷	1,9	2,1	2,0		
	réelle	0,6	0,7	-0,1	0,9	1,0	1,0	0,5	0,7	0,6		
2015 ⁴	nominale	... ⁵	2,0	3,3	1,7 ⁶	2,3	...	2,7 ⁶	2,2	2,2 ⁷		
	réelle	...	0,9	2,2	0,6	1,2	...	1,6	1,1	1,1		
2016 ⁴	nominale	... ⁵	2,2	2,9	...	2,3 ⁷	...	2,6 ⁷	2,3 ⁷	2,3 ⁷		

1. Les taux « sans relativités salariales » excluant les divers rajustements sont : 4,0 %, 5,1 %, 6,0 % et 2,0 % pour 1989, 1990, 1991 et 1992 respectivement.
2. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu pour les années 2002 à 2009 est basé sur ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Pour 2010 à 2014, le nombre de salariés est basé sur ceux visés par les conventions collectives signées en 2011.
3. Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte tous les rajustements dont auraient pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.
4. Les données considérées sont celles incluses dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2015 (données préliminaires).
5. Les conventions de l'administration québécoise sont échues le 31 mars 2015. Une convention doit être en vigueur le 15 décembre de l'année pour être considérée dans la base de données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.
6. Le taux de représentativité de ce secteur est inférieur à 60 %.
7. Ce résultat est basé sur un nombre limité de salariés.

Annexe L

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2015

Années	Types de croissance	Administration québécoise ²	Autres salariés québécois							Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec ²
			Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral				
1986	Gel ou baisse	0,0	6,9	3,4	0,0	4,3	1,1	2,6	5,4	3,1	
	> 0 et < IPC	99,7	54,6	93,2	78,4	63,9	94,3	84,3	65,0	79,7	
	≥ IPC	0,3	38,5	3,4	21,6	31,9	4,6	13,1	29,6	17,2	
1987	Gel ou baisse	4,6	5,8	33,1	0,0	0,4	0,3	8,6	6,8	5,7	
	> 0 et < IPC	62,0	60,4	38,6	0,0	79,1	70,1	60,9	60,6	61,3	
	≥ IPC	33,4	33,7	28,3	100,0	20,5	29,6	30,5	32,6	33,0	
1988	Gel ou baisse	0,0	6,0	0,0	0,0	0,0	23,8	10,2	7,5	3,7	
	> 0 et < IPC	0,0	20,6	13,2	0,0	3,6	37,5	20,1	20,4	10,2	
	≥ IPC	100,0	73,5	86,8	100,0	96,4	38,8	69,7	72,1	86,1	
1989	Gel ou baisse	0,0	6,1	1,1	0,0	3,4	1,4	1,9	4,6	2,3	
	> 0 et < IPC	100,0	28,9	92,6	0,0	29,3	9,2	35,6	31,2	63,5	
	≥ IPC	0,0	65,1	6,3	100,0	67,3	89,4	62,5	64,2	34,2	
1990	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	0,7	
	> 0 et < IPC	0,0	22,7	13,7	0,0	7,6	14,7	11,7	18,7	9,4	
	≥ IPC	100,0	75,0	86,3	100,0	92,4	85,3	88,3	79,8	89,9	
1991	Gel ou baisse	0,0	2,3	0,3	10,1	0,0	59,8	25,1	10,7	5,2	
	< 0 et > IPC	100,0	94,0	98,3	89,9	95,0	39,7	72,9	86,2	70,3	
	≥ IPC	0,0	3,7	1,3	0,0	5,1	0,5	2,0	3,1	24,3	
1992	Gel ou baisse	0,0	7,9	0,6	15,1	22,6	3,0	9,1	8,4	4,2	
	> 0 et < IPC	0,0	7,6	2,3	20,6	0,4	0,0	1,9	5,5	3,0	
	≥ IPC	100,0	84,4	97,1	64,3	77,0	97,0	89,0	86,1	92,9	
1993	Gel ou baisse	0,0 ³	43,9	77,4	23,6	67,3	72,5	68,9	53,4	24,4	
	> 0 et < IPC	99,7	6,6	12,5	76,4	4,8	0,0	8,6	7,4	57,6	
	≥ IPC	0,3	49,5	10,1	0,0	27,9	27,5	22,5	39,2	18,0	
1994	Gel ou baisse	100,0	39,1	80,5	100,0	84,1	81,9	83,2	53,3	79,6	
	augmentation	0,0	60,9	19,5	0,0	15,9	18,1	16,8	44,7	20,4	
1995	Gel ou baisse	100,0	37,5	93,5	100,0	34,8	92,3	71,9	48,9	76,2	
	> 0 et < IPC	0,0	17,3	3,5	0,0	4,0	0,9	2,6	12,4	5,8	
	≥ IPC	0,0	45,2	3,0	0,0	61,2	6,9	25,6	38,7	18,0	
1996	Gel ou baisse	77,3	33,9	47,0	55,8	14,9	92,3	56,5	42,3	62,3	
	> 0 et < IPC	22,7	15,1	48,2	44,2	38,6	0,9	24,7	18,7	21,0	
	≥ IPC	0,0	51,0	4,9	0,0	46,5	6,8	18,8	39,1	16,7	
1997	Gel ou baisse	3,1	14,3	42,3	50,5	8,7	19,4	23,9	17,5	8,6	
	> 0 et < IPC	96,9	15,8	48,5	46,8	45,2	0,0	35,5	22,4	68,5	
	≥ IPC	0,0	69,9	9,2	2,7	46,1	80,6	40,5	60,1	22,9	
1998	Gel ou baisse	0,0	31,9	8,0	20,7	40,7	21,6	24,8	29,3	15,5	
	> 0 et < IPC	99,1	9,0	38,5	12,8	12,9	40,4	28,3	16,1	55,3	
	≥ IPC	0,9	59,1	53,5	66,5	46,4	38,0	46,9	54,6	29,2	
1999	Gel ou baisse	0,3	9,9	1,9	11,5	23,0	2,3	10,6	10,2	4,5	
	> 0 et < IPC	0,2	9,5	4,8	7,7	10,9	0,0	5,9	8,2	3,6	
	≥ IPC	99,5	80,5	93,3	80,8	66,1	97,7	83,5	81,6	91,9	
2000	Gel ou baisse	0,0	7,4	0,0	1,4	31,5	1,9	10,9	8,7	3,9	
	> 0 et < IPC	10,5	59,4	16,5	4,1	46,3	25,8	27,8	48,3	27,2	
	≥ IPC	89,5	33,1	83,5	94,5	22,2	72,4	61,2	43,1	68,9	
2001	Gel ou baisse	0,2	4,6	0,0	0,0	1,2	0,7	0,5	3,3	1,6	
	> 0 et < IPC	0,0	33,9	11,5	4,1	55,6	6,0	19,3	29,3	13,2	
	≥ IPC	99,8	61,4	88,5	95,9	43,2	93,3	80,1	67,4	85,1	

Annexe L

Évolution de la distribution¹ des salariés syndiqués, selon la croissance salariale en vigueur, de 1986 à 2015

Années	Types de croissance	Administration québécoise ²	Autres salariés québécois							
			Privé	« Autre public »					Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec ²
				Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
2002	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,6	2,7	0,6	0,9	4,7	2,1
	> 0 et < IPC	0,0	17,0	4,8	25,7	7,2	3,8	6,7	14,0	6,2
	≥ IPC	100,0	76,7	95,2	73,7	90,1	95,6	92,4	81,2	91,7
2003	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,8	0,0	39,3	64,0	0,0	22,5	11,5	5,2
	> 0 et < IPC	100,0	38,3	33,6	37,8	25,9	4,9	23,0	33,6	70,3
	≥ IPC	0,0	55,0	66,4	22,9	10,0	95,1	54,5	54,8	24,5
2004	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	25,5	12,6	33,3	0,3	0,0	7,1	19,9	63,2
	> 0 et < IPC	0,0	10,6	1,8	10,4	8,6	0,8	4,6	8,8	4,0
	≥ IPC	0,0	63,9	85,6	56,4	91,1	99,2	88,4	71,3	32,8
2005	Gel ou baisse	100,0 ^{4,5}	13,5	16,2	36,6	0,2	0,0	8,4	11,9	59,9
	> 0 et < IPC	0,0	23,8	50,9	43,7	23,6	12,3	30,1	25,8	11,7
	≥ IPC	0,0	62,7	32,9	19,7	76,2	87,7	61,5	62,3	28,3
2006	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	5,6	0,0	0,0	1,4	0,0	0,6	4,1	1,9
	> 0 et < IPC	0,0	7,7	19,2	0,8	12,9	0,0	10,1	8,4	3,9
	≥ IPC	100,0	86,7	80,8	99,2	85,7	100,0	89,3	87,5	94,3
2007	Gel ou baisse	0,0 ^{4,5}	6,3	0,0	0,0	54,0	0,0	21,0	10,9	5,1
	> 0 et < IPC	0,0	4,8	5,9	0,0	0,4	0,0	1,6	3,8	1,8
	≥ IPC	100,0	88,9	94,1	100,0	45,7	100,0	77,4	85,3	93,1
2008	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,2	0,9	0,0	5,1	0,0	2,1	5,5	2,6
	> 0 et < IPC	100,0	20,2	83,9	36,3	74,2	82,4	74,2	38,2	70,7
	≥ IPC	0,0	72,6	15,2	63,7	20,7	17,6	23,7	56,3	26,7
2009	Gel ou baisse	0,0 ⁴	7,3	0,5	11,9	1,3	0,0	1,9	5,5	2,6
	> 0 et < IPC	0,0	0,9	0,0	0,0	0,5	0,0	0,2	0,7	0,3
	≥ IPC	100,0	91,9	99,5	88,1	98,2	100,0	97,9	93,9	97,1
2010	Gel ou baisse	0,0 ⁴	6,9	0,0	10,7	0,3	0,0	1,3	5,0	2,4
	> 0 et < IPC	100,0	3,4	11,3	13,5	5,9	1,6	6,9	4,6	54,6
	≥ IPC	0,0	89,7	88,7	75,7	93,8	98,4	91,9	90,4	43,1
2011	Gel ou baisse	0,0 ⁴	4,5	0,1	5,3	1,0	0,0	1,0	3,5	1,8
	> 0 et < IPC	100,0	70,5	97,4	87,3	76,6	91,6	87,2	75,2	87,2
	≥ IPC	0,0	25,0	2,5	7,4	22,4	8,4	11,7	21,2	11,0
2012	Gel ou baisse	0,0 ⁴	5,1	0,0	7,4	12,7	0,0	5,0	5,1	2,6
	> 0 et < IPC	100,0	20,6	85,0	70,9	38,1	85,7	68,4	33,8	66,3
	≥ IPC	0,0	74,3	15,0	21,7	49,2	14,3	26,6	61,1	31,1
2013	Gel ou baisse	0,0 ⁴	3,8	2,1	0,0	0,4	0,5	0,9	3,0	1,5
	> 0 et < IPC	0,0	0,4	0,5	0,0	0,0	0,0	0,1	0,4	0,2
	≥ IPC	100,0	95,7	97,4	100,0	99,6	99,5	99,0	96,7	98,4
2014	Gel ou baisse	0,0 ⁴	3,6	41,8	1,4	0,0	0,0 ⁹	15,9	7,1	3,0
	> 0 et < IPC	0,0	5,0	1,6	2,9	0,0	0,0	1,0	3,9	1,7
	≥ IPC	100,0	91,4	56,6	95,7	100,0	100,0	83,1	89,1	95,3
2015 ⁶	Gel ou baisse	... ⁷	3,3	1,2	2,4 ⁸	0,0	0,0 ⁹	0,8 ⁸	2,8	2,8 ⁸
	> 0 et < IPC	...	4,1	9,2	68,1	0,0	0,0	11,5	5,8	5,8
	≥ IPC	...	92,6	89,6	29,5	100,0	100,0	87,7	91,5	91,5

1. Dans certains cas, la somme des éléments ne donne pas 100 % en raison des arrondissements.

2. Les données de l'administration québécoise inclues dans la moyenne comprennent, s'il y a lieu, des rajustements liés aux relativités salariales (années 1989 à 1992).

3. Ce résultat est un arrondissement d'une proportion inférieure à 0,05 %.

4. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu pour les années 2002 à 2009 est basé sur ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Pour 2010 à 2014, le nombre de salariés est stable à partir de ceux couverts par les nouvelles conventions signées en 2011.

5. Le taux d'augmentation ne prend pas en compte tous les rajustements dont auraient pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

6. Les données considérées sont celles inclues dans la banque de données au cours des deux premiers trimestres de 2015 (données préliminaires).

7. Les conventions de l'administration québécoise sont échues le 31 mars 2015. Une convention doit être en vigueur le 15 décembre de l'année pour être considérée dans la base de données du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

8. Le taux de représentativité de ce secteur est inférieur à 60 %.

9. Ce résultat est basé sur un nombre limité de salariés.

Annexe M

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des gains, de 1986 à 2015

Années	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois							Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
		Privé	« Autre public »				Ensemble « autre public »			
			Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral				
1986	..	4,4	3,3	27,3	4,3	3,8	3,8	3,8	4,2	
1987	4,0	3,9	4,9	4,3	4,4	3,7	4,3	4,3	4,0	
1988	4,0	4,3	4,1	5,5	4,3	4,0	4,2	4,2	4,3	
1989	6,0	4,7	4,5	..	4,7	4,5	4,6	4,6	5,2	
1990	5,3	5,0	5,0	4,6	5,1	7,3	5,1	5,1	5,2	
1991	1,6	4,3	2,5	4,8	3,2	1,7	2,2	2,2	2,0	
1992	2,2	2,4	2,5	1,9	2,8	3,3	2,9	2,9	2,3	
1993	0,4	0,6	0,3	0,2	0,5	0,0	0,2	0,2	0,4	
1994	..	1,2	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,3	0,7	
1995	0,3	2,0	0,1	0,3	1,7	1,8	1,6	1,9	0,6	
1996	0,3	1,8	0,6	0,1	2,1	1,4	1,3	1,7	1,0	
1997	0,4	2,1	0,5	0,4	2,2	2,0	1,7	2,0	1,9	
1998	..	1,8	2,0	0,9	0,8	2,4	1,8	1,8	1,8	
1999	4,2 ²	2,4	2,0	0,7	2,0	3,9	2,8	2,5	2,5	
2000	2,3	2,6	2,1	2,9	2,1	1,9	2,0	2,3	2,3	
2001	3,1	3,0	2,4	2,4	2,5	3,5	3,2	3,0	3,0	
2002	2,3	2,6	4,0	2,3	2,3	2,6	3,3	2,7	2,4	
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,5	3,1	2,2	2,4	2,4	
2004	2,3 ²	2,2	2,4	5,6	1,6	3,1	3,7	2,4	2,4	
2005	1,5	2,4	1,9	2,2	2,7	2,7	2,6	2,4	2,4	
2006	0,8 ³	2,1	1,6	3,0	2,8	2,5	2,6	2,2	1,0	
2007	... ⁴	2,7	2,2	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,8	2,8	
2008	... ⁴	2,9	2,1	3,6	1,8	2,3	2,1	2,6	2,6	
2009	... ⁴	1,9	2,4	2,6	1,7	1,8	1,8	1,9	1,9	
2010	... ⁴	2,3	2,8	2,5	2,0	2,3	2,3	2,3	2,3	
2011	1,2	2,1	1,3	2,1	2,3	1,7	1,9	2,0	1,3	
2012	... ⁴	2,3	1,8	2,2	2,7	2,6	2,5	2,4	2,4	
2013	... ⁴	2,1	2,3	2,2	2,4	2,0	2,3	2,2	2,2	
2014	... ⁴	2,1	1,5	3,2	2,7	2,4 ²	2,6	2,3	2,3	
2015 ⁵	... ⁴	2,3	2,3 ⁶	2,0	2,4	... ⁴	2,1	2,2	2,2	

1. Le taux « sans relativités salariales » excluant les divers rajustements est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte les divers rajustements dont auraient pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec.

5. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2015 et prennent en compte un nombre de conventions collectives/un effectif limité.

6. Ce taux est basé sur deux conventions collectives.

Annexe N

Mesure des taux d'augmentation des salaires pour les salariés syndiqués, selon la date de signature, indicateur des taux, de 1986 à 2015

Années	Administration québécoise ¹	Autres salariés québécois						Ensemble autres sal. québ.	Ensemble Québec
		Privé	« Autre public »						
			Entreprises publiques québécoises	Universitaire	Municipal	Fédéral	Ensemble « autre public »		
1986	..	4,2	3,3	20,9	4,3	3,7	3,7	4,0	4,0
1987	4,1	4,0	4,6	4,4	4,4	3,8	4,2	4,1	4,1
1988	4,0	4,5	4,0	5,1	4,4	3,9	4,2	4,4	4,3
1989	6,4	4,6	4,5	..	4,8	4,4	4,5	4,6	5,3
1990	5,7	4,9	5,2	4,1	4,9	6,6	5,0	5,0	5,4
1991	2,4	4,3	2,4	4,3	3,1	2,0	2,3	3,2	2,6
1992	2,3	2,4	2,7	2,5	2,7	3,2	2,9	2,6	2,3
1993	0,3	0,6	0,3	0,0	0,5	0,0	0,2	0,5	0,4
1994	..	1,3	0,5	0,2	0,8	0,1	0,3	0,8	0,8
1995	0,5	1,6	0,7	0,1	1,4	3,7	1,0	1,5	1,3
1996	0,5	1,7	0,7	0,1	1,4	0,8	0,9	1,6	1,4
1997	0,5	2,1	0,7	0,8	1,4	1,9	1,3	1,9	1,9
1998	..	2,0	1,9	0,9	0,9	2,3	1,7	1,9	1,9
1999	3,5 ²	2,4	2,1	0,9	2,0	3,7	2,8	2,4	2,5
2000	2,5	2,6	2,3	2,8	2,3	2,1	2,2	2,4	2,5
2001	2,8	2,9	2,3	2,5	2,5	3,3	3,1	2,9	2,9
2002	2,3	2,6	3,7	2,2	2,5	2,7	3,2	2,7	2,4
2003	2,0	2,6	2,2	2,3	1,8	3,0	2,3	2,4	2,4
2004	2,3 ²	2,5	2,3	5,4	1,9	3,0	3,6	2,7	2,5
2005	1,7	2,4	2,1	2,3	2,6	2,6	2,5	2,4	2,4
2006	1,2 ³	2,1	1,8	3,0	2,7	2,5	2,6	2,2	1,3
2007	... ⁴	2,7	2,3	4,0	2,2	... ⁴	3,0	2,7	2,7
2008	... ⁴	2,8	2,1	3,4	2,0	2,3	2,2	2,5	2,5
2009	... ⁴	2,0	2,5	3,3	1,8	1,7	1,9	1,9	1,9
2010	... ⁴	2,4	2,7	2,7	2,1	2,4	2,3	2,4	2,4
2011	1,4	2,1	1,0	2,0	2,3	1,8	1,9	2,0	1,5
2012	... ⁴	2,2	1,8	2,1	2,5	2,5	2,4	2,3	2,3
2013	... ⁴	2,1	2,4	2,0	2,4	2,0	2,3	2,2	2,2
2014	... ⁴	2,1	1,5	3,0	2,6	2,5 ²	2,4	2,2	2,2
2015 ⁵	... ⁴	2,3	2,5 ⁶	2,1	2,4	... ⁴	2,3	2,3	2,3

1. Le taux « sans relativités salariales » excluant les divers rajustements est de 5,0 % pour 1989 et 1990.

2. Ce taux est basé sur une seule convention collective.

3. Dans l'administration québécoise, le nombre de salariés retenu est basé sur ceux visés par la Loi concernant les conditions de travail dans le secteur public (projet de loi n° 142, 2005, chapitre 43). Le taux d'augmentation indiqué ne prend pas en compte les divers rajustements dont auraient pu bénéficier les salariés de l'administration québécoise, notamment ceux reliés à l'équité salariale.

4. Aucune convention nouvellement signée dans ce secteur. Dans le secteur fédéral, l'administration fédérale n'a pas l'obligation de déposer ses conventions au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale du Québec.

5. Ces résultats correspondent aux six premiers mois de 2015 et prennent en compte un nombre de conventions collectives/un effectif limité.

6. Ce taux est basé sur deux conventions collectives.

« L'Institut informe le public de l'état et de l'évolution comparés de la rémunération globale des salariés régis par une convention collective du gouvernement, des commissions scolaires, des collèges et des établissements d'une part et de la rémunération globale des autres salariés québécois de toute catégorie qu'il détermine d'autre part.

Il publie, au plus tard le 30 novembre de chaque année, un rapport de ses constatations. »

Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (L.R.Q., c. I-13.011) adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 19 juin 1998.

*Des statistiques sur le Québec d'hier et d'aujourd'hui
pour le Québec de demain*

Ce rapport présente les constats de l'ISQ sur la rémunération des salariés au Québec. Il contient des résultats ainsi que des analyses détaillées de la comparaison des salaires, des avantages sociaux et de la rémunération globale des employés de l'administration québécoise avec ceux de l'ensemble des autres salariés québécois œuvrant dans les entreprises de 200 employés et plus. La comparaison est aussi effectuée avec différents secteurs du marché du travail : privé et « autre public » ainsi que les sous-secteurs de ce dernier (administrations municipale et fédérale, « entreprises publiques » et universitaire). Le point est également fait sur l'évolution des écarts salariaux et de rémunération globale de 2014 à 2015 ainsi que sur une plus longue période, soit de 2009 à 2015.

Par ailleurs, le rapport contient les résultats relatifs aux tendances salariales pour l'administration québécoise et les divers secteurs de l'économie. Il s'agit de la croissance salariale, sur la base des augmentations des structures salariales, ainsi que des perspectives salariales pour 2015 et 2016. En toile de fond, les principaux indicateurs de l'environnement économique et du marché du travail sont fournis.

L'information diffusée dans ce rapport pourrait faciliter la prise de décision en matière de rémunération par tous les acteurs du marché du travail au Québec.